

Bruxelles, le 26.8.2022  
SWD(2022) 188 final/2

**DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION**

*accompagnant le document:*

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,  
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES  
RÉGIONS**

**Rapport sur la politique de concurrence 2021**

{ COM(2022) 337 final }

## CONTENTS

|   |    |
|---|----|
| INTRODUCTION.....   | 3  |
| 1. Pratiques anticoncurrentielles et ententes .....   | 5  |
| 1.1. Révision des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes .....  | 7  |
| 1.2. La répression des ententes demeure une priorité absolue.....   | 10 |
| 1.3. Arrêts importants rendus par les juridictions de l'Union européenne .....  | 12 |
| 1.4. Coopération au sein du Réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales.....  | 18 |
| 2. Contrôle des concentrations.....   | 20 |
| 2.1. Les tendances récentes en matière de mise en œuvre.....  | 20 |
| 2.2. Révision des règles en matière de contrôle des concentrations et des orientations connexes   | 23 |
| 2.3. Arrêts importants rendus par les juridictions de l'Union européenne dans le domaine du contrôle des concentrations .....   | 24 |
| 3. Contrôle des aides d'État .....  | 25 |
| 3.1. Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 .....                                | 26 |
| 3.2. Soutenir la sortie de la pandémie – facilité pour la reprise et la résilience .....  | 29 |
| 3.3. Aides d'État en faveur d'objectifs horizontaux .....   | 29 |
| 3.4. Renforcer la boîte à outils de la Commission – une nouvelle initiative politique visant à lutter contre les subventions étrangères génératrices de distorsions ..... | 37 |
| 3.5. Contrôle, récupération des aides et coopération avec les juridictions nationales.....  | 38 |
| 4. Développement de la dimension internationale de la politique de l'UE en matière de concurrence .....   | 45 |
| 4.1. Relations multilatérales.....  | 45 |
| 4.2. Relations bilatérales .....  | 46 |
| 5. Soutenir la mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE.....  | 47 |

|   |   |
|---|---|
| 5.1. Transformation numérique .....   | 47  |
| 5.2. Programme pour le marché unique.....                                   | 48  |
| 5.3. Communication externe et activités de sensibilisation.....             | 49  |
| II. SITUATION PAR SECTEUR .....   | 51  |
| 1. ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT .....   | 51  |
| 2. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS.....      | 57  |
| 3. SERVICES FINANCIERS .....  | 67  |
| 4. INDUSTRIES DE BASE ET INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE .....                     | 75  |
| 5. INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE .....  | 78  |
| 5.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté..... | 78  |
| 6. INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SERVICES DE SANTÉ .....                      | 82  |
| 7. TRANSPORTS, TOURISME ET SERVICES POSTAUX.....                            | 85  |
| 8. FISCALITÉ ET AIDES D'ÉTAT .....  | 95  |
| <br><b>ANNEX 1</b>  | <b>Décisions relatives aux aides d'État adoptées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État en 2021, par pays</b> |
| <br><b>ANNEX II</b>   | <b>Décisions relatives aux aides d'État liées à la COVID-19 adoptées directement en vertu du traité, par pays</b>                     |
| <br><b>ANNEX III</b>  | <b>Aides d'État en faveur du secteur bancaire: décisions adoptées par la Commission en 2021, par pays</b>                             |

## INTRODUCTION

Le rapport sur la politique de concurrence 2021 et le présent document de travail des services de la Commission sont les deuxièmes à rendre compte de l'évolution de la politique de concurrence de l'Union depuis le début du mandat de la Commission présidée par M<sup>me</sup> von der Leyen. Décrivant les développements de cette politique au cours de l'année 2021, il marque également le 51<sup>e</sup> anniversaire de la publication de ces rapports par la Commission.

Comme l'ont montré les enseignements qui, dans l'ensemble de l'Union, ont pu être tirés de la pandémie la plus grave depuis plus d'un siècle, une politique de concurrence solide et sa mise en œuvre effective sont plus importantes que jamais. La politique de concurrence de l'UE préserve et renforce le marché unique, au bénéfice tant des consommateurs que des entreprises et de la société.

En 2021, la politique de concurrence de l'UE a continué de jouer un rôle important dans les efforts consentis par l'Union pour lutter contre la crise sanitaire et économique engendrée par la pandémie de COVID-19 et la surmonter. L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (l'«encadrement temporaire des mesures d'aide d'État»)<sup>1</sup> a permis aux États membres d'apporter un soutien nécessaire et proportionné aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises («PME»), menacées en raison de la pandémie, tout en limitant les effets négatifs sur le marché intérieur. Pour faire face aux conséquences de la situation politique et économique actuelle en Europe qui résulte de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la Commission utilisera à nouveau la flexibilité offerte par la panoplie des instruments en matière d'aides d'État, qui permettra aux États membres de lutter contre les effets économiques négatifs de cette nouvelle crise.

Malgré la persistance de la pandémie à l'échelle mondiale, la mise en œuvre des règles de concurrence de l'UE a été maintenue à un niveau très élevé en 2021. Outre les 675 décisions relatives aux aides d'État liées à la COVID-19 qui ont été adoptées en 2021, l'activité de contrôle des concentrations est restée effective, la Commission ayant rendu 396 décisions en la matière. Dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles et des ententes, la Commission a également pris d'importantes mesures de mise en œuvre pour mettre fin aux infractions aux règles de concurrence et a infligé des amendes d'un montant total de 1,746 milliard d'EUR. Ces décisions ont concerné de nombreux secteurs (marchés financiers, services de transport ferroviaire, émissions des véhicules automobiles, agroalimentaire et biocarburants). En outre, la Commission a travaillé en étroite collaboration avec le Réseau européen de la concurrence (le «REC»), coordonnant l'action autour des questions de concurrence relevant de ces décisions.

Comme elle l'avait annoncé dans sa communication intitulée «*Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis*»<sup>2</sup>, la Commission procède actuellement à un réexamen sans précédent de la politique de concurrence de l'UE, portant sur plus de 20 ensembles de règles, l'objectif étant de garantir que les instruments de la politique de concurrence de l'UE restent

---

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/temporary-framework\\_fr](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/temporary-framework_fr).

<sup>2</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis [COM(2021) 713 du 18.11.2021].

viables à long terme et soutiennent les transitions écologique et numérique de l'UE, le processus de relance et la réponse aux évolutions économiques, et de renforcer la résilience du marché unique.

Par ailleurs, en 2021, les colégislateurs ont réussi à avancer sur la proposition de la Commission relative à une législation sur les marchés numériques et le règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur. Enfin, dans le domaine du contrôle des concentrations, la Commission a pris des mesures, telles que l'acceptation des notifications électroniques, pour assurer la continuité des activités des entreprises qui notifient des opérations, tout en garantissant le respect des obligations légales, et a continué de veiller à la mise en œuvre des règles de l'UE relatives aux concentrations.

Le présent document de travail des services de la Commission se compose de deux parties. La première présente les principales évolutions en 2021 en ce qui concerne les trois instruments de concurrence: les aides d'État, les pratiques anticoncurrentielles (dont les ententes) et les concentrations. La seconde partie, consacrée à la situation par secteur, décrit des actions spécifiques.

## I. PRINCIPALES ÉVOLUTIONS DE LA POLITIQUE DE CONCURRENCE ET DE SA MISE EN ŒUVRE

### 1. PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES ET ENTENTES

#### Articles 101, 102 et 106 du TFUE

En vertu de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (le «TFUE»), les accords anticoncurrentiels sont incompatibles avec le marché intérieur et interdits. L'article 101 du TFUE interdit les accords par lesquels des entreprises coordonnent leurs agissements au lieu de se concurrencer en toute indépendance et qui ont pour objet ou pour effet de fausser la concurrence. Cependant, même si un accord horizontal ou vertical peut être considéré comme restrictif, il pourra être autorisé en vertu de l'article 101, paragraphe 3, du TFUE s'il a finalement pour effet de stimuler la concurrence (du fait, par exemple, de la promotion du progrès technique ou d'une amélioration de la distribution).

L'article 102 du TFUE interdit les abus de position dominante. En soi, il n'est pas illégal, pour une entreprise, de détenir ou d'acquérir une position dominante. Les entreprises en position dominante peuvent, comme toutes les autres entreprises présentes sur le marché, livrer concurrence en fonction de leurs mérites. Cependant, l'article 102 du TFUE interdit les comportements abusifs d'entreprises en position dominante qui, par exemple, imposent de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables.

Enfin, l'article 106 du TFUE interdit aux États membres d'édicter ou de maintenir des mesures contraires aux règles des traités en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs.

La nécessité de préserver la discipline de marché pour garantir le bon fonctionnement du marché unique est essentielle, surtout en période de crise. La mise en œuvre efficace des règles de concurrence de l'UE revêt une importance cruciale pour la transformation numérique de l'économie européenne et pour la préservation de la compétitivité et de la capacité d'adaptation du marché unique. L'application des règles concernant les pratiques anticoncurrentielles peut contribuer à éliminer les derniers obstacles au marché unique, ainsi qu'à supprimer les restrictions au développement de technologies propres et à la libre circulation des ressources nécessaires à l'économie circulaire et aux objectifs du pacte vert pour l'Europe. Le présent document de travail des services de la Commission met en lumière les décisions récentes en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'ententes, tandis que les graphiques ci-dessous donnent un aperçu de l'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles au cours des dix dernières années, y compris les décisions de rejet de plaintes.

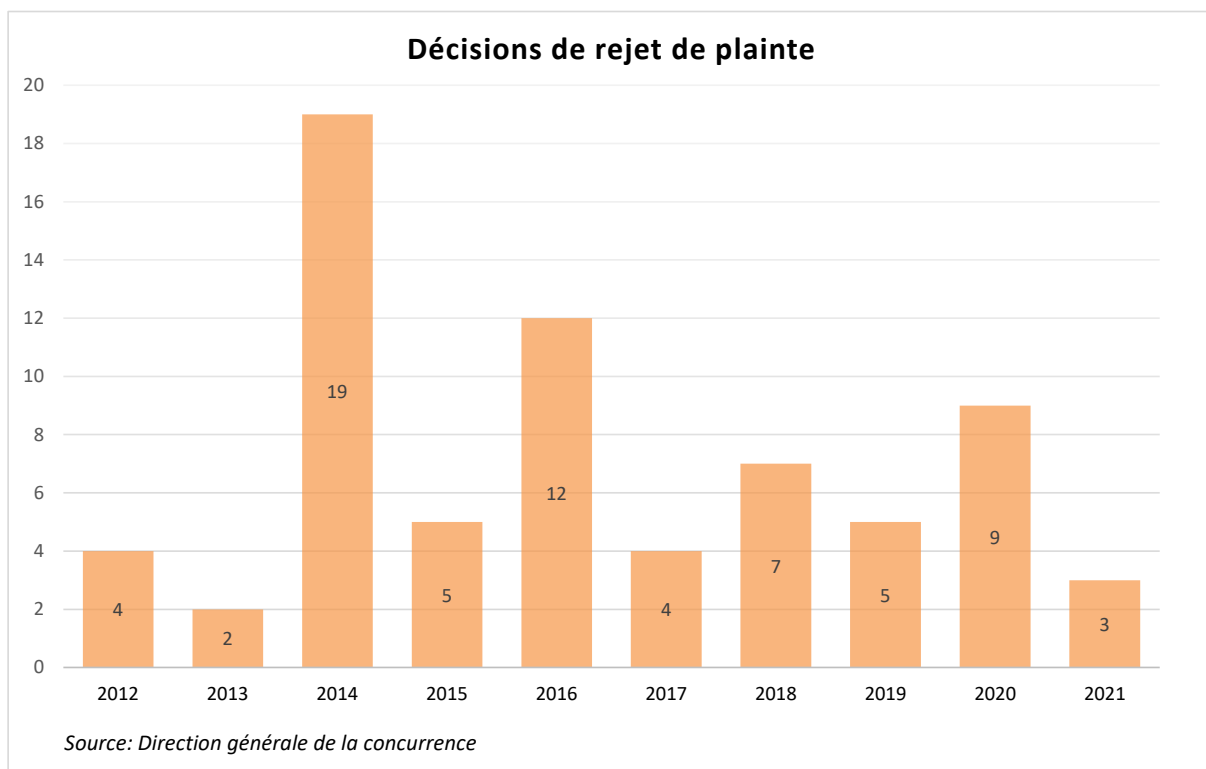
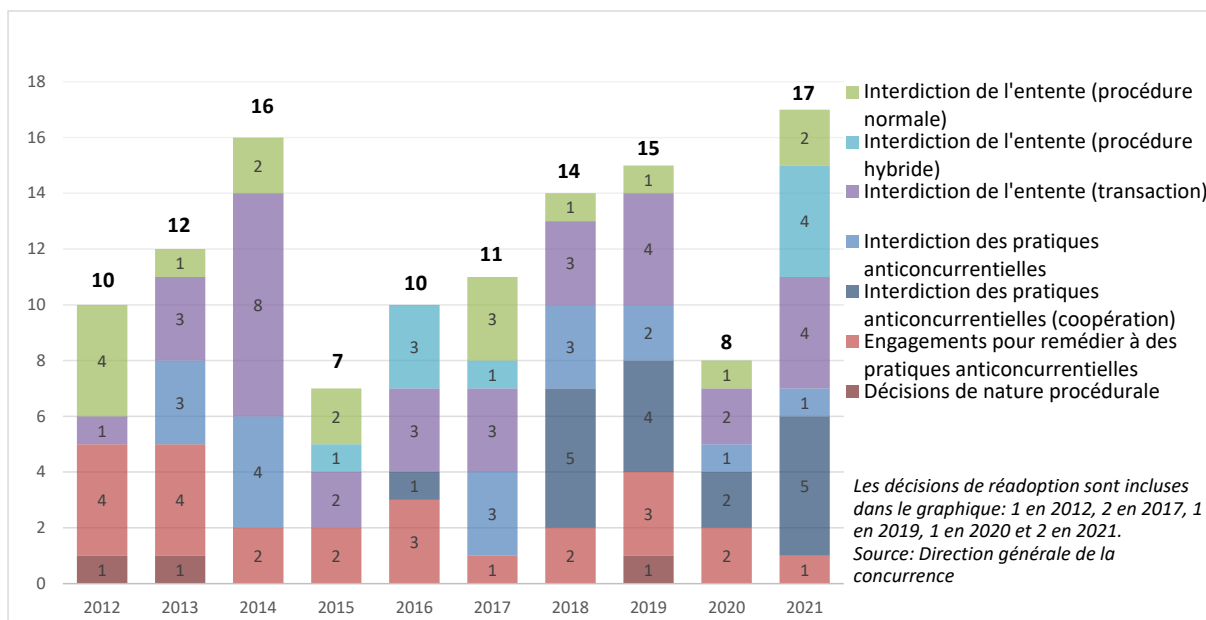
En 2021, la Commission a réalisé des progrès substantiels dans son ambitieux réexamen de la politique de concurrence, couvrant un certain nombre de ses principaux règlements d'exemption par catégorie, lignes directrices et communications. En novembre 2021, la Commission a adopté une communication sur une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis<sup>3</sup>, soulignant le rôle de la politique de concurrence dans la reprise économique après la pandémie, dans les transitions écologique et numérique et sur un marché unique résilient. Outre l'application des règles, il est indispensable d'engager des réformes pour garantir la pleine efficacité de la politique de concurrence. En 2021, la Commission a avancé

---

<sup>3</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis [COM(2021) 713 du 18.11.2021].

dans son programme de révision portant sur un grand nombre de ses principaux règlements d'exemption par catégorie, lignes directrices et communications, et fait progresser diverses initiatives en cours visant à garantir une concurrence loyale dans le marché unique.

### *Décisions en matière de pratiques anticoncurrentielles et d'ententes sur la période 2012-2021*



## 1.1. Révision des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes

En 2021, la Commission a avancé dans sa révision des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles et des orientations connexes, afin de veiller à ce qu'elles soient adaptées à un marché en mutation, notamment à la numérisation de l'économie qui ne cesse de s'accélérer, et a présenté une nouvelle initiative relative à l'application du droit de la concurrence aux conventions collectives concernant les travailleurs indépendants sans salariés.

### 1.1.1. Orientations liées à la pandémie de COVID-19

Le cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie de COVID-19, adopté en avril 2020<sup>4</sup>, a introduit la possibilité d'adopter des lettres administratives de compatibilité ad hoc en tant qu'instrument temporaire. Celles-ci constituent une exception à la règle de l'auto-évaluation, et viennent compléter les voies existantes pour fournir des orientations dans des situations spécifiques, car ces voies existantes ne permettent pas de traiter les situations d'extrême urgence en raison de leurs exigences de procédure<sup>5</sup>. La Commission a précisé qu'elle ferait usage de son pouvoir discrétionnaire de décider comment et quand fournir des orientations, mais qu'elle était prête à nouer le dialogue et à discuter, et qu'elle veillerait à ce que ses orientations générales détaillées reflètent les besoins et les réalités économiques d'aujourd'hui<sup>6</sup>.

Le 25 mars 2021, la Commission a émis la deuxième lettre administrative de compatibilité depuis l'adoption de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, à l'occasion d'une rencontre paneuropéenne organisée par la Commission. L'objectif était de remédier aux goulets d'étranglement et d'accélérer les connexions entre les producteurs de vaccins et les entreprises de services (telles que les organismes de développement et de fabrication sous contrats, les sociétés de remplissage et de finition, les fabricants d'équipements et autres), afin d'améliorer la planification de la production actuelle et future de vaccins en Europe.

---

<sup>4</sup> Communication de la Commission – Cadre temporaire pour l'appréciation des pratiques anticoncurrentielles dans les coopérations mises en place entre des entreprises pour réagir aux situations d'urgence découlant de la pandémie actuelle de COVID-19 (JO C 116 I du 8.4.2020, p. 7). Ce cadre temporaire expose les principaux critères sur lesquels la Commission s'appuiera pour évaluer les projets de coopération visant à remédier à la pénurie de produits et services essentiels durant la pandémie de COVID-19. Il n'est pas spécifique à un secteur, mais se réfère à l'expérience acquise par la Commission lors des discussions avec les parties prenantes du secteur de la santé et s'en inspire.

<sup>5</sup> Voir article 10 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil (Constatation d'inapplication) et communication de la Commission relative à des orientations informelles sur des questions nouvelles qui se posent dans des affaires individuelles au regard des articles 81 et 82 du traité CE (lettres d'orientation) (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO C 101 du 27.4.2004, p. 78).

<sup>6</sup> Afin de faciliter les contacts avec la Commission sur les pratiques anticoncurrentielles dans le contexte de la COVID-19, la Commission a créé une page web «Règles anticoncurrentielles et coronavirus» fournissant des informations et des coordonnées pour les demandes d'orientation sur des projets de coopération spécifiques. Celle-ci est disponible aux adresses suivantes: [https://ec.europa.eu/competition-policy/antitrust/coronavirus\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/antitrust/coronavirus_en);



### *1.1.2. Orientations sur les accords verticaux*

La Commission a poursuivi son analyse d'impact pour la révision du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux (le «REC vertical»)<sup>7</sup> et des lignes directrices sur les restrictions verticales qui l'accompagnent (les «LD verticales»)<sup>8</sup>, et publié les résultats de la consultation publique ouverte qui s'est achevée le 26 mars 2021 et le résumé des contributions des autorités nationales de concurrence («ANC») à l'analyse d'impact du REC vertical, ainsi qu'un rapport d'expert sur les restrictions des ventes actives dans différents modèles de distribution et combinaisons de modèles de distribution et un rapport d'expert sur des affaires concernant les restrictions des ventes en ligne et de la publicité en ligne, aux niveaux européen et national<sup>9</sup>. Le 9 juillet 2021, la Commission a publié pour consultation publique un projet de REC vertical révisé et un projet de LD verticales révisées, ainsi qu'une note d'information exposant les modifications proposées<sup>10</sup>. Cette consultation publique a pris fin le 17 septembre 2021. Le 22 novembre 2021, la Commission a publié les contributions non confidentielles des parties prenantes sur le projet de règles révisées, ainsi qu'un résumé de toutes les contributions concernant le projet de règles<sup>11</sup>.

Le 28 mai 2021, la Commission a publié le rapport d'évaluation du règlement d'exemption par catégorie applicable au secteur automobile (le «RECSA»)<sup>12</sup> et le document de travail des services de la Commission qui l'accompagnait. Dans cette évaluation, la Commission a conclu que, de manière générale, au cours de la décennie écoulée, il n'y avait eu aucune évolution importante qui justifierait une refonte du régime du RECSA, mais qu'une mise à jour de celui-ci était nécessaire pour tenir compte de l'importance que l'accès aux données générées par les véhicules était susceptible de prendre en tant que facteur de concurrence. La Commission travaille actuellement aux propositions concernant l'avenir du régime en vue de son expiration le 31 mai 2023.

### *1.1.3. Orientations sur les accords horizontaux*

En mai 2021, la Commission a publié les résultats<sup>13</sup> de l'évaluation des deux règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux relatifs aux accords de recherche et de développement et aux accords de spécialisation (respectivement le «REC R&D» et le «REC Spécialisation», conjointement les «REC horizontaux»), ainsi que des lignes directrices sur les restrictions horizontales (les «LD horizontales»). L'objectif de cette évaluation est de permettre à la Commission de décider s'il y a lieu de laisser les REC horizontaux expirer, les proroger ou les réviser.

---

<sup>7</sup> Règlement (UE) n° 330/2010 de la Commission du 20 avril 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées (JO L 102 du 23.4.2010, p. 1).

<sup>8</sup> Lignes directrices sur les restrictions verticales (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO C 130 du 19.5.2010, p. 1).

<sup>9</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2018-vber\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2018-vber_en).

<sup>10</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-vber\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-vber_en).

<sup>11</sup> Au total, 152 parties prenantes et six autorités nationales de concurrence ont fait part de leurs commentaires sur le projet de REC vertical révisé et sur le projet de LD verticales révisées.

<sup>12</sup> Règlement (UE) n° 461/2010 de la Commission du 27 mai 2010 concernant l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à des catégories d'accords verticaux et de pratiques concertées dans le secteur automobile (JO L 129 du 28.5.2010, p. 52).

<sup>13</sup> Document de travail des services de la Commission – Évaluation des règlements d'exemption par catégorie applicables aux accords horizontaux [SWD(2021) 103 du 6.5.2021].

### Principales conclusions de l'évaluation des règles relatives aux accords horizontaux

L'évaluation a montré que les règles relatives aux accords horizontaux restent des outils utiles pour les entreprises. Toutefois, dans son évaluation, la Commission a recensé plusieurs domaines dans lesquels les règles ne sont pas suffisamment adaptées à la numérisation et à la poursuite des objectifs de durabilité. Certaines des dispositions des REC horizontaux sont considérées comme rigides et complexes, tandis que d'autres sont jugées peu claires et difficiles à interpréter par les entreprises. Plus précisément, il n'est pas impossible que les conditions d'exemption prévues par le REC R&D ne couvrent plus tous les accords de R&D qui favorisent la concurrence, et que le champ d'application du REC Spécialisation soit trop limité. Certaines dispositions des REC horizontaux et des LD horizontales sont également jugées peu claires ou trop strictes. Enfin, les LD horizontales fournissent peu d'orientations sur les évolutions récentes du marché, telles que la numérisation et les objectifs de durabilité dans les accords horizontaux (par exemple, elles ne fournissent pas une sécurité juridique suffisante pour l'autoévaluation des accords poursuivant des objectifs de durabilité, des accords de partage/de mise en commun de données et des accords de partage de réseau).

En juillet 2021, la Commission a lancé une consultation publique dans le cadre de la phase d'analyse d'impact de la révision<sup>14</sup>, l'objectif étant de mettre en place les règles révisées d'ici au 31 décembre 2022, date d'expiration des règles actuelles.

#### *1.1.4. Conventions collectives concernant les conditions de travail des travailleurs indépendants sans salariés*

Les plateformes de travail numériques ont transformé les manières de travailler. Si elles donnent accès au travail et offrent de la flexibilité, elles peuvent également conduire à de mauvaises conditions de travail. Pour les travailleurs indépendants qui fournissent des services par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques, il n'est pas toujours facile de savoir si les règles de concurrence de l'UE leur permettent de participer à des négociations et conventions collectives concernant leurs conditions de travail.

Pour remédier à cette situation, la Commission avait lancé, en juin 2020, un processus visant à évaluer si des mesures devaient être prises au niveau de l'Union pour veiller à ce que le droit européen de la concurrence ne fasse pas obstacle aux conventions collectives des travailleurs indépendants visant à améliorer leurs conditions de travail. Ainsi, la Commission a publié, en janvier 2021, une analyse d'impact initiale et, en mars 2021, elle a consulté toutes les parties prenantes sur la base d'un questionnaire détaillé. En avril 2021, une réunion consacrée à cette question a été organisée avec les partenaires sociaux. Le 9 décembre 2021, la Commission a publié un projet de lignes directrices relatives à l'application du droit de la concurrence de l'UE aux conventions collectives concernant les conditions de travail des travailleurs indépendants sans salariés<sup>15</sup>.

Fondé sur la jurisprudence constante de la Cour de justice de l'Union européenne (la

<sup>14</sup> Consultation publique – Accords horizontaux entre entreprises (du 13.7.2021 au 5.10.2021). Voir: [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13058-Horizontal-agreements-between-companies-revision-of-EU-competition-rules/public-consultation\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13058-Horizontal-agreements-between-companies-revision-of-EU-competition-rules/public-consultation_fr)

<sup>15</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices relatives à l'application du droit de la concurrence de l'UE aux conventions collectives concernant les conditions de travail des travailleurs indépendants sans salariés [C(2021) 8838 final du 9.12.2021, ANNEXE]. Le projet de lignes directrices fait partie d'un ensemble d'initiatives de la Commission comprenant également une proposition de directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme et une communication visant à tirer pleinement parti de la numérisation pour l'avenir du travail.

«Cour»<sup>16</sup>, ce projet de lignes directrices décrit des situations dans lesquelles les travailleurs indépendants sans salariés peuvent être comparables à des travailleurs salariés et précise que, dès lors, leurs conventions collectives ne relèvent pas du champ d'application de l'article 101 du TFUE. Il couvre les travailleurs indépendants sans salariés économiquement dépendants, ceux qui travaillent côte à côte avec des travailleurs salariés et ceux qui fournissent leurs services par l'intermédiaire de plateformes de travail numériques. En outre, le projet de lignes directrices précise que les travailleurs indépendants qui peuvent ne pas être comparables à des travailleurs salariés, mais qui peuvent néanmoins éprouver des difficultés à influencer leurs conditions de travail en raison d'un pouvoir de négociation déséquilibré, peuvent également négocier collectivement sans craindre l'intervention de la Commission. Il s'agit des travailleurs indépendants sans salariés qui négocient leurs conditions de travail avec des contreparties jouissant d'une certaine puissance économique, ou des personnes qui négocient collectivement conformément à la directive sur le droit d'auteur<sup>17</sup> et aux dispositions du droit national.

## 1.2. La répression des ententes demeure une priorité absolue

Le solide bilan de la Commission en matière de répression des ententes en 2021 montre que celle-ci reste déterminée à lutter vigoureusement contre les ententes et à protéger la concurrence pendant la période de reprise. En 2021, la Commission a adopté dix décisions et infligé des amendes d'un montant total de 1,746 milliard d'EUR. Ces décisions ont concerné de nombreux secteurs (marchés financiers, services de transport ferroviaire, émissions des véhicules automobiles, agroalimentaire et biocarburants). En outre, la Commission a pu reprendre progressivement ses activités d'inspection, qui avaient été temporairement suspendues pour des raisons sanitaires et logistiques au cours de la phase initiale de la pandémie.

En particulier, en 2021, la Commission a fortement axé ses efforts sur les ententes dans le secteur des services financiers. En avril 2021<sup>18</sup>, la Commission a adopté une décision à l'encontre de Bank of America Merrill Lynch, Crédit Agricole, Credit Suisse et Deutsche Bank pour avoir participé à une entente sur le marché des obligations supra-souveraines, des obligations souveraines et des obligations d'organismes publics libellées en dollars des États-Unis («obligations SSA libellées en dollars des États-Unis»). La Commission a infligé des amendes d'un montant total de 28,494 millions d'EUR à ces banques, exception faite de la Deutsche Bank qui avait révélé l'existence de l'entente et a bénéficié d'une immunité totale au titre de la procédure de clémence.

En mai 2021, la Commission a infligé à Bank of America, Natixis, Nomura, UBS, UniCredit et WestLB (aujourd'hui Portigon)<sup>19</sup> des amendes à hauteur d'un montant total de 371 millions d'EUR pour une entente sur les marchés primaire et secondaire des obligations d'État

---

<sup>16</sup> Arrêt de la Cour du 4 décembre 2014, affaire C-413/13, FNV Kunsten Informatie en Media/Staat der Nederlanden, EU:C:2014:2411; arrêt de la Cour du 21 décembre 1999, affaire C-67/96, Albany International BV/Stichting Bedrijfspensioenfonds Textielindustrie, EU:C:1999:430.

<sup>17</sup> Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits voisins dans le marché unique numérique et modifiant les directives 96/9/CE et 2001/29/CE (JO L 130 du 17.5.2019, p. 92).

<sup>18</sup> Affaire AT.40346, *Obligations souveraines et d'organismes publics*.

Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_2004](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2004).

<sup>19</sup> Affaire AT.40324, *Obligations d'État européennes*.

Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_2565](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2565).

européennes («OEE»). Aucune amende n'a été infligée à RBS (aujourd'hui NatWest), celle-ci ayant bénéficié d'une immunité totale au titre de la procédure de clémence pour avoir révélé l'entente.

En décembre 2021, la Commission a achevé la troisième phase de son enquête sur le marché des opérations de change au comptant<sup>20</sup>. La Commission a infligé à Barclays, RBS, HSBC et Credit Suisse une amende d'un montant total de 344 millions d'EUR (venant s'ajouter à l'amende de 1,07 milliard d'EUR déjà infligée dans le cadre des deux affaires Forex antérieures). Aucune amende n'a été infligée à UBS, celle-ci ayant bénéficié d'une immunité totale au titre de la procédure de clémence pour avoir révélé l'existence des ententes.

En outre, en juillet 2021, la Commission a adopté une décision à l'encontre de cinq constructeurs automobiles: Daimler, BMW, Volkswagen, Audi et Porsche<sup>21</sup>. La Commission a infligé des amendes d'un montant total de 875 millions d'EUR à ces constructeurs automobiles pour avoir limité le développement technique dans le domaine de la technologie de réduction des émissions des voitures à moteur diesel. Aucune amende n'a été infligée à Daimler, celui-ci ayant révélé l'existence de l'entente. Toutes les entreprises ont reconnu leur participation à l'entente et ont accepté de conclure une transaction.

En avril 2021, dans le secteur des services de transport ferroviaire<sup>22</sup>, la Commission a sanctionné Österreichische Bundesbahnen («ÖBB»), Deutsche Bahn («DB») et Société Nationale des Chemins de fer belges/Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen («SNCB») pour avoir participé à une entente de répartition de la clientèle portant sur les services transfrontières de fret ferroviaire par «trains-blocs» sur certains corridors ferroviaires essentiels de l'UE. Les trois entreprises ont reconnu leur participation à l'entente et ont accepté de conclure une transaction. La Commission a infligé à DB et à la SNCB des amendes d'un montant total de 48 millions d'EUR, tandis qu'ÖBB a bénéficié d'une immunité totale.

Dans le secteur agroalimentaire, en novembre 2021, la Commission a infligé des amendes d'un montant total de 20 millions d'EUR à Conserve Italia Soc. coop. agricola et à sa filiale Conserves France S.A. (conjointement «Conserve Italia»)<sup>23</sup>. Cette décision fait suite à une décision de règlement par transaction antérieure adoptée en septembre 2019 à l'encontre de trois autres entreprises pour leur participation à la même entente. Conserve Italia a décidé de ne pas conclure de transaction dans cette affaire et, par conséquent, l'enquête de la Commission à son encontre s'est poursuivie conformément à la procédure normale appliquée en matière d'ententes. Pendant plus de 13 ans, de 2000 à 2013, Conserve Italia et les autres participants à l'entente avaient fixé les prix, s'étaient entendus sur les parts de marché et les volumes de vente, s'étaient réparti les clients et les marchés, avaient échangé des informations sensibles d'un point de vue commercial et s'étaient accordées dans leurs réponses aux appels d'offres.

---

<sup>20</sup> Affaire AT.40135, *FOREX*.

Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case\\_details.cfm?proc\\_code=1\\_AT\\_40135](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=1_AT_40135).

<sup>21</sup> Affaire AT.40178, *Émissions des véhicules automobiles*.  
Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_3581](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3581).

<sup>22</sup> Affaire AT.40330, *Fret ferroviaire*. Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_1843](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1843).

<sup>23</sup> Affaire AT.40127, *Légumes en conserve*. Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_6164](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6164).

Enfin, en décembre 2021, la Commission a infligé à Abengoa S.A. et à sa filiale Abengoa Bionenergía S.A.<sup>24</sup> une amende de 20 millions d'EUR pour avoir participé à une entente relative au mécanisme de formation des prix de gros sur le marché européen de l'éthanol. Les biocarburants peuvent contribuer à encourager l'utilisation de modes de transport plus propres et à réduire les émissions de gaz à effet de serre; à ce titre, ils jouent un rôle essentiel dans la transition écologique. L'enquête est toujours en cours pour les autres entreprises concernées.

Décisions en matière d'ententes 2021:

| Intitulé de l'affaire   | Date d'adoption | Amende infligée (en EUR) | Entreprise(s) concernée(s) | Procédure ayant conduit à l'adoption d'une décision d'interdiction |
|---|-----------------|--------------------------|----------------------------|--|
| Fret ferroviaire  | 20.4.2021       | 48 594 000               | 3                          | Transaction  |
| Obligations SSA   | 28.4.2021       | 28 494 000               | 4                          | Interdiction   |
| OEE   | 20.5.2021       | 371 393 000              | 7                          | Interdiction   |
| Produits dérivés de taux d'intérêt libellés en yens (réadoption)  | 28.5.2021       | 6 450 000                | 1                          | Interdiction   |
| Produits dérivés de taux d'intérêt libellés en euros (réadoption) | 28.6.2021       | 31 739 000               | 1                          | Interdiction   |
| Émissions des véhicules automobiles                               | 8.7.2021        | 875 189 000              | 3                          | Transaction  |
| Légumes en conserve   | 19.11.2021      | 20 000 000               | 1                          | Interdiction   |
| Forex (Sterling Lads)   | 2.12.2021       | 83 294 000               | 1                          | Interdiction   |
| Forex (Sterling Lads)   | 2.12.2021       | 261 101 000              | 4                          | Transaction  |
| Indices de référence de l'éthanol                                 | 10.12.2021      | 20 000 000               | 1                          | Transaction  |
| <b>Total</b>  |                 | <b>1 746 254 000</b>     | <b>26</b>                  |  |

### 1.3. Arrêts importants rendus par les juridictions de l'Union européenne

En 2021, les juridictions de l'Union ont rendu un nombre relativement limité d'arrêts dans le cadre de la lutte menée par la Commission contre les ententes par rapport à la situation qui prévalait il y a quelques années. Toutefois, la grande majorité des arrêts rendus ont pleinement confirmé la pratique de la Commission en matière de lutte contre les ententes. La Cour a ainsi confirmé la pratique de la Commission consistant à mener des procédures de transaction hybrides. Les juridictions ont également confirmé que l'article 101 du TFUE et l'article 53 de l'accord sur l'espace économique européen (l'«accord EEE») confèrent à la Commission la compétence d'examiner des ententes conclues dans le monde entier.

<sup>24</sup> Affaire AT.40054, *Indices de référence de l'éthanol*.

Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case\\_details.cfm?proc\\_code=1\\_40054](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=1_40054).

### *1.3.1. Droits procéduraux dans les enquêtes de la Commission – affaires hybrides échelonnées*

Dans un arrêt concernant une entente dans le secteur de la **grenaille abrasive métallique**<sup>25</sup>, la Cour a jugé que la Commission n'avait pas violé les droits de la défense d'une entreprise en faisant référence à celle-ci dans une décision de transaction antérieure à sa sanction dans une décision prise dans le cadre d'une procédure ordinaire (affaire de transaction hybride échelonnée). De l'avis de la Cour, la Commission n'a pas violé la présomption d'innocence ni le principe d'impartialité. La Cour a partagé l'avis du Tribunal, selon lequel la Commission avait pris des «précautions rédactionnelles suffisantes», puisqu'elle avait indiqué «sans équivoque» que la requérante n'était pas destinataire de la décision de transaction et qu'elle avait fait référence à cette entreprise lorsque cela était nécessaire pour établir la responsabilité des autres membres de l'entente.

### *1.3.2. La compétence de la Commission*

Dans deux arrêts concernant l'entente dans le secteur des **condensateurs**<sup>26</sup>, le Tribunal a confirmé la compétence territoriale de la Commission aux fins de l'application de l'article 101 du TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE. Les requérantes avaient contesté la compétence territoriale de la Commission, notamment au motif que le comportement anticoncurrentiel était axé sur l'Asie et n'avait pas été mis en œuvre, ni n'avait eu d'effet significatif, dans l'EEE<sup>27</sup>, et en réfutant l'existence de tout lien pertinent avec l'EEE<sup>28</sup>.

Selon le Tribunal, les conditions de l'application territoriale de l'article 101 du TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE sont réunies dans deux hypothèses: en premier lieu, dès lors que les pratiques qu'ils visent sont mises en œuvre sur le territoire du marché intérieur, et ce indépendamment du lieu de leur formation<sup>29</sup>, et, en second lieu, lorsqu'il est prévisible que ces pratiques produisent un effet immédiat et substantiel dans le marché intérieur<sup>30</sup>.

Le Tribunal a indiqué que le critère de la mise en œuvre de l'entente est satisfait, entre autres, par la simple vente dans l'Union du produit cartellisé, indépendamment de la localisation des sources d'approvisionnement et des installations de production<sup>31</sup>.

### *1.3.3. Responsabilité en cas d'entente*

Dans un arrêt concernant l'entente dans le secteur des **câbles électriques**, la Cour a confirmé l'interprétation de la notion de «responsabilité de la société mère» utilisée par la Commission

---

<sup>25</sup> Arrêt de la Cour du 18 mars 2021, affaire C-440/19 P, Pometon/Commission, EU:C:2021:214.

<sup>26</sup> Arrêts du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635; et affaire T-363/18, Nippon Chemi-Con/Commission, EU:T:2021:638.

<sup>27</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-363/18, Nippon Chemi-Con/Commission, EU:T:2021:638, point 71.

<sup>28</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635, point 73.

<sup>29</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635, point 75.

<sup>30</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635, point 77.

<sup>31</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635, point 76.



et le Tribunal pour imputer la responsabilité du comportement collusoire d'une entreprise à ses sociétés mères<sup>32</sup>.

La Cour a confirmé que la Commission était en droit de se fonder sur la présomption formulée dans l'arrêt *Akzo Nobel*, selon laquelle une société mère exerce une influence déterminante sur une filiale non seulement lorsqu'elle détient la totalité ou la quasi-totalité du capital de sa filiale, mais également lorsqu'elle contrôle l'ensemble des droits de vote associés aux actions de sa filiale<sup>33</sup>. Dans le même arrêt, la Cour a également confirmé que c'est à bon droit que la Commission s'était fondée sur les liens personnels dans la composition du conseil d'administration de la filiale pour conclure qu'une société mère exerçait une influence déterminante. En effet, l'existence de tels liens personnels pourrait être établie même dans les situations dans lesquelles un membre du conseil d'administration d'une entreprise est lié à une autre entreprise par l'intermédiaire de «services de conseil antérieurs» ou de «contrats de consultant»<sup>34</sup>.

En ce qui concerne l'entente dans le secteur du ***conditionnement alimentaire destiné à la vente au détail***, la Cour a confirmé la jurisprudence constante relative à la présomption de l'exercice effectif d'une influence déterminante par une société mère sur le comportement des opérateurs qu'elle contrôle et a, là encore, confirmé la pratique de la Commission en matière de lutte contre les ententes à cet égard<sup>35</sup>.

#### *1.3.4. Calcul des amendes*

Dans un arrêt concernant l'entente dans le secteur de la ***grenaille abrasive métallique***, la Cour a annulé la partie de l'arrêt du Tribunal qui avait réduit l'amende initiale pour la faire passer de 6,2 millions d'EUR à 3,87 millions d'EUR<sup>36</sup>. De l'avis de la Cour, le Tribunal avait violé le principe d'égalité de traitement et avait manqué à son obligation de motivation en appliquant à la requérante une réduction de 75 % au titre du point 37 des lignes directrices de la Commission pour le calcul des amendes<sup>37</sup>, soit une réduction identique à celle qui avait été accordée à une autre entreprise. La Cour a jugé que le Tribunal n'avait pas exposé les motifs pour lesquels, malgré cette différence de situation, il était conforme au principe d'égalité de traitement d'accorder à la requérante un taux de réduction identique à celui dont avait bénéficié cette autre entreprise<sup>38</sup>.

Dans un arrêt concernant l'entente dans le secteur des ***condensateurs***, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission de majorer le montant de l'amende, l'entreprise ayant déjà été tenue pour responsable d'une infraction similaire<sup>39</sup>. La Commission a constaté que, même si cette première infraction avait été sanctionnée lorsque l'infraction constatée dans le cadre de l'entente dans le secteur des condensateurs était en cours, il y avait lieu d'appliquer une

---

<sup>32</sup> Arrêt de la Cour du 27 janvier 2021, affaire C-595/18 P, *The Goldman Sachs Group/Commission*, EU:C:2021:73.

<sup>33</sup> Arrêt de la Cour du 27 janvier 2021, affaire C-595/18 P, *The Goldman Sachs Group Inc./Commission*, EU:C:2021:73, points 29 à 42.

<sup>34</sup> Arrêt de la Cour du 27 janvier 2021, affaire C-595/18 P, *The Goldman Sachs Group Inc./Commission*, EU:C:2021:73, points 89 à 104.

<sup>35</sup> Arrêt de la Cour du 15 avril 2021, affaire C-694/19 P, *Italmobiliare SpA e.a./Commission*, EU:C:2021:286.

<sup>36</sup> Arrêt de la Cour du 18 mars 2021, affaire C-440/19 P, *Pometon/Commission*, EU:C:2021:214.

<sup>37</sup> Lignes directrices pour le calcul des amendes infligées en application de l'article 23, paragraphe 2, sous a), du règlement (CE) n° 1/2003 (JO C 210 du 1.9.2006, p. 2).

<sup>38</sup> Arrêt de la Cour du 18 mars 2021, affaire C-440/19 P, *Pometon/Commission*, EU:C:2021:214, points 145 à 154.

<sup>39</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-341/18, *NEC/Commission*, EU:T:2021:634.

majoration du montant de base de l'amende pour récidive et, par conséquent, de tenir compte de l'intégralité de la période de la responsabilité de l'entreprise pour l'infraction, y compris une période de près de neuf mois précédant l'adoption de la décision DRAM initiale<sup>40</sup>. Le Tribunal a estimé que l'entreprise avait déjà fait l'objet d'une constatation d'infraction et que, malgré cette constatation et la sanction imposée, elle avait continué à participer pendant presque deux ans à une autre infraction similaire<sup>41</sup>.

Dans un autre arrêt concernant l'entente dans le secteur des **condensateurs**<sup>42</sup>, le Tribunal a également confirmé que la Commission n'avait pas violé le principe *ne bis in idem*<sup>43</sup> ni le principe de proportionnalité en appliquant un facteur de dissuasion de 16 % alors que des amendes substantielles avaient déjà été infligées dans d'autres territoires.

Dans l'affaire relative à l'entente dans le secteur du **conditionnement alimentaire destiné à la vente au détail**, le président du Tribunal a rendu une ordonnance rejetant une demande de référé tendant au sursis à l'exécution d'une décision de la Commission à l'encontre de CCPL et condamnant celle-ci à payer des amendes d'un montant de 9,44 millions d'EUR. La Commission avait infligé une nouvelle amende nettement inférieure à CCPL à la suite d'un précédent recours fructueux de cette entreprise pour défaut de motivation concernant sa capacité à payer l'amende. Dans son ordonnance, le président du Tribunal a indiqué qu'il était peu probable qu'un recours contre la décision révisée de la Commission soit accueilli, étant donné que la Commission semblait avoir procédé à une analyse suffisante de la situation financière de CCPL<sup>44</sup>.

### *1.3.5. Paiement des amendes infligées pour des ententes*

Dans l'affaire **Commission/Printeos**<sup>45</sup>, qui concernait l'entente dans le secteur des *enveloppes*, la Cour a rejeté le pourvoi de la Commission et confirmé l'arrêt du Tribunal selon lequel la Commission était tenue de payer des intérêts moratoires lors du remboursement d'une amende infligée en application du droit de la concurrence qui avait été versée à titre provisoire par un destinataire la contestant et qui était ultérieurement annulée ou réduite par les juridictions. Printeos avait droit: 1) à des intérêts moratoires à compter de la date du paiement à titre provisoire de l'amende jusqu'à la date de son remboursement (au taux de refinancement de la BCE majoré de 2 %); et 2) à la capitalisation des intérêts moratoires pour le montant susmentionné des intérêts moratoires à compter de la date de l'introduction du recours de Printeos devant le Tribunal (c'est-à-dire au versement d'intérêts sur des intérêts moratoires impayés, au taux de refinancement de la BCE majoré de 3,5 %).

### *1.3.6. Application de la communication de la Commission sur la clémence*

Dans un arrêt concernant l'entente dans le secteur du **recyclage des batteries automobiles**, la Cour a confirmé l'interprétation que faisaient la Commission et le Tribunal de la

---

<sup>40</sup> Affaire COMP/38.511, DRAM.

<sup>41</sup> Arrêt du Tribunal du 16 décembre 2004, affaire T-341/18, Carlo De Nicola/Banque européenne d'investissement, EU:T:2004:367.

<sup>42</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-342/18, Nichicon/Commission, EU:T:2021:635, points 512 à 520.

<sup>43</sup> Le principe *ne bis in idem* interdit de sanctionner une même personne plus d'une fois pour un même comportement illicite. Traduit littéralement, il signifie «pas deux fois pour la même [chose]».

<sup>44</sup> Ordonnance du président du Tribunal du 22 juillet 2021, affaire T-130/21 R, CCPL/Commission; (JO C 391 du 27.9.2021, p. 18); la procédure au principal est en cours.

<sup>45</sup> Arrêt de la Cour du 20 janvier 2021, affaire C-301/19 P, Commission/Printeos, EU:C:2021:39.



communication de la Commission sur la clémence de 2006<sup>46</sup>. La Cour a jugé que la notion d'«immunité partielle» ne devait s'appliquer qu'aux entreprises qui apportent des éléments concernant des faits nouveaux, précédemment ignorés de la Commission. Le simple fait de renforcer des éléments de preuve déjà en possession de la Commission est insuffisant pour qu'une entreprise obtienne une immunité partielle<sup>47</sup>.

Dans le même ordre d'idées, dans un arrêt relatif à l'entente dans le secteur du ***conditionnement alimentaire destiné à la vente au détail***<sup>48</sup>, la Cour a confirmé la position de la Commission et du Tribunal selon laquelle la requérante dans cette affaire ne pouvait pas bénéficier de l'immunité au titre de la communication de la Commission sur la clémence de 2006, étant donné qu'une autre entreprise avait été la première à fournir à la Commission des informations lui ayant permis de procéder à une inspection inopinée.

Dans un arrêt concernant l'entente dans le secteur des ***condensateurs***<sup>49</sup>, le Tribunal a confirmé l'application pratique par la Commission de la notion d'«immunité partielle». Dans cette affaire, la requérante avait fourni à la Commission des informations supplémentaires lui permettant d'étendre la durée de l'infraction et, en contrepartie, la Commission lui avait accordé une immunité partielle pour la période ainsi élargie, réduisant en conséquence le coefficient multiplicateur appliqué à la requérante au titre de la durée. Toutefois, la Commission n'a pas réduit le coefficient de gravité appliqué à la requérante. Dans son arrêt, le Tribunal a confirmé la conclusion de la Commission selon laquelle les éléments de preuve présentés par la requérante n'avaient aucune incidence sur la gravité de l'infraction.

### *1.3.7. Mise en œuvre du droit de la concurrence de l'UE par la sphère privée*

En raison de l'augmentation des actions en dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence et de l'application de la directive relative aux dommages et intérêts, les juridictions nationales ont posé à la Cour de nombreuses questions préjudicielles concernant l'application de ladite directive. En 2021, la Cour a statué dans trois affaires de ce genre.

### *La compétence internationale et territoriale*

Le 15 juillet 2021, la Cour a rendu son arrêt dans l'affaire *RH/Volvo*<sup>50</sup>. Venant compléter l'arrêt rendu en 2019 dans l'affaire *Tibor-Trans/DAF Trucks*<sup>51</sup>, cet arrêt a fourni des orientations détaillées sur la manière d'attribuer la compétence en cas d'actions en dommages et intérêts pour entente au titre de l'article 7, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1215/2012<sup>52</sup> (refonte de Bruxelles I). Une personne physique ou morale domiciliée sur le territoire d'un État membre peut être atraite dans un autre État membre devant la juridiction du lieu où le

---

<sup>46</sup> Communication de la Commission sur l'immunité d'amendes et la réduction de leur montant dans les affaires portant sur des ententes (JO C 298 du 8.12.2006, p. 17).

<sup>47</sup> Arrêt de la Cour du 3 juin 2021, affaire C-563/19 P, Recylex e.a./Commission, EU:C:2021:428, points 27 à 43.

<sup>48</sup> Arrêt de la Cour du 15 avril 2021, affaire C-694/19 P, Italmobiliare SpA e.a./Commission, EU:C:2021:286.

<sup>49</sup> Arrêt du Tribunal du 29 septembre 2021, affaire T-344/18, Rubycon/Commission, EU:T:2021:637.

<sup>50</sup> Arrêt de la Cour du 15 juillet 2021, affaire C-30/20, RH/AB Volvo, EU:C:2021:604.

<sup>51</sup> Arrêt de la Cour du 29 juillet 2019, affaire C-451/18, Tibor-Trans/DAF Trucks, EU:C:2019:635.

<sup>52</sup> Règlement (UE) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (JO L 351 du 20.12.2012, p. 1).

fait dommageable s'est produit ou risque de se produire. Par conséquent, dans le cadre d'une action en dommages et intérêts résultant d'une violation de l'article 101 du TFUE, le lieu de matérialisation du dommage est situé dans l'État membre du marché affecté par cette violation et sur lequel des surcoûts ont été payés. La Cour a souligné qu'il y avait lieu d'appliquer deux critères afin de déterminer la juridiction compétente au sein des États membres. Premièrement, si l'entreprise lésée a acheté les biens affectés par la collusion exclusivement dans le ressort d'une seule juridiction, cette juridiction est compétente. Deuxièmement, si des achats ont été effectués en plusieurs lieux, chaque entreprise lésée peut saisir la juridiction du siège social du demandeur.

### *La notion d'entreprise*

Dans son arrêt du 6 octobre 2021, la Cour a répondu à une question préjudicielle posée par une juridiction espagnole dans l'affaire *Sumal*<sup>53</sup>. Dans cet arrêt, la Cour a précisé, entre autres, que la notion fonctionnelle d'entreprise s'applique dans la mise en œuvre à la fois publique et privée du droit de la concurrence de l'UE. Lors d'actions en dommages et intérêts de suivi, une filiale détenue à 100 % peut être tenue responsable d'une infraction au droit de la concurrence de l'UE commise par sa société mère, à condition qu'elles constituent une unité économique. L'existence d'un comportement uniforme sur le marché est le critère déterminant pour identifier une unité économique. La Cour a précisé que la délimitation d'une unité économique compte deux étapes: il convient d'établir i) les liens économiques, organisationnels et juridiques et ii) le lien concret entre l'activité économique de la société filiale et l'objet de l'infraction commise par la société mère. Il appartient au demandeur de prouver l'existence des deux types de liens. À la lumière de la notion fonctionnelle d'entreprise, une société mère peut faire partie de plusieurs unités économiques.

### *La compétence des juridictions nationales aux fins de l'application de l'article 101 du TFUE*

Le 11 novembre 2021, la Cour a rendu dans l'affaire *Stichting Cartel Compensation*<sup>54</sup> un arrêt confirmant qu'une juridiction nationale a le pouvoir de constater une infraction à l'article 101 du TFUE et d'accorder des dommages et intérêts pour une infraction au droit de la concurrence, y compris pour la période pour laquelle la Commission ne disposait pas de la compétence effective de faire appliquer le droit de la concurrence de l'Union. Les questions préjudicielles posées à la Cour avaient été soulevées dans le cadre d'un litige concernant des actions en dommages et intérêts relatives à des comportements dans le secteur du transport aérien ayant eu lieu avant l'application des règles mettant en œuvre l'article 101 du TFUE. À l'époque des faits, le régime transitoire des articles 104 et 105 du TFUE s'appliquait. Dans la décision sous-jacente concernant le même comportement (*fret aérien*)<sup>55</sup>, la Commission avait décidé qu'elle ne pouvait pas appliquer l'article 101 du TFUE au comportement ayant eu lieu pendant la période couverte par le régime transitoire.

---

<sup>53</sup> Arrêt de la Cour du 6 octobre 2021, affaire C-882/19, *Sumal S.L./Mercedes Benz Trucks España S.L.*, EU:C:2021:800.

<sup>54</sup> <https://curia.europa.eu/juris/liste.jsf?lgrec=fr&td=%3BALL&language=fr&num=C-819/19&jur=C>.

<sup>55</sup> <https://curia.europa.eu/jcms/upload/docs/application/pdf/2022-03/cp220053fr.pdf>.

## **1.4. Coopération au sein du Réseau européen de la concurrence ainsi qu'avec les juridictions nationales**

### *1.4.1. Coopération avec les autorités nationales de concurrence au sein du Réseau européen de la concurrence*

Depuis 2004, la Commission et les autorités nationales de concurrence de tous les États membres de l'UE coopèrent par l'intermédiaire du REC. L'objectif du REC est de veiller à ce que le droit de la concurrence de l'UE soit appliqué de manière efficace et cohérente à l'encontre des entreprises qui se livrent à des pratiques commerciales qui restreignent la concurrence dans l'Union.

En 2021, la Commission a continué de veiller à l'application cohérente du règlement (CE) n° 1/2003<sup>56</sup> relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence (articles 101 et 102 du TFUE) par l'intermédiaire du REC. Deux des principaux mécanismes de coopération à cette fin prévus dans ce règlement sont l'obligation pour les ANC d'informer la Commission d'une nouvelle enquête au stade de la première mesure formelle d'enquête et de consulter la Commission au sujet des décisions envisagées. En 2021, 145 nouvelles enquêtes ont été ouvertes au sein du réseau et 84 décisions envisagées ont été soumises.

Outre ces mécanismes de coopérations prévus par le règlement (CE) n° 1/2003, d'autres flux de coopération du REC garantissent également une mise en œuvre cohérente des règles de concurrence de l'Union. Les membres du REC se réunissent régulièrement pour examiner, à un stade précoce, des problèmes concernant les politiques menées ainsi que des questions d'importance stratégique. En 2021, 37 réunions entre groupes de travail horizontaux et sous-groupes sectoriels, lors desquelles les agents des autorités de concurrence ont échangé leurs points de vue, ont été organisées.

### *1.4.2. La directive REC+*

La directive REC+<sup>57</sup> visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles est entrée en vigueur le 4 février 2019. La directive REC+ vise à garantir que les autorités nationales de concurrence, lorsqu'elles appliquent les mêmes dispositions juridiques (à savoir les règles de l'UE relatives aux pratiques anticoncurrentielles), disposent d'outils de mise en œuvre efficaces et des ressources nécessaires pour détecter et sanctionner les entreprises qui enfreignent les articles 101 et 102 du TFUE. Elle vise également à leur assurer une totale indépendance lors de la prise de décisions, sur la base des faits et de la législation. Les nouvelles règles contribuent à l'édification d'un véritable marché unique, l'objectif général étant de promouvoir un marché intérieur ouvert, concurrentiel et innovant, la création d'emplois et la croissance.

Les États membres avaient jusqu'au 4 février 2021 pour transposer cette directive dans leur législation nationale. Le 19 mars 2021, la Commission a envoyé des lettres de mise en demeure ouvrant des procédures d'infraction à l'encontre de 22 États membres pour non-communication des mesures de transposition dans le délai imparti. Sur ces 22 États membres,

---

<sup>56</sup> Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité, article 11, paragraphes 3 et 4 (JO L 1 du 4.1.2003, p. 1).

<sup>57</sup> Directive (UE) 2019/1 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 visant à doter les autorités de concurrence des États membres des moyens de mettre en œuvre plus efficacement les règles de concurrence et à garantir le bon fonctionnement du marché intérieur (JO L 11 du 14.1.2019, p. 3).

quatorze ont cependant notifié la transposition complète de la directive avant la fin de 2021. L'exhaustivité de leurs mesures de transposition sera évaluée avant la clôture de la procédure d'infraction. La Commission vérifiera ensuite la conformité de leurs mesures nationales de transposition. La Commission continue d'aider les autres États membres dans les dernières étapes de leurs processus de transposition respectifs.

#### *1.4.3. Coopération avec les juridictions nationales*

Outre sa coopération avec les ANC dans le cadre du REC, la Commission a poursuivi sa collaboration avec les juridictions nationales. Elle aide les juridictions nationales à faire respecter les règles de concurrence de l'Union de manière efficace et cohérente en fournissant des informations relatives aux dossiers, en leur faisant part de son avis sur des questions de fond, ou encore en intervenant en qualité d'*amicus curiae* dans les procédures pendantes devant lesdites juridictions.

Lorsque les juridictions concernées ont donné leur accord, la Commission publie ses avis et observations en tant qu'*amicus curiae* sur son site internet.

#### *1.4.4. Mise en œuvre des règles de concurrence par la sphère privée*

La directive 2014/104/UE sur les actions en dommages et intérêts pour infraction au droit de la concurrence (la «directive relative aux dommages et intérêts»)<sup>58</sup> vise à garantir que toute personne lésée par une infraction aux règles de concurrence de l'Union peut effectivement bénéficier du droit à réparation devant les juridictions nationales. Comme indiqué dans le rapport au Parlement européen et au Conseil de décembre 2020 sur la mise en œuvre de la directive relative aux dommages et intérêts, depuis l'adoption de cette directive en 2014, le nombre d'actions en dommages et intérêts devant les juridictions nationales a considérablement augmenté et les actions en dommages et intérêts se sont largement généralisées dans l'Union<sup>59</sup>. Les actions en dommages et intérêts sont encore nombreuses à être des actions de suivi, dans le cadre desquelles la personne lésée par une infraction au droit de la concurrence demande des dommages et intérêts à la suite d'une décision finale d'une autorité de concurrence.

La Commission continue de suivre la mise en œuvre de cette directive par les juridictions nationales des États membres dans la perspective d'une révision de celle-ci, dès que l'expérience acquise dans l'application de ses règles sera suffisante.

---

<sup>58</sup> Directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne (JO L 349 du 5.12.2014, p. 1).

<sup>59</sup> Document de travail des services de la Commission sur la mise en œuvre de la directive 2014/104/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 novembre 2014 relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit national pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de l'Union européenne [SWD(2020) 338 final du 14.12.2020].

## **2. CONTRÔLE DES CONCENTRATIONS**

### **Le contrôle des concentrations dans l'UE**

L'objectif du contrôle des concentrations effectué par l'UE est de veiller à ce que les structures de marché demeurent concurrentielles tout en permettant une restructuration sans heurts du secteur concerné, et ce non seulement pour les entreprises établies dans l'UE, mais pour toutes les entreprises présentes sur les marchés de l'UE. La restructuration industrielle constitue un moyen important de favoriser la répartition efficace des actifs de production. Toutefois, dans certains cas, la consolidation de l'industrie peut entraîner des effets dommageables sur la concurrence, compte tenu du degré de pouvoir de marché des entreprises parties à la concentration et d'autres caractéristiques du marché. Le contrôle des concentrations dans l'UE permet d'éviter les modifications de la structure des marchés qui entraînent des effets dommageables sur la concurrence.

Le contrôle des concentrations dans l'UE garantit que toutes les entreprises actives sur les marchés de l'UE puissent exercer leurs activités dans des conditions de concurrence loyales et équitables. Les projets d'opérations susceptibles de fausser la concurrence font l'objet d'une surveillance étroite par la Commission. Si cela est nécessaire pour protéger la concurrence, la Commission peut donner aux entreprises qui fusionnent la possibilité de lever les inquiétudes au sujet de la concurrence en offrant des engagements. Si des engagements suffisants ne peuvent être trouvés ou convenus, la Commission peut interdire l'opération. Dans ses appréciations, la Commission tient compte des gains d'efficacité qui pourraient résulter des concentrations. Les gains d'efficacité peuvent avoir des effets positifs sur les coûts et l'innovation, par exemple, à condition qu'ils soient vérifiables, spécifiques aux concentrations et susceptibles d'être répercutés sur les consommateurs.

### **2.1. Les tendances récentes en matière de mise en œuvre**

Bien que la pandémie de COVID-19 se soit poursuivie tout au long de l'année 2021, les activités de mise en œuvre de la Commission sont restées à un niveau très élevé, celle-ci ayant adopté un total de 396 décisions en matière de concentrations en 2021 (405 notifications), ce qui est un record.

En outre, en 2021, la Commission a reçu 44 mémoires motivés soumis par des parties notifiantes dans leur dossier de prénotification afin de demander le renvoi d'un dossier de la Commission à une autorité nationale de concurrence ou inversement. La Commission a accepté d'examiner deux opérations à la suite d'un renvoi au titre de l'article 22 du règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil (le «règlement de l'UE sur les concentrations»)<sup>60</sup> et a renvoyé, en application de l'article 9 de ce règlement, quatre opérations pour examen par les autorités nationales de concurrence.

La grande majorité des concentrations notifiées en 2021 n'ont pas posé de problèmes de concurrence et ont été passées en revue rapidement. La procédure simplifiée a été appliquée à 78 % de l'ensemble des opérations notifiées en application du règlement de l'UE sur les concentrations en 2021.

L'activité de mise en œuvre de la Commission dans le domaine des concentrations a néanmoins été intense en 2021, à la fois en raison du nombre considérable d'opérations

---

<sup>60</sup> Règlement (CE) n° 139/2004 du Conseil du 20 janvier 2004 relatif au contrôle des concentrations entre entreprises (JO L 24 du 29.1.2004, p. 1).

notifiées et en raison de la complexité d'un grand nombre d'affaires. En outre, la Commission est intervenue dans quatorze affaires. Un nombre croissant d'opérations notifiées concernaient des secteurs déjà caractérisés par une importante concentration. Pour examiner ces opérations, la Commission a dû analyser attentivement leur incidence potentielle sur la concurrence au moyen de techniques quantitatives complexes et d'outils d'enquête qualitative approfondie.

En 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie («de phase II») dans sept cas. Ces cas concernaient divers secteurs de l'économie (fabrication et vente au détail d'équipements de manutention de conteneurs et de marchandises, mousses techniques et matériaux d'isolation pour la construction tels que panneaux sandwich en laine minérale, semi-conducteurs, secteur du numérique, technologies des soins de santé, ou encore transport aérien de personnes).

Conformément aux tendances observées ces dernières années, en 2021, la Commission a examiné des concentrations dans le secteur du numérique. Par exemple, elle a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de Kustomer par Meta (anciennement Facebook)<sup>61</sup>, une opération portant sur le marché de la fourniture de logiciels de gestion des relations avec la clientèle. L'enquête approfondie sur le projet d'acquisition d'Arm par NVIDIA<sup>62</sup> concernait elle aussi le secteur du numérique. Malgré la pandémie de COVID-19, les activités de mise en œuvre de la Commission n'ont pas beaucoup changé par rapport à celles des dernières années. En 2021, la Commission a rendu 396 décisions en matière de concentrations<sup>63</sup> et est intervenue dans quatorze affaires<sup>64</sup>. Sept concentrations ont été autorisées sous réserve d'engagements en phase I et quatre<sup>65</sup> ont été autorisées sous réserve d'engagements à la suite d'une enquête de phase II. En outre, il a été renoncé à trois opérations et leurs notifications ont été retirées au cours de l'enquête approfondie<sup>66</sup>. Enfin, la Commission n'a interdit aucune opération en 2021.

### *Résultats des concentrations sur la période 2012-2021*

---

<sup>61</sup> Affaire M.10262, Meta (anciennement Facebook)/Kustomer.

<sup>62</sup> Affaire M.9987, NVIDIA/Arm.

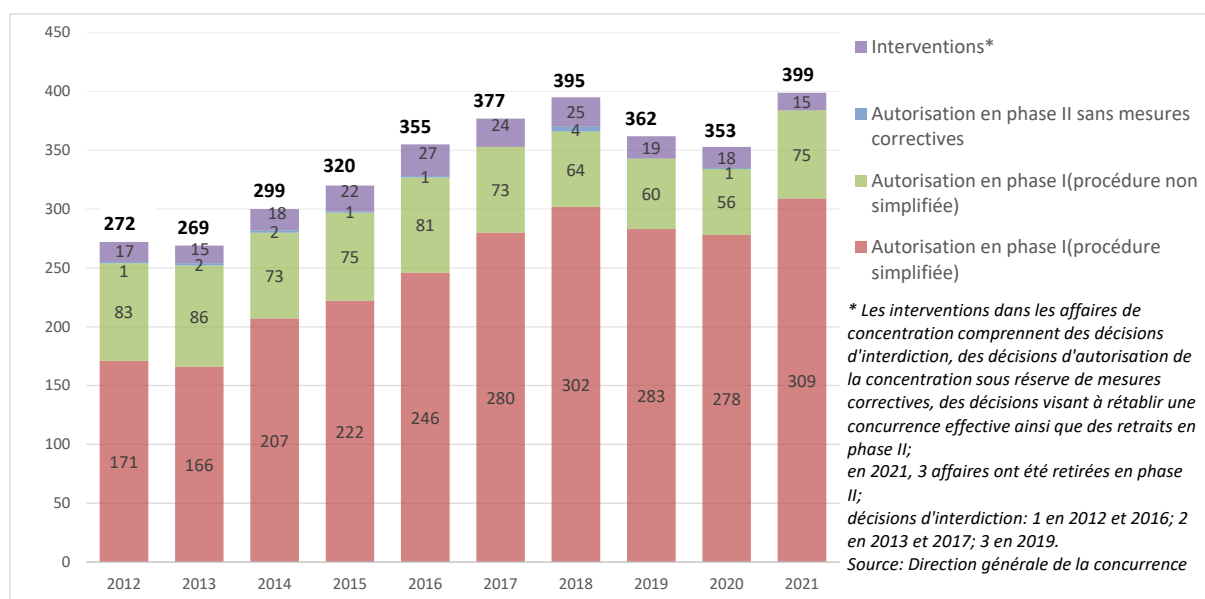
<sup>63</sup> Aux fins du présent rapport, les décisions fondées sur l'article 6, paragraphe 1, point a), l'article 6, paragraphe 1, point b), l'article 6, paragraphe 1, point b), en combinaison avec l'article 6, paragraphe 2, sur l'article 8, paragraphe 1, l'article 8, paragraphe 2 et l'article 8, paragraphe 3, du règlement de l'UE sur les concentrations sont considérées comme des décisions finales.

<sup>64</sup> Sept concentrations autorisées en phase I sous réserve d'engagements (affaire M.9686, Mitsui/Belchim Crop Protection; affaire M.9945, Siemens Healthineers/Varian Medical Systems; affaire M.9969, Veolia/Suez; affaire M.10047, Schwarz Group/Suez Waste Management Companies; affaire M.10108, S&P Global/IHS Markit; affaire M.10153, Orange/Telekom Romania Communications; et affaire M.10249, Derichebourg Environnement/Groupe Ecore Holding), quatre concentrations autorisées en phase II sous réserve d'engagements (affaire M.9564, LSEG/Refinitiv Business; affaire M.9569, EssilorLuxottica/GrandVision; affaire M.9820, Danfoss/Eaton Hydraulics; et affaire M.9829, Aon/Willis Tower Watson), et trois opérations auxquelles il a été renoncé et dont les notifications ont été retirées au cours de la phase II (affaire M.9162, Fincantieri/Chantiers de l'Atlantique; affaire M.9489, Air Canada/Transat; et affaire M.9637, IAG/Air Europa).

<sup>65</sup> Affaire M.9564, LSEG/Refinitiv Business; affaire M.9569, EssilorLuxottica/GrandVision; affaire M.9820, Danfoss/Eaton Hydraulics; et affaire M.9829, Aon/Willis Tower Watson.

<sup>66</sup> Affaire M.9162, Fincantieri/Chantiers de l'Atlantique; affaire M.9489, Air Canada/Transat; et affaire M.9637, IAG/Air Europa.





La plupart des mesures correctives acceptées par la Commission en 2021 consistaient en des cessions d'actifs corporels ou incorporels, ce qui confirme la préférence générale de la Commission pour les mesures correctives structurelles dans les affaires de concentration, mesures qui sont les plus à même de remédier de manière durable aux préoccupations de concurrence engendrées par une concentration.

Outre les mesures correctives proposées dans le cadre des enquêtes de phase II, en 2021, la Commission a également autorisé des opérations sous réserve de mesures correctives en phase I, les parties notifiantes ayant proposé des mesures correctives complètes en temps utile, y compris dans le cas de certaines opérations complexes telles que dans l'affaire Schwarz Group/Suez Waste Management Companies dans le secteur de la gestion des déchets<sup>67</sup>. La Commission a également accepté des mesures correctives autres que la cession d'actifs dans quelques affaires dans lesquelles elle a jugé que de telles mesures permettaient de remédier efficacement aux problèmes de concurrence recensés à la lumière des spécificités du secteur et de l'opération en cause, par exemple dans l'affaire Siemens Healthineers/Varian Medical Systems concernant le secteur de l'imagerie médicale et des solutions de radiothérapie<sup>68</sup>.

En outre, la Commission a adopté en application de l'article 14 du règlement de l'UE sur les concentrations une décision infligeant des amendes d'un montant de 7,5 millions d'EUR à Sigma-Aldrich, qui lui avait fourni des renseignements inexacts ou trompeurs au cours de son enquête sur l'acquisition de Sigma-Aldrich par Merck en 2015<sup>69</sup>.

En 2021, à la suite de la réalisation anticipée par Illumina de son acquisition de GRAIL dans l'attente de l'issue de l'examen de l'opération de concentration<sup>70</sup>, la Commission a adopté des mesures provisoires conformément à l'article 8, paragraphe 5, point a), du règlement de l'UE sur les concentrations, afin de rétablir et de maintenir les conditions d'une concurrence effective<sup>71</sup>. C'était la première fois que la Commission adoptait des mesures provisoires à la

<sup>67</sup> Affaire M.10047, Schwarz Group/Suez Waste Management Companies.

<sup>68</sup> Affaire M.9945, Siemens Healthineers/Varian Medical Systems.

<sup>69</sup> Affaire M.7435, Merck/Sigma-Aldrich.

<sup>70</sup> Affaire M.10188, Illumina/GRAIL.

<sup>71</sup> Affaire M.10493, Illumina/GRAIL (procédure au titre de l'article 8, paragraphe 5).

suite de la réalisation anticipée d'une concentration. Parallèlement, la Commission a ouvert une enquête afin d'apprécier s'il y avait lieu d'infliger une amende pour violation de l'obligation de suspension<sup>72</sup>.

Enfin, le 29 octobre 2021, la Commission a annoncé l'ouverture d'une enquête sur une éventuelle violation de l'article 21 du règlement de l'UE sur les concentrations<sup>73</sup>, la Hongrie s'étant opposée à l'acquisition de deux filiales hongroises d'AEGON par VIG, ces deux entreprises étant actives dans le secteur de l'assurance, alors même que la Commission avait déjà autorisé sans condition cette opération le 12 août 2021<sup>74</sup>.

## **2.2. Révision des règles en matière de contrôle des concentrations et des orientations connexes**

### *2.2.1. Évaluation de certains aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations dans l'UE*

En 2021, la Commission a achevé son évaluation de certains aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations dans l'UE et en a publié les résultats<sup>75</sup>. À la suite des résultats de cette évaluation, la Commission a adopté une communication fournissant des orientations concernant l'application du mécanisme de renvoi établi à l'article 22 du règlement de l'UE sur les concentrations<sup>76</sup> afin de couvrir les opérations potentiellement problématiques qui n'atteignent pas ses seuils de chiffre d'affaires, par exemple les opérations impliquant des entreprises qui jouent un rôle concurrentiel important en dépit du fait qu'elles génèrent peu ou pas de chiffre d'affaires, ou les opérations impliquant des entreprises innovantes dans des secteurs tels que le secteur pharmaceutique.

À la lumière des résultats de l'évaluation, la Commission a également lancé une analyse d'impact visant à étudier les possibilités de simplification accrue des procédures de concentration, y compris l'introduction éventuelle de la notification électronique en tant que moyen par défaut de notifier les opérations de concentration. L'initiative de simplification vise à alléger la charge qui pèse sur les entreprises ainsi que sur la Commission.

### *2.2.2. Communication sur la définition du marché*

Tout au long de l'année 2021, la Commission a poursuivi le réexamen de sa communication sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (la «communication sur la définition du marché»)<sup>77</sup>, qu'elle applique dans ses appréciations des pratiques anticoncurrentielles et des concentrations. En juillet 2021, elle a publié les résultats

---

<sup>72</sup> Affaire M.10483, Illumina/GRAIL (procédure au titre de l'article 14).

<sup>73</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex\\_21\\_5664](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/mex_21_5664).

<sup>74</sup> Affaire M.10102, VIG/AEGON CEE.

<sup>75</sup> Document de travail des services de la Commission – *Évaluation des aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations de l'UE* [SWD(2021) 66 final du 26.3.2021]. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/consultations/2021\\_merger\\_control/SWD\\_findings\\_of\\_evaluation.pdf](https://ec.europa.eu/competition/consultations/2021_merger_control/SWD_findings_of_evaluation.pdf).

<sup>76</sup> *Orientations de la Commission concernant l'application du mécanisme de renvoi établi à l'article 22 du règlement sur les concentrations à certaines catégories d'affaires* [C(2021) 1959 final du 26.3.2021]. Voir: [https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/api/files/C\(2021\)1959\\_0/de00000001031063?rendition=false](https://ec.europa.eu/transparency/documents-register/api/files/C(2021)1959_0/de00000001031063?rendition=false).

<sup>77</sup> Communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence (JO C 372 du 9.12.1997, p. 5).



de l'évaluation de la communication sur la définition du marché<sup>78</sup> et a commencé à travailler à la révision de cette communication, notamment pour veiller à ce qu'elle reste adaptée aux objectifs poursuivis et à l'ère numérique. Le processus de révision est en cours et la Commission consultera les parties prenantes sur le projet de communication révisée en 2022.

### **2.3. Arrêts importants rendus par les juridictions de l'Union européenne dans le domaine du contrôle des concentrations**

Dans son arrêt du 22 septembre 2021, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission infligeant deux amendes d'un montant total de 124,5 millions d'EUR à l'opérateur de télécommunications Altice pour avoir «brûlé les étapes», tout en lui accordant une réduction limitée de 10 % du montant de l'amende appliquée au titre de la violation de l'obligation de notification prévue à l'article 4, paragraphe 1, du règlement de l'UE sur les concentrations<sup>79</sup>.

Dans ses arrêts du 20 octobre 2021<sup>80</sup>, le Tribunal a confirmé deux décisions de la Commission de 2017 autorisant, en vertu du règlement de l'UE sur les concentrations, l'acquisition de certains actifs d'Air Berlin par, respectivement, EasyJet et Lufthansa. Le Tribunal a confirmé l'appréciation de la Commission, en confirmant notamment que l'appréciation liaison par liaison traditionnellement effectuée par la Commission dans les affaires de concentration impliquant des compagnies aériennes n'était pas justifiée dans ces deux affaires, étant donné qu'Air Berlin avait complètement et définitivement cessé ses activités au moment des concentrations. En outre, le Tribunal a jugé que la Commission avait expliqué de manière suffisante et appropriée le cadre d'analyse qu'elle avait appliqué au titre de l'approche aéroport par aéroport.

---

<sup>78</sup> Document de travail des services de la Commission – *Évaluation de la communication de la Commission sur la définition du marché en cause aux fins du droit communautaire de la concurrence du 9 décembre 1997* [SWD(2021) 199 final du 12.7.2021]. Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-07/evaluation\\_market-definition-notice\\_en.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-07/evaluation_market-definition-notice_en.pdf).

<sup>79</sup> Arrêt du Tribunal du 22 septembre 2021, affaire T-425/18, Altice Europe/Commission, EU:T:2021:607.

<sup>80</sup> Arrêts du Tribunal du 20 octobre 2021, affaire T-240/18, Polskie Linie Lotnicze «LOT»/Commission, EU:T:2021:723; affaire T-296/18, Polskie Linie Lotnicze «LOT»/Commission, EU:T:2021:724.

### 3. CONTRÔLE DES AIDES D'ÉTAT

Le **contrôle des aides d'État** fait partie intégrante de la politique de concurrence de l'UE et constitue un garde-fou indispensable pour préserver le bon fonctionnement de la concurrence et du libre-échange au sein du marché unique.

Le traité pose le principe que les aides d'État qui faussent ou menacent de fausser la concurrence sont interdites dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres (article 107, paragraphe 1, du TFUE). Cependant, les aides d'État qui contribuent à certains objectifs clairement définis sans fausser indûment la concurrence entre les entreprises ni les échanges entre États membres peuvent être considérées comme compatibles avec le marché intérieur (en vertu de l'article 107, paragraphe 3, du TFUE, par exemple).

Les objectifs des activités de la Commission en matière de contrôle des aides d'État consistent à veiller à ce que l'aide favorise la croissance, soit efficace, effective et mieux ciblée en période de contraintes budgétaires, et à ce qu'elle ne restreigne pas la concurrence, mais remédie aux défaillances du marché dans l'intérêt de l'ensemble de la société. En outre, la Commission agit pour prévenir et récupérer les aides d'État incompatibles avec le marché intérieur.

Elle contrôle l'application des règles relatives aux aides d'État afin de veiller à ce que le soutien accordé aux entreprises par les gouvernements des États membres ne leur confère pas un avantage déloyal sur le marché unique. En 2021, la politique en matière d'aides d'État a continué de jouer un rôle important dans la réaction à la crise afin de stabiliser l'économie et de préparer la sortie de la crise.

L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État adopté au début de la pandémie de COVID-19, en 2020, et modifié à plusieurs reprises, a précisé les conditions que la Commission applique pour déclarer les aides compatibles. Des interventions publiques bien ciblées ont permis de neutraliser les dommages infligés aux entreprises en bonne santé et de préserver la continuité de l'activité économique. Afin de préparer la sortie de la crise de la COVID-19 en vue d'une reprise durable et résiliente de l'économie de l'UE, en mettant l'accent sur la transition écologique et numérique, la DG Concurrence et d'autres services de la Commission ont aidé les États membres à élaborer leurs plans pour la reprise et la résilience (PRR).

Cependant, l'activité de la Commission en 2021 n'a pas seulement consisté à répondre à la crise et à assurer la reprise. L'examen approfondi des règles en matière d'aides d'État et le contrôle de leur application se sont poursuivis dans tous les secteurs.

Dans le but d'améliorer l'interaction entre les règles de financement de l'UE et les règles de l'UE en matière d'aides d'État au titre du nouveau cadre financier pluriannuel<sup>81</sup>, la Commission a adopté en juillet 2021 une extension du champ d'application du règlement général d'exemption par catégorie (le «RGEC»)<sup>82</sup>, qui a rationalisé les règles en matière

<sup>81</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027\\_fr](https://ec.europa.eu/info/strategy/eu-budget/long-term-eu-budget/2021-2027_fr)

<sup>82</sup> Règlement (UE) 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 270 du 29.7.2021, p. 39). Les financements publics qui remplissent les conditions d'une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE doivent normalement être notifiés à la Commission et autorisés avant leur mise en œuvre, afin que les dépenses publiques ne créent pas une concurrence déloyale pour les entreprises opérant sur le marché intérieur de l'UE.

d'aides d'État applicables aux financements nationaux qui relèvent de certains programmes de l'UE adoptés récemment<sup>83</sup>.

En 2021, la Commission a adopté une version révisée des lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État à finalité régionale, une communication révisée sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme<sup>84</sup>, les lignes directrices relatives au financement des risques et la communication concernant les règles en matière d'aides d'État en faveur des projets importants d'intérêt européen commun (la «communication PIIEC»), a approuvé les lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie (les «LD ACEE»), qui ont été officiellement adoptées en janvier 2022<sup>85</sup>, et a soumis pour consultation un projet de lignes directrices relatives aux aides d'État dans le domaine du haut débit<sup>86</sup>. L'examen des règles et orientations sectorielles est présenté plus en détail ci-dessous dans la partie II «Situation par secteur» du présent document de travail des services de la Commission.

### **3.1. ENCADREMENT TEMPORAIRE DES MESURES D'AIDE D'ÉTAT VISANT À SOUTENIR L'ÉCONOMIE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE LA FLAMBÉE DE COVID-19**

Le 19 mars 2020, la Commission a adopté un encadrement temporaire des mesures d'aide d'État afin que les États membres puissent exploiter toute la flexibilité offerte par les règles en matière d'aides d'État pour soutenir l'économie<sup>87</sup>. L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, initialement adopté avec une date d'expiration fixée au 31 décembre 2020, prévoit un certain nombre de mesures d'aide que la Commission considère comme compatibles au regard de l'article 107, paragraphe 3, point b), et de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE, telles que des montants d'aide limités, les avantages fiscaux sélectifs et les garanties publiques sur les prêts contractés. L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État a pour objectif de permettre aux États membres de remédier aux difficultés actuelles des entreprises, tout en préservant l'intégrité du marché intérieur de l'Union et en garantissant une concurrence libre et loyale. L'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État comprend certaines exigences liées aux transitions écologique et numérique. Les grandes entreprises qui ont reçu une aide à la recapitalisation doivent rendre

---

Toutefois, les États membres ne sont pas tenus de notifier une aide d'État à la Commission, dans l'hypothèse où l'aide en question remplit tous les critères pertinents énoncés dans le RGEC.

<sup>83</sup> Les fonds nationaux visés sont ceux qui concernent: les opérations de financement et d'investissement soutenues par le Fonds InvestEU; les projets de recherche, de développement et d'innovation (RDI) qui ont reçu un «label d'excellence» au titre d'Horizon 2020 ou d'Horizon Europe, ainsi que les projets de recherche et de développement cofinancés ou les actions de formation d'équipes au titre d'Horizon 2020 ou d'Horizon Europe; certains projets d'infrastructures transeuropéennes de connectivité numérique financés ou ayant reçu un «label d'excellence» au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe [règlement (UE) 2021/1153]; les projets de coopération territoriale européenne (CTE), également connus sous la dénomination «Interreg».

<sup>84</sup> Communication de la Commission concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 497 du 10.12.2021, p. 5).

<sup>85</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.6.2014, p. 1). [EUR-Lex - 52014XC0628\(01\) - RO - EUR-Lex \(europa.eu\)](#).

<sup>86</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_6049](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6049).

<sup>87</sup> Communication de la Commission – Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 (JO C 91I du 20.3.2020, p. 1), telle que modifiée par les communications de la Commission C(2020) 2215 (JO C 112I du 4.4.2020, p. 1), C(2020) 3156 (JO C 164 du 13.5.2020, p. 3), C(2020) 4509 (JO C 218 du 2.7.2020, p. 3), C(2020) 7127 (JO C 340I du 13.10.2020, p. 1), C(2021) 564 (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6) et C(2021) 8442 (JO C 473 du 24.11.2021, p. 1).

compte de la manière dont l'aide reçue soutient leurs activités conformément aux objectifs de l'Union et aux obligations nationales liés aux transitions écologique et numérique, y compris l'objectif de neutralité climatique à l'horizon 2050 visé par l'Union.

De surcroît, l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE autorise également les États membres à indemniser les entreprises qui ont subi des dommages directement causés par la pandémie de COVID-19 (par exemple dans les secteurs des transports, du tourisme, de la culture, de l'hôtellerie et de la restauration et du commerce de détail). Les États membres peuvent notifier ces mesures d'indemnisation de dommages à la Commission, qui les appréciera directement sur la base de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE.

### *3.1.1. Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État: extension et prorogation*

Depuis son adoption, l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État a été modifié à quatre reprises en 2020, et à deux reprises en 2021, afin de soutenir les secteurs de l'économie les plus vulnérables aux règles appliquées dans les États membres en conséquence de la pandémie.

Le 28 janvier 2021, la Commission a prolongé la disponibilité de toutes les mesures énoncées dans l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, y compris des mesures relatives aux recapitalisations, jusqu'au 31 décembre 2021 et a élargi le champ d'application de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État en augmentant les plafonds fixés pour certaines mesures et en permettant la conversion de certains instruments remboursables en subventions directes jusqu'à la fin de 2021<sup>88</sup>. Le 18 novembre 2021, la Commission a décidé de proroger l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État jusqu'au 30 juin 2022, tout en définissant la voie à suivre pour la suppression progressive des mesures de crise<sup>89</sup>. Afin de soutenir davantage la reprise après la pandémie, la Commission a également décidé d'introduire deux nouvelles catégories de mesures visant à créer des incitations directes en faveur d'investissements privés tournés vers l'avenir et de mesures de soutien à la solvabilité, pour une durée limitée supplémentaire.

### *3.1.2. Mesures autorisées dans le contexte de la pandémie de COVID-19*

Au cours de la période 2020-2021, la Commission a adopté plus de 1 180 décisions (dont un peu plus de 470 décisions modificatives) dans tous les États membres, y compris au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État. Elle a examiné des aides publiques d'un montant total de 3 130 milliards d'EUR en faveur des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19. Un certain nombre de remarques importantes s'imposent en ce qui concerne certaines mesures au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, pour lesquelles il n'est pas nécessaire d'indiquer un montant. Par conséquent, les montants inclus correspondent aux meilleures estimations fondées sur les montants autorisés dans les

---

<sup>88</sup> Communication de la Commission – Cinquième modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 et modification de l'annexe de la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme [C(2021) 564] (JO C 34 du 1.2.2021, p. 6).

<sup>89</sup> Communication de la Commission – Sixième modification de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 et modification de l'annexe de la communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme [C(2021) 8442] (JO C 473 du 24.11.2021, p. 1).

décisions relatives aux aides d'État et sur d'autres statistiques disponibles, par exemple celles mentionnées dans les communications publiques des autorités nationales et dans les informations officielles communiquées par les autorités nationales.

Toutes les aides d'État autorisées ont été jugées nécessaires et proportionnées pour soutenir les entreprises et remédier à la grave perturbation de l'économie européenne causée par la pandémie de COVID-19. Dans le même temps, les montants autorisés varient considérablement d'un État membre à l'autre, ce qui semble lié à la marge de manœuvre budgétaire dont ils disposent ainsi qu'à la taille respective de leurs économies.

Concrètement, 51,7 % des aides d'État autorisées ont été notifiées par l'Allemagne. Les mesures notifiées par l'Italie représentent environ 15,5 % du montant total des aides d'État, tandis que celles notifiées par la France en représentent 14,5 %. Viennent ensuite l'Espagne (5,5 % du total des aides autorisées), puis la Pologne (environ 2,3 %) et la Belgique (1,9 %). Les aides notifiées par les autres États membres sont estimées représenter entre 0,04 % et 1,5 % du montant total estimé à 3 130 milliards d'EUR.

Les réponses fournies par les 26 États membres qui ont répondu à l'enquête<sup>90</sup> révèlent que, à la fin du mois de juin 2021, sur les 3 010 milliards d'EUR d'aides déjà autorisées, environ 729 milliards d'EUR avaient été effectivement dépensés, soit quelque 5,4 % du PIB de l'UE en 2019.

Les montants nominaux effectivement fournis varient considérablement d'un État membre à l'autre. En termes absolus, d'après les données communiquées par les États membres, la France a octroyé plus d'un quart du total des aides fournies (188 milliards d'EUR), suivie par l'Italie avec 23 % du total (169 milliards d'EUR), l'Allemagne avec 19 % (136 milliards d'EUR) et l'Espagne avec 14 % (105 milliards d'EUR). En termes relatifs, l'Italie a augmenté le rythme de ses dépenses au cours du premier semestre de 2021, pour devenir le pays ayant contribué le plus à l'économie en proportion de son PIB<sup>91</sup> (9,4 %), devant l'Espagne (8,4 %), la France (7,7 %), la Hongrie (6,7 %) et la Grèce (6,1 %). Les États membres les plus touchés par la première vague de la pandémie affichent un ralentissement général du versement des fonds entre décembre 2020 et juin 2021 (France, Allemagne, Pays-Bas et Danemark), à l'exception de l'Italie et de l'Espagne, qui ont largement augmenté leurs dépenses au cours du premier semestre de 2021<sup>92</sup>. Les autres fortes augmentations des dépenses consacrées aux aides d'État liées à la COVID-19 en 2021 sont intervenues dans les États membres les plus touchés par les vagues ultérieures (Hongrie, Slovaquie, Lettonie, Tchéquie, Lituanie et Chypre).

Ce tableau nouveau montre que les mesures d'aide d'État effectivement mises en œuvre par les États membres ne sont pas disproportionnées par rapport aux dommages économiques subis pendant la crise, ce qui est rassurant dans la mesure où il répond aux préoccupations qui risquent de naître en ce qui concerne les conditions de concurrence équitables.

---

<sup>90</sup> 26 États membres sur 27 ont répondu à l'enquête lancée en juin 2021: l'Autriche n'a pas fourni les informations demandées.

<sup>91</sup> PIB de 2019 antérieur à la crise de la COVID-19.

<sup>92</sup> Collecte de données de Bruegel sur les prêts bancaires garantis par l'État: Anderson, J., Papadia, F. et Véron, N. (2021) «COVID-19 credit-support programmes in Europe's five largest economies», document de travail 03/2021, Bruegel.

### 3.2. Soutenir la sortie de la pandémie – facilité pour la reprise et la résilience

La facilité pour la reprise et la résilience (la «FRR») est entrée en vigueur le 19 février 2021<sup>93</sup>. Elle finance les réformes et les investissements dans les États membres depuis le début de la pandémie en février 2020, et ce jusqu'au 31 décembre 2026. La Commission soutient la mise en œuvre de la FRR, qui constitue le premier pilier de NextGenerationEU. Dotée d'une enveloppe de 672,5 milliards d'EUR, la FRR est, de loin, la pièce centrale du plan de relance NextGenerationEU et de son budget de plus de 800 milliards d'EUR<sup>94</sup>. Elle soutient les investissements publics et les réformes dans les États membres, les aidant à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19, ainsi qu'à accomplir la double transition écologique et numérique.

Pour bénéficier de subventions et de prêts à faible taux d'intérêt au titre de la FRR, les États membres ont soumis leur plan national pour la reprise et la résilience («PRR») à la Commission en vue de son examen avant tout versement de fonds. Le contrôle des aides d'État accompagne et facilite la mise en œuvre des PRR afin de garantir que les projets d'investissements et de réformes soutenus sont compatibles avec les règles en matière d'aides d'État. Les États membres notifieront à la Commission les mesures susceptibles de comporter des aides d'État et qui ne relèvent pas de l'un des règlements généraux d'exemption par catégorie existants (RGEC, règlement d'exemption par catégorie dans le secteur agricole, règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche) ou d'un régime autorisé existant. À cette fin, la DG Concurrence a publié des orientations pratiques à l'attention des États membres pour garantir un traitement rapide des notifications d'aides d'État dans le cadre de la FRR, et elle continuera à leur fournir des orientations et des modèles<sup>95</sup>.

### 3.3. Aides d'État en faveur d'objectifs horizontaux

Au fil des ans, l'architecture du contrôle des aides d'État a évolué. Aujourd'hui, une part importante des aides sont octroyées dans le cadre de régimes bénéficiant d'une exemption par catégorie qui ne font pas l'objet d'un examen par la Commission avant leur entrée en vigueur. Les aides d'État en faveur d'objectifs horizontaux représentent généralement l'écrasante majorité de l'ensemble des aides.

Les règlements généraux d'exemption par catégorie (RGEC, règlement d'exemption par catégorie dans le secteur agricole, règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche)<sup>96</sup> autorisent déjà les États membres à mettre en œuvre un large éventail de mesures de soutien public dans des domaines tels que la recherche et le développement, la protection de l'environnement, la connectivité à haut débit, le développement régional ou le soutien aux

---

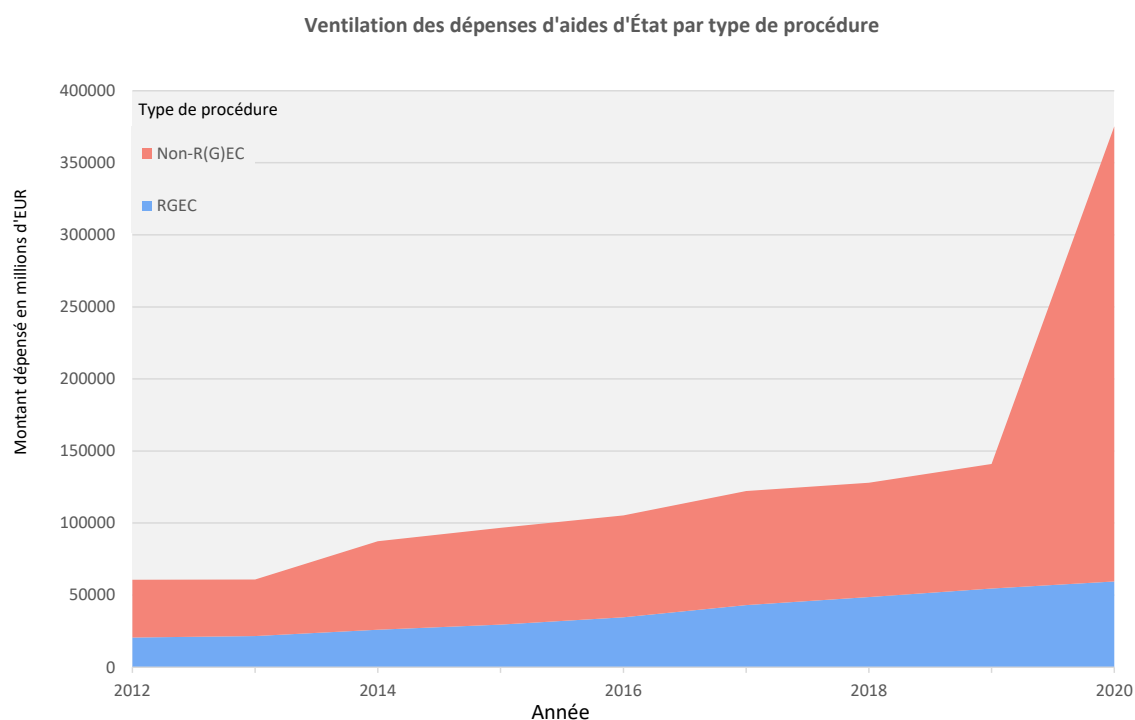
<sup>93</sup> Règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience (JO L 57 du 18.2.2021, p. 17).

<sup>94</sup> Voir: NextGenerationEU (europa.eu).

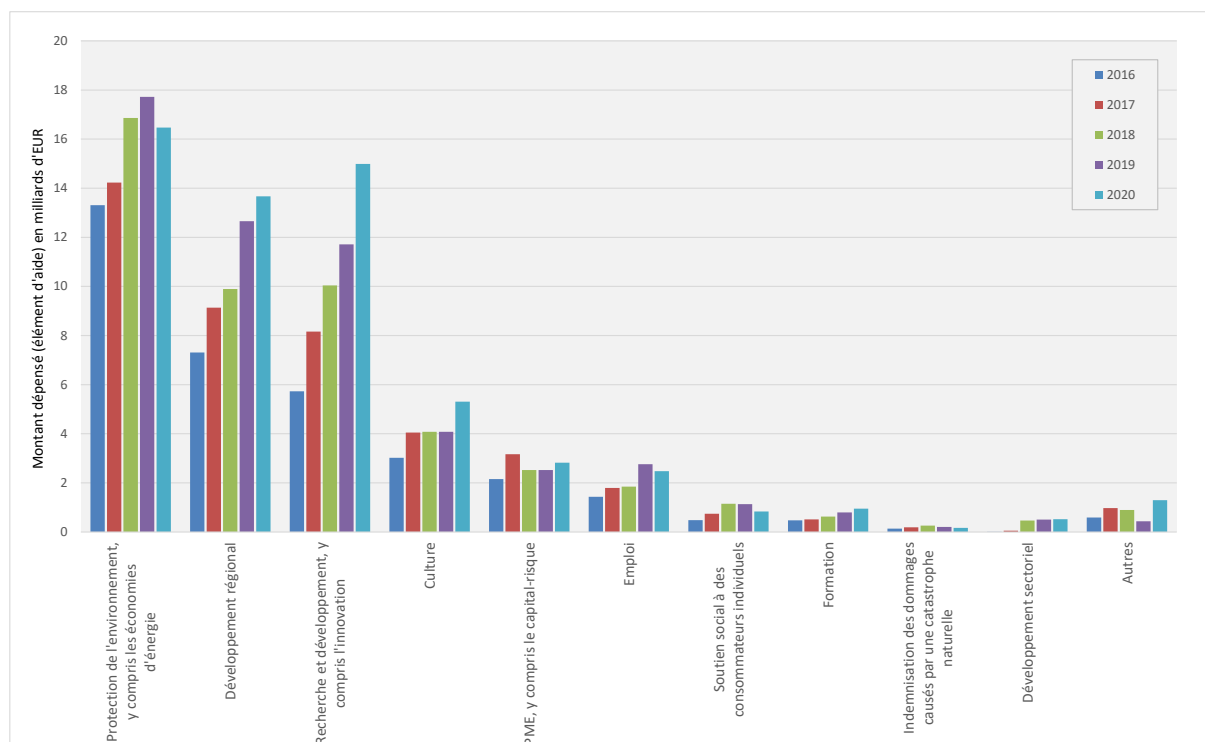
<sup>95</sup> [https://ec.europa.eu/competition/state\\_aid/what\\_is\\_new/practical\\_guidance\\_to\\_MS\\_for\\_notifications\\_under\\_RRF.pdf](https://ec.europa.eu/competition/state_aid/what_is_new/practical_guidance_to_MS_for_notifications_under_RRF.pdf).

<sup>96</sup> Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité; règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne; règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

PME moyennant une notification préalable si certaines conditions sont remplies. Comme l'illustrent les graphiques ci-dessous, une grande partie des aides horizontales relèvent du RGEC.

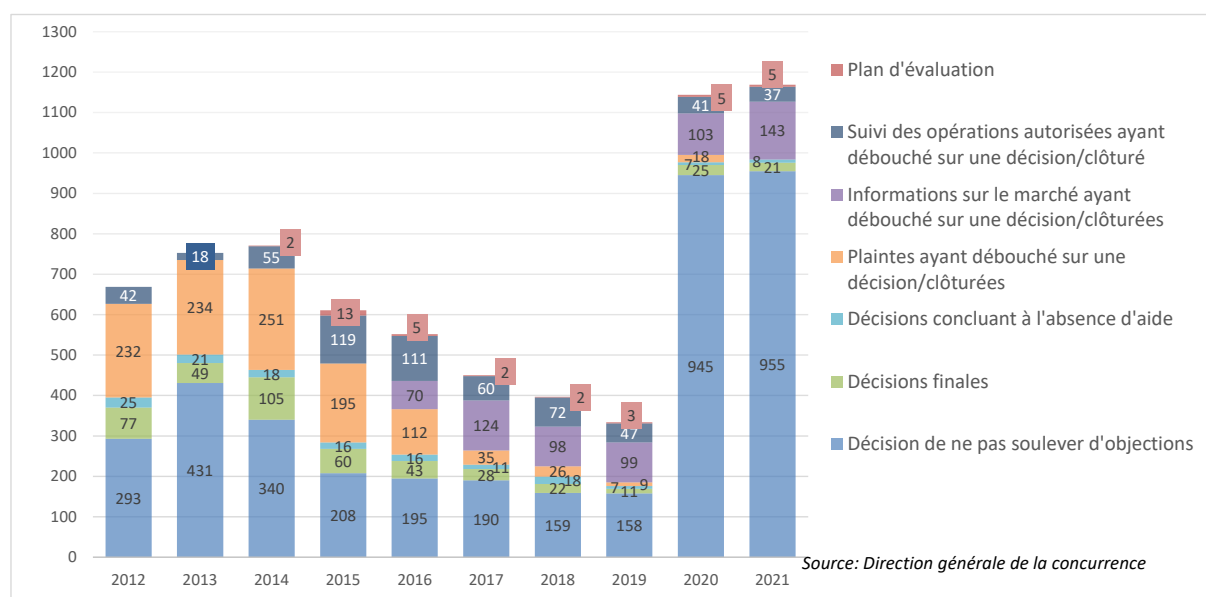


*Dépenses d'aides d'État couvertes par le RGEC dans l'UE, par objectif, à l'exclusion des aides à l'agriculture, à la pêche et au transport ferroviaire*





## Décisions relatives aux aides d'État sur la période 2012-2021



### 3.3.1. Aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie

En décembre 2021, la Commission a approuvé les nouvelles lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie de 2022 (les «LD ACEE»)<sup>97</sup>, qui remplacent les lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (les «LD AEE de 2014»)<sup>98</sup>. Ces lignes directrices, qui sont entrées en vigueur lors de leur adoption le 27 janvier 2022, font suite à l'annonce du pacte vert pour l'Europe<sup>99</sup> et à l'adoption de la loi européenne sur le climat<sup>100</sup>. Les LD ACEE créent un cadre souple et adapté aux objectifs poursuivis afin d'aider les États membres à fournir le soutien nécessaire pour atteindre les objectifs du pacte vert pour l'Europe d'une manière ciblée et efficace au regard des coûts. Pour de plus amples informations, voir la section II.1.1 ci-dessous.

### 3.3.2. Aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation

Pour optimiser l'impact des budgets disponibles, les aides d'État à la recherche, au développement et à l'innovation («RDI») ne devraient pas remplacer ou évincer les financements privés: au contraire, les financements publics devraient mobiliser davantage d'investissements privés. Les aides à la RDI peuvent se révéler utiles lorsque les forces du marché ne réalisent pas seules les investissements nécessaires dans des projets innovants prometteurs mais très risqués.

<sup>97</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État au climat, à la protection de l'environnement et à l'énergie pour 2022 (JO C 80 du 18.2.2022, p. 1).

<sup>98</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État à la protection de l'environnement et à l'énergie pour la période 2014-2020 (JO C 200 du 28.6.2014, p. 1).

<sup>99</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Le pacte vert pour l'Europe, COM(2019) 640 final.

<sup>100</sup> Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 («loi européenne sur le climat») (JO L 243 du 9.7.2021, p. 1).



En 2021, la Commission a continué de veiller à ce que les régimes d'aides et les mesures individuelles ayant fait l'objet d'une notification ou d'une prénotification au titre des règles en matière d'aides d'État à la RDI ciblent correctement des projets permettant de mener des activités de recherche et d'innovation inédites. Le contrôle des aides d'État réalisé par la Commission dans le domaine de la RDI a couvert un large éventail de secteurs, dont les technologies innovantes pour la décarbonation des processus de production industrielle, la mobilité électrique et connectée, les solutions numériques dans les innovations de procédé, ainsi que les infrastructures de recherche et de technologie, les pôles d'innovation et le calcul à haute puissance, en mettant l'accent sur le soutien au développement de nouvelles technologies propres et numériques contribuant aux transitions écologique et numérique en Europe.

À la suite de la modernisation du contrôle des aides d'État en 2014<sup>101</sup>, les dépenses totales d'aides d'État à la RDI au titre du RGEC ainsi que de l'encadrement RDI sont passées de 8,9 milliards d'EUR en 2014 à près de 14 milliards d'EUR en 2019, 12,8 milliards d'EUR ayant été décaissés au titre du seul RGEC.

Le RGEC a été modifié en 2021, l'objectif étant d'introduire des dispositions visant à faciliter et à simplifier l'évaluation des aides d'État en faveur de projets de RDI en associant des financements au titre du programme Horizon Europe et des fonds nationaux.

À la suite du bilan de qualité, la Commission a poursuivi ses travaux sur la révision des règles en matière d'aides d'État dans le domaine de la RDI. L'objectif est de veiller à ce que les règles révisées en matière d'aides d'État à la RDI soient adaptées à l'objectif poursuivi en tenant compte de l'évolution du marché et des technologies, ainsi que des objectifs spécifiques de la double transition vers une économie verte et numérique, et de la politique de recherche et d'innovation de l'UE.

### *3.3.3. Aides permettant aux États membres de soutenir conjointement des projets importants d'intérêt européen commun*

Jusqu'à la fin de 2021, la Commission évaluait les aides d'État proposées pour la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun («PIIEC») sur la base des critères de compatibilité énoncés dans une communication spécifique<sup>102</sup> adoptée en 2014. Pour être jugés compatibles en vertu de ces règles, les projets éligibles doivent remédier à une défaillance importante du marché ou à d'autres défaillances systémiques importantes et i) contribuer de manière significative aux objectifs stratégiques de l'UE; ii) faire intervenir plusieurs États membres; iii) faire appel à un financement privé de la part des bénéficiaires; iv) générer, dans toute l'UE, des effets d'entraînement positifs; et v) limiter les distorsions de la concurrence.

En janvier 2021, conformément à l'initiative de la Commission relative à l'alliance pour les batteries<sup>103</sup>, la deuxième série de PIIEC concernant des batteries pour le développement de

---

<sup>101</sup> [Aides d'État: la Commission met en place la modernisation des aides d'État et appelle à une meilleure coopération avec les États membres pour stimuler la croissance \(europa.eu\).](https://ec.europa.eu/economy_finance/aid-modernisation)

<sup>102</sup> Communication de la Commission – Critères relatifs à l'analyse de la compatibilité avec le marché intérieur des aides d'État destinées à promouvoir la réalisation de projets importants d'intérêt européen commun (JO C 188 du 20.6.2014, p. 4).

<sup>103</sup> Plan d'action stratégique sur les batteries, communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – L'Europe en mouvement [COM(2018) 293 final du 17.5.2018], annexe 2.

technologies innovantes pour l'électromobilité et le stockage, notifiée conjointement par 12 États membres, a été autorisée par la Commission<sup>104</sup>.

En outre, conformément à la communication concernant la mise à jour de la stratégie industrielle, les discussions avec les États membres et les entreprises concernant d'éventuels nouveaux PIIEC dans les domaines des technologies et systèmes à hydrogène, des infrastructures et services en nuage, de la microélectronique, de la connectivité et de la santé se sont intensifiées en 2021. Des projets concrets pour deux PIIEC relatifs à l'hydrogène (technologies et industrie) ont vu le jour au deuxième semestre de 2021 et, juste avant la fin de l'année, un certain nombre de projets qui feront partie d'un nouveau PIIEC futur dans le domaine de la microélectronique et de la connectivité ont également vu le jour. Ces projets n'ont pas encore tous été notifiés à la Commission mais, dans tous les domaines susmentionnés, les PIIEC devraient voir le jour dans le courant de l'année 2022. Ils pourront contribuer à renforcer la résilience de l'UE et à remédier aux dépendances stratégiques.

En 2021, la Commission a finalisé la révision de la communication PIIEC à la suite du bilan de qualité couvrant le paquet législatif sur le contrôle des aides d'État. La nouvelle communication PIIEC révisée a été adoptée par la Commission en novembre 2021 et s'appliquera à partir de janvier 2022<sup>105</sup>.

La communication PIIEC révisée exige qu'au moins quatre États membres participent, encouragent et stimulent la participation des PME aux PIIEC, précise la notion de premier déploiement industriel et introduit le principe consistant à «ne pas causer de préjudice important» dans le cadre d'évaluation. Elle indique que les PIIEC peuvent contribuer à la croissance économique durable, à l'emploi, à la compétitivité et à la résilience de l'industrie et de l'économie de l'Union et renforcer son autonomie stratégique ouverte.

### *3.3.4. Aides à finalité régionale*

En avril 2021, la Commission a adopté des lignes directrices révisées concernant les aides d'État à finalité régionale, qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2022<sup>106</sup>. Il appartient aux États membres de notifier leurs futures cartes des aides à finalité régionale, qui feront l'objet de décisions individuelles de la Commission. Au 31 décembre 2021, la Commission avait adopté une nouvelle carte des aides à finalité régionale pour près de la moitié des États membres.

Les lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale constituent le premier ensemble de règles en matière d'aides d'État à être révisé à la suite de l'annonce du pacte vert pour l'Europe et des stratégies industrielle et numérique européennes. Les règles révisées comprennent un certain nombre d'ajustements ciblés destinés à introduire des simplifications et à prendre en compte l'expérience tirée de l'application des règles antérieures, ainsi qu'à tenir compte de ces nouvelles priorités stratégiques.

---

<sup>104</sup> Voir: [Aides d'État: la Commission autorise une aide publique de 2,9 milliards d'euros accordée par douze États membres pour un deuxième projet paneuropéen de recherche et d'innovation portant sur l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries \(europa.eu\)](#).

<sup>105</sup> Aides d'État: la Commission adopte des règles révisées en matière d'aides d'État en faveur des projets importants d'intérêt européen commun, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_6245](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6245).

<sup>106</sup> Aides d'État: la Commission adopte de nouvelles lignes directrices concernant les aides d'État à finalité régionale, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_1825](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1825).

En 2021, la Commission a également adopté plusieurs décisions en matière d'aides à finalité régionale, autorisant l'octroi d'une aide à l'investissement à finalité régionale en faveur du projet d'investissement de SKBM<sup>107</sup> concernant une nouvelle usine de production de batteries en Hongrie, et approuvant également la prolongation d'un an de deux régimes d'aides au fonctionnement dans les régions ultrapériphériques<sup>108</sup>. La Commission a en outre autorisé la prolongation jusqu'en 2027 du régime français d'aides fiscales destinées à soutenir les investissements productifs dans les régions ultrapériphériques françaises<sup>109</sup>, ainsi que la prolongation jusqu'en 2025 d'un régime de soutien au logement social à Saint-Martin<sup>110</sup>. La Commission a également autorisé un plan relatif à l'évaluation d'un régime grec de grande ampleur bénéficiant d'une exemption par catégorie<sup>111</sup>.

### *3.3.5. Aides en faveur des établissements financiers*

En 2021, la Commission a autorisé la prolongation de régimes existants permettant aux banques de continuer à renforcer la résilience du secteur, sans qu'il soit nécessaire d'octroyer de nouvelles aides à des établissements financiers individuels. En particulier, la Commission a autorisé la prolongation de régimes d'aides à la restructuration ou à la sortie ordonnée du marché d'entités en difficulté en Pologne<sup>112</sup>, en Irlande<sup>113</sup> et au Danemark<sup>114</sup>, ainsi que d'un régime visant à remédier à d'éventuels problèmes de liquidités des banques en Grèce<sup>115</sup>. En outre, la Commission a autorisé la prolongation de régimes de garanties pour la titrisation des prêts non performants en Grèce («Hercules»)<sup>116</sup> et en Italie («GACS»)<sup>117</sup>, qui continuent d'aider les banques à assainir leurs bilans sans aides ni distorsions de la concurrence.

Au cours de l'année, la Commission a autorisé des aides indirectes en faveur de plusieurs établissements financiers au titre de régimes visant principalement à fournir une aide sociale aux ménages vulnérables qui risquent de perdre leur logement à Chypre<sup>118</sup> et en Grèce<sup>119</sup>. En outre, la Commission a autorisé les États membres à soutenir les jeunes petites et moyennes entreprises (PME) et les jeunes pousses, généralement confrontées à un accès limité au financement. À cet égard, la Commission a autorisé une modification du régime de financement des risques existant en France<sup>120</sup>. Elle a autorisé une méthode de tarification des garanties conformes au marché que doit apporter Banco Português de Fomento, banque

---

<sup>107</sup> Affaire SA.58633 LIP, Grand projet d'investissement – Aide à l'investissement à finalité régionale en faveur de SKBM Hungary. Voir: [SA 58633 B00B247D-0000-C867-BF2A-DDFCB1574EA8 146 1.pdf \(europa.eu\)](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp_result&policy_area_id=1,2,3).

<sup>108</sup> Affaires SA.60766, Réduction du taux d'accise appliqué au rhum et aux liqueurs produits et consommés à Madère pour la période allant du 1.1.2021 au 31.12.2021 (prolongation du régime SA.38823); affaire SA.60288, Prolongation du régime SA.46899 de l'octroi de mer jusqu'en juin 2021; affaire SA.63693, Régime d'aides au fonctionnement pour les régions ultrapériphériques prévoyant des réductions de l'octroi de mer.

<sup>109</sup> Affaire SA.60282, Aide fiscale à l'investissement productif outre-mer (défiscalisation).

<sup>110</sup> Affaire SA.62675, Aide fiscale à l'investissement en faveur du logement social à Saint-Martin.

<sup>111</sup> Affaire SA.61580, Inclusion du régime des petites et microentreprises au titre du plan d'évaluation autorisé concernant le régime général en faveur de l'esprit d'entreprise.

<sup>112</sup> Affaire SA.63002, JO C 285 du 16.7.2021, p.1; affaire SA.64522, JO C 487 du 3.12.2021, p.1.

<sup>113</sup> Affaire SA.62303 du JO C 240 du 18.6.2021, p.1; affaire SA.100030 du JO C 487 du 3.12.2021, p.1; et affaire SA.62649 du JO C 240, 18.6.2021, p.1.

<sup>114</sup> Affaire SA.58478 (JO C 60 du 19.2.2021, p. 1).

<sup>115</sup> Affaire SA.59030 (JO C 144 du 23.4.2021, p. 1).

<sup>116</sup> Affaire SA.62242 (JO C 214 du 4.6.2021, p. 1).

<sup>117</sup> Affaire SA.62880 (JO C 295 du 23.7.2021, p. 1).

<sup>118</sup> Affaire SA.63005 (JO C 366 du 10.9.2021, p. 1).

<sup>119</sup> Affaire SA.100197. La version officielle de cette décision n'a pas encore été publiée. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp\\_result&policy\\_area\\_id=1,2,3](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp_result&policy_area_id=1,2,3).

<sup>120</sup> Affaire SA.59985 (JO C 195 du 21.5.2021, p. 1).

portugaise de développement<sup>121</sup>, et une augmentation de capital de 11,2 millions d'EUR en faveur du gestionnaire des instruments financiers en Bulgarie (FMFIB)<sup>122</sup>, qui gère les instruments financiers cofinancés par les Fonds structurels et d'investissement européens. Enfin, la Commission a mis à jour certaines règles en matière d'aides d'État liées aux instruments financiers, conformément aux priorités stratégiques actuelles de la Commission, en particulier le règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)<sup>123</sup>, la communication sur l'assurance-crédit à l'exportation à court terme<sup>124</sup> et les lignes directrices relatives au financement des risques<sup>125</sup>.

### *3.3.6. Aides au déploiement et à l'adoption du haut débit fixe et mobile*

Le nombre de mesures d'aide au déploiement de réseaux mobiles a continué d'augmenter en 2021, avec l'adoption d'un régime fédéral allemand de 2,1 milliards d'EUR, d'un régime régional pour la téléphonie mobile en Basse-Saxe, d'un régime espagnol visant à soutenir le déploiement d'infrastructures passives pour la fourniture de services de communications mobiles dans les zones ne disposant pas d'une couverture 4G mobile<sup>126</sup> et d'une mesure de soutien au déploiement de réseaux mobiles dans les zones rurales en Galice<sup>127</sup>. La Commission a également approuvé plusieurs décisions concernant le haut débit fixe, notamment une mesure espagnole de déploiement de réseaux offrant des vitesses symétriques d'au moins 300 Mbps, pouvant évoluer vers des vitesses symétriques de 1 Gbps<sup>128</sup>, dans les zones ne disposant que d'un réseau d'accès de nouvelle génération et où la connectivité de téléchargement disponible était inférieure à 100 Mbps. La Commission a également autorisé la prolongation d'un régime croate pour le développement de réseaux d'accès de nouvelle génération<sup>129</sup>. La Commission a par ailleurs autorisé un régime italien de crédits d'un montant de 610 millions d'EUR destiné à faciliter l'accès des PME<sup>130</sup> aux services à très haut débit, ainsi qu'une mesure de soutien à la connexion des écoles en Italie<sup>131</sup>.

### *3.3.7. Aide au renforcement de la résilience de l'écosystème des semi-conducteurs de l'UE*

Les règles en matière d'aides d'État offrent également plusieurs possibilités pour renforcer la résilience de l'écosystème des semi-conducteurs de l'UE. Dans sa communication du

---

<sup>121</sup> Affaire SA.61340 (JO C 327 du 13.8.2021, p. 1).

<sup>122</sup> Affaire SA.61100. La version officielle de cette décision n'a pas encore été publiée. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp\\_result&policy\\_area\\_id=1,2,3](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?fuseaction=dsp_result&policy_area_id=1,2,3).

<sup>123</sup> Règlement (UE) 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 270 du 29.7.2021, p. 39).

<sup>124</sup> Communication de la Commission aux États membres concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 497 du 10.12.2021, p. 5).

<sup>125</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1).

<sup>126</sup> Affaire SA.64394, FRR Espagne – Régime d'aides national en faveur d'infrastructures passives pour les réseaux mobiles.

<sup>127</sup> Affaire SA.57216, Couverture mobile dans les zones rurales en Galice (Espagne).

<sup>128</sup> Affaire SA.62696 (2021/N), FRR – Extension du régime en faveur du haut débit au bénéfice des zones blanches et grises en matière d'accès de nouvelle génération.

<sup>129</sup> Affaire SA.100662, FRR Croatie – Plan national pour le haut débit.

<sup>130</sup> Affaire SA.57496, Crédits pour le haut débit pour les PME (Italie).

<sup>131</sup> Affaire SA.57497 (2020/N), Déploiement d'infrastructures à haut débit pour la connexion des écoles (Italie).

18 novembre 2021 intitulée «Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis»<sup>132</sup>, la Commission a qualifié de défis pour l'Union la pénurie mondiale de semi-conducteurs et la dépendance de l'UE à l'égard d'un nombre limité d'entreprises dans un contexte géopolitique en mutation. Dans ce contexte spécifique, la Commission a précisé dans cette communication qu'elle pourrait envisager d'autoriser des aides visant à combler d'éventuels déficits de financement au sein de l'écosystème des semi-conducteurs en vue de la mise en place, notamment, d'installations européennes «inédites» dans l'Union, conformément à l'article 107, paragraphe 3, point c) du TFUE. Cette base juridique permet à la Commission d'autoriser comme compatibles avec les règles en matière d'aides d'État les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Pour que le bilan global de ces aides soit positif, elles seront subordonnées à la mise en place de garde-fous solides pour préserver la concurrence et au partage, étendu et sans discrimination, de leurs avantages dans l'ensemble de l'économie européenne. Le 8 février 2022, la Commission a clarifié davantage les concepts pertinents dans sa communication relative à l'action européenne sur les semi-conducteurs<sup>133</sup>.

### *3.3.8. Mesures de soutien aux infrastructures*

La Commission a autorisé plusieurs mesures de soutien aux projets d'infrastructure. En janvier 2021, la Commission a autorisé un financement public grec pour la construction et l'exploitation du tronçon nord de l'autoroute E65<sup>134</sup>. En mars 2021, elle a autorisé une aide d'État en faveur de la reconstruction du hall 3 du Parc des expositions de Paris Le Bourget, en vue des Jeux olympiques et paralympiques de 2024<sup>135</sup>. En juillet 2021, elle a autorisé une aide d'État en faveur de la construction d'une installation de captage et d'utilisation du carbone à Hengelo, aux Pays-Bas<sup>136</sup>. En décembre 2021, elle a autorisé la modification d'une mesure allemande visant à encourager le passage de la route au rail dans le Land de Saxe-Anhalt<sup>137</sup>.

### *3.3.9. Évaluation des régimes d'aide par les États membres*

La modernisation du contrôle des aides d'État a introduit l'obligation pour les États membres d'évaluer certains régimes d'aides. L'objectif est de recueillir les éléments nécessaires pour mieux comprendre les effets, tant positifs que négatifs, de l'aide d'État et d'apporter une contribution à l'élaboration future de l'action des États membres et de la Commission. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2014, l'évaluation est exigée pour les régimes RGEC de grande ampleur dans certaines catégories d'aide<sup>138</sup>, ainsi que pour une sélection de régimes notifiés relevant de la

---

<sup>132</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Une politique de concurrence adaptée aux nouveaux défis [COM(2021) 713 du 18.11.2021].

<sup>133</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Action européenne sur les semi-conducteurs [COM(2022) 45 du 8.2.2022] et propositions connexes.

<sup>134</sup> Affaire SA.54273, Concession pour l'autoroute E65 – Trikala-Egnatia (tronçon nord).

<sup>135</sup> Affaire SA.61094, Aide à l'investissement pour la reconstruction du hall 3 du parc des expositions du Bourget en vue des jeux olympiques et paralympiques 2024.

<sup>136</sup> Affaire SA.61295, Aide en faveur de Twence pour l'investissement dans la technologie de captage du CO2.

<sup>137</sup> Affaire SA.63202, Modification du régime SA.54102 visant à encourager les investissements pour renforcer le transport ferroviaire de marchandises en Saxe-Anhalt.

<sup>138</sup> Régimes dont le budget annuel moyen affecté aux aides d'État est supérieur à 150 millions d'EUR dans les domaines des aides à finalité régionale, des aides aux



nouvelle génération de lignes directrices relatives aux aides d'État<sup>139</sup>.

À la fin de l'année 2021, la Commission avait approuvé des plans d'évaluation couvrant 76 régimes d'aides d'État. Douze autres régimes sont en cours d'examen, couvrant au total 17 États membres<sup>140</sup> et le Royaume-Uni. La plupart de ces décisions concernaient soit des projets d'aides de grande ampleur à finalité régionale ou à la recherche, au développement et à l'innovation («RDI») au titre du RGEC, soit des régimes notifiés dans les domaines de l'énergie et du haut débit. Ces régimes représentent au total plus de 62 milliards d'EUR du budget annuel consacré aux aides d'État. À la fin de l'année 2021, les États membres avaient communiqué à la Commission 27 rapports d'évaluation intermédiaires et 33 rapports d'évaluation finaux, qui ont été évalués par les services de la Commission et jugés d'une qualité moyenne à bonne<sup>141</sup>.

En 2021, la Commission a proposé une restructuration partielle de l'obligation d'évaluation, qui tiendrait compte de l'expérience acquise les années précédentes ainsi que de l'étude exploratoire et du bilan de qualité de 2020. La version révisée de l'obligation d'évaluation figure déjà dans les lignes directrices nouvellement approuvées concernant les aides d'État à finalité régionale, le financement des risques et le système d'échange de quotas d'émission (SEQE).

En raison de la pandémie de COVID-19, en 2021, la Commission n'a organisé aucun atelier avec des représentants des États membres et des experts en évaluation, contrairement aux années précédentes. La Commission prévoit de reprendre les réunions annuelles en 2022. La priorité actuelle de la Commission est d'évaluer de manière exhaustive les rapports d'évaluation, tant intermédiaires que finaux, afin de: i) fournir un retour d'information adéquat aux États membres, ii) veiller à ce que les résultats soient utilisés pour améliorer l'élaboration des politiques, et iii) fournir des éléments probants pour aider les États membres à envisager de futurs développements juridiques.

#### **1.4. Renforcer la boîte à outils de la Commission – une nouvelle initiative politique visant à lutter contre les subventions étrangères génératrices de distorsions**

En mai 2021, la Commission européenne a adopté une [proposition de règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur](#)<sup>142</sup>, accompagnée d'un [rapport d'analyse d'impact](#)<sup>143</sup>. La proposition législative fait suite à la publication d'un [livre blanc](#) en

---

PME et à l'accès au financement, des aides à la recherche, au développement et à l'innovation, des aides à l'environnement et à l'énergie et des aides en faveur des infrastructures à haut débit.

<sup>139</sup> L'évaluation peut porter sur des régimes d'aides notifiés dont le budget est élevé, qui présentent des caractéristiques nouvelles, ou lorsque d'importantes modifications sont prévues sur le plan du marché, des technologies ou de la réglementation.

<sup>140</sup> Autriche, Croatie, Tchéquie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lituanie, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Suède.

<sup>141</sup> Tous les rapports d'évaluation présentés font l'objet d'un examen par le JRC dans le cadre de l'accord administratif conclu entre la DG Concurrence et ce dernier sur le «Soutien à l'appréciation de la qualité des rapports d'évaluation dans le domaine des aides d'État – 2018-2020». Le JRC a continué à soutenir la DG Concurrence dans le cadre du nouvel accord administratif «Soutien à l'appréciation de la qualité des plans et rapports d'évaluation dans le domaine des aides d'État – 2021-2023 (EVALSA II)».

<sup>142</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/international/foreign-subsidies\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/international/foreign-subsidies_en).

<sup>143</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition/international/overview/impact\\_assessment\\_report.pdf](https://ec.europa.eu/competition/international/overview/impact_assessment_report.pdf).

juin 2020<sup>144</sup> et à un long processus de consultation des parties prenantes.

La proposition vise à combler un vide réglementaire. Actuellement, les subventions accordées par des pays tiers échappent largement à tout contrôle, tandis que les aides accordées par les États membres de l'Union sont soumises aux règles de l'UE en matière d'aides d'État. Le nouvel outil proposé est conçu pour lutter contre les subventions étrangères qui provoquent des distorsions et nuisent à la concurrence sur le marché intérieur. Le règlement proposé permettra à la Commission d'enquêter sur les subventions étrangères et de remédier à leurs effets de distorsion dans toute situation de marché, mais en mettant particulièrement l'accent sur les concentrations et les procédures de marchés publics.

La proposition comprend trois outils: i) une obligation de notification à la Commission des projets de concentration pour lesquels l'entreprise cible réalise un chiffre d'affaires dans l'UE d'au moins 500 millions d'euros et les contributions financières étrangères dépassent 50 millions d'euros; ii) une obligation de notification à la Commission des offres remises dans le cadre d'appels d'offres publics de l'UE et prévoyant des contributions financières étrangères, lorsque la valeur de l'appel d'offres est d'au moins 250 millions d'euros; et iii) un outil d'enquête d'office conféré à la Commission pour d'autres situations de marché, y compris les opérations de concentration et les procédures de marchés publics de moindre ampleur.

La Commission disposerait d'une compétence exclusive pour mettre en œuvre ce règlement. Lorsque les effets négatifs d'une subvention étrangère l'emportent sur ses effets positifs, la Commission aura le pouvoir d'imposer des mesures de réparation ou d'accepter des engagements visant à remédier à la distorsion. Ces mesures et engagements comprennent une série de mesures correctives structurelles ou comportementales, telles que la cession de certains actifs ou l'interdiction d'un certain comportement sur le marché. La Commission aura également le pouvoir d'interdire une concentration subventionnée ou l'attribution d'un marché public à un soumissionnaire subventionné. La proposition de la Commission est soumise à la procédure législative ordinaire des colégislateurs, le Conseil et le Parlement.

### **3.5. Contrôle, récupération des aides et coopération avec les juridictions nationales**

#### *3.5.1. Renforcer le contrôle des aides d'État existantes afin de garantir une concurrence loyale et équitable*

Selon les derniers chiffres disponibles<sup>145</sup>, 95,5 % des nouvelles mesures d'aide d'État exécutées en 2020 sont couvertes par le RGEC et, parmi toutes les mesures d'aide d'État actives la même année, 86,1 % sont des mesures couvertes par le RGEC. Ces chiffres démontrent qu'il est essentiel pour la Commission de vérifier que les États membres appliquent correctement les régimes d'aides d'État et qu'ils n'accordent des aides que lorsque toutes les conditions requises sont remplies. Par conséquent, le contrôle constitue le contrepoids à l'«autoappréciation» par les États membres, qui résulte de l'exemption de l'obligation de notification (par exemple, le RGEC) et constitue également un complément nécessaire à l'autorisation des régimes d'aides d'État par la Commission.

---

<sup>144</sup> Voir: [https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2021-06/foreign\\_subsidies\\_white\\_paper\\_fr.pdf](https://competition-policy.ec.europa.eu/system/files/2021-06/foreign_subsidies_white_paper_fr.pdf).

<sup>145</sup> Voir tableau de bord des aides d'État 2020, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/scoreboard\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/scoreboard_en).

### 3.5.2. Rétablir la concurrence en récupérant les aides d'État octroyées en violation des règles

Afin de garantir l'intégrité du marché intérieur, les États membres doivent prendre toutes les mesures qui s'imposent pour récupérer les aides illégales et incompatibles. Cette récupération a pour objet de rétablir la situation qui existait sur le marché intérieur avant l'octroi de l'aide concernée. Elle est nécessaire pour garantir une concurrence loyale et équitable dans le marché unique.

En 2021, la Commission a poursuivi ses efforts pour garantir la mise en œuvre effective et immédiate des décisions de récupération. Elle a adopté cinq nouvelles décisions de récupération, pour un montant total estimé à 1,2 milliard d'EUR à récupérer par les États membres concernés<sup>146</sup>. À la fin du mois de décembre, elle recensait 53 cas de récupération pendants<sup>147</sup>.

Au 31 décembre 2021, le montant des aides illégales et incompatibles avec le marché intérieur récupéré auprès des bénéficiaires s'élevait à 29,4 milliards d'EUR<sup>148</sup>. Au même moment, l'encours devant encore être récupéré était de 7,6 milliards d'EUR.

|  |    |
|--|----|
| Décisions de récupération adoptées en 2021       | 5  |
| Cas de récupération pendants au 31 décembre 2021 | 53 |

En 2021, la Commission a décidé d'engager une action en justice au titre de l'article 108, paragraphe 2, du TFUE pour non-exécution de l'ordre de récupération dans l'affaire SA.34914<sup>149</sup>, mais a décidé d'abroger sa décision à la suite de la confirmation par le Royaume-Uni du fait qu'il avait intégralement récupéré l'aide d'État illégale.

### 3.5.3. Coopération avec les juridictions nationales pour garantir l'efficacité des règles en matière d'aides d'État

La Commission a poursuivi sa collaboration avec les juridictions nationales conformément à l'article 29 du règlement de procédure<sup>150</sup>. Cette coopération comprend une assistance directe liée aux affaires prodiguée aux juridictions nationales lorsque celles-ci appliquent le droit de l'UE en matière d'aides d'État. Les juridictions nationales peuvent demander à la Commission de leur fournir des informations relatives aux affaires ou de rendre un avis sur l'application des règles en matière d'aides d'État. La Commission peut également soumettre des observations à titre d'*amicus curiae* de sa propre initiative.

<sup>146</sup> Les États membres concernés sont le Danemark, l'Italie, l'Espagne et la Suède. Voir également les informations sur la récupération publiées par la Commission à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/procedures/recovery-unlawful-aid\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/procedures/recovery-unlawful-aid_en).

<sup>147</sup> Ce chiffre comprend dix cas de récupération pendants concernant les secteurs de l'agriculture et de la pêche.

<sup>148</sup> La période de référence s'étend du 1er janvier 1999 au 31 décembre 2021. Ce montant comprend également les montants d'aide enregistrés dans les procédures d'insolvabilité en cours. En outre, un montant de 4,5 milliards d'EUR n'a pas pu être récupéré dans le cadre des procédures d'insolvabilité conclues, étant donné que la liquidation des actifs n'a pas généré de fonds suffisants pour satisfaire les créances d'aides d'État.

<sup>149</sup> Affaire SA.34914, Royaume-Uni – Régime d'imposition des sociétés de Gibraltar (ITA 2010).

<sup>150</sup> Règlement (UE) 2015/1589 du Conseil du 13 juillet 2015 portant modalités d'application de l'article 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 248 du 24.9.2015, p. 9).



Si la Commission n'a reçu aucune demande de renseignements en 2021, elle a reçu deux demandes d'avis juridique de la part de deux juridictions, l'une lettone et l'autre autrichienne. La première demande émanait du Sénat de la Cour administrative suprême de Riga et concernait le calcul de la surcompensation dans le financement d'installations exploitant des sources d'énergie renouvelables.

En 2021, la Commission a continué à intervenir dans les procédures nationales en qualité d'*amicus curiae*<sup>151</sup>. Pour faire connaître son point de vue au public, elle publie ses avis et observations à titre d'*amicus curiae*, ainsi que les observations adressées à d'autres entités, telles que les juridictions d'arbitrage, sur son site web<sup>152</sup>.

En juillet 2021, la Commission a adopté une nouvelle communication relative à la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales<sup>153</sup>, qui remplace la communication de 2009 relative à l'application des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales<sup>154</sup>, fournissant des orientations pratiques mises à jour sur la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État au niveau national et sur les outils de coopération au titre de l'article 29 du règlement de procédure.

### **3.6. Arrêts importants rendus par les juridictions de l'Union européenne dans le domaine des aides d'État**

En 2021, les juridictions de l'Union ont adopté un certain nombre d'arrêts importants dans le domaine des aides d'État. L'aperçu ci-après repose sur des arrêts choisis, portant notamment sur des questions liées à la distinction entre régime d'aides d'État et aide individuelle, à la notion de sélectivité, à la compatibilité des régimes d'aides d'État adoptés en réaction à la flambée de COVID-19 et à plusieurs points de procédure.

#### *Régime d'aides et aide individuelle*

Dans son arrêt *Commission/Belgique et Magnetrol International*<sup>155</sup>, la Cour a précisé la notion de régime d'aides. En particulier, la Cour a confirmé que l'existence d'un régime d'aides peut être fondée sur une pratique administrative constante, ce qui est possible même si cette pratique coexiste avec des actes juridiques qui sont systématiquement appliqués de manière erronée par les États membres. Cela permet à la Commission d'aller au-delà du libellé des actes juridiques et de déterminer le champ d'application réel du régime d'aides en question afin de garantir l'efficacité du contrôle des aides d'État.

---

<sup>151</sup> La Commission a présenté des observations écrites en vertu de l'article 29, paragraphe 2, du règlement de procédure devant la Cour suprême polonaise, concernant un arrêt de la cour d'appel de Varsovie qui avait annulé une sentence arbitrale commerciale au motif que le tribunal arbitral n'avait pas apprécié de sa propre initiative l'application du droit en matière d'aides d'État. La Commission est également intervenue en qualité d'*amicus curiae* devant des juridictions de pays tiers et des tribunaux d'arbitrage au sein et en dehors de l'UE dans des affaires portant sur des aides d'État.

<sup>152</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/national-courts\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/national-courts_en).

<sup>153</sup> Communication de la Commission relative à la mise en œuvre des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales (JO C 305 du 30.7.2021, p. 1).

<sup>154</sup> Communication de la Commission relative à l'application des règles en matière d'aides d'État par les juridictions nationales (JO C 85 du 9.4.2009, p. 1).

<sup>155</sup> Arrêt de la Cour du 16 septembre 2021, affaire C-337/19 P, *Commission/Belgique et Magnetrol International*, EU:C:2021:741.

### *Les notions d'aide existante et d'aide nouvelle*

Dans l'affaire C-128/19, *Azienda Sanitaria Provinciale di Catania*<sup>156</sup>, la Cour a précisé les notions d'aide existante et d'aide nouvelle. Elle a confirmé que des changements tels que la prolongation d'un régime d'aides autorisé et l'augmentation du budget affecté à ce régime ne sauraient être considérés comme étant de caractère purement formel ou administratif. Ils sont, au contraire, constitutifs d'une modification d'une aide existante, au sens de l'article 1<sup>er</sup>, point c), du règlement (CE) n° 659/1999. Une telle aide nouvelle doit être notifiée, sauf si elle remplit les conditions du règlement de minimis ou du règlement d'exemption par catégorie.

### *Avantage*

Dans l'affaire C-890/19 P, *Fortischem a.s./Commission*<sup>157</sup>, la Cour a rappelé que l'application à une entreprise de règles dérogeant aux règles normales en matière d'insolvabilité donnait lieu à des aides d'État dans certaines circonstances.

Dans l'affaire C-362/19 P, *Fútbol Club Barcelona/Commission*<sup>158</sup>, la Cour a confirmé que l'examen que la Commission doit effectuer porte exclusivement sur le régime en cause (analyse ex ante) et non sur l'aide accordée ultérieurement au titre de celui-ci.

Dans les affaires jointes T-516/18 et T-525/18, *Luxembourg et Engie/Commission*<sup>159</sup>, le Tribunal a jugé, entre autres, que les décisions fiscales anticipatives (tax rulings) avaient été émises par dérogation aux règles nationales relatives à l'«abus de droit», de sorte qu'elles conféraient un «avantage sélectif» à Engie.

Dans les affaires jointes T-816/17 et T-318/18, *Luxembourg et Amazon/Commission*<sup>160</sup>, le Tribunal a annulé les conclusions principales et subsidiaires de la Commission concernant l'existence d'un avantage dans le contexte des prix d'une licence de propriété intellectuelle payés entre les entités du groupe. Le Tribunal a notamment considéré que la Commission avait commis une erreur dans son analyse fonctionnelle et dans sa conclusion selon laquelle une entreprise du groupe n'était qu'un détenteur passif des actifs incorporels en cause. La Commission n'aurait pas dûment tenu compte des fonctions exercées par cette entreprise aux fins de l'exploitation des actifs incorporels en cause ni des risques assumés par cette entreprise dans ce contexte. La Commission a formé un pourvoi contre cet arrêt.

En ce qui concerne l'application du principe de l'opérateur en économie de marché, dans l'affaire C-933/19 P, *Autostrada Wielkopolska S.A./Commission*<sup>161</sup>, la nouveauté résidait dans le fait que le comportement de l'État était comparé à celui d'un «débiteur privé», approche pertinente pour les situations dans lesquelles l'État est redevable envers une entreprise. La Cour a expliqué que, contrairement aux situations dans lesquelles un investisseur, un opérateur, un fournisseur ou un créancier cherche à maximiser respectivement le retour sur

---

<sup>156</sup> Arrêt de la Cour du 20 mai 2021, affaire C-128/19, *Azienda Sanitaria Provinciale di Catania/Assessorato della Salute della Regione Siciliana*, EU:C:2021:401.

<sup>157</sup> Arrêt de la Cour du 29 avril 2021, affaire C-890/19 P, *Fortischem a.s./Commission*, EU:C:2021:345.

<sup>158</sup> Arrêt de la Cour du 4 mars 2021, affaire C-362/19 P, *Fútbol Club Barcelona/Commission*, EU:C:2021:169.

<sup>159</sup> Arrêt du Tribunal du 12 mai 2021, affaires jointes T-516/18 et T-525/18, *Luxembourg et Engie/Commission*, EU:T:2021:251.

<sup>160</sup> Arrêt du Tribunal du 12 mai 2021, affaires jointes T-816/17 et T-318/18, *Luxembourg et Amazon/Commission*, EU:T:2021:252.

<sup>161</sup> Arrêt de la Cour du 11 novembre 2021, affaire C-933/19 P, *Autostrada Wielkopolska S.A./Commission*, EU:C:2021:905.

son investissement, ses honoraires, les recettes de ses ventes ou les actifs qu'il peut recouvrer, un débiteur privé cherche à réduire au minimum les montants qui sont dus par lui.

### *Continuité économique*

Dans l'affaire C-890/19 P, *Fortischem a.s./Commission*<sup>162</sup>, la Cour a confirmé que le prix de transfert n'était qu'un des facteurs à prendre en considération. Si la Commission n'est pas en mesure de démontrer avec certitude que l'opération a eu lieu au prix du marché, elle n'est pas tenue de statuer définitivement sur ce point.

### *Sélectivité*

Dans une série d'arrêts rendus le 6 octobre 2021<sup>163</sup> portant sur la sélectivité d'une mesure fiscale, la Cour a rejeté les pourvois formés contre des arrêts antérieurs du Tribunal, confirmant les décisions négatives de la Commission adoptées en 2011 au sujet d'une mesure espagnole permettant d'amortir la survalueur financière résultant de l'acquisition d'actions étrangères. Ces arrêts fournissent des perspectives importantes pour apprécier la sélectivité des mesures fiscales, en particulier pour déterminer le cadre de référence, qui est nécessaire à l'évaluation de la sélectivité des mesures fiscales.

Le 16 mars 2021, dans les affaires C-562/19 P, *Commission/Pologne*, et C-596/19 P, *Commission/Hongrie*<sup>164</sup>, la Cour a confirmé les arrêts du Tribunal de mai et juin 2019 qui avaient annulé les décisions de la Commission de 2016 et de 2017 dans les affaires SA.44351 (impôt polonais sur le commerce de détail à taux progressifs) et SA.39235 (taxe hongroise sur la publicité à taux d'imposition progressifs), au motif que, dans l'appréciation de la sélectivité, la Commission avait identifié de manière erronée le système fiscal de référence. La Cour a jugé que, en dehors des domaines dans lesquels le droit fiscal de l'Union a fait l'objet d'une harmonisation, la détermination des caractéristiques constitutives de chaque impôt relevait du pouvoir d'appréciation des États membres, dans le respect de leur autonomie fiscale. Il en va ainsi, notamment, du choix du taux de l'impôt, qui peut être proportionnel ou progressif, mais aussi de la détermination de son assiette et de son fait générateur. Ces caractéristiques constitutives de l'impôt définissent donc, en principe, le système de référence ou le régime fiscal «normal», à partir duquel il convient d'analyser la sélectivité. En outre, la Cour a relevé que le droit de l'Union ne faisait pas obstacle à ce qu'une imposition progressive soit assise sur le chiffre d'affaires, ce dernier constituant, en général, un indicateur pertinent de la capacité contributive des assujettis. Ainsi, les caractéristiques constitutives de l'impôt, dont font partie les taux d'imposition progressifs, forment, en principe, le système de référence ou le régime fiscal «normal». En outre, la Cour a considéré que la conclusion ci-dessus n'était pas contraire à la jurisprudence Gibraltar [Commission et Espagne/Government of Gibraltar et Royaume-Uni (C-106/09 P et C-107/09 P)], la Commission n'ayant pas établi que la progressivité des taux avait été conçue de

---

<sup>162</sup> Arrêt de la Cour du 29 avril 2021, affaire C-890/19 P, *Fortischem a.s./Commission*, EU:C:2021:345.

<sup>163</sup> Arrêts de la Cour du 6 octobre 2021, affaire C-50/19 P, *Sigma Alimentos Exterior/Commission*, EU:C:2021:792; affaire C-51/19 P, *World Duty Free Group/Commission* et affaire C-64/19 P, *Espagne/Commission*; EU:C:2021:793; affaire C-52/19 P, *Banco Santander/Commission*, EU:C:2021:794; affaire C-53/19 P, *Banco Santander et Santusa/Commission*, et affaire C-65/19 P, *Espagne/commission*, EU:C:2021:795; affaire C-54/19 P, *Axa Mediterranean/Commission*, EU:C:2021:796; affaire C-55/19 P, *Prosegur Compañía de Seguridad/Commission*, EU:C:2021:797.

<sup>164</sup> Arrêts de la Cour du 16 mars 2021, affaire C-562/19 P, *Commission/Pologne*, EU:C:2021:201; et affaire C-596/19 P, *Commission/Hongrie*, EU:C:2021:202.

manière manifestement discriminatoire, dans le but de contourner les exigences découlant du droit de l'Union en matière d'aides d'État.

### *Légalité des régimes adoptés en réaction à la pandémie de COVID-19*

En 2021, un nouveau type de contentieux lié à différents types d'aides est apparu pendant la pandémie de COVID-19. Les questions les plus fréquentes dans ce type d'actions - engagées principalement par Ryanair - concernaient l'application et les conditions de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE ainsi que de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Le Tribunal a également rejeté les allégations relatives à une violation du principe de non-discrimination et de la libre prestation des services. Dans les dix arrêts rendus jusqu'à présent en première instance, les décisions de la Commission ont été annulées à trois reprises, à chaque fois pour violation de l'obligation de motivation.

Dans son arrêt du 17 février 2021, *Ryanair/Commission*<sup>165</sup>, le Tribunal a rejeté le recours de Ryanair contre la décision de la Commission de ne pas soulever d'objections concernant l'aide d'État accordée par la Suède aux compagnies aériennes opérant en Suède. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'aide était discriminatoire, le Tribunal a relevé que le régime d'aides remplissait les conditions énoncées à l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Le Tribunal a également considéré que la limitation du bénéfice de l'aide aux seules compagnies aériennes détentrices d'une licence d'exploitation suédoise, en raison des liens stables et réciproques qui les rattachent à l'économie suédoise, était apte à atteindre l'objectif de remédier à la perturbation grave de l'économie suédoise.

Dans un autre arrêt du 17 février 2021, *Ryanair/Commission*<sup>166</sup>, le Tribunal a rejeté le recours de Ryanair contre la décision de la Commission de ne pas soulever d'objections concernant l'aide accordée par la France aux compagnies aériennes opérant en France (moratoire sur le paiement de la taxe d'aviation civile et de la taxe de solidarité normalement imposées par l'État français). Le Tribunal a confirmé que la pandémie de COVID-19 et les mesures de restriction et de confinement adoptées par la France en vue de faire face à ses conséquences constituaient un événement extraordinaire au sens de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, qui avait causé des dommages économiques aux compagnies aériennes opérant en France. Le Tribunal a considéré que l'objectif du moratoire sur le paiement des taxes avait pour objectif de réparer les dommages en cause.

### *Questions d'ordre procédural*

Dans son arrêt du 22 septembre 2021, *DEI/Commission*<sup>167</sup>, le Tribunal a annulé les décisions par lesquelles la Commission avait conclu qu'une sentence arbitrale fixant un tarif prétendument préférentiel pour l'électricité ne comportait pas d'avantage pour un producteur d'aluminium. Dans cet arrêt, le Tribunal a précisé la notion de *plaignant* en tant que «*partie intéressée*» ayant qualité pour agir contre une décision. En outre, le Tribunal a considéré que la Commission aurait dû procéder à une appréciation diligente, suffisante et complète, en effectuant une analyse économique et technique, afin de déterminer si le tarif de l'électricité

---

<sup>165</sup> Arrêt du Tribunal du 17 février 2021, affaire T-238/20, *Ryanair/Commission*, EU:T:2021:91, faisant l'objet d'un [pourvoi devant la Cour \(affaire C-209/21 P\)](#).

<sup>166</sup> Arrêt du Tribunal du 17 février 2021, affaire T-259/20, *Ryanair/Commission*, EU:T:2021:92, faisant l'objet d'un [pourvoi devant la Cour \(affaire C-210/21 P\)](#).

<sup>167</sup> Arrêt du Tribunal du 22 septembre 2021, affaires jointes T-639/14 RENV, T-352/15 et T-740/17, *DEI/Commission*, EU:T:2021:604.

était conforme aux conditions du marché.

Dans son arrêt du 2 septembre 2021, *Commission/Tempus energy et Tempus Energy Technology*<sup>168</sup>, la Cour a annulé l'arrêt antérieur du Tribunal et confirmé la décision de la Commission concernant le marché de capacité au Royaume-Uni (mécanisme assurant la sécurité de l'approvisionnement au Royaume-Uni dans le domaine de l'électricité). La Cour a confirmé que la Commission avait correctement appliqué l'article 108 du TFUE lorsqu'elle avait décidé de ne pas soulever d'objections concernant l'aide et de ne pas ouvrir la procédure formelle d'examen. En particulier, la Cour a précisé que la durée des contacts entre la Commission et les États membres, la complexité d'une mesure, le budget élevé d'une mesure ou l'existence d'observations spontanées de tiers n'impliquaient pas, intrinsèquement, que la Commission ait éprouvé des difficultés sérieuses à déterminer la compatibilité de l'aide. La Cour a également confirmé que la Commission n'était pas tenue de rechercher toutes les informations qui pourraient présenter un lien avec l'affaire dont elle est saisie, quand bien même de telles informations se trouveraient dans le domaine public.

Dans l'affaire C-933/19 P, *Autostrada Wielkopolska S.A./Commission*<sup>169</sup>, la Cour a rappelé que les parties intéressées ne peuvent prétendre, à l'instar d'un État membre, à un débat contradictoire avec la Commission. Bien que de nouvelles lignes directrices soient entrées en vigueur au cours de la procédure administrative, la Cour a conclu que les faits de l'espèce n'avaient pas changé de manière à justifier une deuxième série de contacts entre la Commission et le bénéficiaire. La Commission n'était pas tenue de donner aux parties intéressées la possibilité de présenter leurs observations sur les observations de l'État membre.

---

<sup>168</sup> Arrêt de la Cour du 2 septembre 2021, affaire C-57/19 P, *Commission/Tempus energy et Tempus Energy Technology*, EU:C:2021:663.

<sup>169</sup> Arrêt de la Cour du 11 novembre 2021, affaire C-933/19 P, *Autostrada Wielkopolska S.A./Commission*, EU:C:2021:905, faisant l'objet d'un [pourvoi devant le Tribunal \(affaire T-778/17\)](#).

#### **4. DÉVELOPPEMENT DE LA DIMENSION INTERNATIONALE DE LA POLITIQUE DE L'UE EN MATIÈRE DE CONCURRENCE**

##### **1.5.Relations multilatérales**

En 2021, la Commission a continué de participer activement aux enceintes internationales dans le domaine de la concurrence, telles que le Comité de la concurrence de l'OCDE, le Réseau international de la concurrence (le «RIC») et la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (la «CNUCED»).

Lors de la réunion du Comité de la concurrence de l'OCDE de juin 2021, la Commission a contribué aux discussions sur l'application du droit de la concurrence et les alternatives réglementaires<sup>170</sup>, sur les programmes de conformité en matière de concurrence<sup>171</sup>, sur le concept de concurrence potentielle<sup>172</sup> et sur les méthodes utilisées pour mesurer la concurrence sur le marché<sup>173</sup>. En décembre 2021, la Commission a contribué aux délibérations du Comité de la concurrence sur les considérations environnementales dans l'application du droit de la concurrence<sup>174</sup> et sur la promotion de la neutralité concurrentielle par les autorités de la concurrence<sup>175</sup>.

En tant que coprésidente du groupe de travail du RIC sur les comportements unilatéraux, la Commission a continué de travailler sur un projet pluriannuel visant à «évaluer la position dominante et la puissance commerciale sur les marchés numériques». La Commission a contribué à diverses réalisations du groupe de travail sur les ententes, notamment les «orientations relatives au renforcement de la coopération transfrontalière sur les questions de clémence», les «ententes de crise et la coopération horizontale pendant la COVID-19» et le «projet sur les mégadonnées et les ententes».

En juillet 2021, la Commission a participé à la 19<sup>e</sup> réunion du groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la concurrence de la CNUCED. La session consacrée au droit, à la politique et à la réglementation de la concurrence à l'ère numérique a été consacrée aux défis auxquels les autorités de concurrence sont confrontées sur les marchés numériques<sup>176</sup>. En novembre 2021, la Commission a participé au groupe de travail ad hoc sur les ententes transfrontières. La Commission a souligné les principes de confiance développés au sein du REC en ce qui concerne la coopération et la poursuite en justice des ententes. En outre, en décembre 2021, la Commission a participé au dialogue politique mondial de la CNUCED axé sur les petites et moyennes entreprises et la politique de concurrence à la suite de la pandémie de COVID-19.

Enfin, la Commission a poursuivi ses efforts pour améliorer les règles internationales relatives aux subventions. La réforme des règles relatives aux subventions est l'une des priorités

<sup>170</sup> Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/competition-enforcement-and-regulatory-alternatives.htm>.

<sup>171</sup> Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/competition-compliance-programmes.htm>.

<sup>172</sup> Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/the-concept-of-potential-competition.htm>.

<sup>173</sup> Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/methodologies-to-measure-market-competition.htm>.

<sup>174</sup> Voir: <https://www.oecd.org/daf/competition/environmental-considerations-in-competition-enforcement.htm>.

<sup>175</sup> Voir: <https://www.oecd.org/fr/daf/concurrence/promotion-de-la-neutralite-concurrentielle-par-les-autorites-de-la-concurrence.htm>.

<sup>176</sup> Voir: <https://unctad.org/meeting/intergovernmental-group-experts-competition-law-and-policy-nineteenth-session>.



majeures de l'UE dans le contexte de la modernisation des règles commerciales de l'OMC, comme l'a confirmé la déclaration conjointe de l'UE, des États-Unis et du Japon<sup>177</sup>. À cet effet, en 2021, la Commission a participé à des initiatives sectorielles consacrées aux subventions sur la scène internationale, telles que le forum mondial sur les surcapacités sidérurgiques du G20.

### 1.6.Relations bilatérales

En décembre 2021, la Commission et les autorités de la concurrence des États-Unis ont lancé le dialogue conjoint UE - États-Unis sur la politique de concurrence dans le domaine des technologies afin d'élaborer des approches communes et de renforcer la coopération en ce qui concerne la politique de concurrence et sa mise en œuvre dans le secteur des technologies<sup>178</sup>.

La Commission s'est investie dans une étroite coopération bilatérale avec la Commission coréenne du commerce loyal et la Commission japonaise du commerce loyal dans le cadre des accords de coopération respectifs<sup>179</sup>. La coopération technique multilatérale de la DG Concurrence avec les autorités de la concurrence chinoise, japonaise, coréenne, indienne et de l'ANASE s'est poursuivie<sup>180</sup>. La Commission a poursuivi sa coopération dans les domaines de la politique de concurrence et de l'examen de dossiers avec l'administration centrale chinoise de régulation du marché dans le cadre des documents de coopération de 2019. La Commission cherche à inclure des dispositions sur la concurrence et le contrôle des aides d'État lorsqu'elle négocie des accords de libre-échange (ALE). En 2021, elle a poursuivi les négociations en vue de la conclusion d'ALE engagées avec l'Australie, l'Azerbaïdjan, le Chili, l'Indonésie, la Nouvelle-Zélande et l'Ouzbékistan.

En ce qui concerne le projet d'accord de deuxième génération entre l'UE et le Canada, la Commission est en contact régulier avec le Bureau canadien de la concurrence pour trouver une solution relative aux normes de protection des données en vigueur au Canada qui soit conforme aux normes établies dans l'avis de la Cour de justice sur l'accord UE-Canada de 2014 relatif aux données des passagers aériens<sup>181</sup>. En outre, la Commission a poursuivi les négociations avec le Japon en vue de la conclusion d'un accord de deuxième génération afin d'actualiser l'accord de coopération existant, qui date de 2003<sup>182</sup>.

Pour les pays candidats et les candidats potentiels, le principal objectif de la Commission est d'aider ces pays à mettre en place un cadre législatif et des autorités de concurrence performantes, fonctionnant de manière indépendante et obtenant de bons résultats en matière d'application des règles. En 2021, la Commission a continué de contrôler le respect, par les pays candidats, des engagements qu'ils ont pris au titre des accords de stabilisation et d'association. En outre, la Commission a continué de contrôler la mise en œuvre de l'acquis en matière de concurrence dans les pays voisins, avec lesquels l'UE a conclu des accords de libre-échange approfondis et complets.

---

<sup>177</sup> Voir: <https://trade.ec.europa.eu/doclib/press/index.cfm?id=2330>.

<sup>178</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP\\_21\\_6671](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_21_6671).

<sup>179</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/international/bilateral-relations/korea\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/international/bilateral-relations/korea_en);  
[https://ec.europa.eu/competition-policy/international/bilateral-relations/japan\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/international/bilateral-relations/japan_en).

<sup>180</sup> Voir: <https://asia.competitioncooperation.eu/>.

<sup>181</sup> Avis de la Cour du 26 juillet 2017, avis 1/15, *Projet d'accord entre le Canada et l'Union européenne – Transfert des données des dossiers passagers aériens depuis l'Union vers le Canada*, EU:C:2016:656.

<sup>182</sup> Voir: [https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:22003A0722\(01\)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:22003A0722(01)).



Elle a par ailleurs noué un dialogue actif avec plusieurs autorités nationales et régionales africaines afin de développer la coopération dans le domaine de la concurrence. En 2021, la Commission a organisé avec la Commission sud-africaine de la concurrence des ateliers conjoints consacrés aux aspects numériques de la politique de concurrence et à la coopération interservices. En 2022, la Commission organisera pour la première fois des Semaines de la concurrence Afrique-UE afin de favoriser le dialogue avec les autorités africaines de la concurrence aux niveaux national et régional.

## 5. SOUTENIR LA MISE EN ŒUVRE DU DROIT DE LA CONCURRENCE DE L'UE

### 5.1. Transformation numérique

La Commission considère la transformation numérique comme une priorité politique majeure de son mandat actuel («Une Europe adaptée à l'ère numérique»), car elle peut non seulement stimuler le changement sur les marchés mais également permettre la modernisation du secteur public. La mise en œuvre de la stratégie numérique de la DG Concurrence visant à poursuivre la numérisation des processus opérationnels, à moderniser les solutions numériques et à transformer cette direction générale en une organisation davantage fondée sur les données afin de soutenir la mise en œuvre de la politique de concurrence de l'UE s'est poursuivie tout au long de l'année 2021, conformément à la stratégie numérique de la Commission<sup>183</sup>. En outre, la DG Concurrence a mis à jour et continué de mettre en œuvre son plan d'action en matière de sécurité informatique afin d'améliorer davantage encore la cybersécurité de ses systèmes d'information, ses plans de sécurité ainsi que les compétences et les connaissances de son personnel en matière de cybersécurité, et ce en collaboration avec la DG DIGIT.

#### 5.1.1. Modernisation de la gestion des dossiers

En 2021, une nouvelle plateforme de gestion interne des dossiers (CASE@EC) a été déployée pour la gestion des dossiers liés aux aides d'État, ainsi que pour les procédures d'enregistrement et de gestion des documents pour tous les instruments concernant la mise en œuvre des règles de concurrence. Les actions préparatoires se sont poursuivies dans l'optique de la mise en œuvre de CASE@EC dans d'autres domaines, en particulier la gestion des dossiers concernant les pratiques anticoncurrentielles, les ententes et les concentrations.

#### 5.1.2. Améliorer les échanges numériques avec les administrations, les entreprises et les citoyens des États membres

En 2021, la DG Concurrence a continué d'améliorer son éventail de solutions numériques existantes afin de renforcer et de numériser complètement les processus de communication et de collaboration avec ses parties prenantes externes, en particulier les administrations des États membres, les autorités nationales de concurrence, les citoyens et les entreprises, ainsi que les avocats et les cabinets d'avocats. Elle a ainsi mis en place un outil remanié permettant

---

<sup>183</sup> Communication à la Commission – Stratégie numérique de la Commission européenne – Une Commission transformée numériquement, centrée sur l'utilisateur et fondée sur les données [C(2018) 7118 final du 21.11.2018].

aux États membres de signaler des aides d'État (SARI2) et élaboré une nouvelle solution permettant de numériser les négociations relatives aux demandes de confidentialité avec les parties et de produire des versions non confidentielles des documents dans le cadre de l'accès au dossier et de la préparation des décisions (eConfidentiality).

La DG Concurrence a également lancé un projet pilote pour une nouvelle solution numérique visant à faciliter les demandes de renseignements dans le cadre des enquêtes sur le marché (eRFI) et un projet devant déboucher sur une nouvelle présentation des informations relatives aux affaires de concurrence publiées sur le site web EUROPA<sup>184</sup>, dans le but d'améliorer, pour les citoyens et les parties prenantes externes, l'accès aux données publiques sur la concurrence, ainsi que les processus de recherche et d'exportation de ces données.

### *5.1.3. Appui avancé en matière de données et solutions numériques pour les enquêtes en matière de concurrence*

La DG Concurrence continuant de faire face à une augmentation exponentielle du volume de communications électroniques avec les parties et des preuves électroniques, elle a lancé divers projets pour améliorer le traitement des grandes quantités de documents liés aux affaires ainsi que l'accès aux dossiers dans ses locaux pour les parties concernées, et pour mettre au point des services et solutions avancés de données et d'apprentissage automatique permettant de faciliter les enquêtes.

En outre, la DG Concurrence continue d'investir dans des solutions de pointe non standard pour son matériel informatique et ses logiciels, exploitées par du personnel spécialisé dans le cadre des activités informatiques d'enquête et technico-légales, l'objectif étant de mieux détecter les comportements anticoncurrentiels et de poursuivre leurs auteurs en justice de manière efficace.

## **5.2. Programme pour le marché unique**

L'adaptation à un environnement de plus en plus numérique et en rapide mutation est un défi permanent pour la mise en œuvre de la politique de concurrence de l'UE. Les nouveaux outils et algorithmes numériques sophistiqués utilisés par les opérateurs économiques, combinés à une augmentation exponentielle des communications électroniques, de la quantité de données et du nombre de documents dans les dossiers des différentes affaires, rendent de nombreuses enquêtes de concurrence de plus en plus complexes. La DG Concurrence a dès lors défini la transformation numérique comme une priorité essentielle pour 2021 et a concentré ses efforts sur la mise en place de solutions numériques innovantes et modernisées afin d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre des règles de concurrence, le tout grâce à son plan de modernisation des solutions numériques.

Le cadre financier pluriannuel 2021-2027 répond également à ces nouveaux défis en incluant pour la première fois un programme propre au domaine de la concurrence dans le cadre du programme pour le marché unique<sup>185</sup> et en le dotant d'un budget servant à financer des actions visant à soutenir la politique de concurrence et sa mise en œuvre. Avec une enveloppe

---

<sup>184</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?clear=1&policy\\_area\\_id=3](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/index.cfm?clear=1&policy_area_id=3).

<sup>185</sup> Règlement (UE) 2021/690 du Parlement européen et du Conseil du 28 avril 2021 établissant un programme en faveur du marché intérieur, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, du secteur des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et des statistiques européennes (programme pour le marché unique), et abrogeant les règlements (UE) n° 99/2013, (UE) n° 1287/2013, (UE) n° 254/2014 et (UE) n° 652/2014 (JO L 153 du 3.5.2021, p. 1).

de 20,4 millions d'EUR pour 2021, le programme relatif à la concurrence canalise les investissements dans des domaines qui soutiennent la mise en œuvre efficace et actualisée de la politique de concurrence de l'UE ainsi que des actions stratégiques, la coopération et les partenariats avec les administrations publiques de l'UE, la coopération au niveau mondial et les partenariats avec les autorités des pays tiers, et contribue à sensibiliser les parties prenantes à la politique de concurrence de l'UE.

La mise en œuvre de ce programme a toutefois connu des retards en 2021 en raison de l'adoption tardive du programme pour le marché unique et de la décision d'exécution nécessaire de la Commission<sup>186</sup>, de sorte que les appels d'offres ou autres mesures de passation de marchés n'ont pu être lancés qu'à partir de mai 2021. La pandémie de COVID-19 a en outre empêché qu'un certain nombre d'actions prévues aient lieu dans les formats initialement envisagés, et les activités menées conjointement avec les États membres ou au niveau international et les manifestations de sensibilisation se sont poursuivies principalement à distance et de manière virtuelle tout au long de l'année 2021.

Malgré ces contraintes, la DG Concurrence a poursuivi activement un plan global de mise en œuvre du programme relatif à la concurrence. Elle a notamment investi dans le développement de solutions opérationnelles numériques destinées à moderniser la gestion des dossiers et les interactions avec les parties prenantes externes et à accroître la rapidité et l'efficacité de la mise en œuvre des règles de concurrence au moyen de solutions fondées sur les données et l'intelligence artificielle. En outre, la Commission a lancé un appel à propositions à l'intention des services répressifs nationaux des États membres de l'UE, dans le but de dispenser des formations aux services répressifs nationaux spécialisés dans les enquêtes économiques et financières et de les sensibiliser à la concurrence et aux évolutions de la coopération en matière d'enquêtes.

### **5.3. Communication externe et activités de sensibilisation**

La DG Concurrence cherche à atteindre diverses parties prenantes, notamment les entreprises, les avocats et autres conseillers, les décideurs politiques, le monde universitaire, les étudiants et la société civile de manière générale. À cette fin, elle utilise différents canaux, et avant tout les conférences de presse et les discours de la vice-présidente exécutive, Margrethe Vestager, qu'elle complète par des communiqués de presse, des bulletins d'information, des conférences, des publications spécialisées et une présence active sur les médias sociaux.

En 2021, la vice-présidente exécutive Vestager a prononcé 43 discours devant divers publics. Le directeur général a quant à lui participé à plus de 40 événements internationaux. La DG Concurrence a publié quelque 900 messages sur son compte Twitter et a atteint près de 14 000 abonnés grâce à son bulletin d'information électronique; ses publications sur le site de l'Office des publications de l'UE ont été consultées, téléchargées ou commandées au format papier à quelque 6 000 reprises.

La DG Concurrence a publié plus de 1 000 communiqués de presse en 2021. Certaines affaires et initiatives politiques ont suscité une large couverture médiatique, comme la communication des griefs à Apple concernant les règles de l'App Store applicables aux

---

<sup>186</sup> Décision d'exécution de la Commission du 6 mai 2021 relative au financement du programme en faveur du marché unique, de la compétitivité des entreprises, dont les petites et moyennes entreprises, et des statistiques européennes, et à l'adoption du programme de travail pour la période 2021-2024. Voir: [https://ec.europa.eu/info/publications/210506-financing-single-market-programme-decision\\_fr](https://ec.europa.eu/info/publications/210506-financing-single-market-programme-decision_fr).

fournisseurs de musique en continu, la décision d'infliger des amendes à des constructeurs automobiles pour restriction de la concurrence concernant l'épuration des gaz d'échappement émis par les nouvelles voitures à moteur diesel et la proposition de nouveau règlement visant à remédier aux distorsions causées par les subventions étrangères au sein du marché unique.

## II. SITUATION PAR SECTEUR

### 1. ÉNERGIE ET ENVIRONNEMENT

#### 1.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

La politique de concurrence contribue aux objectifs environnementaux et climatiques de l'UE, y compris la décarbonation de l'économie. À cette fin, la Commission a autorisé des mesures d'aide d'État visant à promouvoir le déploiement des énergies renouvelables, à améliorer l'efficacité énergétique et à stimuler la demande en véhicules à faibles émissions pour les transports publics et privés, contribuant ainsi à réduire les émissions de gaz à effet de serre. La politique de concurrence garantit également que les consommateurs ont accès à une énergie propre et durable à un prix abordable, et soutient l'innovation.

À la suite de l'adoption, en décembre 2019, de la communication relative au pacte vert pour l'Europe<sup>187</sup>, qui présentait une feuille de route exposant les grandes politiques et mesures nécessaires pour atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre dans l'UE d'ici à 2050 et pour relever d'autres défis liés à l'environnement, les colégislateurs de l'UE ont adopté, en 2021, la loi européenne sur le climat<sup>188</sup> afin de garantir la réalisation des objectifs de neutralité climatique de l'UE.

La conférence sur la concurrence verte a été organisée le 4 février 2021 pour débattre de la manière dont les règles de concurrence et les politiques de durabilité peuvent fonctionner ensemble. À titre de suivi, en septembre 2021, la DG Concurrence a publié une note d'information sur les initiatives en matière de politique de concurrence visant à atteindre les objectifs du pacte vert<sup>189</sup>.

Dans le domaine des aides d'État, le 21 décembre 2021, le collège des commissaires a approuvé les LD ACEE<sup>190</sup>, qui remplacent les LD AEE de 2014 (dont la validité avait été prorogée jusqu'à la fin de 2021). Les LD ACEE ont été officiellement adoptées le 27 janvier 2022 et sont entrées en vigueur à cette date.

Les LD ACEE élargissent les catégories d'investissements et de technologies que les États membres peuvent soutenir et comportent des nouvelles sections et des sections actualisées portant sur les aides à la prévention ou à la réduction de la pollution autre que celle due aux gaz à effet de serre, y compris la pollution sonore, les aides en faveur d'une utilisation efficace des ressources et de l'économie circulaire, et les aides en faveur de la biodiversité et de la réparation des dommages environnementaux. Elles comprennent des sections spécifiques visant à encourager les investissements dans des domaines tels que la décarbonation des processus industriels, la performance énergétique des bâtiments et la mobilité propre, et assurent la cohérence avec la législation et les politiques de l'UE pertinentes, notamment en supprimant les subventions en faveur des combustibles fossiles les

---

<sup>187</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Le pacte vert pour l'Europe, COM(2019) 640 final.

<sup>188</sup> Règlement (UE) 2021/1119 du Parlement européen et du Conseil du 30 juin 2021 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant les règlements (CE) n° 401/2009 et (UE) 2018/1999 («loi européenne sur le climat») (JO L 243 du 9.7.2021, p. 1).

<sup>189</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/index/news/competition-policy-brief-12021-policy-support-europes-green-ambition-2021-09-10\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/index/news/competition-policy-brief-12021-policy-support-europes-green-ambition-2021-09-10_en).

<sup>190</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/CEEAG\\_Guidelines\\_with\\_annexes\\_I\\_and\\_II\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/CEEAG_Guidelines_with_annexes_I_and_II_0.pdf).

plus polluants. Elles prévoient des montants d'aide couvrant jusqu'à 100 % du déficit de financement, en particulier en cas de mise en concurrence. Il est donc peu probable qu'une aide soit autorisée en faveur des combustibles fossiles les plus polluants; les aides au gaz ne seront autorisées que si elles sont compatibles avec les objectifs climatiques de l'UE pour 2030 et 2050. Les LD ACEE comprennent également une nouvelle section sur les aides à la fermeture d'installations de production de charbon, de tourbe et de schiste bitumineux afin de favoriser la décarbonation dans le secteur de l'électricité. Elles introduisent des garanties donnant l'assurance que l'aide est effectivement dirigée là où elle est nécessaire, en exigeant des États membres qu'ils consultent le grand public et les parties prenantes sur les principaux éléments des mesures d'aide de grande ampleur. Enfin, elles accroissent la flexibilité, notamment en supprimant l'obligation de notification individuelle des grands projets écologiques au titre de régimes d'aides déjà autorisés par la Commission. En outre, les articles correspondants du RGEC seront révisés dans le cadre de la révision ciblée du RGEC<sup>191</sup>. Avec cette révision, il est proposé d'étendre le champ d'application du RGEC en élargissant l'ensemble des mesures exemptées de l'obligation de notification ex ante et en augmentant les seuils de notification pour les mesures en faveur du climat, de l'énergie et de la protection de l'environnement, lorsque cela est objectivement justifié.

## **1.2. Concurrence effective dans le secteur de l'économie verte**

En 2021, les activités de contrôle du respect des règles de concurrence ont continué à contribuer à la réalisation des objectifs environnementaux de l'UE en permettant d'appliquer les règles en matière d'aides d'État, de pratiques anticoncurrentielles et de concentrations.

### *1.2.1. Mobilité à émissions nulles et à faibles émissions*

La mobilité à émissions nulles et à faibles émissions a été l'un des points focaux de la Commission. Le déploiement à grande échelle de bornes de recharge électriques et de stations à hydrogène dans le cadre d'un marché concurrentiel est important pour garantir la généralisation des véhicules électriques et à hydrogène et encourager l'abandon des combustibles fossiles.

En 2021, la Commission a approuvé plusieurs régimes pour le déploiement de bornes de recharge électriques et d'autres infrastructures pour carburants de substitution, ainsi que pour l'acquisition de véhicules à émissions nulles ou à faibles émissions (notamment des bus électriques ou à hydrogène pour les transports publics)<sup>192</sup>. Elle a également donné aux États membres des conseils concernant plusieurs autres régimes, afin que les États membres les

---

<sup>191</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-gber\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-gber_en).

<sup>192</sup> Voir, par exemple, affaire SA.61890, Allemagne – FRR – Régime de soutien à l'acquisition d'autobus à carburant de substitution pour le transport de personnes; affaire SA.62618, Portugal – Autobus à émissions nulles et infrastructures de soutien connexes; affaire SA.60775, Allemagne – Infrastructures de recharge accessibles au public pour véhicules électriques; affaire SA.59352, Allemagne – Régime fédéral d'aides pour l'acquisition d'installations de recharge électriques auxiliaires pour véhicules utilitaires légers et lourds; affaire SA.63458, Allemagne – Aides aux installations auxiliaires de ravitaillement en hydrogène; affaire SA.63718, Pologne – Développement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et de stations de ravitaillement en hydrogène; et affaire SA.64653, Portugal – FRR – Autobus à émissions nulles et infrastructures de soutien connexes.

soumettent au titre du RGEC ou veillent à ce qu'ils ne comportent pas d'aides d'État, conformément aux orientations pertinentes publiées<sup>193</sup>.

En juillet 2021, la Commission a modifié le RGEC en introduisant une nouvelle exemption par catégorie pour les aides en faveur des infrastructures de recharge ou de ravitaillement accessibles au public pour la fourniture d'électricité et d'hydrogène aux véhicules routiers à émissions nulles et à faibles émissions à des fins de transport. Cela facilitera les aides au déploiement de réseaux globaux de ces infrastructures dans les États membres allant bien au-delà de ce qui était possible en vertu des règles du RGEC en vigueur avant la modification<sup>194</sup>.

En juillet 2021<sup>195</sup>, la Commission a adopté une décision à l'encontre de cinq constructeurs automobiles (Daimler, BMW, Volkswagen, Audi et Porsche), leur infligeant des amendes d'un montant total de 875 millions d'EUR pour avoir limité le développement technique dans le domaine de la technologie d'épuration des émissions des voitures à moteur diesel. Aucune amende n'a été infligée à Daimler, celui-ci ayant révélé l'existence de l'entente. Toutes les entreprises ont reconnu leur participation à l'entente et ont accepté de régler l'affaire par transaction. Les constructeurs automobiles se sont régulièrement rencontrés dans le cadre de réunions techniques pour discuter du développement de la technologie de réduction catalytique sélective (SCR), qui élimine les émissions nocives d'oxyde d'azote (NO<sub>x</sub>) des gaz d'échappement des voitures à moteur diesel par l'injection d'urée (également appelée «AdBlue»). Au cours de ces réunions, et pendant plus de cinq ans, les constructeurs automobiles se sont accordés sur la taille et les données du réservoir d'AdBlue ainsi que sur la consommation moyenne d'AdBlue. Par leurs pratiques collusoires, ils se sont fait savoir mutuellement qu'ils ne chercheraient pas à développer des techniques d'épuration allant au-delà des exigences de la législation. C'est la première fois que la Commission sanctionne une entente qui ne concerne qu'une collusion visant à limiter le développement technique.

### *1.2.2. Efficacité énergétique des bâtiments*

La modification du RGEC de juillet 2021 simplifie les règles applicables aux aides d'État en faveur des mesures relatives à l'efficacité énergétique de certaines catégories de bâtiments, notamment les bâtiments résidentiels. Elle introduit aussi une nouvelle possibilité permettant de combiner les aides en faveur des mesures d'efficacité énergétique à des aides aux installations d'énergie renouvelable intégrées aux bâtiments, aux installations de stockage pour les énergies renouvelables produites, aux équipements et aux infrastructures de recharge des véhicules électriques et aux investissements dans la numérisation des bâtiments, ainsi qu'une nouvelle possibilité permettant que les mesures d'aide portent également sur la facilitation de contrats de performance énergétique<sup>196</sup>.

---

<sup>193</sup> Voir [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/template\\_RRF\\_electric\\_and\\_hydrogen\\_charging\\_stations.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/template_RRF_electric_and_hydrogen_charging_stations.pdf); [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/template\\_RRF\\_premiums\\_acquisition\\_low\\_emission\\_vehicles.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-12/template_RRF_premiums_acquisition_low_emission_vehicles.pdf).

<sup>194</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_3804](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3804).

<sup>195</sup> Affaire AT.40178, Émissions des véhicules automobiles, voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_3581](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3581).

<sup>196</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_3804](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3804).



### *1.2.3. Aide à l'énergie et à la protection de l'environnement et facilité pour la reprise et la résilience*

En 2020, la Commission a publié des modèles d'orientation afin d'aider les États membres à concevoir leurs plans nationaux pour la reprise et la résilience («PRR») conformément aux règles de l'UE en matière d'aides d'État, notamment pour une série de mesures de soutien à la protection de l'environnement, conformément aux «initiatives phares européennes» de la stratégie annuelle 2021 pour une croissance durable de la Commission<sup>197</sup>. Jusqu'à présent, la Commission a approuvé 22 PRR<sup>198</sup>. En outre, les États membres notifient à la Commission tout projet d'octroi d'aides, conformément à l'article 108 du TFUE. En 2021, la Commission a adopté quatre décisions de ne pas soulever d'objections concernant les énergies renouvelables et le stockage de l'énergie au titre de PRR<sup>199</sup>, de nouvelles décisions étant attendues à l'avenir.

### *1.2.4. Énergies renouvelables et cogénération*

En 2021, la Commission a adopté 20 décisions de ne pas soulever d'objections concernant les régimes de soutien aux énergies renouvelables et à la production combinée de chaleur et d'électricité<sup>200</sup>, qui concernaient un certain nombre de technologies renouvelables (comme la géothermie, l'énergie photovoltaïque, l'éolien terrestre et en mer, la biomasse), y compris le soutien aux communautés locales et l'utilisation de technologies de décarbonation (comme l'hydrogène).

Le 29 avril 2021, la Commission a autorisé la prolongation et la modification d'un régime d'aides allemand visant à soutenir la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et de gaz de mine ainsi que des réductions de prélèvements destinés à financer le soutien à l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables. La réduction des prélèvements pourra être accordée aux entreprises grandes consommatrices d'énergie et pour l'alimentation électrique à quai pour les navires<sup>201</sup>.

---

<sup>197</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/rf-guiding-templates\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/rf-guiding-templates_en).

<sup>198</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/recovery-coronavirus/recovery-and-resilience-facility\\_fr](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/recovery-coronavirus/recovery-and-resilience-facility_fr).

<sup>199</sup> Affaire SA.57089, Croatie – FRR – Régime en faveur des sources d'énergie renouvelables en Croatie; affaire SA.57473, Grèce – FRR – Centrale hydroélectrique de pompage – Amphiloche (Grèce); affaire SA.58731, Autriche – FRR – Aide au fonctionnement en faveur de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables en Autriche; et affaire SA.63178, Lituanie – FRR – Aide à un projet d'investissement dans le stockage de l'électricité.

<sup>200</sup> Affaire SA.60596, Malte; affaire SA.54318, Slovaquie; affaire SA.53308, Allemagne; affaire SA.57858, Danemark; affaire SA.57610, Allemagne; affaire SA.62025, France; affaire SA.57779, Allemagne; affaire SA.55940, Pologne; affaire SA.56826, Allemagne; affaire SA.50272, France; affaire SA.61902, France; affaire SA.60115, France; affaire SA.62218, France; affaire SA.64713, Pologne; affaire SA.64376, Allemagne; affaire SA.63414, Allemagne; affaire SA.57089, Croatie; affaire SA.60064, Grèce; affaire SA.58482, Grèce; et affaire SA.56831, Danemark.

<sup>201</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_2042](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2042); ce régime s'inscrit dans la loi allemande sur les énergies renouvelables («Erneuerbare-Energien-Gesetz» ou «EEG 2021»). Il aidera l'Allemagne à atteindre ses objectifs en matière d'énergie renouvelable (65 % d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables en 2030) sans fausser indûment la concurrence. Les paiements relevant du régime pour 2021 devraient s'élever à environ 33,1 milliards d'EUR.

En outre, le 20 décembre 2021, la Commission a autorisé le régime d'aides d'État autrichien en faveur de la production d'électricité à partir de sources renouvelables (énergie éolienne, énergie solaire, énergie hydraulique, biomasse et biogaz) jusqu'à la fin de 2030<sup>202</sup>.

La mise en œuvre des règles concernant les pratiques anticoncurrentielles contribue également à la réalisation de l'objectif d'une économie à faibles émissions de carbone et du pacte vert pour l'Europe. En 2021, la Commission a poursuivi son enquête sur les producteurs d'éthanol soupçonnés d'avoir participé à une entente dans le but d'influencer les indices de référence de l'éthanol publiés par l'agence d'évaluation des prix Platts, de nuire à la concurrence et de compromettre les objectifs du pacte vert pour l'Europe et les objectifs énergétiques de l'Union. Le 10 décembre 2021, la Commission a adopté une décision de transaction assortie d'une amende de 20 millions d'EUR à l'encontre d'Abengoa (Espagne) dans cette affaire<sup>203</sup>. L'enquête est toujours en cours pour les autres entreprises concernées.

Le 10 septembre 2021, la Commission a conclu la longue procédure d'infraction au droit de la concurrence relative au lignite grec en rendant juridiquement contraignantes les mesures proposées par la Grèce pour éliminer la distorsion qui résultait de l'octroi d'un accès exclusif à la production d'électricité à partir de lignite en faveur de l'entreprise publique historique Public Power Corporation («PPC»)<sup>204</sup>. Plus précisément, la Grèce s'est engagée à faire en sorte que PPC vende une partie de son électricité de gros (produite à partir d'énergie hydraulique, de gaz, de sources renouvelables ou de lignite) sur les deux bourses de l'électricité présentes en Grèce (EEX et HEnEx), plusieurs mois avant la livraison effective. Cela permettra aux concurrents de PPC de disposer d'un accès stable aux volumes de production nécessaires pour protéger leurs prix de la volatilité, et donc de proposer plus facilement des offres aux consommateurs finals. En outre, ces mesures, qui expireront lors de l'arrêt définitif de l'exploitation commerciale des centrales au lignite hautement polluantes existantes dans le cadre du plan national grec en matière d'énergie et de climat (ou au plus tard à la fin de 2024), sont pleinement conformes au pacte vert pour l'Europe et aux objectifs climatiques de l'UE.

#### *1.2.5. Sortie du charbon*

L'abandon progressif des centrales au charbon apporte également une contribution cruciale à la transition vers une économie neutre pour le climat, conformément aux objectifs du pacte vert pour l'Europe. En 2021, la Commission a poursuivi l'examen des mesures prises par les États membres pour soutenir l'abandon progressif de la production d'électricité à partir de charbon. En particulier, en mars 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin de déterminer si les projets de l'Allemagne visant à indemniser les centrales au lignite fermant plus rapidement que prévu sont conformes aux règles de l'UE en matière d'aides d'État<sup>205</sup>.

En outre, les LD ACEE introduisent de nouvelles règles de compatibilité pour les mesures que les États membres peuvent prendre pour soutenir la fermeture de centrales électriques

---

<sup>202</sup> Voir : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_7023](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_7023); ce régime aidera l'Autriche à atteindre son objectif de 100 % d'énergies renouvelables en 2030, conformément à son PRR, et contribuera à la réalisation de l'objectif européen de neutralité climatique d'ici à 2050, sans fausser indûment la concurrence.

<sup>203</sup> Voir : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_6769](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6769).

<sup>204</sup> Affaire AT.38700, Marchés grecs du lignite et de l'électricité.

Voir : [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_4661](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_4661).

<sup>205</sup> Affaire SA.53625, Allemagne – Abandon progressif du lignite.

utilisant du charbon, de la tourbe ou du schiste bitumineux et l'arrêt d'opérations d'extraction de ces combustibles<sup>206</sup>.

### 1.3. Sécurité de l'approvisionnement en énergie

En 2021, la Commission a poursuivi ses activités de contrôle de la mise en œuvre de la législation en ce qui concerne les mesures visant à garantir la sécurité de l'approvisionnement en énergie, y compris les mécanismes de capacité.

En août 2021, à l'issue d'une procédure formelle d'examen, la Commission a conclu que le mécanisme belge de capacité était conforme aux LD AEE et au règlement sur l'électricité<sup>207</sup>. En particulier, la Commission a constaté que, contrairement à ce qu'elle avait conclu à titre préliminaire dans sa décision d'ouvrir la procédure formelle d'examen, la Belgique avait amélioré son évaluation de l'adéquation des ressources et l'avait mise en conformité avec la méthode d'évaluation de l'adéquation des ressources à l'échelle de l'UE approuvée par l'Agence de l'Union européenne pour la coopération des régulateurs de l'énergie («ACER») en octobre 2020<sup>208</sup>.

En outre, en 2021, la Commission a autorisé, en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, une mesure d'aide grecque de 166,7 millions d'EUR (subvention directe en faveur de Gastrade SA) pour la construction d'un nouveau terminal de gaz naturel liquéfié («GNL») à Alexandroupolis, en Grèce. Ce projet renforcera la sécurité et la diversification de l'approvisionnement énergétique en Grèce et, plus généralement, dans la région du sud-est de l'Europe, sans fausser indûment la concurrence<sup>209</sup>.

### 1.4. Concurrence effective sur les marchés de l'énergie

L'objectif de la mise en œuvre du droit de la concurrence dans le secteur de l'énergie est de compléter la réglementation sectorielle afin de créer un marché intérieur de l'énergie qui fonctionne bien, dans lequel l'énergie peut être échangée librement et en toute sécurité dans l'ensemble de l'UE et sur lequel tous les services connexes sont fournis de manière concurrentielle, permettant ainsi aux entreprises et aux consommateurs de bénéficier d'une énergie fiable et durable à un prix abordable.

En mars 2021, la Commission a engagé une procédure à l'encontre du fournisseur historique grec d'électricité PPC pour un éventuel comportement prédateur sur le marché de gros de l'électricité sur le réseau interconnecté grec (principalement en Grèce continentale)<sup>210</sup>. L'enquête est axée sur le comportement stratégique allégué de PPC dans les procédures d'appels d'offres, qui a pu conduire à la sélection de ses unités thermiques pour la production alors même qu'elles ne couvraient pas leurs coûts variables moyens. Le comportement d'éviction de PPC aurait empêché ses principaux concurrents de se développer sur le marché

---

<sup>206</sup> Voir section 4.12.1 des LD ACEE, qui concerne les aides accordées par les États membres à titre d'indemnisation pour la cessation anticipée d'activités rentables, tandis que la section 4.12.2 concerne les aides accordées par les États membres pour couvrir les coûts sociaux et environnementaux exceptionnels résultant de la cessation d'activités non compétitives.

<sup>207</sup> Règlement (UE) 2019/943 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité (JO L 158 du 14.6.2019, p. 54).

<sup>208</sup> Affaire SA.54915, Belgique – Mécanisme de capacité à l'échelle du marché en Belgique.

<sup>209</sup> Affaire SA.55526, Grèce – Terminal de GNL à Alexandroupolis, en Grèce.

<sup>210</sup> Affaire AT.40278, Marché de gros de l'électricité en Grèce. Cette enquête est sans lien avec l'affaire AT.38700 concernant les droits d'accès privilégié au lignite octroyés par l'État grec à l'entreprise publique PPC (voir la section 1.2.4 ci-dessus).

de gros et aurait occasionné des prix plus élevés pour les consommateurs grecs, une diminution du choix et une pollution accrue provenant de sources moins vertes de production d'électricité.

Les échanges d'électricité jouent un rôle important et croissant dans la gestion efficace et sûre des réseaux électriques et aident à garantir que l'électricité est acheminée de son lieu de production vers le lieu où elle est le plus nécessaire. À la suite d'une plainte, la Commission a décidé, le 30 mars 2021, d'ouvrir une procédure formelle d'examen afin de déterminer si la bourse de l'électricité EPEX Spot SE avait profité de sa position dominante pour entraver les activités de ses concurrents sur le marché des services de facilitation des échanges d'électricité infrajournaliers dans au moins six États membres (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Luxembourg et Pays-Bas)<sup>211</sup>. Ce comportement, s'il est avéré, peut être contraire à l'article 102 du TFUE dans la mesure où il peut fausser les prix des échanges d'électricité et pourrait en fin de compte entraîner une hausse des prix de l'électricité pour les consommateurs et un ralentissement de la transformation écologique du système électrique en empêchant l'intégration à moindre coût des technologies renouvelables dans le bouquet énergétique.

Dans le contexte de la hausse des prix de l'énergie observée au cours du second semestre de 2021, la Commission a ouvert des enquêtes afin de déterminer si les principaux fournisseurs de gaz européens avaient pu se livrer à un comportement anticoncurrentiel visant à faire augmenter les prix du gaz en Europe.

Le secteur de l'environnement a également assisté à une activité intense en matière de concentrations et d'acquisitions en 2021. En avril 2021, la Commission a autorisé l'acquisition, par le groupe Schwarz, de plusieurs entreprises de gestion des déchets appartenant au groupe Suez en Allemagne, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Pologne, sous réserve de la cession de l'usine de tri des emballages légers à Rotterdam, initialement détenue par Suez<sup>212</sup>. Cette opération, telle que notifiée initialement, aurait réuni les deux principaux acteurs du marché du tri des emballages légers aux Pays-Bas et aurait probablement entraîné une augmentation des prix du tri des emballages légers, des coûts de recyclage et, en fin de compte, des prix des biens de consommation.

Le 14 décembre 2021, la Commission a autorisé l'acquisition de Suez par Veolia<sup>213</sup>, sous réserve de la cession de la quasi-totalité des activités de Suez dans les secteurs du traitement de l'eau et de la gestion des déchets en France. Ces deux entreprises sont des acteurs mondiaux de premier plan dans le traitement de l'eau et la gestion des déchets et la Commission a estimé que l'opération telle que notifiée initialement aurait probablement entraîné une hausse des prix et une baisse de la qualité du service pour le secteur public et les clients industriels.

Le 16 décembre 2021, la Commission a également autorisé l'acquisition du groupe Ecore par Derichebourg<sup>214</sup>, sous réserve de la cession de plusieurs usines de collecte et de recyclage des déchets métalliques en France. Les deux entreprises sont des acteurs de premier plan dans la collecte, le recyclage et la commercialisation des déchets métalliques en France et, ensemble,

---

<sup>211</sup> Affaire AT.40700, Échanges infrajournaliers d'électricité de gros.

<sup>212</sup> Affaire M.10047, Groupe Schwarz/entreprises de gestion des déchets appartenant au groupe Suez, décision de la Commission du 14 avril 2021.

<sup>213</sup> Affaire M.9969, Veolia/Suez, décision de la Commission du 14 décembre 2021.

<sup>214</sup> Affaire M.10249, Derichebourg Environnement/Groupe Ecore Holding, décision de la Commission du 16 décembre 2021.

elles auraient occupé une position forte dans plusieurs régions, ce qui aurait entraîné une hausse des prix et une diminution du choix pour les fournisseurs et les clients, au détriment des consommateurs. Derichebourg a proposé de céder un certain nombre d'usines, remédiant pleinement aux problèmes de concurrence recensés par la Commission.

## **2. TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION ET MÉDIAS**

### **2.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté**

Les marchés des secteurs de l'information, de la communication, des technologies et des médias («TIC») continuent d'évoluer rapidement avec l'apparition de nouveaux dispositifs et de nouvelles innovations immatérielles, tels que des services, des applications et des écosystèmes. Les modèles d'entreprise et les sources de revenu tendent à évoluer plus vite sur les marchés numériques qu'ailleurs. Le secteur des médias a considérablement évolué en raison de la convergence technologique, les contenus étant fournis aux utilisateurs par l'intermédiaire d'un éventail croissant d'appareils et de réseaux (par exemple, les films, la musique et les contenus éditoriaux proposés par différentes plateformes sont disponibles sur les écrans de télévision, les téléphones, les tablettes et les ordinateurs portables au moyen de différents réseaux de télécommunications, fixes comme mobiles). L'innovation technologique a également créé de nouveaux débouchés transfrontières et représente un défi pour les pratiques commerciales établies.

Les effets de réseau fréquemment observés sur les marchés des TIC les rendent particulièrement exposés au verrouillage des consommateurs et aux positions solidement établies des fournisseurs dominants. Les acteurs du marché jouent souvent un double rôle, en exploitant une plateforme ou une place de marché pour le compte de tiers et en proposant en même temps leurs propres produits ou services sur cette plateforme ou place de marché, en concurrence avec ces tiers. Sur les marchés des TIC, l'accès à divers types de données et leur contrôle seront souvent déterminants pour assurer le succès commercial. Dans le même temps, les pratiques anticoncurrentielles peuvent créer des barrières à l'entrée et amener les petits concurrents innovants à se retirer prématurément du marché.

Afin de contribuer à la transition numérique, il convient de garantir un contrôle efficace des éventuels comportements anticoncurrentiels des acteurs du marché, y compris des plateformes, ainsi qu'une intervention rapide sur les marchés des TIC. Dans le but de rendre et de maintenir les marchés ouverts et concurrentiels conformément aux objectifs de la stratégie numérique de l'UE, l'application de la législation doit se concentrer sur la sauvegarde de l'interopérabilité et de la concurrence entre les plateformes technologiques, ainsi que sur l'amélioration de la définition des normes.

### **2.2. Contribution de la politique de concurrence de l'UE à la résolution des problèmes**

#### **2.2.1. Données et plateformes**

Le 20 janvier 2021, la Commission a infligé à *Valve*, propriétaire de la plateforme de jeux sur PC en ligne Steam, et aux cinq éditeurs *Bandai Namco*, *Capcom*, *Focus Home*, *Koch Media* et *ZeniMax* des amendes d'un montant total de 7,8 millions d'EUR pour avoir restreint les ventes transfrontières de jeux vidéo sur PC sur la base de la localisation géographique des

clients au sein de l'EEE («géoblocage»)<sup>215</sup>. Les amendes infligées aux éditeurs, d'un montant total de plus de 6 millions d'EUR, ont été réduites en raison de la coopération de ceux-ci avec la Commission. Valve a choisi de ne pas coopérer et s'est vu infliger une amende de plus de 1,6 million d'EUR.

La Commission veille à ce que les plateformes n'aient pas accès aux données et ne les utilisent pas de manière anticoncurrentielle. À cet égard, la Commission mène une enquête sur la dépendance systémique d'Amazon à l'égard des données commerciales non publiques des vendeurs indépendants qui proposent leurs produits et services sur sa place de marché au bénéfice de sa propre activité de vente au détail, qui est en concurrence directe avec celle de ces vendeurs tiers. La Commission a publié une communication des griefs dans l'affaire *Amazon Data* le 10 novembre 2020<sup>216</sup>, et l'enquête est en cours.

Le 4 juin 2021, la Commission a ouvert une procédure formelle d'examen afin d'établir si Facebook (désormais Meta) avait enfreint les règles de concurrence de l'UE en utilisant des données publicitaires recueillies en particulier auprès d'annonceurs afin de les concurrencer sur des marchés où Meta est présente, tels que celui des annonces en ligne<sup>217</sup>. Cette procédure permettra également de déterminer si Meta lie son service d'annonces en ligne «Facebook Marketplace» à son réseau social, en violation des règles de concurrence de l'UE. Si elles sont avérées, les pratiques faisant l'objet de l'enquête constituent potentiellement des infractions aux règles de l'UE concernant les accords anticoncurrentiels entre entreprises (article 101 du TFUE) et/ou les abus de position dominante (article 102 du TFUE).

Le 22 juin 2021, la Commission a ouvert une enquête formelle au titre de l'article 101 et/ou de l'article 102 du TFUE sur un large éventail de pratiques de Google liées aux technologies de publicité et aux données<sup>218</sup>. La décision de la Commission d'ouvrir l'enquête a été adressée à Google et à sa société mère Alphabet et concerne le rôle de Google et son utilisation des données dans le secteur de la publicité en ligne et de la fourniture de services de technologies de publicité, c'est-à-dire de services d'intermédiation en ligne entre les annonceurs et les éditeurs en vue de la diffusion de publicités.

L'enquête porte notamment sur: 1) des restrictions potentielles quant à la manière dont les services de technologies de publicité concurrents sont en mesure de proposer des affichages publicitaires en ligne sur YouTube et une obligation potentielle d'utiliser les services de Google pour acheter des affichages publicitaires en ligne dans le cadre d'un programme sur

---

<sup>215</sup> Affaire AT.40413, *Focus Home*; affaire AT.40414, *Koch Media*; affaire AT.40420, *ZeniMax*; affaire AT.40422, *Bandai Namco*; et affaire AT.40424, *Capcom*. Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_170](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_170).

<sup>216</sup> Affaire AT.40462, *Place de marché («Marketplace») d'Amazon*; communiqué de presse de la Commission du 10 novembre 2020 – «Pratiques anticoncurrentielles: la Commission adresse une communication des griefs à Amazon concernant l'utilisation des données non publiques de vendeurs indépendants et ouvre une seconde enquête sur ses pratiques en matière de commerce électronique», «Communication des griefs concernant l'utilisation par Amazon des données des vendeurs de sa place de marché», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_2077](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2077).

<sup>217</sup> Affaire AT.40684, *Effet de levier de Facebook*; communiqué de presse de la Commission du 4 juin 2021 – «Pratiques anticoncurrentielles: la Commission ouvre une enquête sur un éventuel comportement anticoncurrentiel de Facebook», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_2848](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_2848).

<sup>218</sup> Affaire AT.40670, *Google – Pratiques liées aux technologies de publicité et aux données*; communiqué de presse de la Commission du 22 juin 2021 – «Pratiques anticoncurrentielles: la Commission ouvre une enquête sur un possible comportement anticoncurrentiel de Google dans le secteur des technologies de publicité en ligne», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_3143](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3143).



YouTube, depuis au moins 2015; 2) un avantage réciproque potentiel en faveur des services de technologies de publicité de Google en tant qu'annonceur et en tant qu'éditeur, depuis au moins 2010; 3) des restrictions potentielles imposées par Google en ce qui concerne la capacité des annonceurs, des éditeurs et des intermédiaires concurrents dans le domaine de l'affichage publicitaire en ligne d'accéder aux données relatives à l'identité ou au comportement des utilisateurs, données qui sont à la disposition des propres services de technologies de publicité de Google, depuis au moins 2012; 4) le projet annoncé par Google d'interdire le placement de cookies tiers sur Chrome et de les remplacer par la panoplie d'outils «Privacy Sandbox», au moins depuis que ce projet a été annoncé en janvier 2020; et 5) le projet annoncé par Google de ne plus mettre l'identifiant publicitaire à la disposition de tiers sur les appareils Android lorsqu'un utilisateur renonce à la publicité personnalisée ou fondée sur ses intérêts, au moins depuis que ce projet a été annoncé en juin 2021.

La Commission a également ouvert trois procédures formelles en matière de pratiques anticoncurrentielles à l'encontre d'Apple concernant les règles d'Apple relatives à la distribution d'applications qui sont en concurrence avec ses propres applications et services sur son App Store dans l'Espace économique européen<sup>219</sup>. Dans l'affaire Pratiques concernant l'App Store (musique en continu) en particulier, la Commission a conclu à titre préliminaire que les exigences imposées par Apple faussaient la concurrence sur le marché de la diffusion de musique en continu et constituaient un abus de position dominante de la part d'Apple sur le marché de la distribution d'applications de diffusion de musique en continu destinées aux utilisateurs d'iPhone et d'iPad<sup>220</sup>.

En outre, la Commission examine également les pratiques potentielles d'«autopréférence» et de discrimination des plateformes numériques jouant un «double rôle». Plus particulièrement, la Commission examine si les critères fixés par Amazon pour sélectionner le vainqueur de la «boîte d'achat» et permettre aux vendeurs de proposer des produits aux utilisateurs Prime, dans le cadre de son programme de fidélisation Prime, conduisent à un traitement préférentiel de l'activité de détail d'Amazon ou de vendeurs tiers qui utilisent les services logistiques et de livraison d'Amazon<sup>221</sup>.

En juillet 2020, la Commission a lancé une enquête sectorielle sur l'internet des objets («IDO») pour les consommateurs, en vertu de l'article 17 du règlement (CE) n° 1/2003<sup>222</sup>, afin de mieux comprendre le secteur de l'internet des objets, son paysage concurrentiel, l'évolution des tendances et les problèmes de concurrence potentiels. Le 9 juin 2021, la

---

<sup>219</sup> Affaire AT.40437, *Apple – Pratiques concernant l'App Store (musique en continu)*; affaire AT.40652, *Apple – Pratiques concernant l'App Store (livres électroniques et audio)*; et affaire AT.40716, *Apple – Pratiques concernant l'App Store*.

<sup>220</sup> Affaire AT.40437, *Apple – Pratiques concernant l'App Store (musique en continu)*; communiqué de presse de la Commission du 30 avril 2021 – «Abus de position dominante: la Commission adresse une communication des griefs à Apple concernant les règles de l'App Store applicables aux fournisseurs de musique en continu», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_2061](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2061).

<sup>221</sup> Affaire AT.40703, *Amazon – Boîte d'achat («Buy Box»)*; communiqué de presse de la Commission du 10 novembre 2020 – «Pratiques anticoncurrentielles: la Commission adresse une communication des griefs à Amazon concernant l'utilisation des données non publiques de vendeurs indépendants et ouvre une seconde enquête sur ses pratiques en matière de commerce électronique», «Enquête sur les pratiques d'Amazon en ce qui concerne sa "boîte d'achat" ("Buy Box") et le label Prime», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_20\\_2077](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2077).

<sup>222</sup> Affaire HT.5752, décision de la Commission du 16.7.2020 relative à l'ouverture d'une enquête sur le secteur des biens et services de consommation liés à l'internet des objets en vertu de l'article 17 du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition/antitrust/IoT\\_decision\\_initiating\\_inquiry\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/competition/antitrust/IoT_decision_initiating_inquiry_fr.pdf).



Commission a publié son rapport préliminaire concernant cette enquête, dans lequel elle expose ses premières conclusions et indique quelles sont les principales tendances du marché qu'elle a relevées en matière de concurrence<sup>223</sup>. Cette publication a été suivie d'une consultation publique au cours de laquelle les parties prenantes ont pu formuler des observations sur les premières conclusions de l'enquête sectorielle. En janvier 2022, la Commission a publié le rapport final<sup>224</sup> et le document de travail des services de la Commission qui l'accompagne<sup>225</sup>, dans lesquels elle a présenté les conclusions de l'enquête sectorielle, y compris un certain nombre de problèmes de concurrence potentiels soulevés par les parties prenantes. Les parties prenantes ont notamment fait part de préoccupations concernant i) certaines pratiques d'exclusivité et de vente liée pour les assistants vocaux, ii) la position des assistants vocaux et des systèmes d'exploitation des dispositifs intelligents en tant qu'intermédiaires entre les utilisateurs, d'une part, et les dispositifs intelligents ou les services de l'IDO pour les consommateurs, d'autre part, iii) l'accumulation de grandes quantités de données et l'accès à celles-ci par les fournisseurs d'assistants vocaux; et iv) un manque d'interopérabilité dû à la fragmentation technologique et à la prédominance des technologies propriétaires.

### **La législation sur les marchés numériques**

La proposition de législation sur les marchés numériques a été adoptée par la Commission en décembre 2020 à titre d'élément central de sa stratégie numérique pour l'UE. Cette proposition vise à résoudre les problèmes qui se posent sur les marchés numériques, tels que ceux associés au pouvoir de contrôleur d'accès des grandes plateformes numériques. Elle établit les critères à appliquer pour identifier les «contrôleurs d'accès» qui relèvent du règlement. Lorsqu'une plateforme atteint les seuils quantitatifs au niveau 1) de sa taille, 2) de ses entreprises utilisatrices et utilisateurs finaux actifs et 3) d'une position solidement établie et durable, elle est réputée être un contrôleur d'accès jusqu'à preuve du contraire. La Commission pourra également désigner individuellement des contrôleurs d'accès au terme d'une évaluation qualitative. Les contrôleurs d'accès seront tenus de se conformer à un ensemble de règles harmonisées, qui visent à maintenir la contestabilité des services de plateforme essentiels et à restreindre les pratiques déloyales à l'égard de leurs entreprises utilisatrices, dans un délai de six mois à compter de leur identification en tant que contrôleur d'accès. Des amendes pouvant atteindre 10 % du chiffre d'affaires mondial de l'entreprise ainsi que des mesures correctives comportementales ou structurelles proportionnées peuvent être adoptées pour garantir l'application effective des règles.

En novembre 2021, le Conseil a arrêté sa position («orientation générale») sur la proposition de législation sur les marchés numériques. En décembre 2021, le Parlement européen a approuvé à une large majorité le texte qui constitue son mandat de négociation avec le Conseil. Un accord politique est escompté pour le premier semestre de 2022. Parallèlement aux négociations législatives, la Commission doit élaborer un certain nombre d'actes d'exécution et de modèles de décisions et mettre en place des procédures internes, y compris des registres et des systèmes informatiques.

<sup>223</sup> Le rapport préliminaire est disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-06/internet\\_of\\_things\\_preliminary\\_report.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-06/internet_of_things_preliminary_report.pdf).

<sup>224</sup> Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen – Rapport final – Enquête sectorielle sur l'internet des objets pour les consommateurs [COM(2022) 19 final du 20.1.2022], disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things\\_final\\_report\\_2022\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things_final_report_2022_fr.pdf).

<sup>225</sup> Document de travail des services de la Commission – Rapport de la Commission au Conseil et au Parlement européen: Rapport final – Enquête sectorielle sur l'internet des objets pour les consommateurs [SWD(2022) 10 final du 20.1.2022], disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things\\_final\\_report\\_2022\\_staff\\_working\\_document\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2022-01/internet-of-things_final_report_2022_staff_working_document_0.pdf).

### 2.2.2. Accès transfrontière au contenu

Le 9 décembre 2020, la Cour de justice<sup>226</sup> a annulé l'arrêt confirmatif rendu précédemment par le Tribunal<sup>227</sup>, ainsi que la décision de la Commission du 26 juillet 2016, qui rendaient contraignants les engagements offerts par un studio (Paramount) dans le cadre de l'enquête sur la télévision payante. La Commission ayant également, par sa décision du 7 mars 2019, rendu contraignants des engagements en substance identiques d'autres studios (Disney, NBCUniversal, Sony Pictures et Warner Bros.) et du radiodiffuseur Sky, elle a décidé de retirer cette décision et de clore la procédure en matière de pratiques anticoncurrentielles le 31 mars 2021<sup>228</sup>. L'enquête sur la télévision payante portait sur certaines clauses figurant dans les accords de licence pour la télévision payante conclus entre six grands studios de cinéma et Sky UK. Ces clauses limitaient la capacité de Sky UK d'accepter des demandes non sollicitées provenant de consommateurs résidant en dehors du Royaume-Uni et de l'Irlande, éliminant ainsi la concurrence transfrontière et rendant plus difficile l'accès transfrontière aux contenus audiovisuels. Les deux arrêts ont confirmé l'interprétation de l'article 101, paragraphe 1, du TFUE retenue par la Commission: ils indiquent que les clauses de géoblocage en cause créent une protection territoriale absolue et ont donc pour objet de restreindre la concurrence. En outre, l'arrêt du Tribunal corrobore le point de vue de la Commission selon lequel de telles clauses ne seraient pas exemptées en vertu de l'article 101, paragraphe 3, du TFUE, car elles ne sont pas indispensables.

### 2.2.3. Marchés de technologies

Les actions de la Commission sur les marchés des technologies visent à maintenir la concurrence sur les marchés et à maximiser les incitations à l'innovation. Dans ce contexte, la Commission a continué de contrôler le respect de ses décisions dans les affaires *Moteur de recherche Google (Shopping)* et *Google Android*.

#### **L'affaire «Moteur de recherche Google (Shopping)»**

Le 10 novembre 2021, le Tribunal a largement confirmé la décision de la Commission du 27 juin 2017 dans l'affaire Moteur de recherche Google (Shopping), concluant que Google avait abusé de sa position dominante sur le marché de la recherche générale en traitant son propre service de comparaison de prix plus favorablement que les services de comparaison de prix concurrents<sup>229</sup>. Google affichait son propre service de manière prééminente en haut ou dans la première partie de la première page de résultats de recherche, quelle que soit sa qualité ou sa pertinence, tandis que les services concurrents étaient relégués à la quatrième page, voire plus loin, où ils n'étaient même pas vus. Dans son arrêt, le Tribunal envoie le message clair que le comportement de Google était illégal et apporte une clarté juridique nécessaire pour le marché. En particulier, il a confirmé un certain nombre de principes importants exposés dans la décision de la Commission, tels que la nature anticoncurrentielle de la pratique en cause, la constatation par la Commission d'effets nocifs sur la concurrence et l'absence de justification objective du comportement de Google. Le Tribunal a également confirmé l'amende de 2,42 milliards d'EUR infligée à Google. Google a formé un pourvoi devant la Cour.

<sup>226</sup> Arrêt de la Cour du 9 décembre 2020, affaire C132/19 P, Groupe Canal +/Commission, EU:C:2020:1007.

<sup>227</sup> Arrêt du Tribunal du 12 décembre 2018, affaire T873/16, Groupe Canal +/Commission, EU:T:2018:904.

<sup>228</sup> Affaire AT.40023, *Accès transfrontière à la télévision payante*, décision de la Commission du 31 mars 2021 portant retrait de la décision C(2019) 1772 final du 7 mars 2019 relative à une procédure d'application de l'article 101 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et de l'article 53 de l'accord sur l'Espace économique européen.

<sup>229</sup> Arrêt du Tribunal du 10 novembre 2021, affaire T612/17, Google LLC et Alphabet, Inc./Commission européenne, EU:T:2021:763.

Le 2 août 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de Kustomer, fournisseur de logiciels de gestion des relations avec la clientèle, par Meta (anciennement Facebook). À l'issue de son enquête approfondie, la Commission craignait que l'opération, telle que notifiée initialement, nuise à la concurrence sur le marché de la fourniture de logiciels de gestion des relations avec la clientèle et sur le marché de la fourniture de logiciels de service à la clientèle et d'assistance pour la gestion des relations avec la clientèle. En particulier, Meta pourrait verrouiller l'accès à ses canaux de messagerie entre entreprises et consommateurs, à savoir WhatsApp, Messenger ou Instagram, qui constituent un intrant important pour les fournisseurs de services de logiciels de gestion des relations avec la clientèle. Afin d'apaiser les craintes de la Commission en matière de concurrence, Meta a offert des engagements globaux en matière d'accès pour une durée de dix ans, à savoir un engagement sur l'accès aux API publiques et un engagement sur un accès paritaire aux API de base, un mandataire, qui sera désigné avant la clôture de l'opération, étant chargé de contrôler la mise en œuvre des engagements. Compte tenu de ce qui précède, la Commission a autorisé, le 27 janvier 2022, le projet d'acquisition de Kustomer par Meta, sous réserve du respect intégral des engagements proposés par Meta<sup>230</sup>.

Le 30 juin 2021, la Commission a autorisé l'acquisition de Xilinx par Advanced Micro Devices («AMD»), deux producteurs mondiaux de semi-conducteurs établis aux États-Unis. La Commission s'était concentrée sur les éventuels effets de conglomerat en ce qui concerne les unités centrales et les unités de traitement graphique d'AMD et les réseaux de portes programmables sur site de Xilinx, concluant que l'opération ne soulevait pas de problèmes de concurrence compte tenu du manque de capacité et d'incitation à évincer les fournisseurs concurrents d'unités centrales et d'unités de traitement graphique.

Le 27 octobre 2021, la Commission européenne a ouvert une enquête approfondie afin d'examiner le projet d'acquisition d'Arm, une entreprise fournissant des architectures essentielles et de la propriété intellectuelle aux fabricants de puces pour la conception d'unités de traitement, par NVIDIA, un fournisseur mondial de semi-conducteurs<sup>231</sup>. Lors de son enquête préliminaire, la Commission avait constaté qu'Arm disposait d'un pouvoir important sur le marché en amont de la concession de licences de propriété intellectuelle pour la conception de processeurs. Par conséquent, la Commission a exprimé de sérieuses craintes que l'entité issue de la concentration ait la capacité de restreindre ou de dégrader l'accès à la propriété intellectuelle d'Arm, ou soit incitée à le faire par les fournisseurs de processeurs concurrents de NVIDIA en aval, ce qui entraînerait une hausse des prix, une diminution du choix et une réduction de l'innovation dans le secteur des semi-conducteurs. Le 8 février 2022, NVIDIA a informé la Commission du retrait de sa notification et lui a démontré qu'elle avait abandonné la concentration<sup>232</sup>.

Le 21 décembre 2021, la Commission a autorisé l'acquisition de Nuance, une entreprise américaine de logiciels proposant une technologie de transcription, axée sur le secteur de la santé, par Microsoft, une société mondiale de technologie. Cette opération, qui vise à faciliter l'entrée de Microsoft dans l'espace de soins de santé, a principalement donné lieu à des relations conglomerales entre le logiciel de transcription de Nuance et la fourniture par Microsoft de logiciels de productivité, de services de communication des entreprises et de systèmes d'exploitation pour PC. La Commission est parvenue à la conclusion que l'opération

---

<sup>230</sup> Affaire M.10262, *Meta (anciennement Facebook)/Kustomer*.

<sup>231</sup> Affaire M.9987, *NVIDIA/Arm*.

<sup>232</sup> JO C 85 du 22.2.2022, p. 2.

envisagée ne poserait de problème de concurrence sur aucun des marchés examinés dans l'EEE et l'a autorisée sans condition<sup>233</sup>.

#### 2.2.4. Secteur des télécommunications

Les consommateurs européens doivent pouvoir disposer d'un choix accru dans le secteur des télécommunications, et ce, en bénéficiant de prix bas, d'une qualité élevée et de services innovants. Le déploiement rapide et efficace de la 5G, qui garantit la compétitivité de l'industrie européenne dans une société de plus en plus numérique, est une priorité essentielle de la Commission. Les accords de partage de réseau peuvent générer des gains d'efficacité – ces accords peuvent faciliter le déploiement de solutions technologiques avancées en réduisant les coûts. Cependant, tous les accords de partage de réseau ne sont pas bénéfiques et les effets anticoncurrentiels potentiels doivent être soigneusement évalués afin d'éviter de nuire à la concurrence et, éventuellement, aux consommateurs.

En 2021, la Commission a poursuivi son enquête sur un accord de partage de réseau mobile entre les deux plus grands opérateurs de Tchéquie, O2/CETIN et T-Mobile. À la suite de l'envoi d'une communication des griefs en 2019, la Commission a adopté, le 27 août 2021, une évaluation préliminaire exposant les préoccupations qu'elle continuait d'avoir en ce qui concerne les effets négatifs de l'accord de partage sur la concurrence. Les principales préoccupations exprimées portaient sur la réduction de la capacité et de l'incitation de T-Mobile et d'O2 à investir unilatéralement dans des infrastructures de réseau, notamment en raison d'une limitation des technologies, de mesures financières dissuasives et d'un échange d'informations. Les parties ont proposé des engagements pour apaiser les inquiétudes de la Commission en matière de concurrence. Ces engagements concernent certaines mises à niveau du matériel, certaines conditions financières pour les déploiements unilatéraux et d'autres restrictions à l'échange d'informations<sup>234</sup>. Les engagements proposés ont été soumis aux acteurs du marché jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 2021<sup>235</sup>.

Le 28 juillet 2021, la Commission européenne a autorisé l'acquisition de Telekom Romania Communications («TKR») par Orange; ces deux entreprises fournissent des services de télécommunications de gros et de détail en Roumanie. L'autorisation était subordonnée à la cession de la participation minoritaire (30 %) de TKR dans Telekom Romania Mobile Communications («TRMC»), l'un des principaux opérateurs de téléphonie mobile en Roumanie. La Commission a constaté que l'opération aurait posé de graves problèmes de concurrence, étant donné qu'Orange aurait acquis la participation minoritaire de 30 % de TKR dans TRMC, l'un de ses principaux concurrents sur le marché de détail. Orange aurait ainsi pu être moins incitée à concurrencer TRMC et aurait eu la possibilité de bloquer des investissements importants par TRMC. La Commission a conclu que la cession de la participation minoritaire de 30 % de TKR dans TRMC éliminait entièrement les problèmes de concurrence relevés sur le marché de la fourniture au détail de services de télécommunications mobiles<sup>236</sup>.

---

<sup>233</sup> Affaire M.10290, *Microsoft/Nuance*.

<sup>234</sup> Affaire AT.40305, *Network Sharing - Czech Republic*.

<sup>235</sup> Communication de la Commission publiée conformément à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil dans l'affaire AT.40305 - *Network Sharing - Czech Republic* (JO C 398 du 1.10.2021, p. 24).

<sup>236</sup> Affaire M.10153, *Orange/Telekom Romania Communications*.

Le 10 novembre 2021, la Commission européenne a autorisé l'acquisition du contrôle en commun d'Open Fiber, opérateur uniquement actif sur le marché de gros développant un réseau de fibres optiques en Italie, par Cassa Depositi e Prestiti («CDP»), société contrôlée par l'État italien, et Macquarie Group Limited, banque d'investissement multinationale<sup>237</sup>. Cette opération n'a mis en évidence aucune relation horizontale ou verticale entre les activités de Macquarie et d'Open Fiber, qui était déjà sous le contrôle en commun de CDP (conjointement avec Enel). La Commission a examiné si l'opération était liée à la création potentielle, annoncée par CDP et TIM, l'opérateur de télécommunications historique italien, d'un réseau fixe unique en Italie et devait dès lors être traitée comme une concentration unique. Elle a conclu que les deux opérations étaient indépendantes l'une de l'autre. Enfin, la Commission a également examiné si l'opération augmenterait les risques de coordination entre Open Fiber et TIM, entreprise dans laquelle CDP détient une participation minoritaire, et a conclu que les préoccupations éventuelles à cet égard n'étaient pas propres à l'opération.

Parmi les autres faits marquants dans le secteur des télécommunications, il convient de mentionner les arrêts rendus par la Cour dans les affaires *Deutsche Telekom* et *Slovak Telekom*<sup>238</sup>. Ces arrêts confirment que, lorsqu'une entreprise dominante donne accès à ses infrastructures mais soumet cet accès à des conditions inéquitables, ce comportement peut constituer un abus<sup>239</sup>.

#### 2.2.5. Médias

Le 22 décembre 2021, la Commission a autorisé l'acquisition de Warner Media par Discovery, deux entreprises américaines actives dans la chaîne de valeur audiovisuelle. La Commission a concentré son enquête sur un certain nombre de relations horizontales, verticales et congloérales entre les activités des parties dans différents États membres, principalement en ce qui concerne les marchés de la fourniture en gros de chaînes de télévision et de la fourniture au détail de services audiovisuels. La Commission a conclu que l'acquisition envisagée ne poserait aucun problème de concurrence étant donné que, après l'opération, l'entité issue de la concentration demeurerait confrontée à une concurrence suffisante de la part des autres acteurs. En outre, la Commission n'a constaté aucun problème de concurrence découlant des liens verticaux et congloéraux entre les activités des entreprises, étant donné que ces dernières n'auraient ni la capacité d'adopter des pratiques de verrouillage, ni l'incitation à le faire<sup>240</sup>.

En 2021, la Commission a traité un grand nombre de dossiers en rapport avec des aides d'État dans le secteur des médias d'information. Une attention particulière a été accordée au fait que les médias jouent un rôle essentiel pour la démocratie et qu'il convient de leur apporter un soutien d'une manière qui respecte et encourage un journalisme indépendant de qualité ainsi

---

<sup>237</sup> Affaire M.10450, *CDP/Macquarie/Open Fiber*.

<sup>238</sup> Arrêts de la Cour du 25 mars 2021, affaire C152/19 P, *Deutsche Telekom*, EU:C:2021:238; et affaire C165/19 P, *Slovak Telekom*, EU:C:2021:239, par lesquels la Cour a intégralement confirmé les arrêts du Tribunal du 13 décembre 2018 dans les affaires T827/14 et T851/14.

<sup>239</sup> Les conditions posées par la Cour dans son arrêt du 26 novembre 1998, affaire C7/97, *Bronner*, EU:C:1998:569, point 41, ne s'appliquent pas dans ce type de situation. Les arrêts confirment également l'appréciation de la Commission selon laquelle *Deutsche Telekom* et *Slovak Telekom* faisaient partie de la même entité économique et, en tant que société mère, *Deutsche Telekom* était dès lors solidairement responsable du comportement abusif de *Slovak Telekom*.

<sup>240</sup> Affaire M.10343, *Discovery/WarnerMedia*.

que la liberté et le pluralisme des médias<sup>241</sup>. La Commission a poursuivi ses travaux visant à soutenir la liberté et l'indépendance du secteur des médias. De même, l'aide à la production cinématographique demeure un outil important pour soutenir la diversité culturelle de l'UE dans le secteur audiovisuel. Étant donné que des aides aux médias peuvent également être octroyées au titre de la facilité pour la reprise et la résilience (la «FRR»), la Commission a élaboré un modèle ayant vocation à guider les États membres dans le processus d'application des règles et procédures en matière d'aides d'État aux aides en faveur de la numérisation des médias d'information<sup>242</sup>.

#### *2.2.6. Faciliter la transition numérique*

Des infrastructures de communications électroniques de haute qualité sont indispensables à la cohésion sociale et à une économie compétitive et durable: par conséquent, le contrôle des aides d'État dans le secteur des communications électroniques, y compris les aides en faveur du déploiement du haut débit, joue un rôle important dans l'élaboration d'une stratégie d'investissement coordonnée et dans la réalisation des objectifs de la transition numérique.

Une consultation publique sur l'évaluation<sup>243</sup> des lignes directrices de 2013 sur les aides d'État relatives au haut débit<sup>244</sup> s'est achevée en janvier 2021. Afin de veiller à ce que les lignes directrices sur les aides d'État relatives au haut débit suivent les évolutions technologiques et économiques et tiennent compte de l'évolution des objectifs en matière de connectivité, la Commission a lancé, en novembre 2021, une consultation publique sur un projet de lignes directrices révisées en la matière<sup>245</sup>, en vue de leur adoption dans le courant de l'année 2022.

En juillet 2021, la Commission a adopté un élargissement du champ d'application du RGEC<sup>246</sup>, qui concerne, entre autres, certaines mesures d'aide d'État qui soutiennent la transition numérique, notamment les aides en faveur des réseaux à haut débit fixes et mobiles, ainsi que des crédits en faveur de la connectivité. Ce nouvel élargissement du champ d'application du RGEC facilitera également le cofinancement, au moyen d'aides d'État, de certains projets d'intérêt commun dans le domaine des infrastructures transeuropéennes de connectivité numérique financés au titre du règlement (UE) 2021/1153 ou ayant reçu un label d'excellence au titre de ce règlement.

---

<sup>241</sup> Comme exposé dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative au plan d'action pour la démocratie européenne [COM(2020) 790 final du 3.12.2020], et dans la communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Les médias européens dans la décennie numérique: Un plan d'action pour soutenir la reprise et la transformation [COM(2020) 784 final du 3.12.2020].

<sup>242</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-04/template\\_RRF\\_digitalisation\\_of\\_news\\_media.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-04/template_RRF_digitalisation_of_news_media.pdf).

<sup>243</sup> Aides d'État: la Commission invite les parties intéressées à s'exprimer sur les règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement des réseaux de communication à haut débit, disponible aux adresses suivantes: [https://ec.europa.eu/competition/consultations/2020\\_broadband/index\\_en.html](https://ec.europa.eu/competition/consultations/2020_broadband/index_en.html) et [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12398-Deploiement-des-reseaux-a-haut-debit-evaluation-des-regles-de-lUE-en-matiere-daides-dEtat\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/12398-Deploiement-des-reseaux-a-haut-debit-evaluation-des-regles-de-lUE-en-matiere-daides-dEtat_fr).

<sup>244</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices de l'UE pour l'application des règles relatives aux aides d'État dans le cadre du déploiement rapide des réseaux de communication à haut débit (JO C 25 du 26.1.2013, p. 1).

<sup>245</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-broadband\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-broadband_en).

<sup>246</sup> Règlement (UE) 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) (JO L 270 du 29.7.2021, p. 39).



Les mesures relevant de la facilité pour la reprise et la résilience (la «FRR») doivent respecter l'encadrement des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 et être notifiées à la Commission, à moins qu'elles ne relèvent du RGEF ou d'un régime autorisé existant. Afin de faciliter l'appréciation des aides d'État par les États membres, la Commission a fourni des orientations sur les aides d'État en faveur de la connectivité à haut débit sous la forme d'un cadre de mesures visant à soutenir le déploiement et l'adoption des réseaux fixes et mobiles à très haute capacité, y compris les réseaux 5G et les réseaux à fibre optique<sup>247</sup>.

### 3. SERVICES FINANCIERS

#### 3.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté

Tout au long de l'année 2021, les marchés des services financiers sont restés caractérisés par des changements rapides sur les plans des technologies et de la réglementation. L'intervention de la Commission dans ce secteur vise à faire en sorte que les consommateurs et les commerçants puissent tirer pleinement parti de ces changements. Tous les instruments de la politique de concurrence de l'UE contribuent à maintenir et à promouvoir une concurrence forte sur les marchés des services financiers et à protéger les consommateurs et l'innovation, tout en prévenant les risques systémiques pour l'économie.

La législation de l'UE, notamment la mise en œuvre du règlement sur les commissions d'interchange<sup>248</sup> et de la directive révisée sur les services de paiement<sup>249</sup>, vise à stimuler la concurrence et l'innovation dans le secteur des paiements, dans l'intérêt des consommateurs et des commerçants. De nombreux services de paiement se caractérisent par des effets de réseau. Dès lors, les distorsions de la concurrence causées par les entreprises ou les États membres peuvent avoir des effets particulièrement graves, comme empêcher les concurrents innovants d'entrer sur le marché ou les pousser à quitter prématurément le marché. Il est donc important de prévenir ces distorsions ou d'y remédier.

Régulièrement, de nouveaux acteurs apparaissent ou poursuivent leur expansion sur les marchés financiers, dont de grandes entreprises de technologie, telles qu'Apple ou Alphabet (Google), mais également des fournisseurs plus petits ou plus innovants, en particulier des entreprises de technologie financière, qui visent à améliorer la fourniture de services financiers par l'innovation technologique. Cette évolution concerne la plupart des marchés de services financiers, y compris les secteurs des banques, des paiements et des assurances. Les entreprises de technologie numérique et de technologie financière ont également continué à faciliter l'accès des investisseurs aux marchés des capitaux de l'UE et la Commission a poursuivi ses efforts en vue de créer une union des marchés des capitaux pleinement opérationnelle en 2021. Le développement des cryptomonnaies pose un certain nombre de problèmes réglementaires, ainsi que d'éventuels problèmes de concurrence. La plupart des questions réglementaires sont traitées dans le cadre d'initiatives législatives de la Commission, qui tiennent également compte des problèmes de concurrence potentiels; citons

---

<sup>247</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-04/template\\_RRF\\_broadband\\_roll\\_out\\_and\\_demand\\_side\\_measures\\_0.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-04/template_RRF_broadband_roll_out_and_demand_side_measures_0.pdf).

<sup>248</sup> Règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (JO L 123 du 19.5.2015, p. 1).

<sup>249</sup> Directive (UE) 2015/2366 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 concernant les services de paiement dans le marché intérieur (JO L 337 du 23.12.2015, p. 35).



notamment la proposition de règlement de la Commission sur les marchés de crypto-actifs<sup>250</sup>, dont l'objectif est la réglementation et la surveillance des crypto-actifs. La Commission continuera de suivre l'évolution du marché en ce qui concerne les crypto-actifs, ainsi que les portefeuilles numériques pour les paiements et les transferts d'argent connexes, tels que le portefeuille numérique Novi de Facebook, afin de garantir une évaluation en temps utile de leur incidence au niveau de la concurrence sur le secteur des paiements et sur le bien-être des consommateurs.

Les acteurs historiques du secteur financier, y compris les systèmes de paiement par carte, les banques et les assureurs ou courtiers traditionnels, demeurent des acteurs clés des chaînes de valeur financières. Tout au long de l'année 2021, la Commission a mené des enquêtes approfondies sur la consolidation des acteurs traditionnels du marché et sur leur coopération, voire leur coordination. Elle a également examiné des régimes d'aides en faveur de banques et d'autres établissements financiers traditionnels.

L'accès à des données financières peu coûteuses et fiables constitue également un défi majeur pour le secteur, étant donné que ces données garantissent l'équité des prix sur le marché et la stabilité systémique. Les principales initiatives politiques et stratégies commerciales visant à encourager une transition plus forte vers des investissements durables sur la base d'indicateurs plus clairs en ce qui concerne les antécédents environnementaux, sociaux et de gouvernance («ESG») des entreprises ont encore souligné la nécessité d'un accès équitable et non discriminatoire aux données des marchés financiers telles que les indices ESG. Toutes ces évolutions ont démontré la nature essentielle des données de marché qualitatives propriétaires sur lesquelles s'appuie l'union des marchés des capitaux. Il convient donc de continuer à veiller à ce que les marchés de données de l'EEE soient exempts de comportements anticoncurrentiels et à ce que les concentrations dans ce domaine fassent l'objet d'un examen attentif.

La décision du G20 et des autorités de réglementation compétentes de cesser la publication des taux IBOR (en commençant par certains taux LIBOR à la fin de 2021) afin de favoriser l'utilisation de taux «sans risque» alternatifs a incité un certain nombre d'organisations financières internationales à mettre en place des mécanismes pour faciliter cette transition. Elles ont notamment réuni leurs membres et lancé des consultations afin de concevoir des taux de repli à appliquer aux contrats existants fondés sur les taux IBOR. Ces taux de repli volontaires visent à faciliter la renégociation et l'ajustement qui s'imposent pour les milliers de contrats de ce genre dont la validité va au-delà des dates de fin annoncées des taux IBOR. La conception des taux de repli doit se faire dans le respect du droit de la concurrence de l'UE.

En 2021, la pandémie de COVID-19 a continué d'avoir des répercussions sur les marchés des services financiers. En particulier:

- dans le secteur bancaire, le large éventail de régimes d'aides mis en place par les États membres et autorisés par la Commission pour soutenir l'économie réelle a contribué à protéger les banques de l'UE d'une grave récession;
- dans le secteur des assurances, la pandémie de COVID-19 a continué de peser sur certaines branches d'assurance, notamment celles liées à la santé et à la continuité des

---

<sup>250</sup> Proposition de règlement sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2019/1937 [COM(2020) 593 final du 24.9.2020].

activités. Outre la pandémie de COVID-19, le changement climatique, le nombre croissant de phénomènes météorologiques extrêmes et la hausse de la cybercriminalité ont un impact sur le secteur des assurances. Face à cette évolution, il est possible que les acteurs de ce secteur doivent coopérer, mais cette coopération doit être conforme au droit de la concurrence de l'UE;

- dans le secteur des paiements, les paiements de détail deviennent en grande majorité des paiements numériques et sans contact. La tendance à la hausse des paiements numériques et sans contact en magasin et en ligne, qui s'est accélérée au début de la pandémie, s'est poursuivie tout au long de l'année, renforçant ainsi la position sur le marché des entreprises proposant de tels services de paiement.

### **3.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes**

#### *3.2.1. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à l'innovation et à l'équité dans le domaine des paiements*

En 2021, la Commission a poursuivi son suivi de l'application du règlement relatif aux commissions d'interchange («RCI»)<sup>251</sup>.

Le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil du 29 juin 2020 sur l'application du RCI<sup>252</sup> concluait que le RCI avait atteint ses principaux objectifs et que rien n'indiquait qu'il était nécessaire de procéder à une révision juridique. À l'issue de l'audition sur le RCI du 7 décembre 2020, qui a permis de recueillir des points de vue supplémentaires des parties prenantes et des autorités nationales compétentes, la Commission a poursuivi la surveillance du marché en 2021, sur la base de questionnaires volontaires adressés aux parties prenantes, notamment en ce qui concerne l'évolution récente des commissions des systèmes de paiement et le contournement éventuel des commissions d'interchange plafonnées par le RCI.

#### *3.2.2. Enquêtes en matière d'ententes et d'abus de position dominante dans le secteur des services financiers*

En 2021, la Commission a sanctionné trois nouvelles ententes dans le secteur financier, en infligeant des amendes à concurrence d'un montant total de 740 millions d'EUR à 16 établissements financiers différents.

En avril et mai 2021, la Commission a infligé à plusieurs banques d'investissement des amendes à hauteur d'un montant total de 28,494 millions d'EUR pour participation à une entente sur le marché des obligations souveraines et d'organismes publics<sup>253</sup>, et d'un montant total de 371 millions d'EUR pour participation à une entente dans le secteur des obligations d'État européennes<sup>254</sup>.

En particulier, dans la première affaire, la Commission a constaté que Bank of America Merrill Lynch, Crédit Agricole, Credit Suisse et Deutsche Bank avaient participé à une

---

<sup>251</sup> Règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte (JO L 123 du 19.5.2015, p. 1).

<sup>252</sup> Rapport sur l'application du règlement (UE) 2015/751 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte [SWD(2020) 118 final du 29.6.2020].

<sup>253</sup> Affaire AT.40346, *Obligations souveraines et d'organismes publics*.

<sup>254</sup> Affaire AT.40324, *Obligations d'État européennes*.

entente sur le marché des obligations supra-souveraines, des obligations souveraines et des obligations d'organismes publics («obligations SSA») libellées en dollars des États-Unis. Les quatre banques d'investissement participaient à l'entente par l'intermédiaire d'un noyau dur de traders qui s'échangeaient des informations commerciales sensibles, généralement dans des salles de discussion multilatérales ou bilatérales sur les terminaux de Bloomberg.

Dans la deuxième affaire, la Commission a constaté que Bank of America, Natixis, Nomura, RBS (désormais NatWest), UBS, UniCredit et WestLB (désormais Portigon) avaient participé à une entente sur les marchés primaire et secondaire des obligations d'État européennes («OEE»). Les banques d'investissement participaient à l'entente par l'intermédiaire d'un groupe de traders qui s'échangeaient des informations commercialement sensibles, principalement dans des salles de discussion multilatérales sur les terminaux de Bloomberg. L'objectif général de la collaboration entre les traders du groupe était de s'aider mutuellement à opérer sur le marché en renforçant la transparence et en réduisant les incertitudes liées à l'émission et/ou à la négociation des OEE.

Dans les deux affaires, la Commission a été en mesure de confirmer un comportement anticoncurrentiel même si les opérateurs s'échangeaient des informations sensibles, coordonnaient leurs prix et alignaient leurs activités de négociation au moyen d'outils technologiques sophistiqués, tels que des salles de discussion multilatérales ou bilatérales sur une plateforme propre aux intermédiaires financiers.

En outre, en décembre 2021, la Commission a clôturé son enquête portant sur l'entente dans le marché des opérations de change («Forex») au comptant en infligeant des amendes d'un montant total de 344 millions d'EUR à UBS, Barclays, RBS, HSBC et Credit Suisse<sup>255</sup>. L'enquête de la Commission a révélé que certains traders effectuant des opérations de change au comptant portant sur des devises des pays du G10 pour le compte des banques sanctionnées échangeaient des informations sensibles et des plans d'opérations et qu'il leur arrivait de coordonner leurs stratégies en matière de négoce sur une salle de discussion professionnelle en ligne dénommée «Sterling Lads». Barclays, HSBC, RBS et UBS ont reconnu leur participation à l'entente et ont accepté de régler l'affaire par transaction. La décision concernant Credit Suisse a été adoptée le même jour dans le cadre de la procédure normale (procédure de transaction «hybride parallèle»).

En 2021, la Commission a également intensifié sa surveillance de la concurrence sur les marchés de l'EEE en ce qui concerne les données propriétaires relatives aux marchés financiers, à la lumière de plaintes informelles ciblant les principaux fournisseurs en place, qui auraient appliqué des pratiques abusives en matière d'octroi de licences. Face à la décision des autorités de réglementation financière internationales d'exiger que les contrats financiers soient fondés sur des taux «sans risque» et à la cessation de la publication de certains taux LIBOR à la fin de 2021, la Commission a été invitée à publier des orientations afin que les processus de conception et de déploiement des taux «de repli» soient conformes au droit de la concurrence de l'UE. Étant donné que la Commission reconnaît que ces taux de repli volontaires peuvent jouer un rôle essentiel pour assurer une transition sans heurt vers des taux alternatifs pour le grand nombre de contrats en place concernés, elle est disposée à dialoguer avec les organisations prenant part à la conception des systèmes de repli afin de leur permettre de déterminer comment veiller au respect du droit de la concurrence de l'UE, tout en continuant à surveiller les marchés financiers qui dépendent actuellement des taux IBOR.

---

<sup>255</sup> Affaire AT.40135, *FOREX*.

En 2021, dans le domaine de l'assurance automobile, la Commission a poursuivi son enquête afin de vérifier les conditions d'accès au système de mise en commun de données Insurance Link géré par Insurance Ireland. Le 18 juin 2021, la Commission a adressé une communication des griefs<sup>256</sup> à Insurance Ireland, dans laquelle elle faisait part de ses préoccupations préliminaires selon lesquelles Insurance Ireland aurait arbitrairement retardé ou refusé de facto l'accès au système de mise en commun de données à des entreprises qui avaient un intérêt légitime à pouvoir y accéder, et affirmait qu'il subsistait des obstacles susceptibles d'affecter les entreprises cherchant à entrer sur le marché irlandais de l'assurance automobile. Cela pourrait avoir pour effet de désavantager ces entreprises sur le marché irlandais de l'assurance automobile par rapport aux entreprises ayant déjà accès à la base de données.

En 2021, la Commission a donné la priorité à son enquête approfondie afin de déterminer si, avec Apple Pay, Apple avait enfreint les règles de concurrence de l'UE<sup>257</sup>. L'enquête porte sur les modalités, conditions et autres mesures imposées par Apple pour l'intégration d'Apple Pay dans les applications commerciales et les sites web commerciaux sur les iPhones et les iPads, sur la limitation instaurée par Apple de l'accès à la fonctionnalité de communication en champ proche (Near Field Communication, NFC) dite «tap and go» sur les iPhones pour les paiements en magasin, ainsi que sur des refus allégués d'accès à Apple Pay. Apple Pay est un portefeuille mobile numérique fonctionnant sur les appareils Apple (iOS). Sur la base de l'enquête préliminaire de la Commission, il semble qu'Apple se soit livrée à des pratiques susceptibles de fausser la concurrence entre les fournisseurs de portefeuilles mobiles numériques et de réduire le choix et l'innovation.

### *3.2.3. Enquêtes sur les opérations de concentration dans le secteur financier*

La Commission a continué de veiller à ce que les concentrations dans le secteur financier n'entraînent pas de hausse des prix, de baisse de la qualité des produits ou des services, ni de baisse de l'innovation pour les consommateurs. Elle a évalué des opérations sur divers marchés (services de paiement, données financières, fourniture et distribution d'assurances, notamment).

Le 8 juillet 2021, la Commission a autorisé sans condition la création de l'entreprise commune P27 par six banques nordiques et l'acquisition de Bankgirot par l'entreprise commune ainsi créée<sup>258</sup>. P27 a vocation à mettre en place le premier système mondial de paiement transfrontière multidevises en temps réel, couvrant plusieurs pays nordiques. La Commission a estimé que l'opération ne poserait pas de problèmes de concurrence, étant donné que le nombre de fournisseurs disponibles ne serait pas réduit et que les exigences réglementaires applicables empêcheraient P27 et les banques mères d'évincer les autres acteurs.

À la suite d'une enquête approfondie ouverte le 21 décembre 2020, la Commission a approuvé sous conditions, le 9 juillet 2021, le projet d'acquisition de Willis Towers Watson par Aon<sup>259</sup>. La Commission a constaté que l'opération telle que notifiée initialement aurait entravé de manière significative la concurrence sur les marchés suivants: i) les services de courtage en assurance des risques commerciaux aux grands clients multinationaux basés dans

---

<sup>256</sup> [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP\\_21\\_3081](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3081).

<sup>257</sup> Affaire AT.40452, *Apple – Paiements mobiles*.

<sup>258</sup> Affaire M.9971, *P27 NPP/Bankgirot*.

<sup>259</sup> Affaire M.9829, *Aon/Willis Towers Watson*.

l'EEE dans les classes de risques Dommages, Services financiers et professionnels (FinPro) et Cyber; ii) les services de courtage en assurance des risques commerciaux aux clients pour les risques Espace et construction aérospatiale; iii) le courtage en assurance des risques commerciaux sur les marchés nationaux aux Pays-Bas et en Espagne; iv) les services de courtage en réassurance non-vie obligatoire et facultative au niveau mondial; et v) les services de gestion des retraites aux entreprises en ce qui concerne les régimes de retraite proposés à leurs salariés pour le marché allemand.

Afin de répondre aux préoccupations de la Commission, Aon s'est engagée à céder à Gallagher, courtier en assurance concurrent, l'ensemble des organisations nationales de courtage en assurance des risques commerciaux de Willis Towers Watson en France, en Allemagne, en Espagne et aux Pays-Bas, l'activité de courtage de risques en matière de cybersécurité de Willis Towers Watson au Royaume-Uni, un ensemble important de contrats supplémentaires conclus avec des clients et du personnel dans un certain nombre de pays de l'EEE et au niveau international, l'ensemble des activités de courtage de Willis Towers Watson concernant les classes de risque Espace et construction aérospatiale, et l'ensemble de l'organisation de courtage en réassurance obligatoire et facultative de Willis Towers Watson au niveau mondial. Aon s'est également engagée à céder à un acquéreur approprié l'ensemble de ses activités de conseil en matière de prestations de retraite et de gestion des retraites en Allemagne, ainsi que ses activités allemandes dans le domaine des solutions d'investissement.

Le 22 octobre 2021, la Commission a autorisé l'acquisition d'IHS Markit par S&P Global<sup>260</sup>, ces deux entreprises étant actives dans la fourniture de données financières et d'autres services financiers, sous réserve des engagements des parties de céder des activités sur les marchés suivants: i) évaluations des prix des matières premières, ii) identifiants, iii) indices financiers et iv) informations sur le marché des prêts à effet de levier. La Commission craignait que, sans ces engagements, l'opération ne crée ou ne renforce une position dominante sur ces marchés, ou ne porte préjudice à la concurrence en entraînant une hausse des prix et une réduction du choix pour les clients.

Le 29 octobre 2021, la Commission a annoncé l'ouverture d'une enquête sur une éventuelle violation de l'article 21 du règlement de l'UE sur les concentrations par la Hongrie. La Hongrie s'était opposée à l'acquisition de deux filiales hongroises d'AEGON par VIG, ces deux entreprises étant actives dans le secteur de l'assurance, alors même que la Commission avait déjà autorisé sans condition cette opération (y compris l'acquisition des activités d'AEGON en Roumanie et en Pologne) le 12 août 2021<sup>261</sup>.

#### *3.2.4. Enquêtes sur les aides d'État dans le secteur financier*

En 2021, pour la deuxième année consécutive, il n'y a pas eu de nouvelles affaires concernant des aides d'État aux établissements financiers. Cela confirme que le secteur bancaire de l'UE a largement surmonté la crise financière précédente et a jusqu'à présent réussi à résister à la pandémie de COVID-19, notamment grâce au large éventail de régimes d'aides mis en place par les États membres pour soutenir l'économie réelle et autorisés par la Commission au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, les banques étant ainsi protégées indirectement des conséquences d'une récession profonde.

---

<sup>260</sup> Affaire M.10108, *S&P Global/IHS Markit*.

<sup>261</sup> Affaire M.10102, *VIG/AEGON CEE*.

Néanmoins, en 2021, la Commission a autorisé la prolongation de régimes existants en vertu desquels les États membres peuvent fournir une aide pour favoriser la restructuration ou la sortie ordonnée du marché d'entités en détresse, en cas de besoin.

En ce qui concerne la Pologne, la Commission a autorisé la prolongation du régime de liquidation des coopératives de crédit (en place depuis février 2014)<sup>262</sup> et du régime de résolution applicable aux banques coopératives et aux petites banques commerciales (en place depuis décembre 2016)<sup>263</sup>. La Commission a également autorisé la prolongation de la liquidation de la banque polonaise Bank Nowy BFG, à la suite de la résolution de la banque coopérative Podkarpacki Bank Spółdzielczy en janvier 2020<sup>264</sup>.

En ce qui concerne l'Irlande, la Commission a autorisé deux prolongations du régime de restructuration des coopératives de crédit (en place depuis octobre 2014)<sup>265</sup> et la prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit (en place depuis décembre 2011)<sup>266</sup>.

En ce qui concerne le Danemark, la Commission a autorisé la prolongation du régime de liquidation ordonnée des petites banques (en place depuis août 2017)<sup>267</sup>.

La Commission a également autorisé la prolongation d'un régime de garanties bancaires (en place depuis novembre 2008) pour faire face aux problèmes potentiels liés à la situation de liquidité des banques en Grèce<sup>268</sup>.

La Commission a aussi autorisé l'octroi d'aides indirectes à des établissements financiers au titre de régimes visant principalement à fournir une aide sociale aux ménages vulnérables qui risquent de perdre leur logement en raison de difficultés à rembourser leur crédit hypothécaire. En ce qui concerne Chypre, la Commission a autorisé un nouveau régime de ce type («OIKIA»)<sup>269</sup> et, dans le cas de la Grèce, elle a autorisé la prolongation d'un régime existant, autorisé en 2019<sup>270</sup>. Dans les deux cas, ces régimes fixent des critères d'éligibilité stricts en ce qui concerne la valeur de la résidence principale et le revenu de l'emprunteur afin de garantir que l'aide cible les personnes qui en ont le plus besoin.

En outre, la Commission a autorisé la prolongation de régimes de garanties cohérents avec le marché pour la titrisation des prêts non performants. Dans le cadre de ces régimes, les États membres sont autorisés à aider les banques à assainir leurs bilans sans accorder d'aide ni fausser la concurrence. En ce qui concerne la Grèce, la Commission a autorisé la prolongation

---

<sup>262</sup> Affaire SA.63002, Pologne – Onzième prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit.

<sup>263</sup> Affaire SA.64522, Pologne – Sixième prolongation du régime de résolution applicable aux banques coopératives et aux petites banques commerciales.

<sup>264</sup> Affaire SA.63965, Pologne – Report de la liquidation formelle de Bank Nowy BFG.

<sup>265</sup> Affaire SA.62303, Irlande – Treizième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation des coopératives de crédit; affaire SA.100030, Irlande – Quatorzième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation du secteur des coopératives de crédit.

<sup>266</sup> Affaire SA.62649, Irlande – Dix-septième prolongation du régime de résolution des coopératives de crédit 2020-2021.

<sup>267</sup> Affaire SA.58478, Danemark – Troisième prolongation du régime de liquidation des petites banques.

<sup>268</sup> Affaire SA.59030, Grèce – Prolongation du régime de garantie de liquidité des banques.

<sup>269</sup> Affaire SA.63005, Chypre – Régime de gestion des prêts accordés dans le cadre des plans de logements publics (régime OIKIA).

<sup>270</sup> Affaire SA.100197, Grèce – Prolongation du régime SA.58555 «Régime de protection temporaire de la résidence principale».



du régime grec de protection des actifs («Hercules»), en place depuis octobre 2019<sup>271</sup>. En ce qui concerne l'Italie, la Commission a autorisé la prolongation du *Fondo di Garanzia sulla Cartolarizzazione delle Sofferenze* («GACS»), en place depuis février 2016<sup>272</sup>.

La Commission a également constaté que la proposition législative de la Suède visant à instaurer un impôt sur les risques pour les grands établissements de crédit ne constituait pas une aide d'État<sup>273</sup>.

Afin de compléter le financement commercial fourni par les établissements de prêt ou les fonds d'investissement, les États membres peuvent aider les jeunes PME et les jeunes pousses qui pâtiennent généralement d'un accès limité au financement à croître et à exploiter pleinement leur potentiel face aux informations asymétriques dont disposent les investisseurs. Ces mesures peuvent être soit mises à exécution directement par les États membres si elles relèvent du RGEC<sup>274</sup>, soit structurées comme des régimes à notifier au titre des lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (les «lignes directrices sur le financement des risques»)<sup>275</sup>. À cet égard, la Commission a autorisé en 2021 une modification du régime de financement des risques existant en France (pour la période 2020-2025)<sup>276</sup>. La Commission a également autorisé une méthode de tarification des garanties conformes au marché que la banque de développement portugaise (*Banco Português de Fomento*) doit fournir aux petites et moyennes entreprises<sup>277</sup>. Par décision du 2 décembre 2021, la Commission a autorisé une augmentation de capital de 11,2 millions d'EUR en faveur du gestionnaire des instruments financiers en Bulgarie (FMFIB)<sup>278</sup>.

En juillet 2021, la Commission a élargi le champ d'application du règlement général d'exemption par catégorie aux aides accordées par l'intermédiaire de fonds nationaux en faveur de projets également soutenus par certains programmes de l'UE en gestion centralisée (principalement le programme InvestEU), ainsi qu'aux aides destinées à soutenir la double transition vers une économie verte et numérique, contribuant également à la reprise à la suite de la pandémie de COVID-19<sup>279</sup>.

En outre, à la suite d'une consultation des parties prenantes sur le projet de règles révisées<sup>280</sup>, la Commission a adopté, le 6 décembre 2021, la communication révisée sur l'assurance-crédit

---

<sup>271</sup> Affaire SA.62242, Grèce – Prolongation du régime Hercules.

<sup>272</sup> Affaire SA.62880, Italie – Quatrième prolongation du régime de garantie italien en faveur de la titrisation des prêts non performants.

<sup>273</sup> Affaire SA.56348, Suède – Impôt suédois sur les établissements de crédit.

<sup>274</sup> Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1), tel que modifié.

<sup>275</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 19 du 22.1.2014, p. 4), telles que prolongées.

<sup>276</sup> Affaire SA.59985, France – Modification de la décision Aide d'État SA.55869 (2019/N): Dispositif IR-PME pour les investissements dans les FCPI et FIP.

<sup>277</sup> Affaire SA.61340, Portugal – Modèle de tarification proposé pour les régimes de garanties au titre du SNGM (*Sistema Nacional de Garantia Mutua*).

<sup>278</sup> Affaire SA.61100, Bulgarie – Augmentation de capital en faveur de FMFIB.

<sup>279</sup> Voir communiqué de presse de la Commission du 23 juillet 2021, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_3804](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3804).

<sup>280</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-revision-stec\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-revision-stec_en) et [https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-risk-finance\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-risk-finance_en).

à l'exportation à court terme<sup>281</sup> et les lignes directrices sur le financement des risques<sup>282</sup>. En particulier, les nouvelles lignes directrices sur le financement des risques introduisent des exigences simplifiées pour l'appréciation des régimes ciblant exclusivement les jeunes pousses et les PME avant leur première vente commerciale et précisent le niveau de preuve requis pour démontrer une défaillance spécifique du marché ou tout autre obstacle pertinent à l'accès au financement.

Enfin, la Commission a annoncé son intention de lancer une évaluation des règles applicables aux aides d'État en faveur des banques en difficulté en 2022<sup>283</sup>, dans le contexte plus général de la révision du cadre de gestion des crises et de garantie des dépôts lancée par la Commission en 2021.

## **4. INDUSTRIES DE BASE ET INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE**

### **4.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté**

Représentant plus de 20 % de l'économie de l'UE, l'industrie manufacturière est un moteur de croissance et d'innovation et emploie environ 35 millions de personnes, soit plus de 20 % de la main-d'œuvre de l'Union. Les deux millions d'entreprises actives dans ce secteur sont confrontées à des défis de taille, tels que les tensions commerciales, l'émergence de technologies avancées et la nécessité d'adapter radicalement leurs pratiques pour les rendre respectueuses du climat. Cette situation a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, des hausses de prix, des difficultés d'approvisionnement en matières premières et composants ainsi que des changements radicaux tant des méthodes de travail que des schémas de la demande.

La FRR ainsi que le pacte vert pour l'Europe et une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe visent à relever ces défis en soutenant la compétitivité des entreprises de l'UE et en stimulant les investissements dans le cadre de la reprise consécutive à la pandémie et de la transition vers une économie numérique et propre. L'application des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles et aux concentrations dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des industries de base contribue à cette transformation, notamment en garantissant que l'innovation n'est pas entravée et que les entreprises peuvent se faire concurrence dans des conditions loyales et égales. Dans le même temps, l'application des règles en matière d'aides d'État garantit que les intérêts purement nationaux ne faussent pas la concurrence, que les entreprises déficitaires ne sont pas maintenues en vie artificiellement au moyen d'un financement public continu, au détriment de concurrents plus efficaces, et que les fonds publics sont destinés à la recherche, à la formation et à l'efficacité énergétique.

---

<sup>281</sup> Communication de la Commission concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à l'assurance-crédit à l'exportation à court terme (JO C 497 du 10.12.2021, p. 5).

<sup>282</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques (JO C 508 du 16.12.2021, p. 1).

<sup>283</sup> Voir COM(2021) 713 final du 18.11.2021, annexe.

## 4.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes

### 4.2.1. Enquêtes en matière de pratiques anticoncurrentielles dans les industries de base et l'industrie manufacturière

L'industrie manufacturière et l'industrie des biens de consommation continuent de représenter un axe majeur de la pratique de la Commission en matière de mise en œuvre. En 2021, la Commission a poursuivi ses lignes d'action (notamment en ce qui concerne le traitement des dossiers, la surveillance des marchés et les actions de sensibilisation) dans ces secteurs. En juin 2021, elle a effectué des inspections dans le secteur de la fabrication et de la distribution de vêtements en Allemagne<sup>284</sup>. Elle a également engagé le dialogue avec les parties prenantes sur l'application potentielle des règles en matière de pratiques anticoncurrentielles aux systèmes coopératifs de crise. Dans le même temps, elle a continué à surveiller les marchés de l'après-vente des industries manufacturières, afin de veiller à ce que la concurrence ne soit pas réduite au détriment général des consommateurs.

### 4.2.2. Enquêtes sur les opérations de concentration dans les industries de base et l'industrie manufacturière

Le 18 mars 2021, la Commission a autorisé l'acquisition d'Eaton Hydraulics par Danfoss, sous réserve de certains engagements<sup>285</sup>. Ces deux entreprises sont les premiers fournisseurs mondiaux de composants hydrauliques utilisés dans des machines destinées aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie et de la construction. À l'issue d'une enquête approfondie, la Commission craignait que l'opération ne donne lieu à une réduction du choix et à une hausse des prix pour certains composants hydrauliques, à savoir les unités de direction hydraulique, les valves de direction électrohydraulique et les moteurs orbitaux. Pour dissiper les craintes de la Commission, Danfoss a proposé de céder trois usines de production situées à Wroclaw (Pologne), Parchim (Allemagne) et Hopkinsville (États-Unis), cession qui serait complétée par le transfert de lignes de production et de technologies supplémentaires. Ces engagements remédient intégralement aux problèmes de concurrence relevés par la Commission et garantissent que les fabricants de machines en aval pourront continuer à bénéficier de prix compétitifs et d'un choix de composants innovants pour leurs produits.

Le 23 décembre 2019, EssilorLuxottica a notifié à la Commission son projet d'acquisition de GrandVision. EssilorLuxottica est la plus grande entreprise mondiale d'articles de lunetterie, active dans le domaine des lunettes de soleil, des verres et des montures. Elle possède ou exploite plusieurs marques connues dans l'univers de la lunetterie, telles que Ray-Ban, Oakley et Chanel. Elle dispose également de chaînes de vente au détail d'articles optiques dans différents pays d'Europe. GrandVision est une entreprise de vente au détail d'articles de lunetterie présente à l'échelle mondiale. Elle exploite quelques-unes des plus grandes chaînes d'optique en Europe, parmi lesquelles GrandOptical et Pearle. À l'issue d'une enquête approfondie, la Commission craignait que le nombre sans précédent de marques détenues par EssilorLuxottica, associé à la présence de premier plan de GrandVision sur le marché de la distribution au détail de ces produits, ne détériore l'accès des opticiens concurrents aux produits d'EssilorLuxottica en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas. Pour résoudre les problèmes relevés par la Commission, EssilorLuxottica a proposé de céder une partie de ses

---

<sup>284</sup> Voir communiqué de presse du 22 juin 2021, disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_3145](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_3145).

<sup>285</sup> Affaire M.9820, *Danfoss/Eaton Hydraulics*.

activités de vente au détail dans ces États membres. La Commission a autorisé l'acquisition de GrandVision par EssilorLuxottica – sous réserve des conditions exposées ci-dessus – le 23 mars 2021<sup>286</sup>. Par cette intervention, la Commission a veillé à ce que la concurrence au niveau de la vente au détail d'articles optiques reste dynamique, profitant aux clients de ces pays.

Dans le secteur de la protection des cultures, la Commission a autorisé, le 11 février 2021, l'acquisition de Belchim par Mitsui, sous réserve du respect de certaines conditions<sup>287</sup>. Ces conditions étaient les suivantes: i) le transfert par Mitsui de son accord de distribution et de ses relations clients pour ses régulateurs de croissance des plantes destinés aux pommes de terre (utilisés pour prévenir ou contrôler la germination des pommes de terre stockées) pour l'Allemagne, la Pologne, le Danemark, la Suède, la Norvège et la Finlande; et ii) le transfert par Belchim de son accord de distribution et des données et accords relatifs à ses huiles de paraffine destinées à la lutte contre les virus sur les plants de pommes de terre et les bulbes de fleurs (utilisées pour combattre les virus) aux Pays-Bas. La Commission a constaté que l'opération telle que notifiée initialement aurait considérablement réduit la concurrence et aurait pu entraîner une hausse des prix dans les pays concernés pour la fourniture des produits susmentionnés. Par son intervention, la Commission a veillé à ce que les acheteurs de régulateurs de croissance des plantes et d'huiles de paraffine destinées à la lutte contre les virus disposent comme avant d'un choix suffisant dans les pays concernés.

En 2021, la Commission a poursuivi son enquête et, le 13 janvier 2022, a finalement interdit l'acquisition de Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering CO., Ltd (DSME) par Hyundai Heavy Industries Holdings (HHIH)<sup>288</sup>. Ces deux entreprises sont des acteurs mondiaux de premier plan sur le marché de la construction des méthaniers (navires qui transportent le gaz naturel liquéfié ou GNL) et deux des trois plus grands acteurs de ce marché très concentré. La Commission a constaté que la concentration aurait donné lieu à une position dominante, à une réduction du choix des fournisseurs et à une hausse des prix pour les clients de l'UE sur le marché mondial de la construction des méthaniers, qui sont des navires hautement sophistiqués, complexes à construire et coûteux. La Commission a fondé ses conclusions sur des considérations telles que les parts de marché très importantes et en augmentation des parties, le fait qu'il existe déjà très peu d'autres solutions pour les clients et la circonstance selon laquelle il est extrêmement difficile pour un constructeur naval de pénétrer sur ce marché et de s'y développer avec succès. Les parties n'ont pas formellement proposé d'engagements pour répondre aux préoccupations de la Commission. La Commission a préservé une concurrence effective sur le marché de la construction des méthaniers, profitant aux clients de l'UE (qui ont passé près de 50 % de l'ensemble des commandes de ces navires au cours des cinq dernières années).

Le 3 mai 2021, la Commission européenne a infligé une amende de 7,5 millions d'EUR à Sigma-Aldrich pour avoir fourni des informations inexactes ou trompeuses au cours de l'enquête menée par la Commission concernant le rachat de Sigma-Aldrich par Merck<sup>289</sup>. La Commission avait autorisé ce rachat en 2015 sous réserve de la cession de certains actifs de Sigma-Aldrich, pour répondre aux problèmes de concurrence constatés sur les marchés de certains produits chimiques de laboratoire. Toutefois, la Commission a ensuite mis au jour des éléments indiquant que Sigma-Aldrich n'avait pas divulgué l'existence d'un projet

---

<sup>286</sup> Affaire M.9569, *EssilorLuxottica/Grandvision*.

<sup>287</sup> Affaire M.9686, *Mitsui/Belchim Crop Protection*.

<sup>288</sup> Affaire M.9343, *Hyundai Heavy Industries Holdings/Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering*.

<sup>289</sup> Affaire M.8181, *Merck/Sigma-Aldrich*.

d'innovation au moment des discussions sur les mesures correctives, alors que ce projet était pertinent pour l'enquête de la Commission. Sur la base de documents internes contemporains de Sigma-Aldrich et d'autres éléments de preuve, la Commission a conclu que Sigma-Aldrich avait agi délibérément, ou avait à tout le moins fait preuve de négligence. La décision souligne que la fourniture d'informations correctes et complètes est une pierre angulaire du régime de contrôle des concentrations de l'UE et que les parties à une concentration doivent divulguer, sous peine d'amende, toute information potentiellement utile à la Commission.

#### *4.2.3. Enquêtes sur les aides d'État dans le secteur des industries de base et aides d'État pour le sauvetage et la restructuration d'entreprises en difficulté*

Outre un nombre constamment élevé de décisions liées à la pandémie de COVID-19, la mise en œuvre des règles a été axée sur l'évaluation de plusieurs opérations de sauvetage et de restructuration de grande ampleur, l'accent étant mis en particulier sur le secteur aérien (voir, ci-dessous, section 7.2.2. *Aides d'État en faveur du secteur de l'aviation*).

En outre, en décembre 2021, la Commission a adopté une décision autorisant une aide de la Croatie à la restructuration de la société d'ingénierie mécanique Đuro Đaković d.d., à hauteur d'un montant total de 57,4 millions d'EUR<sup>290</sup>. L'activité principale de cette entreprise est la fabrication de wagons de fret à usage spécial. Après avoir autorisé une aide au sauvetage de Đuro Đaković en mai 2020, la Croatie a présenté un plan en faveur de cette entreprise afin de financer sa restructuration et de rétablir sa viabilité à long terme avec le soutien d'un investisseur privé, le consortium d'entreprises tchèques DD Acquisition, qui deviendra l'actionnaire de contrôle de Đuro Đaković. La Commission a estimé que l'aide était appropriée, étant donné qu'elle soutient un plan de restructuration global courant jusqu'à la fin de 2023, et proportionnée, avec une contribution propre de plus de 50 % des coûts de restructuration fournie par l'entreprise et l'investisseur aux conditions du marché. Des mesures sont également prévues pour limiter les distorsions potentielles de la concurrence sur le marché des wagons de fret sur lequel opère l'entreprise.

## **5. INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE**

### **5.1. Aperçu des principaux problèmes auxquels le secteur est confronté**

La résilience des chaînes d'approvisionnement alimentaire a continué d'être mise à l'épreuve en 2021 en raison de la pandémie de COVID-19. La hausse des prix de l'énergie en Europe vers la fin de 2021, en particulier pour le gaz naturel, a déjà entraîné une hausse significative des prix des engrais. Les prix des matières premières et les coûts du fret ont également fortement augmenté. En conséquence, les prix mondiaux des denrées alimentaires vers la fin de 2021 se situaient à leur plus haut niveau depuis 2011 selon l'indice FAO des prix des produits alimentaires<sup>291</sup>.

Si la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE a globalement démontré sa résilience durant la pandémie actuelle, certains secteurs, produits et groupes de travailleurs spécifiques ont dû faire face à des niveaux de pression plus élevés en raison de la crise. Les difficultés liées au stockage de la production, par exemple dans l'aquaculture, ont exacerbé cette pression, de même que la réduction de la demande de produits de ces secteurs, en particulier

<sup>290</sup> Affaire SA.58248, Croatie – Aide à la restructuration de Đuro Đaković.

<sup>291</sup> L'indice FAO des prix des produits alimentaires est une mesure de la variation mensuelle des cours internationaux d'un panier de produits alimentaires de base; il est disponible à l'adresse suivante: <https://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>.

dans le secteur de la restauration.

Ces difficultés viennent s'ajouter aux défis à plus long terme auxquels est déjà confrontée l'industrie agroalimentaire européenne, à savoir i) une concurrence accrue au niveau de l'offre tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Europe, ii) des exigences plus strictes et changeantes des consommateurs finaux pour ce qui est des aspects qualitatifs, notamment la santé, le bien-être animal, la diversité et l'amélioration de la traçabilité, et iii) des besoins en investissements plus importants pour atténuer l'impact de la chaîne de valeur agroalimentaire sur la pollution de l'air, du sol et de l'eau, ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre.

Si l'on conjugue ces défis à certaines caractéristiques du secteur agricole de l'UE, telles que les faibles niveaux de concentration, la petite taille et le pouvoir de négociation moindre vis-à-vis des transformateurs de denrées alimentaires, des grossistes et des détaillants, il est plus difficile pour le secteur de les relever. En outre, la question du renouvellement générationnel dans l'agriculture continue de représenter un risque structurel pour la viabilité à long terme du secteur agricole de l'UE, et ce malgré les effets positifs des fonds de la politique agricole commune<sup>292</sup>.

#### *5.1.1. La réforme de la politique agricole commune («PAC») pour la période 2023-2027*

En décembre 2021, les colégislateurs ont adopté la réforme de la PAC pour la période 2023-2027<sup>293</sup>. Les nouvelles règles comprennent des précisions quant à certaines règles de concurrence et deux nouvelles dérogations au champ d'application des règles de concurrence. La première dérogation s'étend à tous les produits bénéficiant d'une dénomination géographique protégée [appellation d'origine protégée (AOP) ou indication géographique protégée (IGP)] et introduit la possibilité de fixer conjointement les quantités produites pour une dénomination géographique donnée<sup>294</sup>.

La seconde dérogation autorise les accords conclus par les producteurs agricoles (seuls ou avec d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement) visant à atteindre des objectifs de durabilité tels que l'atténuation des effets du changement climatique et l'adaptation à celui-ci, la réduction de l'utilisation des pesticides, le bien-être animal, etc., dès lors que ces accords visent à appliquer une norme de durabilité supérieure à celle imposée par le droit de l'Union ou le droit national<sup>295</sup>.

Une condition essentielle fixée par les colégislateurs prévoit que ces accords n'imposent que des restrictions de concurrence indispensables à l'application de la ou des normes en cause. La Commission et les autorités nationales de concurrence peuvent décider de modifier ou de résilier un accord lorsqu'une telle mesure est nécessaire afin d'éviter l'exclusion de la concurrence ou si la poursuite des objectifs énoncés à l'article 39 du traité sur le

---

<sup>292</sup> Voir, par exemple: Évaluation des effets de la PAC sur le renouvellement des générations, le développement local et l'emploi en milieu rural [SWD(2021) 78 final].

<sup>293</sup> Règlement (UE) 2021/2117 du 2 décembre 2021 (JO L 435 du 6.12.2021, p. 262).

<sup>294</sup> Article 166 bis du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, tel que modifié par l'article 1er, point 49), du règlement (UE) 2021/2117 du 2 décembre 2021 (JO L 435 du 6.12.2021).

<sup>295</sup> Article 210 bis du règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, tel que modifié par l'article 1er, point 60), du règlement (UE) 2021/2117 du 2 décembre 2021 (JO L 435 du 6.12.2021).



fonctionnement de l'Union européenne est menacée. La Commission publiera pour les opérateurs des lignes directrices relatives aux conditions d'application de cette dérogation au plus tard en décembre 2023.

### *5.1.2. Problèmes entravant le bon fonctionnement du marché unique*

Un premier obstacle au bon fonctionnement du marché unique est l'existence d'accords protectionnistes sur certains marchés nationaux. Les opérateurs de certains marchés nationaux (par exemple, les détaillants seuls ou avec d'autres niveaux de la chaîne d'approvisionnement) s'accordent parfois pour donner la préférence à des produits nationaux sans que cette préférence soit basée sur un quelconque critère objectif (par exemple: qualité, caractères spécifiques, etc.) relatif aux produits. Cette préférence est parfois mise en avant par la mention de l'origine des produits nationaux sur les étiquettes, en dépit des exigences d'étiquetage obligatoires pour certains produits et certaines denrées alimentaires<sup>296</sup>. Une telle discrimination fondée sur la nationalité est contraire au principe fondamental de l'UE selon lequel tous les producteurs établis à l'intérieur de l'UE, indépendamment de leur origine, bénéficient de chances égales. La Commission, en coordination avec les ANC, a enquêté sur un certain nombre d'accords conclus en 2021 entre des chaînes de supermarchés ou entre des représentants d'opérateurs tout au long de la chaîne d'approvisionnement. À la suite de ces enquêtes, dans la plupart des cas, les termes des accords ont été modifiés ou les accords ont été résiliés.

## **5.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne au fonctionnement du marché unique**

### *5.2.1. L'application des règles de l'UE en matière d'aides d'État dans le secteur de l'agriculture et de la pêche*

Les aides d'État destinées à promouvoir le développement économique des secteurs agricole et sylvicole font partie intégrante de la politique agricole commune («PAC») et, en particulier, de la politique de développement rural. De même, les aides d'État destinées à promouvoir le développement économique des secteurs de la pêche et de l'aquaculture sont étroitement liées à la politique commune de la pêche («PCP») et, en particulier, au soutien de l'UE accordé dans le cadre du Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture («FEAMPA»). Les effets économiques d'une aide d'État ne varient pas selon qu'elle est financée (même partiellement) par l'UE, ou qu'elle est financée par un État membre seul. Par conséquent, le recours aux aides d'État ne peut être justifié que s'il est conforme à la PAC et à la PCP et répond aux objectifs sous-jacents de ces politiques, à savoir assurer une production alimentaire viable et promouvoir l'utilisation efficace et durable des ressources afin de parvenir à une croissance intelligente et durable, assortie d'avantages économiques, sociaux et en matière d'emploi.

La Commission a mis en place des cadres spécifiques pour les règles en matière d'aides d'État dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture. La plupart de ces règles sont établies de longue date et ont prouvé leur pertinence au fil des ans. Toutefois, les règles en matière d'aides d'État sont limitées dans le temps et les règles

---

<sup>296</sup> Pour certains produits et certaines denrées alimentaires, l'indication du pays d'origine ou du lieu de provenance est obligatoire pour le bénéfice des consommateurs. En outre, les indications géographiques (IG) permettent d'identifier les produits qui présentent des caractéristiques ou ont une réputation dues à des facteurs naturels ou humains liés au lieu d'origine. Il s'agit ainsi d'une forme de droits de propriété intellectuelle qui contribue à promouvoir une concurrence loyale en empêchant les abus.

actuelles expireront à la fin de 2022. Le réexamen en cours porte sur le règlement d'exemption par catégorie dans le secteur agricole («RECA»)<sup>297</sup>, les lignes directrices concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales<sup>298</sup>, le règlement d'exemption par catégorie pour le secteur de la pêche («RECP»)<sup>299</sup>, le règlement concernant les aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture<sup>300</sup>, ainsi que les lignes directrices sur les aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture<sup>301</sup>. Le règlement relatif aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture<sup>302</sup> a déjà été révisé en 2019 et ne fait donc pas partie de la révision en cours.

En 2021, la Commission a poursuivi l'évaluation des notifications des aides d'État par les États membres et a adopté un total de 198 décisions<sup>303</sup> dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture. Elle a continué à conseiller les autorités des États membres sur la manière d'interpréter et de mettre en œuvre les règles applicables en matière d'aides d'État. La Commission a également continué de vérifier l'ensemble des nouvelles mesures d'exemption par catégorie conçues par les États membres en vertu du RECA existant (418 en tout), et ce avant leur entrée en vigueur, et a conseillé les États membres en cas de doutes ou de problèmes, leur permettant ainsi de mettre rapidement en œuvre les régimes d'aide correspondants.

#### *5.2.2. Enquête sur les éventuelles restrictions du commerce parallèle*

En 2021, la Commission a poursuivi ses enquêtes ex officio sur d'éventuelles restrictions du commerce parallèle de produits alimentaires. En janvier 2021, elle a ouvert à l'encontre de Mondelez une procédure concernant un certain nombre de pratiques potentiellement restrictives sur les marchés du chocolat, des biscuits et des produits à base de café<sup>304</sup>. Elle a également mené d'autres enquêtes, par exemple dans le secteur des boissons. Cette activité de mise en œuvre vise à garantir une baisse des prix pour les consommateurs sur les marchés concernés, ainsi qu'un choix plus large de produits proposés.

#### *5.2.3. Alliances d'achat et concurrence dans le commerce de détail sur le marché unique*

En 2021, la Commission a poursuivi son enquête en matière de pratiques anticoncurrentielles, ouverte en novembre 2019, contre deux détaillants français de grande envergure, Casino et

---

<sup>297</sup> Règlement (UE) n° 702/2014 de la Commission du 25 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 193 du 1.7.2014, p. 1).

<sup>298</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices de l'Union européenne concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (JO C 204 du 1.7.2014, p. 1).

<sup>299</sup> Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37).

<sup>300</sup> Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO L 190 du 28.6.2014, p. 45).

<sup>301</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (JO C 217 du 2.7.2015, p. 1).

<sup>302</sup> Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture (JO L 352 du 24.12.2013, p. 9).

<sup>303</sup> À savoir des décisions de ne pas soulever d'objections, des décisions d'ouvrir la procédure formelle d'examen ainsi que des rectificatifs et des décisions rectificatives.

<sup>304</sup> Affaire AT.40632, *Restrictions commerciales de Mondelez*.

Les Mousquetaires/Intermarché, concernant une collusion potentielle reposant sur leur alliance d'achat, et consistant en une coordination sur le développement des magasins et sur les prix pratiqués à l'égard des consommateurs finaux<sup>305</sup>.

En menant des enquêtes de ce genre, la Commission cherche à s'attaquer à un risque systémique de collusion à l'échelle de l'UE au travers d'alliances d'achat tant au niveau national qu'international. Le risque que des échanges d'informations réduisent la concurrence est d'autant plus grand que les détaillants ont souvent changé de partenaires dans ces alliances et que des gestionnaires spécialisés sont passés d'un détaillant à l'autre et d'une alliance à l'autre, offrant ainsi aux détaillants de plus nombreuses possibilités de collusion.

L'affaire *Alliance Casino & Intermarché* fait l'objet d'une procédure judiciaire. Le 5 octobre 2020, le Tribunal avait statué sur la légalité des décisions d'inspection adoptées par la Commission en 2017 dans trois affaires<sup>306</sup>. Les entreprises concernées ont fait appel de ces arrêts devant la Cour.

## **6. INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE ET SERVICES DE SANTÉ**

### **6.1. Aperçu des principaux problèmes**

L'accès des patients à des médicaments efficaces, innovants et abordables constitue l'un des piliers de la nouvelle stratégie pharmaceutique pour l'Europe adoptée par la Commission<sup>307</sup>. Contribuant à la réalisation de ces objectifs, la Commission et les autorités de concurrence des États membres ont continué en 2021 d'appliquer avec détermination les règles de concurrence de l'UE dans les secteurs des produits pharmaceutiques et des soins de santé. Cette activité de mise en œuvre complète les cadres réglementaires applicables à ces secteurs et favorise à la fois une concurrence dynamique, qui débouche sur des médicaments plus innovants, et une concurrence effective par les prix, ce qui contribue ensuite à rendre les médicaments et les traitements plus abordables.

### **6.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne**

#### *6.2.1. Mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles dans le secteur pharmaceutique*

En février 2021, dans l'affaire Aspen<sup>308</sup>, la Commission a adopté sa première décision relative à une tarification excessive dans le secteur pharmaceutique. Par cette décision, elle rend contraignant l'engagement sur dix ans pris par Aspen en ce qui concerne les prix d'une série de médicaments anticancéreux en Europe (à l'exception de l'Italie), ce qui réduit effectivement les prix de ces médicaments de 73 % en moyenne. La Commission continue de suivre la mise en œuvre des engagements par cette entreprise.

---

<sup>305</sup> Affaire AT.40466, *Alliance Casino & Intermarché*.

<sup>306</sup> Arrêts du Tribunal du 5 octobre 2020, affaire T249/17, *Casino, Guichard-Perrachon et Achats Marchandises Casino SAS (AMC)/Commission*, EU:T:2020:458; affaire T-254/17, *Intermarché Casino Achats/Commission*, EU:T:2020:459; et affaire T-255/17, *Les Mousquetaires et ITM Entreprises/Commission*, EU:T:2020:460. Les arrêts rendus dans ces affaires font l'objet de pourvois devant la Cour (affaires C-690/20 P, C-693/20 P et C-682/20 P).

<sup>307</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions – Stratégie pharmaceutique pour l'Europe [COM(2020) 761 final du 25.11.2020].

<sup>308</sup> Affaire AT.40394, *Aspen*.

La Commission examine également des pratiques unilatérales potentiellement anticoncurrentielles empêchant l'entrée ou l'expansion de produits moins chers (tels que des médicaments génériques ou biosimilaires) à la suite de la perte d'exclusivité du médicament princeps. En mars 2021, soupçonnant Teva d'avoir utilisé de manière abusive le système des brevets et d'avoir mené une campagne de dénigrement visant à évincer les concurrents, elle a ouvert une nouvelle enquête sur un éventuel abus de position dominante de cette entreprise<sup>309</sup>.

En outre, la Commission a effectué des inspections inopinées dans le secteur de la santé animale<sup>310</sup> et examine actuellement des plaintes et des renseignements du marché concernant, en particulier, des comportements qui entravent l'entrée ou l'adoption de produits concurrents<sup>311</sup>.

#### **Arrêt dans l'affaire Lundbeck<sup>312</sup>**

Dans l'affaire *Lundbeck*, la Cour a pleinement confirmé l'approche de la Commission<sup>313</sup> concernant les accords de report d'entrée dans le cadre de litiges relatifs à des brevets. Par ce genre d'accords, une entreprise pharmaceutique propose des transferts de valeurs à des fabricants de médicaments génériques afin d'inciter ceux-ci à reporter leur entrée sur le marché ou à y renoncer.

En 2002, Lundbeck avait conclu avec différents fabricants de médicaments génériques un certain nombre d'accords concernant des versions génériques du citalopram, un antidépresseur «phare» que Lundbeck elle-même produisait. Ces entreprises avaient convenu avec Lundbeck de ne pas entrer sur le marché en échange de paiements en espèces importants et d'autres incitations de Lundbeck représentant des dizaines de millions d'EUR. Lundbeck avait évoqué en interne la formation d'un «club» et «une pile de \$\$\$» à partager avec les fabricants de médicaments génériques.

La Cour a confirmé l'appréciation de la Commission selon laquelle ces accords de report d'entrée constituaient des restrictions par objet, car les transferts de valeurs s'expliquaient uniquement par l'intérêt des parties à ne pas se livrer une concurrence fondée sur les mérites. La Cour a également confirmé que, à l'époque des accords, Lundbeck et les fabricants de médicaments génériques étaient des concurrents potentiels, ces derniers ayant des possibilités réelles et concrètes d'accéder au marché et de concurrencer Lundbeck, et n'étant pas confrontés à des barrières à l'entrée insurmontables.

#### *6.2.2. Contrôle des concentrations dans le secteur pharmaceutique*

La Commission a continué de veiller à ce que les concentrations dans le secteur pharmaceutique n'aboutissent pas à des prix plus élevés et à un choix réduit pour les consommateurs ni à une innovation moindre.

<sup>309</sup> Affaire AT.40588, *Teva Copaxone*. Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_1022](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1022).

<sup>310</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_5543](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_5543).

<sup>311</sup> Dans certains cas, après les mesures d'enquête prises par la Commission, les entreprises concernées ont abandonné ou modifié leurs pratiques, objet de l'enquête; voir, par exemple, l'affaire AT.40731, *Quidel: kits de dépistage diagnostique*, dans laquelle une obligation de non-concurrence de longue durée concernant les kits de dépistage des maladies cardiovasculaires a été supprimée, et l'affaire AT.40576, *Lonza*, dans laquelle des pratiques d'éviction présumées dans le développement et la fabrication de médicaments biologiques ont été abandonnées.

<sup>312</sup> Arrêts de la Cour du 25 mars 2021, affaire C586/16 P, *Sun Pharmaceutical Industries et Ranbaxy (UK)/Commission*, EU:C:2021:241; affaire C-588/16 P, *Generics (UK)/Commission*, EU:C:2021:242; affaire C591/16 P, *Lundbeck/Commission*, EU:C:2021:243; affaire C601/16 P, *Arrow Group et Arrow Generics/Commission*, EU:C:2021:244; affaire C-611/16 P, *Xellia Pharmaceuticals et Alpharma/Commission*, EU:C:2021:245; et affaire C-614/16 P, *Merck KGaA/Commission*, EU:C:2021:246.

<sup>313</sup> Décision C(2013) 3803 final de la Commission du 19 juin 2013 relative à une procédure d'application de l'article 101 TFUE et de l'article 53 de l'accord EEE (affaire AT.39226, *Lundbeck*).

Le 19 février 2021, la Commission a autorisé l'acquisition de Varian par Siemens, sous réserve d'engagements en matière d'interopérabilité entre: i) leurs solutions d'imagerie médicale et les solutions de radiothérapie de leurs concurrents; et ii) leurs solutions de radiothérapie et les solutions d'imagerie de leurs concurrents<sup>314</sup>. La Commission a constaté que l'opération telle que notifiée initialement aurait nui à la concurrence en entraînant l'éviction des concurrents dans l'EEE et au Royaume-Uni sur les marchés de la fourniture de solutions d'imagerie médicale et de solutions de radiothérapie. Dans son enquête, la Commission a constaté en particulier que la combinaison de Siemens, le plus grand fournisseur de solutions d'imagerie médicale, et de Varian, le plus grand fournisseur de solutions de radiothérapie, risquait d'engendrer l'éviction des concurrents des parties sous l'effet d'une dégradation de l'interopérabilité.

Le 5 juillet 2021, la Commission a autorisé l'acquisition d'Alexion par AstraZeneca, deux entreprises pharmaceutiques mondiales<sup>315</sup>. Alexion se concentre sur le traitement des maladies rares, tandis qu'AstraZeneca se concentre sur les maladies courantes. Cette opération a donné lieu: i) à des chevauchements horizontaux entre les médicaments en développement d'AstraZeneca et d'Alexion pour le traitement de la néphrite lupique, du lymphome folliculaire et du lymphome T périphérique; et ii) à un lien vertical lié à la fabrication de l'Uplizna, médicament utilisé dans le traitement de diverses maladies rares. La Commission a estimé que le projet d'acquisition ne poserait aucun problème de concurrence en raison de son effet limité sur les marchés concernés.

Le 19 avril 2021, la Commission a accepté une demande présentée par la France, rejointe par la Belgique, la Grèce, l'Islande, les Pays-Bas et la Norvège, d'apprécier le projet d'acquisition de GRAIL par Illumina au regard du règlement de l'UE sur les concentrations. Illumina est l'un des principaux fournisseurs de systèmes de séquençage à lecture courte de nouvelle génération pour les analyses génétiques et génomiques. GRAIL est un client d'Illumina et développe des tests de dépistage du cancer en s'appuyant sur des systèmes de séquençage à lecture courte de nouvelle génération. L'opération envisagée n'atteignait pas les seuils de chiffre d'affaires fixés par le règlement de l'UE sur les concentrations et n'a été notifiée dans aucun État membre, mais elle remplissait les critères de renvoi prévus à l'article 22 dudit règlement.

Le 22 juillet 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur le projet d'acquisition de GRAIL par Illumina<sup>316</sup>. La Commission soupçonnait fortement que l'acquisition envisagée risquait de réduire la concurrence et l'innovation sur le marché émergent du développement et de la commercialisation de tests de dépistage du cancer fondés sur des technologies de séquençage à lecture courte de nouvelle génération.

Le 18 août 2021, Illumina a annoncé publiquement qu'elle avait réalisé l'acquisition de GRAIL, alors que l'examen de l'opération envisagée par la Commission était toujours en cours. La Commission a ouvert une enquête afin d'évaluer s'il y avait lieu d'infliger une amende pour violation de l'obligation de suspension. Le 29 octobre 2021, la Commission a adopté des mesures provisoires afin de rétablir et de maintenir les conditions d'une

---

<sup>314</sup> Affaire M.9945, *Siemens Healthineers/Varian Medical Systems*. Décision de la Commission du 19 février 2021. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case\\_details.cfm?proc\\_code=2\\_M\\_9945](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9945).

<sup>315</sup> Affaire M.10165, *AstraZeneca/Alexion Pharmaceuticals*. Décision de la Commission du 5 juillet 2021. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case\\_details.cfm?proc\\_code=2\\_M\\_10165](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_10165).

<sup>316</sup> Affaire M.10188, *Illumina/GRAIL*; décision de la Commission du 22 juillet 2021. Voir: [https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case\\_details.cfm?proc\\_code=2\\_M\\_9945](https://ec.europa.eu/competition/elojade/isef/case_details.cfm?proc_code=2_M_9945).



concurrence effective à la suite de l'acquisition anticipée de GRAIL par Illumina<sup>317</sup>. C'était la première fois que la Commission adoptait des mesures provisoires à la suite de la réalisation anticipée inédite d'une concentration.

### 6.2.3. Actions en matière d'aides d'État dans le secteur des services de santé

La Commission a progressé dans son évaluation, lancée en 2019, des règles en matière d'aides d'État pour les services d'intérêt économique général («SIEG») sociaux et de santé et du règlement de minimis applicable aux SIEG<sup>318</sup>. En septembre 2021, elle a publié une étude externe qu'elle avait commandée pour mieux comprendre l'évolution du marché dans le secteur des hôpitaux et du logement social dans dix États membres<sup>319</sup>. Cette étude devrait permettre à la Commission d'avoir une compréhension meilleure et plus approfondie des problèmes que les États membres pourraient avoir rencontrés dans la mise en œuvre des règles relatives aux SIEG.

Le 2 juin 2021, dans l'affaire T223/18, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission du 4 décembre 2017 concluant que la compensation des hôpitaux publics du Latium, en Italie, fournissant des services de soins de santé dans le cadre du système italien de soins de santé ne constituait pas une aide d'État au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE, étant donné que les services fournis par ces hôpitaux ne sont pas de nature économique<sup>320</sup>. L'arrêt du Tribunal a fait l'objet d'un pourvoi devant la Cour (affaire C-492/21 P).

## 7. TRANSPORTS, TOURISME ET SERVICES POSTAUX

### 7.1. Aperçu des principaux problèmes

Les secteurs des transports et des services postaux continuent de jouer un rôle clé dans l'économie de l'UE. Les transports sont la clé à la fois d'un marché intérieur intégré et d'une économie ouverte, intégrée à l'économie mondiale. Les services postaux conservent une valeur économique et sociale importante, notamment parce qu'ils sont également actifs sur d'autres marchés, en particulier la distribution de colis. Des services postaux efficaces constituent un facteur essentiel pour permettre au secteur du commerce électronique d'exploiter pleinement son potentiel de croissance et de création d'emplois.

Tout au long de l'année 2021, le secteur des transports a continué d'être gravement touché par la pandémie de COVID-19. Dans le secteur de l'aviation, plusieurs compagnies aériennes de l'UE ont été soumises à une pression opérationnelle constante en raison de la résurgence des taux d'infection et de la découverte de nouveaux variants. Il en a résulté des restrictions en matière de déplacements pour les passagers, de sorte qu'il a fallu immédiatement apporter un soutien public pour compenser les faibles recettes.

---

<sup>317</sup> Affaire M.10493, *Illumina/GRAIL* (procédure au titre de l'article 8, paragraphe 5, du règlement de l'UE sur les concentrations).

<sup>318</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2019-3777435\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2019-3777435_fr).

<sup>319</sup> Voir: [https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-09/kd0621047enn\\_SGEI\\_evaluation.pdf](https://ec.europa.eu/competition-policy/system/files/2021-09/kd0621047enn_SGEI_evaluation.pdf).

<sup>320</sup> Arrêt du Tribunal du 2 juin 2021, affaire T223/18, *Casa Regina Apostolorum della Pia Società delle Figlie di San Paolo/Commission*, EU:T:2021:315.



## 7.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne

### 7.2.1. Examen des concentrations dans le secteur de l'aviation

En 2021, la Commission a poursuivi son enquête approfondie sur l'acquisition de Transat (la société mère d'Air Transat) par Air Canada, qui avait été notifiée en avril 2020. Elle a concentré son enquête sur le chevauchement des activités des parties consacrées au transport aérien de personnes entre l'EEE et le Canada. L'enquête de la Commission a également porté sur la mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 affecterait les activités d'Air Canada, de Transat et de leurs concurrents à moyen et à long termes. Sur la base des résultats de la consultation des acteurs du marché, les mesures correctives proposées par les parties sont apparues insuffisantes. Les parties ont ensuite décidé de mettre fin à l'accord de concentration proposé le 2 avril 2021<sup>321</sup>.

Le 25 mai 2021, la Commission a reçu notification d'un projet d'acquisition d'Air Europa (une filiale de Globalia Corporación Empresarial, un groupe familial espagnol du secteur du tourisme) par International Consolidated Airlines Group («IAG»), qui contrôle notamment Iberia, British Airways et plusieurs autres compagnies aériennes<sup>322</sup>. Le 29 juin 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie, craignant que la concentration n'ait une incidence négative sur la concurrence sur de nombreuses liaisons intérieures, moyen-courriers et long-courriers, à l'intérieur, au départ et à destination de l'Espagne. Lors de son enquête, elle a pleinement tenu compte de l'incidence des restrictions liées à la COVID-19 sur les marchés concernés. IAG a proposé des mesures correctives, mais la consultation des acteurs du marché a révélé que celles-ci ne permettraient pas de résoudre pleinement les problèmes de concurrence. Les parties ont ensuite décidé de mettre fin à l'accord de concentration proposé le 16 décembre 2021.

### 7.2.2. Aides d'État en faveur du secteur de l'aviation

Comme, tout au long de l'année 2021, le secteur de l'aviation a continué d'être durement touché par la pandémie de COVID-19, et dans le but d'aider les États membres dans leurs efforts destinés à soutenir le secteur de l'aviation dans ce contexte, la Commission a encore modifié son encadrement temporaire des mesures d'aide d'État<sup>323</sup>, notamment en relevant les plafonds d'aide et en introduisant de nouvelles mesures visant à créer des incitations directes en faveur d'investissements privés prospectifs et des mesures de soutien à la solvabilité. La Commission a également continué d'aider les États membres dans leurs efforts visant à indemniser, au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, les dommages subis en conséquence directe de la pandémie de COVID-19.

En 2021, la Commission a adopté 35 décisions autorisant l'octroi d'aides d'État à des entreprises du secteur de l'aviation pour contribuer à répondre à leurs besoins de liquidités et de capitaux découlant de la pandémie de COVID-19. Ces mesures d'aide ont généralement été autorisées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État ou de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE. Quelques exemples notables sont présentés ci-dessous.

Le 4 janvier 2021, la Commission a annoncé sa décision d'autoriser le projet de l'Allemagne de contribuer à hauteur de 1,25 milliard d'EUR à la recapitalisation de TUI AG dans le cadre

<sup>321</sup> Affaire M.9489, *Air Canada/Transat*.

<sup>322</sup> Affaire M.9637, *IAG/Air Europa*.

<sup>323</sup> [https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/temporary-framework/amendments\\_en](https://ec.europa.eu/competition-policy/state-aid/coronavirus/temporary-framework/amendments_en).

d'un plan de soutien plus général<sup>324</sup>. La Commission a relevé que TUI avait subi des pertes considérables en raison de la pandémie de COVID-19, notamment en raison des restrictions en matière de déplacements imposées par l'Allemagne et d'autres pays pour limiter la propagation du virus. La Commission a autorisé l'aide, car elle était conforme aux conditions énoncées dans l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, TUI AG étant exposée à un risque de défaillance et d'insolvabilité malgré les mesures de soutien qui lui avaient été précédemment accordées.

Le 12 mars 2021, la Commission a autorisé une contribution de 351,38 millions d'EUR de la Finlande sous la forme d'un prêt hybride en faveur de Finnair<sup>325</sup>. La Commission a relevé que Finnair avait subi des pertes d'exploitation considérables en raison de la pandémie de COVID-19, notamment en raison des restrictions en matière de déplacements imposées par la Finlande et d'autres pays pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19. De même, le 17 mars 2021, la Commission a autorisé une aide de 350 millions d'EUR en faveur de Finavia<sup>326</sup>, gestionnaire de 21 aéroports en Finlande.

Le 5 avril 2021, la Commission a annoncé sa décision d'autoriser une recapitalisation de 4 milliards d'EUR en faveur d'Air France<sup>327</sup>. La Commission a relevé que, en 2019, le groupe Air France-KLM avait fait état d'un bénéfice annuel d'exploitation d'environ 750 millions d'EUR, mais que, sous l'effet direct des restrictions en matière de déplacements imposées par la France et d'autres pays pour limiter la propagation de la pandémie de COVID-19, Air France et sa holding avaient subi une baisse significative de leur activité, entraînant d'importantes pertes d'exploitation. La recapitalisation d'Air France par la France avait été proposée en deux étapes, à savoir a) la conversion du prêt de 3 milliards d'EUR déjà accordé à Air France en un instrument de capital hybride; et b) une injection de capital d'un montant maximal d'un milliard d'EUR, par la souscription de nouvelles actions. La Commission a considéré que ces mesures étaient conformes à l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE et aux conditions énoncées dans l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État.

Le 5 juillet 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie sur la restructuration de la compagnie aérienne nationale roumaine TAROM<sup>328</sup>, après avoir autorisé une aide au sauvetage d'environ 36,7 millions d'EUR en février 2020<sup>329</sup>. Le plan de restructuration notifié par la Roumanie en mai 2021 définit un ensemble de mesures visant à rationaliser les activités de TAROM, à renouveler sa flotte vieillissante et à réduire ses coûts. La Commission s'attachera notamment à déterminer si le plan de restructuration proposé est approprié pour remédier aux difficultés de TAROM et pour rétablir sa viabilité à long terme dans un délai raisonnable sans le maintien d'une aide d'État, si TAROM ou des opérateurs du marché contribueraient suffisamment aux coûts de restructuration et si des mesures appropriées pour limiter les distorsions de concurrence induites par l'aide accompagneraient le plan de restructuration.

Le 9 juillet 2021, la Commission a autorisé une mesure d'aide suédoise et danoise d'environ 300 millions d'EUR en faveur de Scandinavian Airlines System («SAS»)<sup>330</sup>. L'objectif de cette mesure était de fournir à SAS le soutien à la liquidité dont elle avait besoin à la suite de

---

<sup>324</sup> Affaire SA.59812, *Allemagne – COVID-19: Recapitalisation de TUI*.

<sup>325</sup> Affaire SA.60113, *Finlande – COVID-19: Aides en faveur de Finnair*.

<sup>326</sup> Affaire SA.59132, *Finlande – COVID-19: Aides en faveur de Finavia*.

<sup>327</sup> Affaire SA.59913, *France – COVID-19: Recapitalisation d'Air France et de la Holding Air France – KLM*.

<sup>328</sup> Affaire SA.59344, *Roumanie – Aide à la restructuration de Tarom*.

<sup>329</sup> Affaire SA.56244, *Roumanie – Aide au sauvetage de Tarom*.

<sup>330</sup> Affaire SA.63838, *Suède et Danemark – COVID-19: Prêt d'État en faveur de SAS Consortium*.

la détérioration de sa trésorerie due aux nouvelles restrictions en matière de déplacements et mesures de confinement imposées par le Danemark et la Suède afin de limiter l'impact des nouvelles vagues du virus à partir de septembre 2020. L'aide était fournie sous la forme de prêts (150 millions d'EUR accordés par la Suède et 150 millions d'EUR accordés par le Danemark) à taux d'intérêts bonifiés et à une échéance maximale de cinq ans. La Commission a jugé l'aide compatible avec le marché intérieur en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE.

Le 16 juillet 2021, la Commission a autorisé l'octroi d'un prêt de sauvetage de 1,2 milliard d'EUR en faveur de la compagnie aérienne nationale portugaise TAP<sup>331</sup>, après l'annulation d'une décision antérieure<sup>332</sup> par le Tribunal<sup>333</sup>. La Commission a conclu que le prêt de sauvetage remplissait toutes les conditions des lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers<sup>334</sup>. En outre, et à la suite d'une enquête approfondie, la Commission a autorisé, le 21 décembre 2021, une aide à la restructuration d'un montant de 2,55 milliards d'EUR sous la forme de mesures de fonds propres ou de quasi-fonds propres, y compris la conversion du prêt de sauvetage de 1,2 milliard d'EUR en fonds propres, dans une décision conditionnelle, afin de permettre à TAP SGPS et à la compagnie aérienne TAP Air Portugal de redevenir viables<sup>335</sup>. La Commission a constaté que le plan de restructuration révisé et les engagements obtenus, notamment l'abandon par le Portugal d'un plan d'octroi de garanties de prêts d'un montant de 512 millions d'EUR, avaient amélioré la proportionnalité de l'aide. En outre, dans la décision, elle envisage des mesures destinées à préserver une concurrence effective à l'aéroport de Lisbonne. TAP cédera à un transporteur concurrent jusqu'à 18 créneaux journaliers à l'aéroport de Lisbonne. Ces mesures permettront l'entrée ou l'expansion pérenne d'un transporteur concurrent dans cet aéroport, dans l'intérêt des consommateurs. Une procédure de sélection transparente et non discriminatoire sera organisée par la Commission (assistée d'un mandataire chargé de la surveillance) afin de sélectionner ce transporteur concurrent.

Le 27 juillet 2021, la Commission a constaté qu'un train de mesures d'aide adopté par l'Allemagne en faveur de Condor était conforme aux règles de l'UE en matière d'aides d'État<sup>336</sup>. L'autorisation de ce train de mesures d'aide, sur la base de trois décisions distinctes de la Commission, concernait deux mesures visant à indemniser Condor des dommages subis à la suite de la pandémie de COVID-19, d'une valeur totale de 204,1 millions d'EUR, ainsi qu'un montant de 321,2 millions d'EUR de soutien à la restructuration pour permettre à Condor de retrouver le chemin de la viabilité.

Le 27 juillet 2021 également, la Commission a autorisé une aide de 110 millions d'EUR destinée à indemniser Athens International Airport S.A.<sup>337</sup>, l'exploitant de l'aéroport

---

<sup>331</sup> Affaire SA.57369, *Portugal – Aide au sauvetage de TAP SGPS*.

<sup>332</sup> Décision C(2020) 3989 final de la Commission du 10 juin 2020 concernant l'aide d'État SA.57369 (2020/N) – COVID-19: Portugal – Aide en faveur de TAP.

<sup>333</sup> Arrêt du Tribunal du 19 mai 2021, affaire T465/20, *Ryanair DAC/Commission européenne*, EU:T:2021:284.

<sup>334</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices concernant les aides d'État au sauvetage et à la restructuration d'entreprises en difficulté autres que les établissements financiers (JO C 249 du 31.7.2014, p. 1).

<sup>335</sup> Affaire SA.60165, *Portugal – Aide à la restructuration de TAP SGPS*.

<sup>336</sup> Affaire SA.56867, *Allemagne – Indemnisation des dommages causés par la pandémie de COVID-19 à Condor Flugdienst GmbH*; affaire SA.63203, *Allemagne – Aide à la restructuration de Condor*; et affaire SA.63617, *Allemagne – COVID-19: Indemnisation des dommages subis par Condor II*.

<sup>337</sup> Affaire SA.62052, *Grèce – COVID-19: Aide à l'aéroport international d'Athènes*.

international d'Athènes Eleftherios Venizelos, des dommages subis en raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions en matière de déplacements imposées par la Grèce et d'autres pays pour limiter la propagation du virus. Cette aide a pris la forme d'une subvention directe et d'une annulation des redevances de concession. La mesure a été autorisée en vertu de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE.

En septembre 2021, la Commission a adopté deux décisions concernant la compagnie aérienne italienne Alitalia. Après avoir ouvert en 2018 une enquête approfondie sur deux prêts, d'un montant total de 900 millions d'EUR, consentis par l'État, la Commission a conclu que ces prêts n'auraient pas été accordés par un investisseur en économie de marché et constituaient donc des aides d'État au sens des règles de l'UE<sup>338</sup>. En outre, ces prêts n'étaient pas conformes aux règles de l'UE en matière d'aides d'État destinées aux entreprises en difficulté telles qu'Alitalia. En effet, les prêts n'avaient pas été remboursés dans les six mois, l'Italie n'avait jamais présenté de plan de restructuration en vue de rétablir la viabilité de l'entreprise et cette dernière n'avait pas été liquidée. La Commission est donc parvenue à la conclusion que les prêts avaient conféré à Alitalia un avantage économique indu sur ses concurrents sur les liaisons nationales, européennes et mondiales, et qu'Alitalia devait les rembourser<sup>339</sup>. Dans une décision distincte<sup>340</sup>, la Commission a par ailleurs constaté que la nouvelle compagnie aérienne italienne ITA, qui s'apprête à reprendre une partie des actifs d'Alitalia, n'était pas le successeur économique d'Alitalia et, de ce fait, n'était pas tenue de rembourser les aides illégales perçues par Alitalia. Elle a également constaté que les injections de capital à hauteur de 1,35 milliard d'EUR effectuées par l'Italie en faveur de cette nouvelle entreprise étaient conformes aux conditions du marché et, dès lors, ne constituaient pas des aides d'État au regard des règles de l'UE.

En décembre 2021, la Commission a adopté deux autres décisions concernant TAP. Elle a autorisé l'indemnisation des dommages subis par TAP Air Portugal en raison de la pandémie de COVID-19 en conséquence directe des restrictions en matière de déplacements. La première décision concernait un montant de 107,1 millions d'EUR destiné à réparer le préjudice subi par cette entreprise entre le 1er juillet 2020 et le 30 décembre 2020<sup>341</sup>, et la seconde décision concernait un montant de 71,4 millions d'EUR destiné à réparer le préjudice subi par cette entreprise entre le 1er janvier et le 30 juin 2021<sup>342</sup>. La Commission considère la pandémie de COVID-19 comme un événement extraordinaire, étant donné qu'il s'agit d'un événement exceptionnel, imprévisible et ayant une incidence économique importante. Par conséquent, il est justifié que les États membres prennent des mesures exceptionnelles pour compenser les dommages directement liés à la pandémie. Les mesures en faveur de TAP Air Portugal compensent des dommages directement liés à la pandémie de COVID-19 et sont proportionnées, l'indemnisation n'allant pas au-delà du montant nécessaire pour remédier aux dommages.

---

<sup>338</sup> Affaire SA.48171, *Italie – Plaintes concernant une prétendue aide d'État en faveur d'Alitalia*.

<sup>339</sup> Communiqué de presse de la Commission du 10 septembre 2021 – «Aides d'État: la Commission constate que des prêts italiens d'un montant de 900 millions d'euros constituent des aides illégales», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_4664](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_4664).

<sup>340</sup> Affaire SA.58173, *Italie – Newco ITA*. Communiqué de presse de la Commission du 10 septembre 2021 – «Aides d'État: la Commission constate que le nouveau transporteur aérien ITA n'est pas le successeur économique d'Alitalia et que les injections de capital de l'État italien dans ITA sont conformes au marché», disponible à l'adresse suivante: [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip\\_21\\_4665](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_4665).

<sup>341</sup> Affaire SA.63402, *Portugal – COVID-19: Indemnisation en faveur de TAP SA II*.

<sup>342</sup> Affaire SA.100121, *Portugal – COVID-19: Indemnisation des dommages subis par TAP III*.

### 7.2.3. Arrêts rendus par les juridictions de l'Union européenne dans les affaires d'aide dans le secteur de l'aviation

En 2021, le Tribunal a rendu plusieurs arrêts importants dans des affaires d'aides d'État dans le secteur de l'aviation.

Le 17 février 2021, le Tribunal a rendu son arrêt<sup>343</sup> rejetant les recours de Ryanair contre la décision de la Commission autorisant l'aide en faveur des compagnies aériennes suédoises<sup>344</sup>. Le Tribunal a rejeté tous les moyens invoqués par Ryanair. En ce qui concerne l'allégation selon laquelle l'aide était discriminatoire (en ce qu'elle était réservée aux compagnies aériennes suédoises), le Tribunal a relevé que le régime de garanties de prêts remplissait les conditions énoncées à l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Le Tribunal a également jugé que la limitation du bénéfice de l'aide aux seules compagnies aériennes détentrices d'une licence suédoise, en raison des liens stables et réciproques qui les rattachent à l'économie suédoise, était apte à atteindre l'objectif de remédier à la perturbation grave de l'économie suédoise.

Le même jour, le Tribunal a rendu son arrêt<sup>345</sup> rejetant les recours de Ryanair contre la décision de la Commission autorisant l'aide de la France en faveur des compagnies aériennes françaises (moratoire sur le paiement de la taxe d'aviation civile et de la taxe de solidarité normalement imposées par l'État français<sup>346</sup>). Le Tribunal a confirmé que la pandémie de COVID-19 constituait un événement extraordinaire au sens de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, causant des dommages économiques aux compagnies aériennes opérant en France. Le Tribunal a considéré que l'objectif du moratoire sur le paiement des taxes avait clairement pour objectif de remédier aux dommages en cause.

Le 14 avril 2021, le Tribunal a rejeté les recours en annulation introduits par Ryanair contre trois décisions de la Commission autorisant des aides d'État dans le secteur aérien<sup>347</sup>. Les affaires concernaient des mesures d'aide individuelles accordées par la Finlande à Finnair<sup>348</sup>, ainsi que par le Danemark et la Suède à Scandinavian Airlines («SAS»)<sup>349</sup>. Le Tribunal a jugé que les États membres peuvent octroyer des aides individuelles aux entreprises touchées par les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 sur le fondement de l'article 107, paragraphe 2, point b), et de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. En particulier, en ce qui concerne l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE (affaires SAS), le Tribunal a estimé que les États membres ne sont pas tenus de remédier à l'intégralité des dommages causés par la pandémie de COVID-19 et qu'ils ne sont pas tenus d'indemniser l'ensemble des «victimes» de ces dommages. En ce qui concerne l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE (affaire *Finnair I*), le Tribunal a jugé qu'une mesure d'aide autorisée au titre de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE ne doit pas nécessairement être

---

<sup>343</sup> Arrêt du Tribunal du 17 février 2021, affaire T238/20, *Ryanair/Commission*, EU:T:2021:91.

<sup>344</sup> Affaire SA.56812, *Suède – COVID-19: Régime de garanties de prêts en faveur des compagnies aériennes*.

<sup>345</sup> Arrêt du Tribunal du 17 février 2021, affaire T259/20, *Ryanair/Commission*, EU:T:2021:92.

<sup>346</sup> Affaire SA.56765, *France – COVID-19: Moratoire sur le paiement des taxes des compagnies aériennes en faveur des entreprises publiques de transport aérien*.

<sup>347</sup> Affaire SA.56809, *Finlande – COVID-19: Garantie de l'État associée à un prêt en faveur de Finnair*; affaire SA.56795, *Danemark – Indemnisation de Scandinavian Airlines pour le préjudice subi en raison de la pandémie de COVID-19*; et affaire SA.57061, *Suède – Indemnisation de Scandinavian Airlines pour le préjudice subi en raison de la pandémie de COVID-19*.

<sup>348</sup> Arrêt du Tribunal du 14 avril 2021, affaire T388/20, *Ryanair/Commission (Finnair I)*, EU:T:2021:196.

<sup>349</sup> Arrêts du Tribunal du 14 avril 2021, affaire T378/20, *Ryanair/Commission (SAS, Danemark)*, EU:T:2021:194; et affaire T379/20, *Ryanair/Commission (SAS, Suède)*, EU:T:2021:195.

*«susceptible, à elle seule, de remédier à la perturbation grave de l'économie de l'État membre concerné. En effet, une fois que la Commission constate la réalité d'une perturbation grave de l'économie d'un État membre, ce dernier pourrait être autorisé, si les autres conditions prévues par cet article sont par ailleurs satisfaites, à octroyer des aides d'État, sous forme de régimes d'aides ou d'aides individuelles, qui contribuent à remédier à ladite perturbation grave»<sup>350</sup>.*

Le 19 mai 2021, le Tribunal a rendu son arrêt<sup>351</sup> annulant, pour défaut de motivation, la décision de la Commission d'autoriser l'aide financière néerlandaise en faveur de la compagnie aérienne KLM dans le contexte de la pandémie de COVID-19<sup>352</sup>. Cependant, eu égard aux effets particulièrement préjudiciables de la pandémie pour l'économie néerlandaise, le Tribunal a suspendu les effets de l'annulation jusqu'à l'adoption d'une nouvelle décision par la Commission. L'aide notifiée en cause, dont le budget total s'élevait à 3,4 milliards d'EUR, consistait, d'une part, en une garantie d'État pour un prêt à accorder par un consortium de banques et, d'autre part, en un prêt d'État. Par cette intervention, les Pays-Bas entendaient apporter temporairement les liquidités dont KLM avait besoin pour faire face aux répercussions négatives de la pandémie de COVID-19. Dans son arrêt, le Tribunal a apporté des précisions quant à la portée de l'obligation de motivation de la Commission lorsque celle-ci déclare une aide octroyée à une filiale d'une société holding compatible avec le marché intérieur, alors qu'une autre filiale de la même société holding a déjà bénéficié d'une aide similaire.

Le 14 juillet 2021, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission du 6 juillet 2020<sup>353</sup> autorisant au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE une aide d'État en faveur d'Austrian Airlines, qui fait partie du groupe Lufthansa, accordée sous la forme d'un prêt subordonné convertible en subvention de 150 millions d'EUR à titre de réparation des dommages subis par Austrian Airlines en raison de la pandémie<sup>354</sup>.

Le Tribunal a confirmé la position de la Commission selon laquelle:

- en vertu de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, la Commission peut juger approprié d'autoriser la compensation des pertes nettes non seulement pour la période d'immobilisation complète de la flotte du bénéficiaire, mais également pour les jours précédant immédiatement cette période, lorsque des annulations et des reprogrammations de vols ont déjà eu lieu en raison de restrictions;
- Austrian Airlines n'a pas perçu de surcompensation du fait de l'aide déjà accordée aux autres entreprises du groupe Lufthansa au titre de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE. Le Tribunal a confirmé que les aides autorisées en vertu de l'article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE pourraient en principe être combinées avec une aide autorisée sur le fondement de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, pourvu que les conditions de chacune de ces dispositions soient remplies.

---

<sup>350</sup> Arrêt du Tribunal du 14 avril 2021, affaire T388/20, *Ryanair/Commission (Finnair I)*, EU:T:2021:196, point 41.

<sup>351</sup> Arrêt du Tribunal du 19 mai 2021, affaire T643/20, *Ryanair/Commission*, EU:T:2021:286.

<sup>352</sup> Affaire SA.57116, *Pays-Bas – COVID-19: Garantie d'État pour des prêts et prêt subordonné de l'État en faveur de KLM*.

<sup>353</sup> Affaire SA.57539, *Autriche – COVID-19: Aide en faveur d'Austrian Airlines*.

<sup>354</sup> Arrêt du Tribunal du 14 juillet 2021, affaire T677/20, *Ryanair et Laudamotion/Commission*, EU:T:2021:465.



#### *7.2.4. Activités de contrôle dans le secteur du transport maritime par conteneurs*

En 2021, les transporteurs opérant dans le secteur des services de transport maritime de ligne, leurs clients (chargeurs et transitaires), les exploitants de ports et les prestataires de services logistiques ont continué de faire face à des difficultés exceptionnelles, ce qui a entraîné de fortes hausses des prix pour les services de transport par conteneurs et une détérioration de la disponibilité et de la fiabilité des services. Les raisons sont nombreuses (par exemple, forte demande de marchandises, congestion dans les ports, goulets d'étranglement dans les services à terre, etc.), ne sont pas nécessairement similaires dans le monde entier et sont difficilement imputables à un seul facteur déterminant ou à une seule catégorie d'opérateurs.

Tout au long de l'année, la Commission a été en contact régulier avec les parties prenantes, autorités de régulation et autorités de concurrence concernées du monde entier afin de déterminer les possibilités d'intervention susceptibles de faciliter le retour à un fonctionnement normal. En mars 2021, elle a organisé un forum maritime, au cours duquel des représentants du secteur de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement maritime ont discuté des difficultés du secteur et des moyens de les surmonter. Lors du sommet maritime mondial organisé par la Commission, en septembre 2021, les autorités de régulation chinoises et américaines se sont ralliées à l'avis de la Commission selon lequel aucun comportement anticoncurrentiel d'alliances dans le secteur du transport maritime visant à augmenter les tarifs du fret n'avait été détecté à ce stade.

#### *7.2.5. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur du transport maritime*

La compétitivité du secteur du transport maritime est importante pour le bon fonctionnement du marché unique, les répercussions étant positives pour d'autres secteurs dans une économie maritime européenne intégrée dans les marchés mondiaux.

En 2021, la Commission a autorisé un certain nombre de régimes d'aides d'État au titre des orientations concernant le transport maritime<sup>355</sup>. Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, elle a adopté une décision positive concernant un régime français de 30 millions d'EUR destiné à rembourser aux armateurs le coût des cotisations sociales de leurs marins<sup>356</sup>. Les 5 juillet et 10 décembre 2021, elle a autorisé la prolongation et la modification de deux régimes allemands destinés aux marins<sup>357</sup>. Dans ces derniers cas, les autorités allemandes ont étendu le régime à tous les navires admissibles immatriculés dans un registre maritime de l'UE/EEE. En outre, le 25 octobre 2021, la Commission a autorisé une prolongation de dix ans d'un régime danois de déductions fiscales en faveur des marins<sup>358</sup>. Les régimes autorisés par la Commission au titre des orientations concernant le transport maritime encouragent l'immatriculation des navires au sein de l'UE et contribuent à la compétitivité mondiale du secteur sans fausser indûment la concurrence.

En outre, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, la Commission a adopté un certain nombre de décisions, à la fois au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE et en vertu de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, afin d'indemniser les

---

<sup>355</sup> Communication C(2004) 43 de la Commission – Orientations communautaires sur les aides d'État au transport maritime (JO C 13 du 17.1.2004, p. 3).

<sup>356</sup> Affaire SA.59537, *France – Remboursement des cotisations sociales des marins*.

<sup>357</sup> Affaire SA.62571 – *Allemagne – Prolongation de la réduction des impôts sur les salaires dus sur les salaires des marins*; et affaire SA.64783, *Allemagne – Prolongation et modification du régime de réduction des coûts non salariaux de la main-d'œuvre dans le secteur du transport maritime*.

<sup>358</sup> Affaire SA.62065, *Danemark – Prolongation du régime danois de déductions fiscales en faveur des marins*.

dommages subis par les compagnies de transport maritime et de soutenir les entreprises du secteur maritime. Ces décisions concernaient, entre autres, la réparation des dommages et l'octroi de subventions directes en faveur des compagnies de transport maritime de personnes en Suède<sup>359</sup>, l'indemnisation de Brittany Ferries en France<sup>360</sup> et l'octroi de subventions directes aux compagnies de transport maritime en Italie<sup>361</sup>.

#### *7.2.6. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur du transport ferroviaire et intermodal*

Comme dans les autres modes de transport touchés par les nouvelles vagues de la pandémie de COVID-19, une intervention publique dans le secteur du transport ferroviaire était nécessaire pour préserver la connectivité, et, une fois encore, la Commission a rapidement relevé ce défi.

Premièrement, en 2021, la Commission a autorisé, au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE, trois mesures<sup>362</sup> d'indemnisation des entreprises ferroviaires pour les dommages subis en raison de la pandémie de COVID-19. En outre, elle a autorisé sept mesures, soit au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aides d'État<sup>363</sup>, soit en vertu des lignes directrices de 2008 sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires<sup>364</sup>, dont la plupart concernent des réductions des redevances d'accès aux voies et des redevances d'accès aux infrastructures<sup>365</sup>.

Outre le traitement des affaires liées à la COVID-19, la Commission a continué à faire respecter les règles en matière d'aides d'État applicables au secteur du transport ferroviaire et intermodal. Elle a autorisé 12 régimes<sup>366</sup> d'aide à la coordination des transports (englobant les

---

<sup>359</sup> Affaire SA.59863, Suède – Modification du régime SA.57710 – Indemnisation des dommages subis par les transbordeurs de passagers en raison de la pandémie de COVID-19; et affaire SA.62726, Suède – COVID-19: Prolongation des aides au transport maritime (régime SA.59863).

<sup>360</sup> Affaire SA.62193, France – Aide d'État de compensation du dommage subi par Brittany Ferries en raison de la pandémie de COVID-19.

<sup>361</sup> Affaire SA.62525, Italie – COVID-19: Aides aux compagnies maritimes.

<sup>362</sup> Affaire SA.59346, Italie – Indemnisation des dommages subis par les opérateurs commerciaux de services de transport ferroviaire de personnes; affaire SA.62375, Tchéquie – Régime d'indemnisation des dommages pour les opérateurs de services de transport ferroviaire de personnes; et affaire SA.63846, Allemagne – Indemnisation des dommages causés à Deutsche Bahn AG.

<sup>363</sup> Affaire SA.62881, Danemark – COVID-19: Régime d'aides en faveur des prestataires de services publics de transport ferroviaire de personnes.

<sup>364</sup> Communication de la Commission – Lignes directrices communautaires sur les aides d'État aux entreprises ferroviaires

(JO C 184 du 22.7.2008, p. 13).

<sup>365</sup> Affaire SA.60655, Autriche – Modification du régime d'aides existant pour la fourniture de services de fret ferroviaire dans certaines formes de production et soutien temporaire au transport ferroviaire de fret et de passagers; affaire SA.59376, Italie – COVID-19: Réduction des redevances d'accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes; affaire SA.62391, Danemark – Levée des redevances d'accès aux infrastructures pour les services publics de transport ferroviaire de personnes; affaire SA.62762, Italie – Prolongation du régime de réduction des redevances d'accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes dans le contexte de la COVID-19; affaire SA.62763, Allemagne – COVID-19: Modification d'un régime d'aides existant en faveur du transport ferroviaire de marchandises; et affaire SA.63635, Allemagne – COVID-19: Modification d'un régime d'aides existant en faveur du transport ferroviaire de marchandises et soutien temporaire aux prestataires de services de transport ferroviaire de personnes longue distance.

<sup>366</sup> Affaire SA.58817, Italie – Aide d'État destinée à soutenir le transport de marchandises par voie navigable en Italie; affaire SA.58908, Allemagne – Soutien en vue de l'ERTMS et de l'exploitation automatique des trains dans la région de Stuttgart; affaire SA.59183, Italie – Modification du régime «Marebonus» pour favoriser les

aides à l'utilisation des infrastructures, les aides visant à réduire les coûts externes ou les aides aux mesures d'interopérabilité) sur la base des lignes directrices de 2008 sur les aides d'État et de l'article 93 du TFUE. Les régimes autorisés comprennent, par exemple, des aides au transport combiné, des aides en faveur de mesures de réduction du bruit, des aides destinées à soutenir le déploiement du système européen de gestion du trafic ferroviaire («ERTMS»)<sup>367</sup> et des aides au transport par wagon unique. Toutes ces mesures favorisent le transfert modal de la route vers le rail, les voies navigables ou le transport maritime en tant que modes de transport plus sûrs et plus respectueux de l'environnement, ce qui constitue une priorité pour la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe.

#### *7.2.7. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur routier*

En août 2021, la Commission a adopté, au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État, deux décisions concernant des aides d'un montant d'environ 40 millions d'EUR en faveur des exploitants d'autobus<sup>368</sup> et d'autocars dans le secteur du tourisme<sup>369</sup> en Irlande. En outre, les 27 mai et 5 novembre 2021, elle a autorisé des aides d'un montant total de 25 millions d'EUR en faveur des entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes par autobus en Italie<sup>370</sup>.

#### *7.2.8. Application des règles en matière d'aides d'État dans le secteur des services postaux*

En contrôlant les aides d'État dans le secteur des services postaux, la Commission veille à ce que la concurrence entre les prestataires de services historiques et les nouveaux entrants ne soit pas faussée, à ce que les bénéficiaires d'aides d'État ne soient pas protégés de la pression concurrentielle et de l'évolution du marché et à ce que l'efficacité, l'innovation et l'efficience soient toujours encouragées.

Le 23 juillet 2021, la Commission a ouvert une enquête approfondie afin de déterminer si la compensation octroyée par le Danemark à Post Danmark en 2020 en contrepartie de l'exercice de sa mission de service public était conforme aux règles en matière d'aides

---

*autoroutes de la mer; affaire SA.59448, Hongrie – Régime de chargement par wagon unique; affaire SA.60132, Autriche – Prolongation du programme de soutien aux investissements dans le transport combiné de marchandises; affaire SA.60177, Belgique – Régime d'aides visant à améliorer la qualité des connexions intermodales à destination et en provenance des ports maritimes flamands; affaire SA.60383, Suède – Prolongation et modification du régime de compensation environnementale pour le transport ferroviaire de marchandises; affaire SA.60451, Belgique – Mesure de soutien au transport intermodal par la voie d'eau dans la Région de Bruxelles-Capitale pour la période 2021-2025; affaire SA.60499, Belgique – Aide au post-équipement des wagons pour réduire les nuisances sonores du transport ferroviaire de marchandises; affaire SA.62018, Tchéquie – Soutien aux opérateurs de fret ferroviaire exploitant des véhicules de traction électrique; affaire SA.62208, Slovaquie – Subventions destinées à promouvoir le transport ferroviaire de marchandises en Slovaquie; et affaire SA.62800, Suède – Prolongation du régime suédois de compensation environnementale pour le transport ferroviaire de marchandises (régime SA.60383).*

<sup>367</sup> Le système européen de gestion du trafic ferroviaire (ERTMS) est un système européen unique de signalisation et de contrôle de la vitesse qui assure l'interopérabilité des systèmes ferroviaires nationaux, réduit les coûts d'achat et de maintenance des systèmes de signalisation et permet d'augmenter la vitesse des trains, la capacité des infrastructures et le niveau de sécurité du transport ferroviaire.

<sup>368</sup> Affaire SA.63009, Irlande – COVID-19: Aide aux exploitants d'autobus commerciaux détenteurs d'une licence.

<sup>369</sup> Affaire SA.64443, Irlande – COVID-19: Régime irlandais pour le tourisme en autocar (modification du régime SA.58955).

<sup>370</sup> Affaire SA.62718, Italie – Soutien au transport routier de personnes; et affaire SA.64342, Italie – COVID-19: Aides aux entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes par autobus.

d'État<sup>371</sup>. Les préoccupations qui ont conduit à l'ouverture de la procédure formelle d'examen concernent les méthodes de répartition des coûts entre les services postaux universels et les services postaux non universels et l'incidence potentielle sur le calcul du coût net.

Le 27 juillet 2021, la Commission a conclu que la prolongation d'un an, jusqu'au 31 décembre 2021, de la fourniture de plusieurs services d'intérêt économique général («SIEG») en faveur de bpost en Belgique était compatible avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE, toutes les conditions de l'encadrement applicable aux SIEG étant remplies<sup>372</sup>. Les SIEG concernés comprennent le maintien d'un réseau de détail, le paiement à domicile des pensions et allocations, la distribution de matériel électoral et le rôle social des facteurs.

Le 2 septembre 2021, la Commission a conclu qu'une prolongation de deux ans, jusqu'au 31 décembre 2022, pour un montant de 350 millions d'EUR, du contrat de concession entre la Belgique et bpost pour la distribution de journaux et de périodiques était compatible avec le marché intérieur en vertu de l'article 106, paragraphe 2, du TFUE, toutes les conditions de l'encadrement applicable aux SIEG étant remplies<sup>373</sup>.

Le 10 septembre 2021, la Commission a conclu, à la suite d'une enquête approfondie ouverte le 14 juin 2019, qu'une injection de capital de PostNord Group AB en faveur de Post Danmark ne constituait pas une aide d'État<sup>374</sup>. Dans la même décision, la Commission a conclu que deux injections de capital, du Danemark et de la Suède respectivement, en faveur de PostNord AB constituaient une aide d'État en ce qu'elles conféraient un avantage à PostNord AB. Ces deux injections de capital, d'un montant total de 667 millions de SEK, seront récupérées.

## **8. FISCALITÉ ET AIDES D'ÉTAT**

### **8.1. Aperçu des principaux problèmes en matière de fraude et d'évasion fiscales et d'aides fiscales**

La Commission met en œuvre les règles en matière d'aides d'État dans le domaine fiscal, notamment en ce qui concerne les pratiques de planification fiscale agressive qui faussent ou menacent de fausser la concurrence, ainsi que les décisions de politique fiscale qui conduisent à un traitement discriminatoire des entreprises.

Les stratégies de planification fiscale agressive peuvent revêtir de nombreuses formes, notamment le transfert des bénéfices vers des juridictions où la charge fiscale est faible ou nulle et dans lesquelles l'activité économique est minimale ou inexistante, ce qui permet de ne payer que peu, voire pas, d'impôt sur les sociétés. Une planification fiscale agressive peut être mise en œuvre en recourant à un régime fiscal préférentiel, ou au moyen de mesures individuelles, par exemple en demandant des décisions fiscales anticipatives à titre individuel. La planification fiscale agressive a de nombreux effets négatifs sur le marché de l'UE, étant donné que les allègements fiscaux indus faussent la concurrence au sein du marché unique et

---

<sup>371</sup> Affaire SA.57991, *Danemark – Compensation accordée à Post Danmark pour son obligation de service universel en 2020*; et affaire SA.55918, *Danemark – Prétendue aide d'État en faveur de Post Danmark pour son obligation de service universel en 2020*.

<sup>372</sup> Affaire SA.62486, *Belgique – Prolongation du sixième contrat de gestion entre l'État belge et bpost*.

<sup>373</sup> Affaire SA.56448, *Belgique – Prolongation des concessions de bpost en 2021 et 2022*.

<sup>374</sup> Affaire SA.49668, *Danemark – Injections de capital en faveur de PostNord et de Post Danmark*; et affaire SA.53403, *Suède – Injections de capital en faveur de PostNord et de Post Danmark*.

que la planification fiscale agressive compromet également l'équité sociale, le manque à gagner résultant de la non-imposition des bénéfices des entreprises multinationales devant être compensé ailleurs, généralement en déplaçant la charge fiscale globale vers des assiettes fiscales moins mobiles, telles que les revenus du travail et les revenus des petites entreprises. La planification fiscale agressive peut également avoir une incidence sur le marché unique en faussant les décisions d'investissement, qui sont guidées par des stratégies d'optimisation fiscale plutôt que par d'autres considérations.

## **8.2. Contribution de la politique de concurrence de l'Union européenne à la résolution des problèmes**

En 2021, la Commission a continué de mettre en œuvre les règles en matière d'aides d'État dans le domaine fiscal. Bien qu'en l'absence d'harmonisation, la fiscalité directe relève de la compétence des États membres, les mesures fiscales nationales doivent respecter les règles du marché intérieur et être conformes aux règles de concurrence de l'UE. Dans sa jurisprudence, la Cour a constamment établi, et récemment confirmé une nouvelle fois<sup>375</sup>, que l'article 107 du TFUE permet à la Commission de déterminer si une mesure fiscale confère à des entreprises un avantage économique qui place les bénéficiaires dans une position plus favorable que les autres contribuables.

### *8.2.1. Enquêtes en matière d'aides d'État relatives à la planification fiscale agressive*

En 2021, la Commission a poursuivi son enquête sur la pratique des États membres en matière de décisions fiscales anticipatives (tax rulings) et sur les modifications de la législation fiscale. En 2014, elle avait commencé à recueillir des informations sur les pratiques des États membres en matière de décisions fiscales pour les années 2010 à 2013. Elle visait ainsi à faire la lumière sur les allégations selon lesquelles les décisions fiscales anticipatives constituent des aides d'État et à se forger un avis éclairé sur les pratiques de tous les États membres. En tout, la Commission a examiné plus de mille décisions anticipatives.

Toutefois, depuis 2013, les États membres ont évolué au niveau tant de la législation fiscale que de la pratique en matière de décisions fiscales anticipatives. Afin d'apprécier cette évolution, la Commission a demandé à tous les États membres, à la fin de 2019, de dresser un état des lieux de leurs pratiques législatives et administratives, ainsi qu'une liste des décisions fiscales anticipatives pour les années 2014 à 2018. Cet examen s'est poursuivi en 2021.

### *8.2.2. Affaires de planification fiscale agressive en cours*

La Commission a poursuivi l'examen des affaires en cours concernant des allégations d'aides d'État octroyées par les Pays-Bas à Inter IKEA, à Starbucks et à Nike; et des allégations d'aides d'État octroyées par le Luxembourg à Huhtamäki.

En 2021, la Commission a défendu un certain nombre de ses décisions devant les juridictions de l'Union. Le Tribunal a rendu des arrêts dans les affaires Amazon<sup>376</sup> et Engie<sup>377</sup>, tandis que

---

<sup>375</sup> Arrêt de la Cour du 6 octobre 2021, affaire C52/19 P, *Banco Santander SA/Commission européenne*, EU:C:2021:794.

<sup>376</sup> Arrêt du Tribunal du 12 mai 2021, affaires jointes T816/17 et T318/18, *Luxembourg/Commission (Amazon)*, EU:T:2021:252.

<sup>377</sup> Arrêt du Tribunal du 12 mai 2021, affaires jointes T516/18 et T525/18, *Luxembourg/Commission (Engie)*, EU:T:2021:251.



la Cour a statué dans l'affaire portant sur l'exonération des bénéfices excédentaires en Belgique<sup>378</sup>.

#### **Luxembourg – Arrêt du Tribunal dans l'affaire *Amazon***

Le 12 mai 2021, le Tribunal a annulé la décision de la Commission du 4 octobre 2017 dans l'affaire SA.38944 relative à l'aide d'État accordée par le Luxembourg à Amazon, au motif que la Commission n'avait pas démontré à suffisance de droit l'existence d'un avantage en faveur d'Amazon. Toutefois, il a confirmé la décision de la Commission sur l'applicabilité de principes juridiques importants.

Dans sa décision, la Commission avait conclu que le Luxembourg avait accordé une aide illégale et incompatible à Amazon EU S.a.r.l. (LuxOpCo) sous la forme d'une réduction indue de sa dette fiscale de 2006 à 2014.

Dans cette affaire, LuxOpCo avait payé une redevance pour une licence de propriété intellectuelle intragroupe à une autre entreprise du groupe, LuxSCS, qui était exonérée d'impôt au Luxembourg. Selon la Commission, c'est à tort que le Luxembourg avait attribué l'essentiel du bénéfice à la société-écran fiscalement transparente LuxSCS, plutôt qu'à LuxOpCo: la décision de la Commission était fondée sur un raisonnement principal et trois raisonnements subsidiaires.

Le Tribunal a jugé qu'aucune des constatations de la Commission ne démontrait à suffisance de droit l'existence d'un avantage au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE. En ce qui concerne le constat principal de l'existence d'un avantage, le Tribunal a indiqué que la Commission s'était fondée sur des orientations erronées de l'OCDE pour évaluer les transactions intragroupe, et que, ce faisant, elle n'avait pas apprécié la pertinence de la propriété juridique d'une propriété intellectuelle (qui revenait à LuxSCS) aux fins de son analyse. En ce qui concerne les constats subsidiaires de l'existence d'un avantage, le Tribunal a considéré que la Commission n'avait pas démontré que les erreurs méthodologiques en matière de prix de transfert qu'elle avait relevées conduisaient à l'existence d'un avantage.

La Commission a décidé de faire appel de cet arrêt devant la Cour<sup>379</sup>. L'arrêt du Tribunal soulève d'importantes questions juridiques qui présentent un intérêt pour la Commission dans son application des règles en matière d'aides d'État aux cas de planification fiscale. La Commission porte cette affaire devant la Cour afin de clarifier ces questions juridiques.

Dans le même temps, si la décision de la Commission concernant Amazon a été annulée, cela ne remet pas en cause les conclusions précédentes de la Cour selon lesquelles la souveraineté fiscale doit être exercée à la lumière des principes du traité et de la législation de l'UE en matière d'aides d'État. L'arrêt du Tribunal confirme également ses arrêts antérieurs concernant le régime d'exonération des bénéfices excédentaires en Belgique, Fiat, Starbucks et Apple, ainsi que l'approche adoptée par la Commission pour déterminer si les transactions entre sociétés du groupe donnaient lieu à un avantage en vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, sur la base du principe dit de «pleine concurrence».

#### **Luxembourg – Arrêt du Tribunal dans l'affaire *Engie***

Le 12 mai 2021, le Tribunal a confirmé la décision de la Commission du 20 juin 2018 dans l'affaire SA.44888 relative à l'aide d'État accordée par le Luxembourg à Engie.

Dans sa décision, la Commission avait conclu qu'une série de décisions fiscales anticipatives adoptées par le Luxembourg en faveur d'Engie, couvrant deux structures de financement triangulaires identiques, conféraient un avantage sélectif à Engie en permettant la réalisation de certains bénéfices et leur distribution aux sociétés mères sans qu'ils soient soumis à l'impôt au Luxembourg. En

<sup>378</sup> Arrêt de la Cour du 16 septembre 2021, affaire C337/19 P, *Commission/Belgique et Magnetrol International (Exonération des bénéfices excédentaires en Belgique)*, EU:C:2021:741.

<sup>379</sup> Affaire C457/21 P, *Commission/Amazon.com e.a.*



particulier, les bénéfices des filiales étaient comptabilisés en tant qu'intérêts payés et déduits de l'assiette fiscale, tout en étant en fin de compte exonérés d'impôt lors de leur distribution aux sociétés holdings, en vertu de l'exonération des revenus de participations. Selon la Commission, le Luxembourg avait accordé un avantage sélectif à Engie sur la base de trois raisonnements: i) en appliquant l'exonération des revenus de participations à des bénéfices qui n'avaient pas été imposés au niveau des filiales, ii) en autorisant la réduction de l'assiette fiscale combinée du groupe Engie au Luxembourg et iii) en n'appliquant pas la disposition relative à l'abus de droit à ces structures.

Le Tribunal a confirmé l'une des deux appréciations de la sélectivité dans le cadre du premier raisonnement ainsi que du troisième raisonnement, tout en s'abstenant d'examiner la seconde pour des raisons d'économie de procédure. En ce qui concerne l'une des appréciations de la sélectivité dans le cadre du premier raisonnement, le Tribunal a admis que l'exonération des revenus de participations n'aurait pas dû être appliquée à des bénéfices qui n'avaient pas été imposés au niveau des filiales, étant donné que cela a conduit dans les faits à une double non-imposition et que ce résultat ne saurait être conforme à la cohérence interne du système fiscal national.

En ce qui concerne le troisième raisonnement, le Tribunal a admis que, dans la mesure où les critères de la disposition luxembourgeoise relative à l'abus de droit étaient remplis, la non-application de cette règle par le Luxembourg entraînait un avantage sélectif. Le Luxembourg et Engie ont formé un pourvoi contre cet arrêt devant la Cour.

#### **Belgique – Arrêt de la Cour concernant le régime d'exonération des bénéfices excédentaires en Belgique**

Le 16 septembre 2021, la Cour a annulé l'arrêt du Tribunal qui avait annulé la décision de la Commission du 11 janvier 2016 relative au régime d'aides d'État en matière d'exonération des bénéfices excédentaires. Par ce régime, la Belgique exonérait 39 entreprises multinationales de l'impôt sur leurs bénéfices «excédentaires».

L'affaire portée devant la Cour concernait les conclusions du Tribunal selon lesquelles la Commission n'avait pas démontré l'existence d'un régime.

La Cour a annulé l'arrêt du Tribunal. La Cour a rappelé que les régimes peuvent être fondés sur des actes juridiques, ainsi que sur la pratique administrative constante des États membres lorsqu'une telle pratique constitue une «approche systématique», en particulier s'il s'agit de l'application systématique erronée d'une disposition. Elle a considéré que le Tribunal n'avait pas été cohérent en concluant qu'un régime pouvait être fondé sur une pratique administrative, tout en se contentant d'examiner les actes juridiques sous-jacents pour déterminer les caractéristiques de ce régime.

La Cour a renvoyé l'affaire devant le Tribunal pour qu'il statue sur les autres moyens du recours.

#### *8.2.3. Arrêts récents de la Cour concernant la sélectivité en matière fiscale*

En 2021, la Cour a fourni de nouvelles indications importantes pour l'appréciation de la sélectivité des mesures fiscales (examen en trois étapes), avec de nouvelles orientations concernant la première étape, à savoir la détermination du cadre de référence, qui revêt une importance particulière dans le cas des mesures fiscales, l'existence d'un avantage économique au sens de l'article 107, paragraphe 1, du TFUE ne pouvant être établie que par rapport à une imposition «normale».

#### **Hongrie et Pologne – Arrêts de la Cour concernant les impôts hongrois et polonais sur le commerce de détail**

Le 16 mars 2021, dans les affaires C-562/19 P, *Commission/Pologne*, et C-596/19 P, *Commission/Hongrie*, la Cour a confirmé les arrêts du Tribunal de mai et juin 2019 qui avaient annulé les décisions de la Commission de 2016 et de 2017 dans les affaires SA.44351 (impôt polonais sur le commerce de détail à taux progressifs) et SA.39235 (taxe hongroise sur la publicité à taux d'imposition progressifs), au motif que, dans l'appréciation de la sélectivité, la Commission avait

identifié de manière erronée le système fiscal de référence. Dans ces décisions, la Commission avait considéré que le système de référence approprié était l'imposition d'une taxe (forfaitaire) unique sur le chiffre d'affaires généré par la publicité (dans le cas hongrois) ou la vente au détail (dans le cas polonais), sans que la structure fiscale progressive fasse partie de ce système. Sur cette base, la Commission a déclaré que la Hongrie et la Pologne avaient accordé des aides d'État illégales et incompatibles aux petits détaillants soumis aux taux les plus bas (y compris nuls).

La Cour a jugé que, en dehors des domaines dans lesquels le droit fiscal de l'Union fait l'objet d'une harmonisation, la détermination des caractéristiques constitutives de chaque impôt relève du pouvoir d'appréciation des États membres, dans le respect de leur autonomie fiscale. Il en va ainsi, notamment, du choix du taux de l'impôt, qui peut être proportionnel ou progressif, mais aussi de la détermination de son assiette et de son fait générateur. Ces caractéristiques constitutives définissent donc, en principe, le système de référence ou le régime fiscal «normal», à partir duquel il convient d'analyser la sélectivité. De plus, la Cour a relevé que le droit de l'Union ne fait pas obstacle à ce qu'une imposition progressive soit assise sur le chiffre d'affaires, ce dernier constituant, en général, un indicateur pertinent de la capacité contributive des assujettis. Ainsi, les caractéristiques constitutives de l'impôt, dont font partie les taux d'imposition progressifs, forment, en principe, le système de référence ou le régime fiscal «normal».

En outre, la Cour a considéré que la conclusion ci-dessus n'était pas contraire à la jurisprudence Gibraltar [*Commission et Espagne/Government of Gibraltar et Royaume-Uni* (C-106/09 P et C-107/09 P)], la Commission n'ayant pas établi que la progressivité des taux avait été conçue de manière manifestement discriminatoire, dans le but de contourner les exigences découlant du droit de l'Union en matière d'aides d'État.

### **Espagne – Arrêt de la Cour concernant le régime espagnol d'amortissement de la survalueur financière (*goodwill*)**

Le 6 octobre 2021, la Cour a rejeté les pourvois formés contre les arrêts du Tribunal, confirmant les décisions de la Commission du 28 octobre 2009 et du 12 janvier 2011 (respectivement dans les affaires *Goodwill I* et *Goodwill II*). Dans ces décisions, la Commission avait déclaré que l'Espagne avait mis en œuvre un régime fiscal illégal et incompatible, consistant en l'amortissement de la survalueur financière en cas de prises de participations dans des entreprises étrangères par des entreprises résidentes. En vertu d'une mesure fiscale introduite en 2001 dans l'impôt sur les sociétés espagnol, la survalueur financière résultant de l'acquisition, par une entreprise résidente, d'une participation d'au moins 5 % dans une entreprise étrangère pouvait être déduite, sous la forme d'un amortissement. Toutefois, l'amortissement n'était pas autorisé pour les acquisitions similaires de participations dans des entreprises nationales. Les décisions *Goodwill I* et *Goodwill II* traitaient respectivement d'acquisitions au sein de l'UE et d'acquisitions dans des pays tiers.

En particulier, la Cour a établi les critères suivants:

- la détermination du système de référence doit découler d'un examen objectif du contenu, de l'articulation et des effets concrets des normes applicables en vertu du droit national;
- lorsque la mesure fiscale en question est inséparable du système général d'imposition de l'État membre concerné, c'est à ce système qu'il convient de se référer. En revanche, lorsqu'il apparaît que la mesure en cause est clairement détachable dudit système général, il ne peut être exclu que le cadre de référence devant être pris en compte soit plus restreint que ce système général, voire qu'il s'identifie à cette mesure même, lorsque celle-ci se présente comme une règle dotée d'une logique juridique autonome;
- il n'y a pas lieu, lors de cette première étape de l'examen de la sélectivité, de tenir compte des objectifs poursuivis par le législateur lors de l'adoption de la mesure soumise à examen;
- la technique réglementaire utilisée ne saurait être déterminante aux fins de la détermination du cadre de référence.

Cet arrêt doit être lu en combinaison avec l'arrêt de la Cour de 2016 concernant la même mesure fiscale (voir arrêt dans les affaires jointes C-20/15 P, *World Duty Free Group*, et C-21/15 P, *Banco Santander*), dans lequel la Cour avait conclu qu'une mesure qui est en principe ouverte à toute

entreprise peut néanmoins être sélective si elle opère une discrimination entre deux ensembles d'entreprises se trouvant dans une situation factuelle et juridique comparable (en l'espèce, les entreprises qui réalisent des acquisitions dans des pays étrangers et celles qui réalisent des acquisitions en Espagne). La Cour avait également jugé qu'il n'était pas nécessaire que la Commission distingue une catégorie d'entreprises exclusivement favorisées par la mesure fiscale pour apprécier son caractère sélectif.

## ANNEXE I.

### Décisions relatives aux aides d'État adoptées au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État en 2021<sup>380</sup>, par pays

|   | État membre | Numéro de l'affaire | Intitulé   | Date de la décision |
|---|-------------|---------------------|--|---------------------|
| 1 | Autriche    | SA.60599            | COVID-19: troisième modification du régime SA.56981 (2020/N) – Régime autrichien de garanties des crédits-relais au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19                                     | 12.1.2021           |
| 2 | Autriche    | SA.60290            | COVID-19: modification du régime SA.57148 (2020/N) – Mesures de soutien des Länder de Carinthie, de Haute-Autriche, de Styrie, du Tyrol et de Vienne au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 | 12.1.2021           |
| 3 | Autriche    | SA.60117            | COVID-19: régime d'aides en faveur des organisateurs d'événements I  | 19.1.2021           |
| 4 | Autriche    | SA.61210            | COVID-19: quatrième modification du régime d'aides existant SA.56981 au titre de l'encadrement temporaire  | 29.1.2021           |
| 5 | Autriche    | SA.61614            | - COVID-19: régime autrichien de soutien à la liquidité (régime SA.56840)<br><br>- COVID-19: indemnisation des coûts fixes conformément à la section 3.12 de l'encadrement temporaire (régime SA.58661)  | 9.2.2021            |
| 6 | Autriche    | SA.62010            | Régime SA.60321 (2020/N) – COVID-19: régime d'indemnisation – Directive relative à la prise en charge des coûts fixes des activités économiques des organisations à but non lucratif [régime SA.57928 (2020/N)]  | 24.2.2021           |
| 7 | Autriche    | SA.62419            | SA.62419 (2021/N) – Autriche – COVID-19: modification du régime d'aides en faveur des organisateurs d'événements I   | 26.3.2021           |
| 8 | Autriche    | SA.62288            | COVID-19: modification du régime du fonds KWF du Land de Carinthie   | 30.3.2021           |

<sup>380</sup> Un certain nombre de ces décisions ont été modifiées par la suite.

|    |          |          |  |           |
|----|----------|----------|--|-----------|
| 9  | Autriche | SA.62569 | COVID-19: prime de chômage partiel   | 2.6.2021  |
| 10 | Autriche | SA.63291 | Lignes directrices du Fonds économique et du tourisme de Basse-Autriche – Programme de financement dans le cadre de la COVID-19  | 17.6.2021 |
| 11 | Autriche | SA.63692 | Prolongation des régimes du Land du Tyrol pour faire face à la COVID-19  | 13.7.2021 |
| 12 | Autriche | SA.63708 | COVID-19: cinquième modification du régime d'aides existant SA.56981   | 15.7.2021 |
| 13 | Autriche | SA.64490 | COVID-19: subventions directes en faveur des stations thermales et piscines intérieures publiques avec sauna et/ou espace de bien-être dans la région de Salzbourg   | 3.9.2021  |
| 14 | Belgique | SA.60198 | COVID-19: aides à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 (Université de Liège)  | 12.1.2021 |
| 15 | Belgique | SA.60414 | COVID-19: régime d'aides à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 (Région wallonne)   | 12.1.2021 |
| 16 | Belgique | SA.60524 | COVID-19: mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures persistantes de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2020          | 29.1.2021 |
| 17 | Belgique | SA.61748 | Décision du gouvernement flamand concernant un mécanisme de globalisation COVID-19 pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures de lutte contre le coronavirus | 22.2.2021 |
| 18 | Belgique | SA.61807 | COVID-19: aides en faveur des entreprises du secteur du tourisme dans le contexte du coronavirus   | 22.2.2021 |
| 19 | Belgique | SA.62017 | COVID-19: soutien du gouvernement flamand dans le cadre de l'appel à projets «Flanders is a festival 2021» pour l'organisation de festivals au cours de l'été 2021 dans le contexte du coronavirus               | 11.3.2021 |
| 20 | Belgique | SA.62156 | Modification du régime SA.60524 – Mécanisme de protection flamand COVID-19   | 21.3.2021 |
| 21 | Belgique | SA.62042 | COVID-19: modification de mesures autorisées   | 26.3.2021 |
| 22 | Belgique | SA.62393 | COVID-19: aides aux éleveurs de porcs avec truies reproductrices   | 29.3.2021 |
| 23 | Belgique | SA.62032 | Belgique – COVID-19: régime de prêts bonifiés – Société Régionale d'Investissement de Wallonie   | 30.3.2021 |

|    |          |          |   |           |
|----|----------|----------|---|-----------|
| 24 | Belgique | SA.62407 | COVID-19: régime de soutien aux hôtels et établissements d'hébergement similaires en Wallonie   | 8.4.2021  |
| 25 | Belgique | SA.62336 | COVID-19: soutien aux attractions touristiques en Wallonie  | 9.4.2021  |
| 26 | Belgique | SA.60682 | COVID-19: prolongation du régime d'aide de la SOWAER en faveur des sociétés de gestion des aéroports wallons. L'aide porte sur un report des redevances pour l'année 2021.  | 12.4.2021 |
| 27 | Belgique | SA.62430 | COVID-19: décision du gouvernement flamand relative à l'octroi d'un prêt de redémarrage aux entreprises ayant des problèmes de liquidité  | 23.4.2021 |
| 28 | Belgique | SA.62466 | COVID-19: aide aux clubs sportifs professionnels (Belgique)   | 29.4.2021 |
| 29 | Belgique | SA.62826 | Deuxième modification du régime SA.60524 (2020/N) – COVID-19: mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures persistantes de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2020 | 4.5.2021  |
| 30 | Belgique | SA.62882 | COVID-19: aides au secteur du transport de personnes en Wallonie  | 12.5.2021 |
| 31 | Belgique | SA.62884 | Indemnité à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB et touchés indirectement par les décisions de fermeture (Région wallonne)  | 12.5.2021 |
| 32 | Belgique | SA.62883 | COVID-19: régime wallon d'indemnité spécifique en faveur de certains secteurs touchés indirectement par des décisions de fermeture dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19  | 17.5.2021 |
| 33 | Belgique | SA.62562 | COVID-19: Belgique – Réduction des cotisations de sécurité sociale pour le secteur des voyages  | 4.6.2021  |
| 34 | Belgique | SA.62650 | COVID-19: Belgique – Réduction groupe-cible secteur événementiel  | 4.6.2021  |
| 35 | Belgique | SA.62651 | COVID-19: Belgique – Réduction groupe-cible secteur hôtelier  | 4.6.2021  |
| 36 | Belgique | SA.63215 | COVID-19: soutien au secteur de l'hébergement touristique à Bruxelles   | 18.6.2021 |
| 37 | Belgique | SA.63286 | COVID-19: prolongation du régime belge de garantie des crédits en réponse à la crise de la COVID-19 destiné aux PME (modification des régimes SA.57869 et SA.60114)   | 18.6.2021 |



|    |          |          |  |           |
|----|----------|----------|--|-----------|
| 38 | Belgique | SA.63252 | COVID-19: travailler à domicile d'une manière saine et vitale, appel à projets   | 30.6.2021 |
| 39 | Belgique | SA.63242 | COVID-19: régime flamand de prêts subordonnés pour les jeunes entreprises, les entreprises en expansion et les PME   | 5.7.2021  |
| 40 | Belgique | SA.63243 | COVID-19: deuxième régime flamand de prêts subordonnés pour les jeunes entreprises, les entreprises en expansion et les PME  | 5.7.2021  |
| 41 | Belgique | SA.63932 | COVID-19: indemnisation des frais de modification de réservations de billets pour assister à des événements (Région flamande)  | 16.7.2021 |
| 42 | Belgique | SA.64030 | Mécanisme de résilience pour les secteurs les plus durablement touchés depuis le début de la crise du coronavirus COVID-19   | 22.7.2021 |
| 43 | Belgique | SA.63950 | COVID-19: prolongation des réductions «groupe-cible» pour les employeurs actifs dans les secteurs du voyage et de l'hôtellerie (régimes SA.62562 et SA.62651)  | 28.7.2021 |
| 44 | Belgique | SA.64031 | Mise en place d'un mécanisme B2B «cascade Reca». Indemnité spécifique à destination des indépendants et entreprises actifs en BtoB dans le secteur RECA.   | 30.7.2021 |
| 45 | Belgique | SA.64488 | COVID-19: mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures persistantes de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2020 (modification des régimes SA.60524, SA.62156 et SA.62826)  | 1.9.2021  |
| 46 | Belgique | SA.64072 | FRR – Soutien aux investissements stratégiques et à l'innovation en faveur des entreprises de l'économie sociale dans le contexte de la pandémie de COVID-19   | 21.9.2021 |
| 47 | Belgique | SA.64739 | Modification du régime SA.64488 (2021/N) – COVID-19: mécanisme de protection flamand pour les entreprises qui subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en raison des mesures persistantes de lutte contre le coronavirus du 28 octobre 2020 (modification des régimes SA.60524, SA.62156 et SA.62826) | 24.9.2021 |
| 48 | Belgique | SA.64071 | COVID-19: FRR – Soutien à la formation prospective des entreprises de l'économie sociale dans le contexte de la pandémie de COVID-19   | 6.10.2021 |

|    |          |           |  |            |
|----|----------|-----------|--|------------|
| 49 | Belgique | SA.64775  | Projet Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à une aide de relance aux entreprises encore fortement impactées des secteurs des discothèques, des restaurants et cafés et de certains de leurs fournisseurs, de l'événementiel, de la culture, du tourisme, et du sport et du transport des voyageurs | 14.10.2021 |
| 50 | Belgique | SA.63490  | COVID-19: Belgique – Report et exemption de la cotisation annuelle pour le pécule de vacances pour les employeurs du secteur Horeca  | 18.10.2021 |
| 51 | Belgique | SA.100118 | COVID-19: hébergement touristique à Bruxelles II   | 19.10.2021 |
| 52 | Belgique | SA.100480 | COVID-19: aides en faveur des organisateurs de voyages   | 15.11.2021 |
| 53 | Belgique | SA.100716 | COVID-19: soutien financier à l'organisation d'événements dans le contexte de la crise sanitaire de la COVID-19 dans la Région de Bruxelles-Capitale   | 6.12.2021  |
| 54 | Belgique | SA.63455  | COVID-19: mesure couvrant les coûts fixes des aéroports wallons  | 15.12.2021 |
| 55 | Belgique | SA.63245  | COVID-19: augmentation de capital en faveur de l'aéroport de Charleroi - Bruxelles-Sud   | 22.12.2021 |
| 56 | Bulgarie | SA.60454  | COVID-19: subventions en faveur des PME touchées par des mesures antiépidémies temporaires au titre du programme opérationnel «Innovation et compétitivité» 2014-2020  | 19.1.2021  |
| 57 | Bulgarie | SA.61101  | Modification des régimes SA.57795 (2020/N) et 57938 (2020/N) Bulgarie, BG16RFOP002-2.077 «Aider les moyennes entreprises à surmonter les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19»  | 20.1.2021  |
| 58 | Bulgarie | SA.61348  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.57759 (2020/N) – Aides à l'emploi de courte durée en réponse à la pandémie de COVID-19, tel que déjà modifié par le régime SA.60082 (2020/N)  | 30.3.2021  |
| 59 | Bulgarie | SA.62520  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.60454 (2020/N) – Subventions en faveur des PME touchées par des mesures antiépidémies temporaires au titre du programme opérationnel «Innovation et compétitivité» 2014-2020  | 23.4.2021  |
| 60 | Bulgarie | SA.62887  | COVID-19: régime d'aides en faveur des voyageurs   | 25.5.2021  |
| 61 | Bulgarie | SA.63638  | COVID-19: aide à la liquidité en faveur des agriculteurs produisant des graines oléagineuses   | 8.7.2021   |

|    |          |           |   |            |
|----|----------|-----------|---|------------|
| 62 | Bulgarie | SA.63497  | Deuxième notification par catégorie des mesures approuvées par la Bulgarie au titre de l'encadrement temporaire – Modification des mesures SA.57052, SA.59704, SA.57283, SA.57795, SA.60454, SA.56905, SA.58050, SA.58095 et SA.56933 | 9.7.2021   |
| 63 | Bulgarie | SA.64528  | COVID-19: modification du régime de soutien aux petites entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 BGN pour surmonter les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19                                     | 1.9.2021   |
| 64 | Bulgarie | SA.64711  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.56933 (2020/N) – Programme de garantie pour les prêts intermédiés aux PME  | 1.10.2021  |
| 65 | Bulgarie | SA.100255 | COVID-19: AIDE À LA LIQUIDITÉ DES AGRICULTEURS  | 27.10.2021 |
| 66 | Bulgarie | SA.100427 | COVID-19: aides au secteur du tourisme  | 8.11.2021  |
| 67 | Bulgarie | SA.100320 | COVID-19: Bulgarie – Indemnisation des salariés et des travailleurs indépendants exerçant des activités soumises à des restrictions temporaires   | 9.11.2021  |
| 68 | Bulgarie | SA.100331 | Soutien aux micro, petites, moyennes et grandes entreprises assurant le transport de personnes par autocar ou par autobus afin de surmonter les effets économiques de la pandémie de COVID-19   | 16.11.2021 |
| 69 | Croatie  | SA.60265  | COVID-19: aides aux secteurs du tourisme et du sport  | 11.1.2021  |
| 70 | Croatie  | SA.62105  | PROGRAMME D'AIDES D'ÉTAT EN FAVEUR DES PRODUCTEURS DE PORCS D'ENGRAISSEMENT EN RAISON DES DIFFICULTÉS COMMERCIALES CAUSÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19  | 5.3.2021   |
| 71 | Croatie  | SA.62383  | Aides d'État en faveur de la pêche à l'appui de l'économie – COVID-19   | 25.3.2021  |
| 72 | Croatie  | SA.62616  | COVID-19: modification des régimes SA.56877, SA.56957, SA.57175, SA.57595 et SA.60265   | 12.5.2021  |
| 73 | Croatie  | SA.64375  | COVID-19: régime d'aides d'État visant à soutenir les secteurs maritime, des transports, des infrastructures de transport, du tourisme et les secteurs connexes touchés par la pandémie de COVID-19 (modification du régime SA.57711) | 6.9.2021   |
| 74 | Croatie  | SA.64716  | RÉGIME D'AIDES D'ÉTAT EN FAVEUR DU SECTEUR DE LA VOLAILLE EN RAISON DES DIFFICULTÉS COMMERCIALES CAUSÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19  | 5.10.2021  |

|    |         |           |   |            |
|----|---------|-----------|---|------------|
| 75 | Croatie | SA.100417 | PROGRAMME D'AIDES D'ÉTAT EN FAVEUR DES PRODUCTEURS PRIMAIRES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE EN RAISON DES DIFFICULTÉS COMMERCIALES CAUSÉES PAR LA PANDÉMIE DE COVID-19  | 17.11.2021 |
| 76 | Croatie | SA.100941 | COVID-19: Prolongation du régime SA.64716 (2021/N)  | 17.12.2021 |
| 77 | Croatie | SA.100942 | Modification du régime SA.100417 – Aide aux producteurs primaires dans le secteur de l'élevage en raison des difficultés commerciales causées par la pandémie de COVID-19   | 20.12.2021 |
| 78 | Croatie | SA.100913 | COVID-19: Croatie – Prolongation du régime SA.57711   | 20.12.2021 |
| 79 | Croatie | SA.100912 | COVID-19: prolongation des régimes SA.56877, SA.56957, SA.57175 et SA.57595, tels que déjà modifiés   | 21.12.2021 |
| 80 | Croatie | SA.100975 | COVID-19: prolongation des régimes SA.56877, SA.56957, SA.57175 et SA.57595, tels que déjà modifiés   | 21.12.2021 |
| 81 | Chypre  | SA.59668  | COVID-19: aides sous la forme de garanties sur les notes de crédit émises pour les consommateurs et les organisateurs de voyages à forfait  | 12.1.2021  |
| 82 | Chypre  | SA.60661  | COVID-19: Chypre – Prolongation des régimes SA.57691 et SA.57654  | 26.1.2021  |
| 83 | Chypre  | SA.60274  | COVID-19: régimes de subventions en faveur des entreprises et des travailleurs indépendants touchés par la COVID-19   | 29.1.2021  |
| 84 | Chypre  | SA.61839  | COVID-19: soutien aux entreprises et aux travailleurs indépendants faisant l'objet d'une suspension obligatoire   | 8.3.2021   |
| 85 | Chypre  | SA.62216  | COVID-19: modification du régime de bonification des intérêts pour les prêts aux nouvelles entreprises  | 18.3.2021  |
| 86 | Chypre  | SA.61515  | COVID-19: prêts de fonds de roulement dans le contexte du Fonds chypriote pour l'énergie  | 24.3.2021  |
| 87 | Chypre  | SA.62228  | COVID-19: régime d'aides en faveur du secteur agricole pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19, sur la base de l'encadrement temporaire des aides d'État de l'UE, succédant au régime SA.57587 (2020/N) | 29.3.2021  |
| 88 | Chypre  | SA.62199  | Régime d'incitation en faveur des voyagistes afin d'atténuer les effets de la COVID-19 sur le tourisme  | 13.4.2021  |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
| 89  | Chypre   | SA.62693  | Aide d'État SA.62228 (2021/N) – Chypre – COVID-19: mesure d'aide en faveur du secteur agricole pour faire face aux conséquences de la pandémie de COVID-19, sur la base de l'encadrement temporaire des aides d'État de l'UE, succédant au régime SA.57587 (2020/N) | 23.4.2021  |
| 90  | Chypre   | SA.62397  | COVID-19: Chypre – Régimes spéciaux de subventions salariales en faveur des entreprises exerçant certaines activités économiques  | 6.5.2021   |
| 91  | Chypre   | SA.62908  | COVID-19: aides sous la forme de garanties sur les notes de crédit émises pour les consommateurs et les organisateurs de voyages à forfait  | 11.5.2021  |
| 92  | Chypre   | SA.63695  | COVID-19: modification des régimes SA.57691, SA.59668, SA.61839, SA.62228 et SA.62397   | 9.7.2021   |
| 93  | Chypre   | SA.64326  | COVID-19: régime de garanties publiques en faveur des établissements de crédit pour l'octroi de prêts aux entreprises et aux travailleurs indépendants  | 17.8.2021  |
| 94  | Chypre   | SA.64602  | Régime d'aides en faveur du secteur vitivinicole en raison de l'impact des mesures de restriction mises en œuvre en raison de la pandémie de COVID-19   | 22.9.2021  |
| 95  | Chypre   | SA.63515  | COVID-19: aides en faveur des PME qui louent des terres appartenant à des Chypriotes turcs, des terres publiques et des terres forestières  | 24.9.2021  |
| 96  | Chypre   | SA.101028 | COVID-19: prolongation des régimes SA.59668 (2020/N), SA.61515 (2021/N), SA.62228 (2021/N) et SA.64326 (2021/N)   | 22.12.2021 |
| 97  | Tchéquie | SA.59899  | COVID-19: programme ciblé pour l'emploi Antivirus Plus  | 12.1.2021  |
| 98  | Tchéquie | SA.59334  | COVID-19: modification du régime de subventions salariales (régime SA.57102)  | 12.1.2021  |
| 99  | Tchéquie | SA.61234  | COVID-19: Tchéquie – Gastronomie – Établissements fermés  | 27.1.2021  |
| 100 | Tchéquie | SA.61358  | COVID-19: Tchéquie – Bonus d'indemnisation en faveur des travailleurs indépendants et des associés de petites sociétés à responsabilité limitée   | 12.2.2021  |
| 101 | Tchéquie | SA.61361  | COVID-19: soutien aux entrepreneurs (loyer – appel 3)   | 23.2.2021  |

|     |          |           |  |           |
|-----|----------|-----------|--|-----------|
| 102 | Tchéquie | SA.62044  | Aides visant à atténuer les effets du SRAS COV-19 sur la production agricole et alimentaire (AGRICOVID II)   | 1.3.2021  |
| 103 | Tchéquie | SA.61808  | COVID-19: soutien aux exploitants de stations de ski   | 5.3.2021  |
| 104 | Tchéquie | SA.62040  | COVID-19: modification des régimes SA.58213, SA.59536, SA.58167, SA.57149, SA.57358, SA.57195, SA.58198, SA.61234, SA.59118 et SA.57094                  | 5.3.2021  |
| 105 | Tchéquie | SA.60280  | COVID-19: soutien aux voyageurs  | 19.3.2021 |
| 106 | Tchéquie | SA.59401  | COVID-19: régime de coûts fixes pour les expositions, foires, conférences et manifestations commerciales (Tchéquie)                                      | 29.3.2021 |
| 107 | Tchéquie | SA.61470  | COVID-19: aides sous la forme de garanties sur les prêts à l'investissement  | 29.3.2021 |
| 108 | Tchéquie | SA.61824  | COVID-19: troisième modification du régime SA.57094 (2020/N)   | 29.3.2021 |
| 109 | Tchéquie | SA.61948  | COVID-19: soutien aux installations d'hébergement II   | 6.4.2021  |
| 110 | Tchéquie | SA.62477  | COVID-19: programme pour les coûts fixes non couverts  | 26.4.2021 |
| 111 | Tchéquie | SA.61837  | COVID-19: garanties pour les agences de voyages  | 10.5.2021 |
| 112 | Tchéquie | SA.62471  | Régime-cadre pour les programmes de soutien aux entrepreneurs touchés par la pandémie de COVID-19 au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire | 10.5.2021 |
| 113 | Tchéquie | SA.62362  | COVID-19: Tchéquie – Programme de soutien au secteur audiovisuel   | 27.5.2021 |
| 114 | Tchéquie | SA.60062  | COVID-19: aides destinées à couvrir les coûts directs exceptionnels auxquels sont confrontés les opérateurs de réseaux de télévision terrestre tchèques  | 13.7.2021 |
| 115 | Tchéquie | SA.62970  | COVID-19: moratoire sur le paiement des primes d'assurance maladie publique pour les travailleurs indépendants   | 2.8.2021  |
| 116 | Tchéquie | SA.62442  | COVID-19: modification du programme ciblé pour l'emploi Antivirus Plus (régime SA.59899)   | 28.9.2021 |
| 117 | Tchéquie | SA.62441  | COVID-19: modification du régime de subventions salariales (régimes SA.57102 et SA.59334)  | 28.9.2021 |
| 118 | Tchéquie | SA.100663 | COVID-19: Tchéquie – Programme ciblé pour l'emploi Antivirus   | 2.12.2021 |



|     |          |           |  |            |
|-----|----------|-----------|--|------------|
| 119 | Tchéquie | SA.100917 | COVID-19: prolongation du régime SA.57358, tel que déjà modifié, du régime SA.58018, tel que déjà modifié, du régime SA.58167, tel que déjà modifié, et des régimes SA.62471, SA.62477 et SA.62970 | 21.12.2021 |
| 120 | Danemark | SA.60074  | COVID-19: régime d'indemnisation pour les producteurs de télévision (Danemark)   | 18.1.2021  |
| 121 | Danemark | SA.61233  | COVID-19: facilité de crédit et report des retenues à la source pour les employeurs de PME   | 25.1.2021  |
| 122 | Danemark | SA.61809  | COVID-19: Danemark – Quatrième modification du régime SA.57164   | 17.2.2021  |
| 123 | Danemark | SA.61946  | COVID-19: régime d'indemnisation des indépendants touchés par les mesures liées à la COVID-19  | 27.2.2021  |
| 124 | Danemark | SA.61947  | COVID-19: modification des régimes SA.59960, SA.58515, SA.59414, SA.56708 et SA.56808  | 3.3.2021   |
| 125 | Danemark | SA.61943  | Facilité de crédit et report de la TVA due par les PME   | 5.3.2021   |
| 126 | Danemark | SA.62035  | COVID-19: régime d'aides en faveur de réductions sur les billets pour les manifestations culturelles   | 23.3.2021  |
| 127 | Danemark | SA.62599  | COVID-19: modification du régime SA.59370 visant à soutenir les compagnies aériennes détenant un certificat danois d'exploitant aérien   | 30.4.2021  |
| 128 | Danemark | SA.63019  | COVID-19: troisième modification du régime d'indemnisation salariale pour les entreprises interdites d'exploitation (régime SA.58515)  | 20.5.2021  |
| 129 | Danemark | SA.63029  | COVID-19: aides en faveur des journaux hebdomadaires locaux au Danemark  | 21.5.2021  |
| 130 | Danemark | SA.62998  | COVID-19: régime d'aides relatif au taux de TVA en faveur des moyennes entreprises ayant pour date de paiement le 1 <sup>er</sup> juin 2021, et modification du régime SA.61233                    | 25.5.2021  |
| 131 | Danemark | SA.62998  | COVID-19: régime d'aides relatif au taux de TVA en faveur des moyennes entreprises ayant pour date de paiement le 1 <sup>er</sup> juin 2021, et modification du régime SA.61233                    | 25.5.2021  |
| 132 | Danemark | SA.62881  | COVID-19: régime d'aides en faveur des prestataires de services publics de transport ferroviaire de personnes  | 21.6.2021  |
| 133 | Danemark | SA.63250  | Régime SA.63250 – COVID-19: prêt bonifié en faveur de SAS  | 9.7.2021   |
| 134 | Danemark | SA.63201  | Deuxième modification des régimes-cadres relevant des sections 3.1 et 3.12 de l'encadrement temporaire   | 15.7.2021  |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
| 135 | Danemark | SA.63654  | COVID-19: modification du régime d'aides visant à soutenir les compagnies aériennes détenant un certificat danois d'exploitant aérien (régime SA.59370, tel que modifié par le régime SA.62599)   | 16.7.2021  |
| 136 | Danemark | SA.64159  | COVID-19: régime danois d'aides en faveur des fournisseurs d'événements (au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire)  | 30.7.2021  |
| 137 | Danemark | SA.63958  | Aide d'État en faveur de Bavarian Nordic A/S  | 23.8.2021  |
| 138 | Danemark | SA.64616  | COVID-19: modification du régime SA.60074 (2021/N) – Régime d'indemnisation pour les producteurs de télévision  | 9.9.2021   |
| 139 | Danemark | SA.64617  | COVID-19: modification des régimes de garanties SA.56708 et SA.56808  | 15.9.2021  |
| 140 | Danemark | SA.64773  | Prolongation du régime SA.57678   | 28.9.2021  |
| 141 | Danemark | SA.100192 | COVID-19: Danemark – Modification des régimes SA.57027 (Facilité de crédit et reports d'impôts liés à la TVA et aux charges sociales), SA.59341 (Modification du régime SA.57027 – Facilité de crédit et reports d'impôts liés à la TVA et aux charges sociales) et SA.61943 (Facilité de crédit et report de la TVA due par les PME) | 14.10.2021 |
| 142 | Danemark | SA.100368 | COVID-19: soutien aux organisateurs de voyages confrontés à une redevance supplémentaire imposée pour couvrir les faillites   | 3.12.2021  |
| 143 | Danemark | SA.100775 | COVID-19: troisième modification du régime SA.60081 d'indemnisation des coûts fixes (régime-cadre au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire), tel que modifié par les régimes SA.61241 et SA.63201   | 17.12.2021 |
| 144 | Danemark | SA.100776 | COVID-19: troisième modification du régime SA.60094 d'indemnisation des coûts fixes (régime-cadre au titre de la section 3.12 de l'encadrement temporaire), tel que modifié par les régimes SA.61242 et SA.63201  | 17.12.2021 |
| 145 | Estonie  | SA.61615  | COVID-19: indemnité de rémunération et compensation partielle dans le cadre des restrictions visant à prévenir la COVID-19 imposées aux entreprises des comtés d'Ida-Viru et de Harju   | 17.2.2021  |
| 146 | Estonie  | SA.61586  | COVID-19: soutien aux organisateurs du secteur de la culture des comtés d'Ida-Viru et de Harju  | 18.2.2021  |
| 147 | Estonie  | SA.60666  | Soutien temporaire exceptionnel dans le contexte de   | 15.3.2021  |

|     |         |          |  |           |
|-----|---------|----------|--|-----------|
|     |         |          | la pandémie de COVID-19 en faveur des agriculteurs   |           |
| 148 | Estonie | SA.61591 | COVID-19: aides en faveur des entreprises du secteur du tourisme et des secteurs directement liés 2  | 25.3.2021 |
| 149 | Estonie | SA.62513 | COVID-19: soutien au développement expérimental de produits et de services liés à la COVID-19 (section 3.6 de l'encadrement temporaire)  | 14.4.2021 |
| 150 | Estonie | SA.62690 | COVID-19: modification des régimes SA.56804, SA.57028 et SA.59278  | 23.4.2021 |
| 151 | Estonie | SA.62815 | COVID-19: aide d'urgence aux organisateurs du secteur de la culture en raison de la pandémie de COVID-19   | 7.5.2021  |
| 152 | Estonie | SA.62825 | COVID-19: aides aux entreprises des secteurs du tourisme et du commerce de détail (section 3.1 de l'encadrement temporaire)  | 12.5.2021 |
| 153 | Estonie | SA.62801 | COVID-19: aide à la production et à la distribution de films (y compris les cinémas) – Estonie   | 26.5.2021 |
| 154 | Estonie | SA.62921 | COVID-19: aide aux prestataires de services commerciaux réguliers de transport par autobus   | 3.6.2021  |
| 155 | Estonie | SA.63197 | COVID-19: modification des régimes SA.57014 (2020/N) et SA.58783 (2020/N)  | 4.6.2021  |
| 156 | Estonie | SA.63164 | COVID-19: aide d'urgence en faveur de la restructuration des services, produits, processus opérationnels ou modèle d'entreprise d'un opérateur culturel en raison de la pandémie de COVID-19 et aide d'urgence en faveur d'entités publiques des secteurs de la culture et du sport, de fondations créées par l'État et d'organes publics gérés par des agences gouvernementales qui ont souffert en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 | 11.6.2021 |
| 157 | Estonie | SA.63122 | COVID-19: aide d'urgence en faveur des exploitants de centres d'expérience et des exploitants d'autres bâtiments utilisés à des fins de conférences ou d'événements similaires qui ont souffert en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19   | 11.6.2021 |
| 158 | Estonie | SA.63701 | COVID-19: soutien aux organisateurs de manifestations et de conférences dans le secteur de la culture  | 15.7.2021 |
| 159 | Estonie | SA.63935 | Soutien exceptionnel aux transformateurs de poissons en raison de la pandémie de COVID-19  | 29.7.2021 |
| 160 | Estonie | SA.64220 | COVID-19: soutien au tourisme, au commerce de détail et aux salles de conférence (modification des   | 13.8.2021 |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
|     |          |           | régimes SA.61591, SA.62825 et SA.63122)   |            |
| 161 | Estonie  | SA.100636 | Soutien exceptionnel aux producteurs de produits laitiers et de viande porcine en raison de la pandémie de COVID-19   | 7.12.2021  |
| 162 | Estonie  | SA.100927 | COVID-19: modification des régimes SA.59278, SA.62513, SA.57014 et SA.58783   | 21.12.2021 |
| 163 | Finlande | SA.61987  | COVID-19: subvention directe au développement accordée aux entreprises du secteur de la pêche afin d'accroître l'utilisation de poissons autochtones sous-exploités   | 1.3.2021   |
| 164 | Finlande | SA.61959  | COVID-19: modification des régimes SA.56995, SA.57059, SA.57221, SA.57231 et SA.57192   | 10.3.2021  |
| 165 | Finlande | SA.59132  | COVID-19: Aides en faveur de Finavia  | 17.3.2021  |
| 166 | Finlande | SA.62290  | Aide d'État SA.62290 (2021/N) – Finlande –<br><br>COVID-19: Modification du régime SA.57059 (2020/N): COVID-19: régime de garantie de prêt et de prêt à taux d'intérêt bonifié pour les entreprises les plus touchées par la COVID-19 | 21.4.2021  |
| 167 | Finlande | SA.63205  | Soutien aux coûts fixes non couverts au titre de la section 3.12 de l'encadrement temporaire  | 9.6.2021   |
| 168 | Finlande | SA.63500  | COVID-19: COVID-19: aides temporaires en faveur des entreprises du secteur de la pêche, modifiant les régimes SA.57221, SA.57958, SA.59332 et SA.61959  | 28.6.2021  |
| 169 | Finlande | SA.100811 | COVID-19: modification des régimes SA.56995 et SA.57059   | 20.12.2021 |
| 170 | France   | SA.59897  | Amendement des mesures approuvées par les décisions SA.56709 (2020/N), SA.57502 (2020/N), SA.57989 (2020/N) et SA.58475 (2020/N) – France – COVID-19: plan de sécurisation du financement des entreprises                             | 12.1.2021  |
| 171 | France   | SA.60965  | COVID-19: régime d'aides sous la forme d'une compensation pour les congés payés acquis en période d'activité partielle  | 26.1.2021  |
| 172 | France   | SA.61330  | COVID-19: régime d'aides destinées à compenser les coûts fixes non couverts des entreprises   | 9.3.2021   |
| 173 | France   | SA.62102  | COVID-19: France – Modification des mesures d'aide d'État SA.56709, SA.56985, SA.56868, SA.57219, SA.57367, SA.57695, SA.57754 et SA.60965  | 16.3.2021  |

|     |           |           |   |            |
|-----|-----------|-----------|---|------------|
| 174 | France    | SA.62255  | COVID-19: compensation des pertes subies par les horticulteurs  | 19.3.2021  |
| 175 | France    | SA.59913  | COVID-19: recapitalisation d’Air France et de la Holding Air France – KLM   | 5.4.2021   |
| 176 | France    | SA.62568  | COVID-19: crédit d’impôt exceptionnel d’accompagnement à la sortie du glyphosate en lien avec les difficultés rencontrées par les entreprises agricoles en raison de la crise de la COVID-19                        | 12.5.2021  |
| 177 | France    | SA.63043  | Amendement des mesures approuvées par les décisions SA.56709 (2020/N), SA.57502 (2020/N), SA.57989 (2020/N), SA.58475 (2020/N) et SA.59897 (2021/N) – COVID-19: plan de sécurisation du financement des entreprises | 2.6.2021   |
| 178 | France    | SA.63564  | COVID-19: Indemnisation des éleveurs de bovins  | 28.6.2021  |
| 179 | France    | SA.62999  | COVID-19: régime d’aides sous forme d’exonérations de cotisations sociales  | 27.7.2021  |
| 180 | France    | SA.63656  | COVID-19: fonds de transition pour certaines entreprises touchées par la pandémie de COVID-19   | 14.9.2021  |
| 181 | France    | SA.100299 | COVID-19: aide spécifique de compensation des pertes dans le secteur de la viande bovine sur la période du 1 <sup>er</sup> avril 2020 au 31 mars 2021   | 26.10.2021 |
| 182 | France    | SA.64114  | COVID-19: compensation partielle des charges fixes des entreprises affectées par la crise COVID-19 en raison des mesures administratives d’interdiction d’accueil du public   | 26.11.2021 |
| 183 | France    | SA.100430 | COVID-19: garantie au bénéfice d’Air France (prolongation de la mesure d’aide SA.57082)   | 1.12.2021  |
| 184 | France    | SA.100739 | Modification de la mesure d’aide SA.59913 – COVID-19: recapitalisation d’Air France et de la Holding Air France – KLM   | 17.12.2021 |
| 185 | France    | SA.100959 | COVID-19: modification des régimes d’aides SA.56709, SA.56985, SA.57367, SA.57695, SA.57754, SA.61330, SA.62568, SA.62999, SA.63656, SA.100299 et SA.60965  | 20.12.2021 |
| 186 | Allemagne | SA.59812  | COVID-19: recapitalisation de TUI   | 4.1.2021   |
| 187 | Allemagne | SA.61744  | Modification et amendement des régimes SA.56790, SA.59289, SA.56814, SA.58504, SA.56787, SA.56863 et SA.57100 SA.57447-Covid  | 12.2.2021  |

|     |           |           |   |            |
|-----|-----------|-----------|---|------------|
| 188 | Allemagne | SA.62099  | Deuxième modification du régime d'aides en faveur des aéroports en raison de la COVID-19  | 16.3.2021  |
| 189 | Allemagne | SA.63063  | COVID-19: fonds allemand de protection des consommateurs en cas d'insolvabilité des voyageurs   | 9.7.2021   |
| 190 | Allemagne | SA.100743 | COVID-19: modification des régimes SA.56790, SA.59289, SA.56814, SA.58504, SA.56787, SA.58021, SA.57100 et SA.57447   | 21.12.2021 |
| 191 | Grèce     | SA.61573  | Aides en faveur des compagnies d'autobus KTEL et KTEL S.A. pour le taux de vacance obligatoire imposé en raison de la pandémie de COVID-19  | 18.2.2021  |
| 192 | Grèce     | SA.61802  | COVID-19: 2 <sup>E</sup> CYCLE DE SOUTIEN AUX OBLIGATIONS DE PRÊT DES PME EN RAISON DE LA COVID-19  | 19.2.2021  |
| 193 | Grèce     | SA.61916  | COVID-19: modification du régime SA.59033 – Aide aux activités culturelles dans la municipalité d'Athènes   | 19.2.2021  |
| 194 | Grèce     | SA.61843  | COVID-19: GRÈCE – MODIFICATION DES RÉGIMES SA.56839, SA.58367, SA.58616 ET SA.58368   | 19.2.2021  |
| 195 | Grèce     | SA.62095  | Soutien aux producteurs primaires dans les secteurs de l'élevage de buffles, de la production de pastèques en plein air, de la culture sous serre et de la production de pommes de terre d'été et d'automne au titre de l'encadrement temporaire COVID-19 | 5.3.2021   |
| 196 | Grèce     | SA.62098  | FONDS DE ROULEMENT POUR LES MICRO, PETITES ET MOYENNES JEUNES POUSSÉS DANS L'ENSEMBLE DU PAYS, MEMBRES DU REGISTRE NATIONAL «ELEVATE GREECE»  | 8.3.2021   |
| 197 | Grèce     | SA.62264  | COVID-19: modification des régimes SA.58367, SA.58616 et SA.59033   | 18.3.2021  |
| 198 | Grèce     | SA.62171  | COVID-19: aides aux entités exploitant des autobus et des trains touristiques   | 23.3.2021  |
| 199 | Grèce     | SA.58824  | COVID-19: soutien prévu en faveur d'Energian Oil & Gas  | 24.3.2021  |
| 200 | Grèce     | SA.62016  | Troisième modification du régime de garanties de portefeuille de prêts commerciaux plafonnés pour de nouveaux crédits de fonds de roulement dans le contexte de la pandémie de COVID-19   | 21.4.2021  |
| 201 | Grèce     | SA.62626  | COVID-19: subvention aux entreprises du secteur de la restauration  | 11.5.2021  |

|     |       |           |   |            |
|-----|-------|-----------|---|------------|
| 202 | Grèce | SA.62341  | COVID-19: subventions en faveur des PME («Gefyra II»)   | 12.5.2021  |
| 203 | Grèce | SA.63123  | COVID-19: soutien au secteur du tourisme  | 1.6.2021   |
| 204 | Grèce | SA.62835  | Garanties de portefeuille de prêts commerciaux plafonnés pour de nouveaux prêts dans le secteur de la construction pendant la pandémie de COVID-19  | 11.6.2021  |
| 205 | Grèce | SA.63004  | COVID-19: aides au secteur audiovisuel (Grèce)  | 29.6.2021  |
| 206 | Grèce | SA.63570  | COVID-19: subventions dans l'ensemble du pays pour les secteurs agricoles i) de l'élevage de porcs, ii) de l'élevage de porcs noirs autochtones et iii) de la production de miel                  | 1.7.2021   |
| 207 | Grèce | SA.62081  | COVID-19: modification du régime d'avances remboursables (cycle 5)  | 1.7.2021   |
| 208 | Grèce | SA.62699  | COVID-19: soutien aux théâtres et autres lieux culturels  | 5.7.2021   |
| 209 | Grèce | SA.63896  | COVID-19: aide aux journaux et aux magazines, aux fournisseurs régionaux de services de médias et aux stations de radio (Grèce)   | 27.7.2021  |
| 210 | Grèce | SA.64273  | Modification du régime d'avances remboursables pour les entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (cycles 1 à 5)   | 5.8.2021   |
| 211 | Grèce | SA.61574  | COVID-19: régime d'aides relatif aux coûts fixes non couverts au titre de l'encadrement temporaire  | 27.8.2021  |
| 212 | Grèce | SA.100006 | COVID-19: aides aux fournisseurs de médias électroniques [modification du régime SA.63896 (2021/N)]   | 12.10.2021 |
| 213 | Grèce | SA.100637 | COVID-19: modification du régime d'avances remboursables pour les entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (cycles 1 à 5) (modification du régime SA.56815 tel que modifié)               | 18.11.2021 |
| 214 | Grèce | SA.100534 | COVID-19: aide aux autorités portuaires en Grèce  | 13.12.2021 |
| 215 | Grèce | SA.100951 | COVID-19: Grèce – Subvention directe aux entreprises de l'Eubée du nord touchées par la COVID-19  | 14.12.2021 |
| 216 | Grèce | SA.100904 | Aide financière aux théâtres, scènes musicales, théâtres de danse, salles de concert, salles de spectacle, sociétés cinématographiques et distributeurs de films pour faire face aux effets de la | 21.12.2021 |



|     |         |          |  |           |
|-----|---------|----------|--|-----------|
|     |         |          | COVID-19 pour l'année 2021   |           |
| 217 | Hongrie | SA.60909 | COVID-19: régime de soutien à l'emploi des chercheurs et développeurs dans tous les secteurs touchés par la deuxième vague de la pandémie de coronavirus (prolongation et modification du régime SA.57007)                     | 23.1.2021 |
| 218 | Hongrie | SA.61329 | Deuxième demande de modification du régime SA.59477 – COVID-19: régime de protection de l'économie dans le cadre du régime du deuxième état d'urgence  | 28.1.2021 |
| 219 | Hongrie | SA.60910 | COVID-19: régime de réduction des taux d'imposition locaux des entreprises applicables aux petites et moyennes entreprises afin de modérer les effets de la pandémie de coronavirus sur l'économie                             | 29.1.2021 |
| 220 | Hongrie | SA.61842 | Modification collective des régimes existants au titre de la cinquième modification de l'encadrement temporaire  | 17.2.2021 |
| 221 | Hongrie | SA.62250 | Régimes SA.62250, SA.62359 et SA.62268 – COVID-19: modification des régimes SA.57269, SA.58420, SA.57064 et SA.59477   | 29.3.2021 |
| 222 | Hongrie | SA.62359 | Régimes SA.62250, SA.62359 et SA.62268 – COVID-19: modification des régimes SA.57269, SA.58420, SA.57064 et SA.59477   | 29.3.2021 |
| 223 | Hongrie | SA.62268 | Régimes SA.62250, SA.62359 et SA.62268 – COVID-19: modification des régimes SA.57269, SA.58420, SA.57064 et SA.59477   | 29.3.2021 |
| 224 | Hongrie | SA.62449 | Septième modification du régime SA.57468 (2020/N) – COVID-19: régime-cadre des subventions directes fournies par les crédits gérés au niveau des chapitres budgétaires des ministères  | 12.4.2021 |
| 225 | Hongrie | SA.62363 | COVID-19: régime-cadre supervisé par le cabinet du Premier ministre pour soutenir l'économie dans le contexte de la pandémie de COVID-19   | 16.4.2021 |
| 226 | Hongrie | SA.62560 | COVID-19: modification du régime SA.57121 (2020/N) – Régime de garantie de prêts au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 | 4.5.2021  |
| 227 | Hongrie | SA.62526 | Cinquième modification du régime SA.56926 (2020/N) – COVID-19: mesures d'aide pour augmenter la compétitivité des entreprises dans le  | 6.5.2021  |

|     |         |           |   |            |
|-----|---------|-----------|---|------------|
|     |         |           | contexte de la pandémie de COVID-19   |            |
| 228 | Hongrie | SA.62913  | Cinquième modification du régime SA.59477 – COVID-19: régime de protection de l'économie dans le cadre du deuxième état d'urgence   | 12.5.2021  |
| 229 | Hongrie | SA.63066  | COVID-19: quatrième modification du régime SA.56994 (2020/N) – Aides au titre des Fonds structurels visant à soutenir les entreprises touchées par les répercussions économiques de la COVID-19 | 28.5.2021  |
| 230 | Hongrie | SA.63175  | COVID-19: Huitième modification du régime SA.57468 (2020/N) – COVID-19: régime-cadre des subventions directes fournies par les crédits gérés au niveau des chapitres budgétaires des ministères | 2.6.2021   |
| 231 | Hongrie | SA.63616  | Modification des régimes SA.58202 – Régime de soutien à la R&D et à la production liées à la COVID-19, et SA.57468 – COVID-19: régime-cadre de subventions directes                             | 12.7.2021  |
| 232 | Hongrie | SA.64593  | COVID-19: huitième modification du régime SA.57064, dixième modification du régime SA.57468 et deuxième modification du régime SA.57007   | 8.9.2021   |
| 233 | Hongrie | SA.100796 | COVID-19: modification des régimes SA.56926, SA.56994, SA.57064, SA.57121, SA.57198, SA.57269, SA.57329, SA.57468, SA.58202, SA.58420, SA.60910 et SA.62363                                     | 17.12.2021 |
| 234 | Irlande | SA.61617  | COVID-19: régime de soutien aux entreprises (régime SA.57036, tel que modifié par le régime SA.58043)   | 31.1.2021  |
| 235 | Irlande | SA.59709  | Irlande – COVID-19: aide en faveur des exploitants d'aéroports  | 23.2.2021  |
| 236 | Irlande | SA.61236  | COVID-19: régime de continuité des activités touristiques   | 8.3.2021   |
| 237 | Irlande | SA.62293  | COVID-19: aide à la liquidité en faveur des éleveurs de bovins  | 19.3.2021  |
| 238 | Irlande | SA.62301  | Irlande – Régime d'aide aux petites entreprises face à la COVID-19 (SBASC)  | 31.3.2021  |
| 239 | Irlande | SA.62209  | COVID-19: modification des régimes SA.57453, SA.57465, SA.58214, SA.58955 et SA.59719   | 19.4.2021  |
| 240 | Irlande | SA.63067  | COVID-19: régime de soutien aux prestations en direct 2021  | 28.5.2021  |

|     |         |           |  |            |
|-----|---------|-----------|--|------------|
| 241 | Irlande | SA.63482  | COVID-19: élargissement du régime d'aide aux petites entreprises face à la COVID-19 (SBASC) (modification du régime SA.62301)  | 22.6.2021  |
| 242 | Irlande | SA.63264  | COVID-19: régime de transition des entreprises régionales  | 23.7.2021  |
| 243 | Irlande | SA.63009  | COVID-19: aide aux exploitants d'autobus détenteurs d'une licence  | 5.8.2021   |
| 244 | Irlande | SA.64443  | COVID-19: régime de continuité des activités touristiques par autocar  | 20.8.2021  |
| 245 | Irlande | SA.64412  | COVID-19: régime de soutien au secteur de l'événementiel dans le cadre de la COVID-19  | 27.8.2021  |
| 246 | Irlande | SA.100025 | COVID-19: Irlande – Régime de soutien au secteur de l'événementiel dans le cadre de la COVID-19 – Modification du régime SA.64412  | 7.10.2021  |
| 247 | Irlande | SA.100526 | COVID-19: régime de subventions en capital pour le secteur du divertissement commercial  | 1.12.2021  |
| 248 | Irlande | SA.100717 | COVID-19: Irlande – Prolongation et modification des régimes SA.57453, SA.57465, SA.61236, SA.57036, SA.59709 et SA.63067  | 2.12.2021  |
| 249 | Irlande | SA.100481 | Modification du régime SA.59709 – Irlande – COVID-19: aide en faveur des exploitants d'aéroports   | 3.12.2021  |
| 250 | Irlande | SA.101046 | COVID-19: Irlande – Aide aux exploitants d'autobus détenteurs d'une licence (modification du régime SA.63009)  | 20.12.2021 |
| 251 | Italie  | SA.60402  | COVID-19: Modification du régime SA.57891 – Subventions directes en faveur des entreprises italiennes participant à des activités et des opérations internationales          | 12.1.2021  |
| 252 | Italie  | SA.61599  | COVID-19: mesures de soutien aux micro, petites et moyennes entreprises propriétaires de stations-service sur les autoroutes pendant la période d'urgence liée à la COVID-19 | 11.2.2021  |
| 253 | Italie  | SA.61438  | COVID-19: quatrième modification du régime SA.57068 (2020/N)   | 11.2.2021  |
| 254 | Italie  | SA.61940  | COVID-19: exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale dans les zones défavorisées  | 18.2.2021  |
| 255 | Italie  | SA.61939  | COVID-19: exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour les employeurs privés qui ne demandent pas de mesures de soutien salarial                         | 23.2.2021  |
| 256 | Italie  | SA.61774  | COVID-19: projet de développement de vaccins par   | 26.2.2021  |

|     |        |          |   |           |
|-----|--------|----------|---|-----------|
|     |        |          | ReiThera S.r.l.   |           |
| 257 | Italie | SA.61841 | COVID-19: aide aux organisateurs d'événements sportifs internationaux (Italie)  | 16.3.2021 |
| 258 | Italie | SA.61294 | COVID-19: soutien aux entreprises du secteur des foires commerciales au titre de la section 3.12 de l'encadrement temporaire  | 16.3.2021 |
| 259 | Italie | SA.62420 | COVID-19: modification du régime SA.57891 (2020/N), tel que déjà modifié par les régimes SA.59655 (2020/N) et SA.60402 (2020/N) – Subventions directes en faveur des entreprises italiennes participant à des activités et des opérations internationales | 26.3.2021 |
| 260 | Italie | SA.62356 | Prolongation et modification des régimes SA.59755 (2020/N) – Italie – COVID-19: aides en faveur des voyagistes et des agences de voyages, et SA.59992 (2020/N) – Italie – COVID-19: mesures de soutien en faveur de l'industrie des congrès et des foires | 29.3.2021 |
| 261 | Italie | SA.62108 | COVID-19: régime d'indemnisation pour les entreprises de lamanage   | 6.4.2021  |
| 262 | Italie | SA.62495 | COVID-19: modification du régime SA.57021 – Régime-cadre – Prolongation des mesures et augmentation des plafonds d'aide liés aux mesures relevant des sections 3.1 et 3.12 de l'encadrement temporaire  | 9.4.2021  |
| 263 | Italie | SA.62544 | COVID-19: modification du régime SA.57349 (2020/N)  | 12.4.2021 |
| 264 | Italie | SA.62525 | COVID-19: aides aux compagnies maritimes  | 14.4.2021 |
| 265 | Italie | SA.62409 | COVID-19: modification des régimes SA.57005 et SA.57252 (2020/N)  | 16.4.2021 |
| 266 | Italie | SA.62504 | COVID-19: Italie – Modification du régime SA.61294 (2021/N) – Italie – COVID-19: soutien aux entreprises du secteur des foires commerciales au titre de la section 3.12 de l'encadrement temporaire   | 4.5.2021  |
| 267 | Italie | SA.62793 | Mesures de soutien aux entreprises exerçant des activités dans les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de l'aquaculture et des activités qui y sont liées, en relation avec la crise de la COVID-19                             | 6.5.2021  |
| 268 | Italie | SA.62503 | COVID-19: aides aux entreprises qui gèrent des terminaux portuaires de passagers  | 18.5.2021 |

|     |        |          |   |           |
|-----|--------|----------|---|-----------|
| 269 | Italie | SA.62799 | COVID-19: modification du régime SA.58208 (2020/N) – Italie – COVID-19: aides sous la forme de garanties sur les prêts et de taux d'intérêt bonifiés gérés par l'«Istituto per il Credito Sportivo», conformément à l'article 14, paragraphes 1 et 2, du décret-loi du 8 avril 2020   | 26.5.2021 |
| 270 | Italie | SA.62718 | COVID-19: soutien au transport routier de personnes   | 27.5.2021 |
| 271 | Italie | SA.62576 | Contrats de développement au titre de l'encadrement temporaire COVID-19   | 8.6.2021  |
| 272 | Italie | SA.63138 | COVID-19: crédit d'impôt pour les entreprises de production audiovisuelle (Italie)  | 10.6.2021 |
| 273 | Italie | SA.63261 | Italie – COVID-19: Patrimonio Rilancio – Prolongation du régime SA.57612, tel que modifié par le régime SA.59677 (N/2020)   | 16.6.2021 |
| 274 | Italie | SA.63375 | Aide d'État SA.63375 (2021/N) – Italie – COVID-19: garantie d'État visant à soutenir le moratoire des banques sur la dette en faveur des PME ayant souscrit des emprunts au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 – Modification du régime SA.56690, tel que déjà modifié par les régimes SA.57717 et SA.59655 | 17.6.2021 |
| 275 | Italie | SA.63465 | COVID-19: régime SA.57891 – Subventions directes en faveur des entreprises italiennes participant à des activités et des opérations internationales (déjà modifié par les régimes SA.59655, SA.60402 et SA.62420)   | 21.6.2021 |
| 276 | Italie | SA.63597 | COVID-19: régimes de garantie de prêts au titre du Fondo di garanzia per le PMI – Modification du régime SA.56966, tel que déjà modifié par les régimes SA.57625 et SA.59655  | 29.6.2021 |
| 277 | Italie | SA.63653 | Aide d'État SA.63653 (2021/N) – Italie – COVID-19: régime de garantie de prêts pour soutenir l'économie – Modification du régime SA.56963, tel que déjà modifié par le régime SA.59681  | 29.6.2021 |
| 278 | Italie | SA.63719 | COVID-19: exonération du paiement des cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants touchés par les effets économiques de la pandémie de COVID-19  | 14.7.2021 |
| 279 | Italie | SA.63721 | COVID-19: exonération des cotisations sociales pour les contrats de réemploi  | 14.7.2021 |

|     |        |           |  |            |
|-----|--------|-----------|--|------------|
| 280 | Italie | SA.63720  | COVID-19: dispense de cotisations dans les secteurs du tourisme, des stations thermales et du commerce   | 2.8.2021   |
| 281 | Italie | SA.64217  | COVID-19: prêts bonifiés en faveur de grandes entreprises en difficulté temporaire   | 16.8.2021  |
| 282 | Italie | SA.64358  | Prolongation de l'aide d'État SA.57289 (2020/N), telle que modifiée par l'aide d'État SA.59681 (2020/N) – Italie – COVID-19: mesures de renforcement des fonds propres en faveur des entreprises de taille moyenne | 16.8.2021  |
| 283 | Italie | SA.64218  | Garanzie e contributi in conto interesse concessi dall'Istituto per il Credito Sportivo sui Comparti per finanziamenti di liquidità di cui al D.L. 8/4/2020, n. 23, art. 14 commi 1 e 2.                           | 17.8.2021  |
| 284 | Italie | SA.64385  | COVID-19: crédit d'impôt pour la culture   | 19.8.2021  |
| 285 | Italie | SA.64357  | Contribution non remboursable aux activités économiques et commerciales dans les centres historiques des municipalités où sont présents des sanctuaires religieux  | 20.8.2021  |
| 286 | Italie | SA.64446  | COVID-19: mesure de subventions directes destinées à indemniser les entreprises d'hébergement touristique  | 15.9.2021  |
| 287 | Italie | SA.64420  | COVID-19: exonération des cotisations pour le recrutement de jeunes  | 16.9.2021  |
| 288 | Italie | SA.64521  | COVID-19: modification du régime d'indemnisation pour les entreprises d'amarrage   | 16.9.2021  |
| 289 | Italie | SA.64469  | COVID-19: mesure visant à soutenir les entreprises touristiques exploitant des «autobus ouverts»   | 12.10.2021 |
| 290 | Italie | SA.64776  | COVID-19: cinquième modification du régime SA.57068 (2020/N)   | 12.10.2021 |
| 291 | Italie | SA.100142 | COVID-19: aides au secteur pyrotechnique   | 18.10.2021 |
| 292 | Italie | SA.100005 | COVID-19: exonération des cotisations de sécurité sociale pour l'emploi des femmes   | 27.10.2021 |
| 293 | Italie | SA.62668  | COVID-19: Italie – Mesures fiscales automatiques et subventions non remboursables  | 27.10.2021 |
| 294 | Italie | SA.100126 | COVID-19: soutien au transport routier de personnes (modification du régime SA.62718)  | 4.11.2021  |
| 295 | Italie | SA.64342  | COVID-19: aides aux entreprises exerçant des activités de transport routier de personnes par autobus   | 5.11.2021  |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
| 296 | Italie   | SA.100420 | COVID-19: dispense de cotisations dans les secteurs du tourisme, des stations thermales, du commerce, de la culture et des loisirs                                  | 8.11.2021  |
| 297 | Italie   | SA.100091 | COVID-19: Italie – Subvention non remboursable en faveur des jeunes pousses   | 10.11.2021 |
| 298 | Italie   | SA.100155 | COVID-19: Italie – Subvention non remboursable («contributo perequativo»)   | 10.11.2021 |
| 299 | Italie   | SA.100204 | COVID-19: Italie – Crédit d'impôt pour le secteur du textile, de la mode et des accessoires   | 10.11.2021 |
| 300 | Italie   | SA.100304 | COVID-19: fonds de soutien aux activités économiques fermées  | 19.11.2021 |
| 301 | Italie   | SA.100597 | COVID-19: subventions directes en faveur des PME participant à des activités et des opérations internationales en vue des transitions numérique et écologique (FRR) | 29.11.2021 |
| 302 | Italie   | SA.100825 | COVID-19: prolongation du régime SA.63138 – Crédit d'impôt pour les entreprises de production audiovisuelle   | 14.12.2021 |
| 303 | Italie   | SA.100722 | COVID-19: Italie – Soutien aux agences de divertissement et aux villages touristiques   | 15.12.2021 |
| 304 | Italie   | SA.100724 | COVID-19: Italie – Mesure de subvention directe visant à indemniser les organismes de gestion à des fins touristiques de sites spéléologiques et de grottes         | 15.12.2021 |
| 305 | Italie   | SA.100833 | COVID-19: prolongation des régimes SA.57005 et SA.57252 (2020/N), tels que déjà modifiés  | 16.12.2021 |
| 306 | Lettonie | SA.60409  | Aide d'État SA.60409 (2020/N) – Lettonie – COVID-19: modification du régime SA.56722  | 12.1.2021  |
| 307 | Lettonie | SA.60411  | Aide d'État SA.60411 (2020/N) – Lettonie – COVID-19: modification du régime SA.57655  | 12.1.2021  |
| 308 | Lettonie | SA.60412  | COVID-19: réduction des loyers des locataires de biens publics  | 12.1.2021  |
| 309 | Lettonie | SA.60528  | COVID-19: Lettonie – Remboursement des billets pour les organisateurs de manifestations culturelles   | 18.1.2021  |
| 310 | Lettonie | SA.60960  | Prolongation et modification du fonds de recapitalisation (régime SA.57409 – COVID-19: fonds de recapitalisation)   | 1.2.2021   |
| 311 | Lettonie | SA.61338  | Modification du régime SA.59592 (2020/N) – Subventions en faveur des entreprises touchées par la  | 3.2.2021   |



|     |          |          |  |           |
|-----|----------|----------|--|-----------|
|     |          |          | crise de la COVID-19 pour garantir le flux des fonds de roulement  |           |
| 312 | Lettonie | SA.61873 | Deuxième modification du régime SA.59592 (2020/N) – Subventions en faveur des entreprises touchées par la crise de la COVID-19 pour garantir le flux des fonds de roulement  | 28.2.2021 |
| 313 | Lettonie | SA.57756 | COVID-19: recapitalisation de l'aéroport de Riga   | 8.3.2021  |
| 314 | Lettonie | SA.62128 | Modification du régime d'aides SA.59865 (2020/N) – Procédure d'octroi, de gestion et de suivi des aides d'État en faveur de l'agriculture et du secteur agroalimentaire afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 | 10.3.2021 |
| 315 | Lettonie | SA.61769 | COVID-19: durabilité des institutions culturelles touchées par la COVID-19   | 16.3.2021 |
| 316 | Lettonie | SA.62195 | Procédures d'octroi d'aides d'État aux petits agriculteurs   | 19.3.2021 |
| 317 | Lettonie | SA.62681 | COVID-19: modification du régime d'aides d'État SA.57287 – Aides d'État pour les prêts à court terme dans l'agriculture afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19   | 30.4.2021 |
| 318 | Lettonie | SA.62631 | COVID-19: aides d'État au secteur de l'élevage de porcs afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19   | 7.5.2021  |
| 319 | Lettonie | SA.62003 | COVID-19: soutien aux entreprises des secteurs de l'art, du divertissement et des loisirs  | 11.5.2021 |
| 320 | Lettonie | SA.62916 | COVID-19: règlements relatifs aux aides en faveur des centres commerciaux touchés par la crise de la COVID-19  | 21.5.2021 |
| 321 | Lettonie | SA.62917 | COVID-19: règlements relatifs aux aides en faveur des centres sportifs touchés par la crise de la COVID-19   | 21.5.2021 |
| 322 | Lettonie | SA.62706 | Procédure d'octroi, de gestion et de suivi des aides d'État en faveur du secteur avicole afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19  | 27.5.2021 |
| 323 | Lettonie | SA.63046 | COVID-19: troisième modification du régime SA.59592 (2020/N) – Subventions en faveur des entreprises touchées par la crise de la COVID-19 pour garantir le flux des fonds de roulement   | 3.6.2021  |
| 324 | Lettonie | SA.63259 | COVID-19: modification du régime SA.62631 (2021/N)   | 8.6.2021  |

|     |          |           |   |           |
|-----|----------|-----------|---|-----------|
| 325 | Lettonie | SA.63031  | COVID-19: aides en faveur des médias (Lettonie)   | 18.6.2021 |
| 326 | Lettonie | SA.63307  | COVID-19: règlements relatifs aux aides en faveur des centres commerciaux touchés par la crise de la COVID-19 (modification du régime SA.62916)   | 22.6.2021 |
| 327 | Lettonie | SA.63308  | COVID-19: règlements relatifs aux aides en faveur des centres sportifs touchés par la crise de la COVID-19 (modification du régime SA.62917)  | 22.6.2021 |
| 328 | Lettonie | SA.63139  | Aide d'État SA.63139 (2021/N) – Lettonie –<br><br>COVID-19: deuxième modification du régime SA.56722<br><br>Aide d'État SA.63157 (2021/N) – Lettonie –<br><br>COVID-19: troisième modification du régime SA.57655 | 24.6.2021 |
| 329 | Lettonie | SA.63157  | Aide d'État SA.63139 (2021/N) – Lettonie –<br><br>COVID-19: deuxième modification du régime SA.56722<br><br>Aide d'État SA.63157 (2021/N) – Lettonie –<br><br>COVID-19: troisième modification du régime SA.57655 | 24.6.2021 |
| 330 | Lettonie | SA.64033  | Procédures d'octroi des aides d'État visant à atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 dans la production microverte et dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture                            | 20.7.2021 |
| 331 | Lettonie | SA.64541  | Aides d'État en faveur du secteur de l'élevage de bovins afin d'atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19   | 13.9.2021 |
| 332 | Lettonie | SA.64382  | COVID-19: remboursement des billets pour les organisateurs de manifestations culturelles (modification du régime SA.60528)  | 24.9.2021 |
| 333 | Lettonie | SA.100665 | COVID-19: deuxième modification du régime SA.62631 (2021/N)   | 2.12.2021 |
| 334 | Lettonie | SA.100599 | COVID-19: remboursement des billets pour les organisateurs de manifestations culturelles (modification du régime SA.60528, tel que modifié par le régime SA.64382)  | 3.12.2021 |
| 335 | Lettonie | SA.100633 | COVID-19: Lettonie – Reports d'impôts dus au  | 6.12.2021 |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
|     |          |           | confinement   |            |
| 336 | Lettonie | SA.100609 | Modification de l'aide d'État SA.64033 (2021/N) – Lettonie – COVID-19: Aides d'État visant à atténuer les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 dans la production microverte et dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture | 10.12.2021 |
| 337 | Lettonie | SA.100596 | COVID-19: quatrième modification du régime SA.59592 (2020/N) – Subventions en faveur des entreprises touchées par la crise de la COVID-19 pour garantir le flux des fonds de roulement  | 14.12.2021 |
| 338 | Lettonie | SA.100605 | COVID-19: réduction des loyers des locataires de biens publics pour la période allant du 11 octobre au 31 décembre 2021   | 14.12.2021 |
| 339 | Lettonie | SA.100598 | COVID-19: Lettonie – Soutien aux contribuables pour la poursuite de leur activité dans les conditions de la crise provoquée par la COVID-19   | 15.12.2021 |
| 340 | Lettonie | SA.100694 | Règlement concernant les aides aux centres commerciaux et sportifs et aux sites culturels, récréatifs et de divertissement touchés par la crise de la COVID-19  | 17.12.2021 |
| 341 | Lituanie | SA.60977  | Mesure «Subventions aux entreprises»  | 14.1.2021  |
| 342 | Lituanie | SA.60632  | COVID-19: reports d'impôts  | 18.1.2021  |
| 343 | Lituanie | SA.61067  | COVID-19: modification de la décision SA.60379 (2020/N)   | 18.1.2021  |
| 344 | Lituanie | SA.61815  | COVID-19: prolongation et modification du régime SA.57008 (2020/N) – COVID-19: fonds d'aide aux entreprises   | 2.3.2021   |
| 345 | Lituanie | SA.62484  | COVID-19: modification des régimes SA.57514, SA.57529, SA.57823 et SA.58856 (2020/N)  | 7.4.2021   |
| 346 | Lituanie | SA.62306  | Mesure «Subventions aux entreprises les plus touchées par la COVID-19»  | 9.4.2021   |
| 347 | Lituanie | SA.62580  | Mesure «Subventions aux entreprises»  | 13.4.2021  |
| 348 | Lituanie | SA.62627  | COVID-19: indemnisation pour les voyageurs rapatriant des touristes   | 27.4.2021  |
| 349 | Lituanie | SA.62833  | COVID-19: Lituanie – Modification du régime de reports d'impôts (régime SA.60632)   | 7.5.2021   |
| 350 | Lituanie | SA.62950  | Aide d'État temporaire en faveur des secteurs des porcins et de la volaille (y compris la production, l'emballage et la transformation des œufs) pour les pertes dues à la pandémie de COVID-19                                       | 21.5.2021  |

|     |            |           |   |            |
|-----|------------|-----------|---|------------|
| 351 | Lituanie   | SA.63099  | COVID-19: modification du régime SA.57823 (2020/N)  | 28.5.2021  |
| 352 | Lituanie   | SA.63021  | COVID-19: modification du régime SA.57665 (2020/N) – COVID-19: garanties et prêts lituaniens destinés aux voyageurs et aux prestataires de services d’hébergement et de restauration            | 31.5.2021  |
| 353 | Lituanie   | SA.63195  | COVID-19: deuxième modification du régime d’aides existant SA.60379   | 10.6.2021  |
| 354 | Lituanie   | SA.63496  | COVID-19: Lituanie – Prolongation du régime de report des cotisations de sécurité sociale (régime SA.58885)   | 25.6.2021  |
| 355 | Lituanie   | SA.63535  | Régime SA.63535 – COVID-19: modification du régime SA.57529 (2020/N)  | 29.6.2021  |
| 356 | Lituanie   | SA.63603  | COVID-19: modification du régime SA.62950   | 2.7.2021   |
| 357 | Lituanie   | SA.64495  | Lituanie – COVID-19: prolongation du régime SA.58645 (2020/N) – Régime de soutien à la recherche, au développement et à la production liés à la COVID-19  | 20.9.2021  |
| 358 | Lituanie   | SA.100937 | COVID-19: Lituanie – Prolongation du régime de report des cotisations de sécurité sociale (régime SA.58885, tel que prolongé par le régime SA.63496)  | 17.12.2021 |
| 359 | Lituanie   | SA.100910 | Lituanie – COVID-19: modification du régime SA.57823 (2020/N) – Sous-mesure concernant un montant limité d’aide en faveur des éleveurs de porcs   | 22.12.2021 |
| 360 | Lituanie   | SA.101074 | COVID-19: prolongation des régimes SA.57008, SA.57529 et SA.57665 (2020/N), tels que déjà modifiés  | 22.12.2021 |
| 361 | Luxembourg | SA.60541  | COVID-19: modification du régime relatif aux coûts fixes non couverts (régime SA.59322)   | 8.1.2021   |
| 362 | Luxembourg | SA.61954  | COVID-19: modification du régime SA.59428   | 25.2.2021  |
| 363 | Luxembourg | SA.61934  | COVID-19: Luxembourg – Modification supplémentaire du régime relatif aux coûts fixes non couverts au titre de l’encadrement temporaire (régime SA.59322 tel que modifié par le régime SA.60541) | 1.3.2021   |
| 364 | Luxembourg | SA.62239  | COVID-19: aide au secteur porcin  | 18.3.2021  |

|     |            |           |  |            |
|-----|------------|-----------|--|------------|
| 365 | Luxembourg | SA.62500  | COVID-19: modification des régimes SA.57305, SA.56805 et SA.56742  | 21.4.2021  |
| 366 | Luxembourg | SA.62951  | COVID-19: Luxembourg – Modification supplémentaire du régime relatif aux coûts fixes non couverts au titre de l'encadrement temporaire (régime SA.59322 tel que modifié par les régimes SA.60541 et SA.61934)                                      | 20.5.2021  |
| 367 | Luxembourg | SA.63309  | Modification des régimes SA.59322 (2020/N) et SA.59428 (2020/N)  | 14.6.2021  |
| 368 | Luxembourg | SA.100857 | COVID-19: modification des régimes SA.59428, SA.59322 et SA.57305  | 15.12.2021 |
| 369 | Malte      | SA.60675  | COVID-19: modification des régimes SA.56843, SA.57076, SA.57204, SA.57163, SA.57961, SA.58006, SA.58297 et SA.58306  | 14.1.2021  |
| 370 | Malte      | SA.62735  | COVID-19: modification des régimes SA.58297 – Aide d'État temporaire en faveur des éleveurs, et SA.58306 – Aide d'État temporaire en faveur des exploitants agricoles  | 4.5.2021   |
| 371 | Malte      | SA.62499  | Malte – COVID-19: modification et prolongation des régimes SA.56843, SA.57163 et SA.57961  | 12.5.2021  |
| 372 | Malte      | SA.62220  | COVID-19: Malte – Modification du régime d'aides SA.57076 (2020/N) – Régime de compléments salariaux au titre de l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 | 26.5.2021  |
| 373 | Malte      | SA.63304  | Régime SA.63304 – Modification des régimes SA.57204 – Aides à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19, et SA.58006 – Soutien aux entrepreneurs touchés par la pandémie de COVID-19                             | 28.6.2021  |
| 374 | Malte      | SA.100157 | COVID-19: régime de bonification des taux d'intérêt  | 15.10.2021 |
| 375 | Malte      | SA.100440 | COVID-19: régime d'octroi d'aides financières en faveur des pêcheurs   | 16.11.2021 |
| 376 | Malte      | SA.64380  | COVID-19: aides en faveur des entreprises du secteur du tourisme et des secteurs directement liés  | 26.11.2021 |
| 377 | Pays-Bas   | SA.61360  | COVID-19: nouveau régime d'indemnisation pour les prestataires de services de transport spéciaux   | 9.2.2021   |
| 378 | Pays-Bas   | SA.60166  | COVID-19: modification du régime TVL [SA.59535 (2020/N)] – Régime de subventions directes couvrant les coûts fixes des PME   | 9.2.2021   |

|     |          |          |   |           |
|-----|----------|----------|---|-----------|
| 379 | Pays-Bas | SA.61300 | COVID-19: aides en faveur des parcs et jardins zoologiques au titre de la section 3.1 de l'encadrement temporaire   | 12.2.2021 |
| 380 | Pays-Bas | SA.62241 | NL_EZK_B&I_TOP Modification de la deuxième prolongation du régime néerlandais d'aides d'État lié à la COVID-19 «Regeling subsidie vaste lasten financiering COVID-19 for Q1 2021»   | 12.3.2021 |
| 381 | Pays-Bas | SA.62129 | COVID-19: deuxième modification du régime SA.57850 (2020/N)   | 25.3.2021 |
| 382 | Pays-Bas | SA.62271 | COVID-19: facilité de crédit par chèques de la SGR  | 30.3.2021 |
| 383 | Pays-Bas | SA.62556 | Aide d'État SA.62556 (2021/N) – Pays-Bas – COVID-19: prêts-relais bonifiés à taux d'intérêt bonifiés  | 30.4.2021 |
| 384 | Pays-Bas | SA.62867 | COVID-19: règlement relatif au financement des coûts fixes des jeunes PME dans le contexte de la COVID-19   | 20.5.2021 |
| 385 | Pays-Bas | SA.62816 | NL-LNV-AGRO-DAD Démolition et conversion d'élevages d'animaux à fourrure (modification du régime SA.41842) – COVID-19   | 31.5.2021 |
| 386 | Pays-Bas | SA.62944 | Régime SA.62944 (2021/N) – Pays-Bas – COVID-19: modification de deux régimes d'aides existants (régimes SA.56914 et SA.57397) conformément à la cinquième modification de l'encadrement temporaire                                  | 1.6.2021  |
| 387 | Pays-Bas | SA.63257 | COVID-19: quatrième modification du régime de subventions directes pour soutenir les coûts fixes des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (modification des régimes SA.57712, SA.59535, SA.60166 et SA.62241)           | 22.6.2021 |
| 388 | Pays-Bas | SA.63576 | NL_LNV_AGRO_EIA Régime d'aides finançant les coûts fixes non couverts des entreprises agricoles et horticoles dans le cadre de la COVID-19  | 29.6.2021 |
| 389 | Pays-Bas | SA.63984 | COVID-19: cinquième modification du régime de subventions directes pour soutenir les coûts fixes des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (modification des régimes SA.57712, SA.59535, SA.60166, SA.62241 et SA.63257) | 26.7.2021 |
| 390 | Pays-Bas | SA.64370 | COVID-19: prêts d'État pour les fonds de garantie des voyages (modification du régime SA.57985)   | 20.8.2021 |

|     |          |           |  |            |
|-----|----------|-----------|--|------------|
| 391 | Pays-Bas | SA.100202 | NL_LNV_AGRO_EIA Modification du régime SA.63576 (2021/N) – NL_LNV_AGRO_EIA Régime d'aides finançant les coûts fixes non couverts des entreprises agricoles et horticoles dans le cadre de la COVID-19  | 15.10.2021 |
| 392 | Pays-Bas | SA.100306 | COVID-19: prolongation et augmentation du budget du régime SA.61360 (transports spéciaux aux Pays-Bas)   | 9.11.2021  |
| 393 | Pays-Bas | SA.100829 | COVID-19: sixième modification du régime de subventions directes pour soutenir les coûts fixes des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 (modification des régimes SA.57712, SA.59535, SA.60166, SA.62241, SA.63257 et SA.63984)  | 10.12.2021 |
| 394 | Pays-Bas | SA.100953 | NL_LNV_AGRO_EIA Modification des régimes SA.63576 et SA.100202 (2021/N) – NL_LNV_AGRO_EIA Régime d'aides finançant les coûts fixes non couverts des entreprises agricoles et horticoles dans le cadre de la COVID-19   | 22.12.2021 |
| 395 | Pologne  | SA.60940  | Modification du régime SA.59763 – COVID-19: bouclier financier pour les PME 2.0 (extension de la liste des secteurs concernés par le régime)   | 12.1.2021  |
| 396 | Pologne  | SA.60376  | Soutien aux entreprises touchées par les restrictions appliquées aux secteurs dont les activités peuvent contribuer à la propagation de la pandémie de COVID-19  | 20.1.2021  |
| 397 | Pologne  | SA.61173  | Aides d'État sous forme de prêts à faible taux d'intérêt en faveur des organisations non gouvernementales et d'un cofinancement de la rémunération et des contributions pour les personnes morales confessionnelles et leurs unités organisationnelles afin de soutenir les entités touchées par la COVID-19 | 9.2.2021   |
| 398 | Pologne  | SA.59872  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.57306 (2020/N)  | 26.2.2021  |
| 399 | Pologne  | SA.61825  | Nouveau soutien aux secteurs touchés par la pandémie de COVID-19   | 11.3.2021  |
| 400 | Pologne  | SA.62078  | Prolongation des régimes SA.56876, SA.56896, SA.56922, SA.56996, SA.57015, SA.57054, SA.57055, SA.57065, SA.57172, SA.57191, SA.57452, SA.57519, SA.59763 et SA.60376  | 16.3.2021  |
| 401 | Pologne  | SA.62597  | COVID-19: bonifications de taux d'intérêt en faveur des agriculteurs   | 20.4.2021  |



|     |          |           |  |            |
|-----|----------|-----------|--|------------|
| 402 | Pologne  | SA.62472  | COVID-19: garanties de crédit-bail associées au Fonds de garantie paneuropéen en réponse à la COVID-19   | 6.5.2021   |
| 403 | Pologne  | SA.62231  | COVID-19: modification du régime SA.58102 et aides sous forme de montants d'aide limités (section 3.1 de l'encadrement temporaire)   | 2.6.2021   |
| 404 | Pologne  | SA.62752  | COVID-19: mesures polonaises de lutte contre la crise – Aides à l'indemnisation des dommages et à l'amélioration de la liquidité des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 2.0 et modification des régimes SA.57054 et SA.57306   | 17.6.2021  |
| 405 | Pologne  | SA.62885  | Modification du régime SA.61825 (2021/N) – Nouveau soutien aux secteurs touchés par la pandémie de COVID-19  | 21.6.2021  |
| 406 | Pologne  | SA.62603  | COVID-19: soutien aux exploitants d'autobus  | 24.6.2021  |
| 407 | Pologne  | SA.64285  | Deuxième modification du régime SA.61825 (2021/N) – Régimes de subventions en faveur des secteurs touchés par la COVID-19  | 4.8.2021   |
| 408 | Pologne  | SA.100902 | COVID-19: prolongation et modification des régimes SA.56876 (2020/N), SA.56896 (2020/N), SA.56922 (2020/N), SA.56996 (2020/N), SA.57015 (2020/N), SA.57054 (2020/N), SA.57055 (2020/N), SA.57065 (2020/N), SA.57172 (2020/N), SA.57191 (2020/N), SA.57306 (2020/N), SA.57452 (2020/N), SA.57519 (2020/N), SA.58102 (2020/N), SA.59763 (2020/N), SA.60376 (2020/N), SA.61173 (2021/N), SA.61825 (2021/N), SA.62472 (2021/N), SA.62603 (2021/N) et SA.62752 (2021/N) | 22.12.2021 |
| 409 | Portugal | SA.61209  | COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques – Mesure «APOIAR RENDAS»   | 20.1.2021  |
| 410 | Portugal | SA.61758  | COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques établies dans la région ultrapériphérique des Açores – Mesure «APOIAR.PT Açores»   | 10.2.2021  |
| 411 | Portugal | SA.61048  | Modification du régime SA.59450 (2020/N) – COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques – Mesures «Apoiar.PT» et «Apoiar Restauração»   | 20.2.2021  |
| 412 | Portugal | SA.62023  | COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques établies dans la région ultrapériphérique des Açores –   | 1.3.2021   |

|     |          |          |  |           |
|-----|----------|----------|--|-----------|
|     |          |          | Mesure «APOIAR.PT Açores – 4° T 2020»  |           |
| 413 | Portugal | SA.62091 | COVID-19: Programa de Manutenção do Emprego II   | 31.3.2021 |
| 414 | Portugal | SA.62090 | COVID-19: régime d'aide aux entreprises des Açores   | 16.4.2021 |
| 415 | Portugal | SA.62587 | COVID-19: Programa de Apoio à Liquidez designado por Programa APOIAR.PT Açores – 1° T 2021   | 21.4.2021 |
| 416 | Portugal | SA.62506 | COVID-19: soutien aux projets de R&D, aux infrastructures d'essai et à la fabrication de produits liés à la COVID-19 – Prolongation jusqu'en décembre 2021   | 23.4.2021 |
| 417 | Portugal | SA.62136 | COVID-19: régime de soutien aux coûts d'exploitation 2020 – PACO   | 26.4.2021 |
| 418 | Portugal | SA.61240 | COVID-19: Portugal – Subventions salariales pour préserver l'emploi aux Açores   | 27.4.2021 |
| 419 | Portugal | SA.62505 | COVID-19: modification du régime SA.56873 – Régime de subventions directes et de garanties de prêts  | 30.4.2021 |
| 420 | Portugal | SA.62507 | COVID-19: modification du régime SA.57494 – Régime de subventions directes et de garanties de prêts – Région autonome de Madère  | 30.4.2021 |
| 421 | Portugal | SA.62647 | Système d'incitation à la liquidité pour les micro, petites et moyennes entreprises de la région ultrapériphérique de Madère dans le contexte de la pandémie de COVID-19 – Mesure «Programa APOIAR.PT.Madeira» | 7.5.2021  |
| 422 | Portugal | SA.63010 | COVID-19: soutien au secteur du transport par autobus des Açores   | 4.6.2021  |
| 423 | Portugal | SA.63378 | COVID-19: subventions directes aux micro, petites et moyennes entreprises dans des secteurs spécifiques établies dans la région ultrapériphérique des Açores – Mesure «APOIAR.PT Açores – 2°T 2021»            | 28.6.2021 |
| 424 | Portugal | SA.64041 | COVID-19: soutien financier aux entreprises du secteur de la transformation de la canne à sucre opérant à Madère   | 29.7.2021 |
| 425 | Portugal | SA.63549 | COVID-19: régime de subventions directes et de garanties de prêts (modification du régime SA.56873)  | 6.8.2021  |

|     |          |           |   |            |
|-----|----------|-----------|---|------------|
| 426 | Portugal | SA.64523  | Programme de soutien au maintien de l'emploi dans le secteur de l'agriculture (SME-AGRI)  | 1.9.2021   |
| 427 | Portugal | SA.64599  | Incentivo Regional às Empresas de Transporte Coletivo Regular de Passageiros para mitigação dos efeitos económico financeiros provocados pela pandemia Covid 19 – Ano de 2021   | 13.9.2021  |
| 428 | Portugal | SA.100810 | COVID-19: prolongation des régimes SA.56873, SA.56886, SA.57035, SA.57494, SA.59450, SA.61209, SA.62647 et SA.64041, tels que déjà modifiés   | 16.12.2021 |
| 429 | Roumanie | SA.61231  | Modification du régime SA.58166 (2020/N) tel que modifié par le régime SA.59970 (2020/N) – COVID-19: soutien aux PME et à certaines grandes entreprises pour surmonter la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 | 21.1.2021  |
| 430 | Roumanie | SA.60650  | COVID-19: aide aux entreprises touristiques, aux unités d'hébergement, aux unités alimentaires et aux agences de voyages  | 14.4.2021  |
| 431 | Roumanie | SA.62827  | COVID-19: soutien à l'activité des éleveurs de bovins en 2021 dans le contexte de la crise économique engendrée par la COVID-19   | 20.5.2021  |
| 432 | Roumanie | SA.63040  | COVID-19: deuxième prolongation du régime d'aides existant SA.57408   | 25.5.2021  |
| 433 | Roumanie | SA.63318  | Régime SA.63318 – Modification du régime SA.58166 – Soutien aux PME et à certaines grandes entreprises liées pour surmonter la crise économique causée par la pandémie de COVID-19  | 17.6.2021  |
| 434 | Roumanie | SA.62608  | COVID-19: aide au secteur culturel indépendant à Bucarest   | 18.6.2021  |
| 435 | Roumanie | SA.63354  | COVID-19: troisième modification du régime d'aides existant SA.56895  | 30.6.2021  |
| 436 | Roumanie | SA.63562  | COVID-19: première modification du régime d'aides existant SA.58462   | 30.6.2021  |
| 437 | Roumanie | SA.63334  | COVID-19: prolongation du régime d'incitation en faveur des compagnies aériennes opérant à l'aéroport de Sibiu  | 2.7.2021   |
| 438 | Roumanie | SA.63319  | Roumanie – COVID-19: régime d'incitation en faveur des compagnies aériennes opérant à l'aéroport de Targu Mures   | 7.7.2021   |

|     |           |           |  |            |
|-----|-----------|-----------|--|------------|
| 439 | Roumanie  | SA.63550  | COVID-19: soutien au tourisme, aux services de restauration publics et aux organisateurs de manifestations   | 13.7.2021  |
| 440 | Roumanie  | SA.64092  | COVID-19: aides aux compagnies aériennes à l'aéroport international de Maramures   | 28.9.2021  |
| 441 | Roumanie  | SA.100195 | COVID-19: soutien aux PME pour surmonter la crise économique causée par la pandémie de COVID-19 – Investissements productifs   | 27.10.2021 |
| 442 | Roumanie  | SA.64595  | Notification du «régime d'aides d'État en faveur des clubs sportifs de Miercurea-Ciuc dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19»  | 22.11.2021 |
| 443 | Roumanie  | SA.100666 | COVID-19: régime d'aides d'État pour l'octroi d'un soutien financier aux opérateurs économiques gérant des aéroports   | 13.12.2021 |
| 444 | Roumanie  | SA.64591  | COVID-19: aides d'État en faveur des clubs sportifs de la municipalité de Sfântu Gheorghe  | 15.12.2021 |
| 445 | Roumanie  | SA.100996 | COVID-19: modification des régimes SA.56895, SA.57408, SA.100195, SA.58166, SA.59156, SA.64092, SA.63319 et SA.62608.  | 22.12.2021 |
| 446 | Slovaquie | SA.60212  | COVID-19: aides aux clubs sportifs professionnels (Slovaquie)  | 15.1.2021  |
| 447 | Slovaquie | SA.61931  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.57483 (2020/N)  | 23.2.2021  |
| 448 | Slovaquie | SA.62004  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.56986 (2020/N) – Aide au titre de l'encadrement temporaire pour préserver l'emploi et l'activité indépendante   | 17.3.2021  |
| 449 | Slovaquie | SA.62727  | COVID-19: modification du régime d'aides aux clubs sportifs professionnels (Slovaquie)   | 30.4.2021  |
| 450 | Slovaquie | SA.62256  | COVID-19: soutien au secteur du tourisme   | 3.5.2021   |
| 451 | Slovaquie | SA.62712  | COVID-19: deuxième modification du régime SA.58054 (2020/N) – Soutien à la liquidité des Fonds ESI – Régime d'aides d'État pour les entreprises innovantes ayant un accès limité aux facilités de crédit | 3.5.2021   |
| 452 | Slovaquie | SA.63294  | Régime SA.63294 (2021/N) – Slovaquie – COVID-19: aide au titre de l'encadrement temporaire pour préserver l'emploi et l'activité indépendante (modification du régime SA.56986)                          | 21.6.2021  |
| 453 | Slovaquie | SA.63394  | COVID-19: deuxième modification des régimes SA.57484 et SA.57485 au titre de   | 28.6.2021  |

|     |           |           |   |            |
|-----|-----------|-----------|---|------------|
|     |           |           | l'encadrement temporaire  |            |
| 454 | Slovaquie | SA.63467  | COVID-19: prolongation du régime d'aides en faveur des exploitants d'aéroports (régime SA.59240)  | 8.7.2021   |
| 455 | Slovaquie | SA.64148  | COVID-19: soutien aux clubs sportifs professionnels II  | 6.8.2021   |
| 456 | Slovaquie | SA.64415  | COVID-19: régime d'aides d'État visant à préserver la liquidité des agences de voyages  | 9.9.2021   |
| 457 | Slovaquie | SA.64688  | COVID-19: modification des régimes SA.57599 (tel que modifié par le régime SA.59809) et SA.59996  | 7.10.2021  |
| 458 | Slovaquie | SA.100845 | COVID-19: Slovaquie – Prolongation et modification des régimes SA.59240 et SA.62256   | 14.12.2021 |
| 459 | Slovaquie | SA.100900 | COVID-19: modification du régime SA.57599 (2020/N), tel que déjà modifié par le régime SA.64688 (2021/NN)   | 16.12.2021 |
| 460 | Slovaquie | SA.100963 | COVID-19: modification des régimes SA.57484 et SA.57485, tels que déjà modifiés   | 16.12.2021 |
| 461 | Slovaquie | SA.101016 | Aide d'État SA.101016 (2021/N) – Slovaquie – COVID-19: aide au titre de l'encadrement temporaire pour préserver l'emploi et l'activité indépendante (modification du régime SA.56986) | 21.12.2021 |
| 462 | Slovaquie | SA.100962 | COVID-19: prolongation du régime SA.64148 – Soutien aux clubs sportifs professionnels II  | 21.12.2021 |
| 463 | Slovénie  | SA.60415  | COVID-19: modification des régimes SA.56999, SA.57143, SA.57782 tels que modifiés par les régimes SA.58471, SA.57724 et SA.57558  | 8.1.2021   |
| 464 | Slovénie  | SA.61019  | COVID-19: nouveau régime de subventions directes  | 14.1.2021  |
| 465 | Slovénie  | SA.59943  | COVID-19: modification du régime SA.59099 (2020/N) – Régime de mesures d'intervention supplémentaires   | 14.1.2021  |
| 466 | Slovénie  | SA.60951  | COVID-19: modification du régime d'aides sous la forme d'un remboursement partiel des coûts fixes non couverts  | 22.1.2021  |
| 467 | Slovénie  | SA.61324  | COVID-19: modification du régime SA.56999 (2020/N) – Mesures d'intervention pour atténuer les effets de la pandémie de maladie infectieuse SRAS-CoV-2 (COVID-19) sur l'économie       | 30.1.2021  |
| 468 | Slovénie  | SA.61211  | Réduction de la redevance de concession annuelle pour les gestionnaires de terrains de chasse pour 2020   | 11.2.2021  |

|     |          |          |   |           |
|-----|----------|----------|---|-----------|
| 469 | Slovénie | SA.62041 | COVID-19: deuxième modification du régime SA.57724 (2020/N) – Régime de prêts à taux nul et à taux réduit   | 11.3.2021 |
| 470 | Slovénie | SA.62118 | COVID-19: indemnisation financière de la perte de revenus des exploitants exerçant des activités auxiliaires dans le secteur agricole   | 15.3.2021 |
| 471 | Slovénie | SA.61920 | Aide d'État SA.61920 (2021/N) – Slovénie – Modification du régime SA.57558 (2020/N) – Régime de mesures d'intervention supplémentaires (régime de chômage partiel, subventions salariales pour juin, téléphériques, terres agricoles)                                       | 16.3.2021 |
| 472 | Slovénie | SA.61928 | Aide d'État SA.61928 (2021/N) – Slovénie – Modification du régime SA.57558, tel que modifié par le régime SA.59943 (2020/N) – COVID-19: régime de mesures d'intervention supplémentaires, et du régime SA.61019 (2020/N) – COVID-19: nouveau régime de subventions directes | 16.3.2021 |
| 473 | Slovénie | SA.62223 | Aides destinées à compenser la perte de revenus des producteurs de pommes due à la pandémie de COVID-19   | 18.3.2021 |
| 474 | Slovénie | SA.62332 | COVID-19: indemnisation financière de la perte de revenus dans le secteur vitivinicole due à la deuxième vague de la pandémie de COVID-19   | 23.3.2021 |
| 475 | Slovénie | SA.62686 | Indemnisation financière de la perte de revenus dans le secteur de l'élevage de porcins due à la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 pour la période allant du 1 <sup>er</sup> novembre 2020 au 31 janvier 2021   | 6.5.2021  |
| 476 | Slovénie | SA.62926 | Indemnisation financière de la perte de revenus dans le secteur de l'élevage de petits ruminants due à la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 pour la période allant du 1 <sup>er</sup> octobre 2020 au 31 janvier 2021   | 18.5.2021 |
| 477 | Slovénie | SA.62977 | Indemnisation financière dans le secteur de l'élevage de bovins en raison des conséquences de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 pour la période allant du 1 <sup>er</sup> octobre 2020 au 31 mars 2021   | 26.5.2021 |
| 478 | Slovénie | SA.63194 | COVID-19: indemnisation financière en faveur des producteurs de pommes de terre en raison des conséquences de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 pour la période allant du 1 <sup>er</sup> octobre 2020 au 31 mars 2021   | 7.6.2021  |
| 479 | Slovénie | SA.63088 | COVID-19: modification du régime SA.57782 (2020/N) – COVID-19: soutien aux PME et aux projets de RDI et d'investissement liés à la COVID-   | 7.6.2021  |

|     |          |           |  |            |
|-----|----------|-----------|--|------------|
|     |          |           | 19   |            |
| 480 | Slovénie | SA.63498  | Modification du régime d'aides d'État SA.59124 – COVID-19: rétablissement de la connectivité aérienne de la Slovénie   | 13.7.2021  |
| 481 | Slovénie | SA.64098  | Réduction des loyers des terres agricoles gérées par le Fonds pour les terres agricoles et les forêts de la République de Slovénie en raison de la COVID-19            | 29.7.2021  |
| 482 | Slovénie | SA.64238  | Slovénie – COVID-19: aides au secteur MICE (Meetings, Incentives, Conferencing, Exhibitions – réunions, incitations, conférences et expositions)                       | 29.7.2021  |
| 483 | Slovénie | SA.64152  | Aide au financement de l'indemnité de congés payés   | 30.7.2021  |
| 484 | Slovénie | SA.64194  | COVID-19: renouvellement de la mesure «Exonération du paiement de la compensation pour l'eau et du paiement des droits d'utilisation de l'eau»                         | 3.8.2021   |
| 485 | Slovénie | SA.64318  | COVID-19: assistance aux exploitants d'installations de téléphériques  | 12.8.2021  |
| 486 | Slovénie | SA.64421  | Slovénie – COVID-19: aides sous la forme de taux d'intérêt bonifiés pour les prêts   | 14.9.2021  |
| 487 | Slovénie | SA.64606  | COVID-19: modification du régime SA.62118 (2021/N)   | 23.9.2021  |
| 488 | Slovénie | SA.100855 | COVID-19: soutien aux travailleurs indépendants, gestionnaires et agriculteurs sous la forme d'une indemnisation partielle de la perte de revenus due à la quarantaine | 13.12.2021 |
| 489 | Espagne  | SA.59723  | COVID-19: quatrième modification du régime SA.56851 (2020/N) – Régime-cadre  | 19.2.2021  |
| 490 | Espagne  | SA.61875  | COVID-19: modification des décisions SA.56851, SA.57019 et SA.57659  | 14.3.2021  |
| 491 | Espagne  | SA.62838  | Espagne – COVID-19: modification des régimes SA.56851 (2020/N) et SA.57019 (2020/N)  | 18.5.2021  |
| 492 | Espagne  | SA.63690  | COVID-19: régime de réassurance du crédit commercial (prolongation)  | 1.7.2021   |
| 493 | Espagne  | SA.62067  | Espagne – COVID-19: fonds de recapitalisation pour certaines entreprises touchées par la pandémie de COVID-19  | 19.7.2021  |
| 494 | Espagne  | SA.100974 | COVID-19: prolongation et modification des régimes SA.56851, SA.57019, 57659 et SA.62067, tels que déjà modifiés   | 21.12.2021 |



|     |       |          |   |           |
|-----|-------|----------|---|-----------|
| 495 | Suède | SA.59639 | COVID-19: régime d'aides en faveur des agences de voyages et des voyagistes   | 28.1.2021 |
| 496 | Suède | SA.61486 | COVID-19: prolongation du programme de garantie publique pour les entreprises   | 4.2.2021  |
| 497 | Suède | SA.60275 | Régime d'indemnisation pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 pendant la période allant d'août 2020 à février 2021              | 12.2.2021 |
| 498 | Suède | SA.61672 | COVID-19: remise de loyer en faveur des locataires – Prolongation de l'aide d'État SA.56972 (2020/N)  | 23.2.2021 |
| 499 | Suède | SA.61904 | COVID-19: aides visant à garantir l'accès au transport par ambulance aérienne   | 5.3.2021  |
| 500 | Suède | SA.61298 | COVID-19: prêts aux services de contrôle de l'espace aérien   | 10.3.2021 |
| 501 | Suède | SA.62190 | COVID-19: modification du régime SA.60275   | 11.3.2021 |
| 502 | Suède | SA.62272 | COVID-19: remise de loyer en faveur des locataires – Modification des régimes SA.56972 (2020/N) et SA.61672 (2021/NN)   | 31.3.2021 |
| 503 | Suède | SA.62726 | COVID-19: prolongation des aides au transport maritime (régime SA.59863)  | 4.6.2021  |
| 504 | Suède | SA.63263 | Prolongation du régime d'indemnisation pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 pendant la période allant de mai à septembre 2021 | 15.6.2021 |
| 505 | Suède | SA.63162 | COVID-19: remise de loyer en faveur des locataires – Modification du régime SA.62272  | 16.6.2021 |
| 506 | Suède | SA.63130 | COVID-19: aides visant à garantir l'accès au transport par ambulance aérienne   | 17.6.2021 |
| 507 | Suède | SA.63289 | COVID-19: prolongation du régime d'aides en faveur des services de contrôle de l'espace aérien  | 22.6.2021 |
| 508 | Suède | SA.63116 | COVID-19: aides pour les événements annulés ou restreints pour la période allant de juin à décembre 2021  | 2.7.2021  |
| 509 | Suède | SA.63898 | COVID-19: prêt d'État en faveur du consortium SAS   | 9.7.2021  |
| 510 | Suède | SA.63727 | COVID-19: régime d'aides en faveur des agences de voyages et des voyagistes II (modification du régime SA.59639)  | 12.7.2021 |
| 511 | Suède | SA.63337 | COVID-19: aide à la liquidité des producteurs de fourrure de vison  | 15.7.2021 |

|     |       |           |   |            |
|-----|-------|-----------|---|------------|
| 512 | Suède | SA.100381 | COVID-19: modification du régime SA.56860 prolongé au moyen des régimes SA.58659 et SA.61486 – Programme de garantie publique pour les entreprises  | 11.11.2021 |
| 513 | Suède | SA.100728 | COVID-19: modification du régime d'indemnisation pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 (modification du régime SA.60275, tel que prolongé au moyen des régimes SA.62190 et SA.63263) | 1.12.2021  |
| 514 | Suède | SA.100911 | COVID-19: aides pour les événements annulés ou restreints pour la période allant de juin à décembre 2021 (prolongation)   | 13.12.2021 |

## ANNEXE II.

### Décisions relatives aux aides d'État liées à la COVID-19 adoptées directement en vertu du traité, par pays

| N° | État membre | Affaire   | Intitulé  | Date de la décision |
|----|-------------|-----------|---|---------------------|
| 1  | Autriche    | SA.60655  | COVID-19: modification du régime d'aides existant pour la fourniture de services de fret ferroviaire dans certaines formes de production et prolongation du soutien temporaire au transport ferroviaire de fret et de passagers | 24.1.2021           |
| 2  | Autriche    | SA.60521  | COVID-19: garantie d'État en faveur des organisateurs de voyages à forfait et des facilitateurs de services de voyage liés  | 4.2.2021            |
| 3  | Autriche    | SA.63287  | COVID-19: régime d'aides en faveur des organisateurs d'événements II  | 5.7.2021            |
| 4  | Autriche    | SA.100991 | COVID-19: régime d'aides en faveur des organisateurs d'événements II  | 21.12.2021          |

|    |          |          |  |            |
|----|----------|----------|--|------------|
| 5  | Belgique | SA.60548 | COVID-19: prolongation et modification du régime SA.57188 – Réassurance des risques de crédit et de cautionnement à court terme  | 25.1.2021  |
| 6  | Belgique | SA.59765 | COVID-19: aide au concessionnaire du Mémorial de la Bataille de Waterloo 1815  | 18.5.2021  |
| 7  | Belgique | SA.61709 | Air Belgium SA   | 24.6.2021  |
| 8  | Belgique | SA.62160 | Mesure temporaire de réduction de la redevance pour le trafic ferroviaire commercial de voyageurs  | 17.12.2021 |
| 9  | Belgique | SA.62498 | Projet d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les règles provisoires qui valent comme contrat de gestion d'Infrabel et de la SNCB – Mesure temporaire de réduction du coût de la redevance d'infrastructure pour le trafic ferroviaire de fret | 17.12.2021 |
| 10 | Tchéquie | SA.61912 | COVID-19: modification du régime d'aides en faveur des stations thermales (régime SA.58018)  | 9.3.2021   |
| 11 | Tchéquie | SA.62375 | COVID-19: régime d'indemnisation des dommages pour les opérateurs de services de transport ferroviaire de personnes  | 30.7.2021  |
| 12 | Danemark | SA.61056 | Prolongation et ajustement de l'aide d'État SA.56685 telle que modifiée par les régimes SA.57209 et SA.59667 – Régime d'indemnisation pour l'annulation d'événements en raison de la COVID-19  | 20.1.2021  |
| 13 | Danemark | SA.61044 | Prolongation du régime SA.59055 – Régime d'indemnisation temporaire ciblé des coûts fixes pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19 (interdictions et événements annulés)  | 20.1.2021  |
| 14 | Danemark | SA.61945 | Régime d'aides en faveur des éleveurs de visons et des entreprises connexes touchés par la pandémie de COVID-19  | 7.4.2021   |

|    |          |          |   |           |
|----|----------|----------|---|-----------|
| 15 | Danemark | SA.62444 | Notification de la prolongation et de l'ajustement de l'aide d'État SA.56685 telle que modifiée par les régimes SA.57209, SA.59667 et SA.61056 – Régime d'indemnisation pour l'annulation d'événements en raison de la COVID-19           | 14.4.2021 |
| 16 | Danemark | SA.62132 | Prolongation, jusqu'au 5 avril 2021, du régime SA.59055 – Régime d'indemnisation temporaire ciblé des coûts fixes pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19 (interdictions et événements annulés)           | 27.4.2021 |
| 17 | Danemark | SA.62226 | COVID-19: réactivation du régime SA.57932 – Régime d'indemnisation ciblé des coûts fixes pour les entreprises (fermeture des frontières et restrictions de déplacement)   | 7.5.2021  |
| 18 | Danemark | SA.62538 | Ajout au régime SA.57930 pour les entreprises exerçant des activités mixtes; régime d'indemnisation ciblé des coûts fixes pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19   | 30.6.2021 |
| 19 | Danemark | SA.63389 | Notification de la prolongation et de l'ajustement de l'aide d'État SA.56685 telle que modifiée par les régimes SA.57209, SA.59667, SA.61056 et SA.62444 – Régime d'indemnisation pour l'annulation d'événements en raison de la COVID-19 | 1.7.2021  |
| 20 | Danemark | SA.63904 | Quatrième modification du régime SA.57930 – Régime d'indemnisation temporaire ciblé pour les entreprises touchées par les interdictions liées à la COVID-19 (interdictions et événements annulés)   | 12.7.2021 |
| 21 | Danemark | SA.64032 | COVID-19: troisième modification du régime d'indemnisation SA.56774   | 26.7.2021 |
| 22 | Danemark | SA.62391 | COVID-19: levée des redevances d'accès aux infrastructures pour les services publics de transport ferroviaire de personnes  | 30.7.2021 |
| 23 | Danemark | SA.62217 | COVID-19: régime d'aides en faveur des institutions culturelles pour l'été 2020   | 4.8.2021  |

|    |           |           |   |            |
|----|-----------|-----------|---|------------|
| 24 | Finlande  | SA.60113  | Finnair – COVID-19: prêt hybride au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b)  | 12.3.2021  |
| 25 | Finlande  | SA.59132  | COVID-19: aides en faveur de Finavia  | 17.3.2021  |
| 26 | France    | SA.60523  | Aide d'État SA.60523 (2020/N) – France<br><br>Amendement de la décision SA.57607 (2020/N) – France – COVID-19: Garantie de l'État en soutien à l'assurance-crédit                                     | 13.1.2021  |
| 27 | France    | SA.59746  | COVID-19: compensation des clubs sportifs et organisateurs d'événements sportifs (France)   | 25.1.2021  |
| 28 | France    | SA.58639  | COVID-19: dispositif de garantie aux fonds de prêts participatifs et d'obligations subordonnées   | 3.3.2021   |
| 29 | France    | SA.60949  | COVID-19: régime d'aides destiné à compenser les coûts d'exploitation des sociétés de remontées mécaniques  | 19.3.2021  |
| 30 | France    | SA.63316  | Amendement des mesures approuvées par les décisions SA.56903 (2020/N) et SA.59571 (2020/N) – COVID-19: garantie de l'État pour la couverture en réassurance de risques d'assurance-crédit domestiques | 18.6.2021  |
| 31 | France    | SA.63563  | COVID-19: compensation des clubs sportifs et organisateurs d'événements sportifs (modifications)  | 20.8.2021  |
| 32 | France    | SA.62193  | COVID-19: compensation du dommage subi par Brittany Ferries en raison de l'épidémie de COVID-19   | 23.9.2021  |
| 33 | France    | SA.62625  | COVID-19: compensation des loyers et charges locatives des commerces de détail et de certains services interdits d'accueil du public en raison de la crise COVID-19                                   | 15.10.2021 |
| 34 | France    | SA.100430 | COVID-19: garantie au bénéfice d'Air France (prolongation de la mesure d'aide SA.57082)   | 1.12.2021  |
| 35 | Allemagne | SA.60045  | Aide pour le mois de novembre en raison d'un événement extraordinaire au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE – COVID-19   | 21.1.2021  |

|    |           |           |  |            |
|----|-----------|-----------|--|------------|
| 36 | Allemagne | SA.59173  | COVID-19: Régime-cadre fédéral pour l'indemnisation des dommages causés aux foires et aux congrès  | 22.1.2021  |
| 37 | Allemagne | SA.62099  | Deuxième modification du régime d'aides en faveur des aéroports en raison de la COVID-19   | 16.3.2021  |
| 38 | Allemagne | SA.62763  | Allemagne – COVID-19: modification d'un régime d'aides existant en faveur du transport ferroviaire de marchandises   | 21.5.2021  |
| 39 | Allemagne | SA.62784  | COVID-19: régime-cadre fédéral au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b)   | 28.5.2021  |
| 40 | Allemagne | SA.63617  | Allemagne – COVID-19: aide en faveur de Condor Flugdienst GmbH   | 26.7.2021  |
| 41 | Allemagne | SA.63635  | Allemagne – COVID-19: modification d'un régime d'aides existant en faveur du transport ferroviaire de marchandises et soutien temporaire aux prestataires de services de transport ferroviaire de personnes longue distance  | 30.7.2021  |
| 42 | Allemagne | SA.63846  | COVID-19: indemnisation des dommages causés à Deutsche Bahn AG   | 10.8.2021  |
| 43 | Allemagne | SA.64720  | COVID-19: octroi contemporain d'aides fédérales sous la forme d'indemnisations en faveur des organisateurs de foires et d'expositions  | 8.10.2021  |
| 44 | Allemagne | SA.64494  | Prolongation du régime SA.59173(2020/N) – COVID-19: Régime-cadre fédéral pour l'indemnisation des dommages causés aux foires et aux congrès  | 11.11.2021 |
| 45 | Allemagne | SA.100944 | Prolongation et modification du régime SA.62784  | 21.12.2021 |
| 46 | Allemagne | SA.63847  | COVID-19: indemnisation des dommages causés à DB AG pour couvrir les dommages subis par DB Cargo   | 22.12.2021 |
| 47 | Grèce     | SA.62095  | Soutien aux producteurs dans les secteurs i) de l'élevage de buffles dans l'ensemble du pays, ii) de la production de pastèques en plein air dans l'ensemble du pays, iii) de la culture sous serre de tomates et concombres dans l'ensemble du pays, à l'exception de la Crète, et iv) de la production de pommes de terre d'été et d'automne | 5.3.2021   |

|    |         |           |   |           |
|----|---------|-----------|---|-----------|
| 48 | Grèce   | SA.62052  | COVID-19: aide à l'aéroport international d'Athènes   | 26.7.2021 |
| 49 | Irlande | SA.59709  | Irlande – COVID-19: aide en faveur des exploitants d'aéroports  | 23.2.2021 |
| 50 | Irlande | SA.100481 | Modification du régime SA.59709 – Irlande – COVID-19: aide en faveur des exploitants d'aéroports  | 3.12.2021 |
| 51 | Italie  | SA.59518  | COVID-19: aide en faveur de Toscana Aeroporti   | 1.3.2021  |
| 52 | Italie  | SA.59346  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par les opérateurs commerciaux de services de transport ferroviaire de personnes   | 10.3.2021 |
| 53 | Italie  | SA.59376  | COVID-19: réduction des redevances d'accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes   | 24.3.2021 |
| 54 | Italie  | SA.61676  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par Alitalia III   | 26.3.2021 |
| 55 | Italie  | SA.62542  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par Alitalia IV  | 12.5.2021 |
| 56 | Italie  | SA.62762  | Prolongation du régime de réduction des redevances d'accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes dans le contexte de la COVID-19 | 9.6.2021  |
| 57 | Italie  | SA.63234  | Italie – COVID-19: indemnisation des dommages subis par Alitalia V  | 2.7.2021  |
| 58 | Italie  | SA.62392  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par les voyagistes et les agences de voyages   | 8.7.2021  |
| 59 | Italie  | SA.63074  | Régime d'indemnisation des dommages pour les gestionnaires d'infrastructures aéroportuaires et les fournisseurs de services d'assistance en escale en Italie                                    | 26.7.2021 |
| 60 | Italie  | SA.63534  | COVID-19: indemnisation pour les exploitants de services de remontée mécanique  | 4.8.2021  |
| 61 | Italie  | SA.62152  | COVID-19: modification du régime d'indemnisation des dommages subis par les compagnies aériennes détentrices d'une licence d'exploitation de l'UE délivrée par l'Italie                         | 9.8.2021  |
| 62 | Italie  | SA.63317  | COVID-19: Italie – Régime d'indemnisation pour les foires et les congrès  | 30.8.2021 |

|    |            |           |  |            |
|----|------------|-----------|--|------------|
| 63 | Italie     | SA.63652  | Deuxième prolongation du régime de réduction des redevances d'accès aux voies pour le fret ferroviaire et les services commerciaux de transport ferroviaire de personnes dans le contexte de la COVID-19                                   | 14.9.2021  |
| 64 | Italie     | SA.62539  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par les aéroports de Calabre  | 14.12.2021 |
| 65 | Lettonie   | SA.101032 | COVID-19: indemnisation des dommages subis par airBaltic   | 21.12.2021 |
| 66 | Luxembourg | SA.59682  | COVID-19: prolongation et modification du régime SA.57708  | 15.2.2021  |
| 67 | Pays-Bas   | SA.59706  | COVID-19: régime d'indemnisation pour les parcs et jardins zoologiques néerlandais au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE  | 12.2.2021  |
| 68 | Pays-Bas   | SA.62743  | COVID-19: régime d'indemnisation garanti pour les événements annulés   | 11.6.2021  |
| 69 | Pays-Bas   | SA.62368  | COVID-19: aides au secteur des feux d'artifice   | 21.9.2021  |
| 70 | Pays-Bas   | SA.100223 | COVID-19: modification du régime d'indemnisation garanti pour les événements annulés (régime SA.62743)   | 21.10.2021 |
| 71 | Pays-Bas   | SA.100303 | COVID-19: modification du régime SA.62368 d'aides au secteur des feux d'artifice   | 12.11.2021 |
| 72 | Pays-Bas   | SA.100258 | COVID-19: deuxième régime d'indemnisation pour les parcs et jardins zoologiques au titre de l'article 107, paragraphe 2, point b), du TFUE   | 9.12.2021  |
| 73 | Pologne    | SA.59800  | COVID-19: mesures polonaises de lutte contre la crise – Assurance créances   | 1.6.2021   |
| 74 | Pologne    | SA.62752  | COVID-19: mesures polonaises de lutte contre la crise – Aides à l'indemnisation des dommages et à l'amélioration de la liquidité des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19 2.0 et modification des régimes SA.57054 et SA.57306 | 17.6.2021  |
| 75 | Pologne    | SA.63947  | COVID-19: mesures polonaises de lutte contre la crise – Aides à l'indemnisation des dommages et à l'amélioration de la liquidité des entreprises touchées par la pandémie de COVID-19  | 15.7.2021  |



|    |           |           |   |            |
|----|-----------|-----------|---|------------|
| 76 | Pologne   | SA.63700  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par Poczta Polska S.A.   | 16.12.2021 |
| 77 | Portugal  | SA.58082  | COVID-19: garantie de l'État pour l'assurance des risques de crédit domestiques   | 31.3.2021  |
| 78 | Portugal  | SA.62304  | COVID-19: indemnisation des dommages subis par TAP  | 23.4.2021  |
| 79 | Portugal  | SA.61771  | COVID-19: SATA – Indemnisation des dommages résultant d'événements extraordinaires  | 30.4.2021  |
| 80 | Portugal  | SA.63041  | Portugal – COVID-19: modification du régime SA.62304 (2021/N) – Indemnisation des dommages subis par TAP Portugal         | 12.5.2021  |
| 81 | Portugal  | SA.63402  | COVID-19: indemnisation en faveur de TAP SA II  | 21.12.2021 |
| 82 | Portugal  | SA.100121 | COVID-19: indemnisation des dommages subis par TAP III  | 22.12.2021 |
| 83 | Slovaquie | SA.63467  | COVID-19: prolongation du régime d'aides en faveur des exploitants d'aéroports (régime SA.59240)                          | 8.7.2021   |
| 84 | Slovaquie | SA.100845 | COVID-19: Slovaquie – Prolongation et modification des régimes SA.59240 et SA.62256                                       | 14.12.2021 |
| 85 | Slovénie  | SA.59994  | Fraport Slovenija, d.o.o. – Indemnisation des dommages causés par la pandémie de COVID-19                                 | 1.2.2021   |
| 86 | Slovénie  | SA.63636  | COVID-19: indemnisation en faveur du concessionnaire des grottes de Postojna et de Predjama                               | 17.8.2021  |
| 87 | Espagne   | SA.63266  | ECON – ESPAGNE – COVID-19: régime de garanties en faveur des entreprises sous concordat (prolongation du régime SA.59045) | 9.6.2021   |
| 88 | Espagne   | SA.63690  | COVID-19: régime de réassurance du crédit commercial (prolongation)   | 1.7.2021   |
| 89 | Espagne   | SA.58343  | COVID-19: aide en faveur d'Air Nostrum  | 22.7.2021  |
| 90 | Suède     | SA.60323  | COVID-19: prolongation du régime SA.58690 – COVID-19: aide pour les événements culturels annulés ou reportés              | 15.2.2021  |

|    |       |           |   |            |
|----|-------|-----------|---|------------|
| 91 | Suède | SA.59609  | Prolongation et modification du régime d'indemnisation SA.57372 (tel que modifié et prolongé par le régime SA.58631) pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 en juin et juillet 2020                 | 5.3.2021   |
| 92 | Suède | SA.62406  | COVID-19: régime d'indemnisation des fermetures et interdictions dues à la COVID-19   | 14.7.2021  |
| 93 | Suède | SA.63073  | Prolongation et modification du régime d'indemnisation SA.57372 (SA.58631 et SA.59609) pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 pendant la période allant d'août 2020 à avril 2021                    | 26.7.2021  |
| 94 | Suède | SA.100044 | COVID-19: prolongation et modification du régime d'indemnisation SA.57372 (SA.58631, SA.59609 et SA.63073) pour les entreprises confrontées à des pertes de chiffre d'affaires dues à la COVID-19 pendant la période allant de mai à septembre 2021 | 18.10.2021 |
| 95 | Suède | SA.100464 | COVID-19: réduction des redevances d'accès aux infrastructures pour les services de transport ferroviaire   | 7.12.2021  |

### ANNEXE III.

#### Aides d'État en faveur du secteur bancaire: décisions adoptées par la Commission en 2021, par pays

|    | État membre | Numéro/intitulé de l'affaire | Type de décision   | Date d'adoption |
|----|-------------|------------------------------|--|-----------------|
| 1  | Suède       | SA.56348                     | Impôt suédois sur les établissements de crédit   | 24.11.2021      |
| 2  | Danemark    | SA.58478                     | Danemark – Troisième prolongation du régime de liquidation des petites banques                                       | 28.1.2021       |
| 3  | Pologne     | SA.63002                     | Onzième prolongation du régime de liquidation ordonnée des coopératives de crédit                                    | 2.7.2021        |
| 4  | Pologne     | SA.64522                     | Sixième prolongation du régime de résolution applicable aux banques coopératives et aux petites banques commerciales | 29.10.2021      |
| 5  | Pologne     | SA.63965                     | Report de la liquidation formelle de Bank Nowy BFG   | 3.8.2021        |
| 6  | Irlande     | SA.62303                     | Treizième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation des coopératives de crédit                   | 6.5.2021        |
| 7  | Irlande     | SA.100030                    | Quatorzième prolongation du régime de restructuration et de stabilisation du secteur des coopératives de crédit      | 29.10.2021      |
| 8  | Irlande     | SA.62649                     | Dix-septième prolongation du régime de résolution des coopératives de crédit 2020-2021                               | 17.5.2021       |
| 9  | Grèce       | SA.59030                     | Prolongation du régime de garantie de liquidité des banques  | 10.3.2021       |
| 10 | Grèce       | SA.62242                     | Prolongation du régime Hercules  | 9.4.2021        |
| 11 | Italie      | SA.62880                     | Quatrième prolongation du régime de garantie italien en faveur de la titrisation des prêts non performants           | 14.6.2021       |
| 12 | Bulgarie    | SA.61100                     | Augmentation de capital en faveur de FMFIB   | 2.12.2021       |